

L'AMÉRIQUE DÉCOUVRE L'ESPAGNE

I. — Naissance d'une amitié

Madrid, ... août. — Le 14 juillet était inauguré à Madrid l'hôtel Castellana-Hilton. M. Hilton est le propriétaire d'une puissante chaîne hôtelière américaine. Il désirait la prolonger en Europe; c'est l'Espagne qu'il a choisie pour base de départ. Il a loué un élégant immeuble de huit étages qui s'élève aujourd'hui au bord de cette avenue de jardins qu'est en plein cœur de Madrid la Castellana. L'inauguration réunit un parterre panaché : M. Arburu, ministre espagnol du commerce; M. Arias Salgado, ministre de l'information; M. Solis, délégué national des syndicats, y étaient enrubannés par une figuration considérable amenée de Hollywood à bord de deux Constellation spécialement frétés pour l'occasion; on y relevait des vedettes de haut plumage, comme Gary Cooper, Mary Martin et Merle Oberon.

Certains esprits forts de la colonie française ne manquèrent pas de railler cette alliance de la politique et du sex-appeal, de même que la panne d'électricité qui vint l'obscurcir. Ils avaient déjà plaisanté la facilité avec laquelle la municipalité de Madrid s'était résignée à laisser pousser la nouvelle ambassade américaine, cube de nougat blanc haut de douze étages, jeté comme le dé d'un croupier au milieu des pures architecturales de la calle Serrano. Les mêmes esprits comprirent toutefois rapidement que cette inauguration d'un simple hôtel n'avait pas reçu tant de feux sans de hautes raisons : certaines paroles américaines prononcées ce jour-là, l'affirmation que « l'Espagne est la seule nation au monde qui sut vaincre le communisme », firent apparaître l'événement comme le symbole même de la nouvelle politique de Washington envers la Péninsule.

L'Espagne sort de sa réserve

L'Amérique n'a envoyé jusqu'ici vers nos voisins que des soldats sans armes : aviateurs des appareils de liaison avec les camps d'Allemagne, marins de la VIII^e flotte. L'Espagnol les a d'abord accueillis en silence et non sans réserves. L'Américain s'adapterait-il à l'image que le cinéma avait formée de lui ? De jour en jour la comparaison dissipa le charme de l'exotisme; elle découvrit à l'Espagnol un Américain qui dépense facilement, mais qui ne gaspille pas — il en est surpris, — qui est gai et fraternel comme lui, enfant dans ses dégoûts et dans ses enthousiasmes comme lui, profondément religieux, comme il l'est lui-même. En même temps la province espagnole, les mères de famille vigilantes de Grenade, de Valence, de Cadix, de Barcelone, les aumôniers des associations religieuses, et aussi les chauffeurs de taxi — tous amis de l'U.G.T. socialiste, — et aussi les commerçants des ramblas catalanes, toute la lente marée des faiseurs de murmures et de mots d'où naît lentement l'opinion du peuple espagnol, commencent à se dire qu'« *este tio vale más que los otros* » (« Ce type-là vaut mieux que les autres. ») Ils comparent le touriste américain, leica à l'épaule, jambes décentement couvertes, qui ne crie pas, qui ne se jette pas sur les magasins « où tout est si bon marché », à l'Européen moyen et, hélas ! parfois à certains Français insolents et débraillés. De cette comparaison l'Espagnol est en train de tirer cette conclusion discutable que « *le véritable civilisé c'est l'homme du Colorado* ».

Ainsi médite Sancho Pança. Autour de son opinion encore incertaine — car il se méfie de ces Américains dont on dit qu'ils ont tant d'argent — s'élèvent aussi des fumées d'espérance, sans quoi l'Espagne ne serait pas le pays de Don Quichotte et de Pizarro.

Elles habitent l'apprenti madrilène, qui rejoint son faubourg de Carabanchel agrippé aux fenêtres du petit tram 32, lequel dansotte en secouant les grappes humaines de sa ceinture; le moissonneur d'Alcazar de San-Juan et de Trujillo, qui chavire de fatigue au milieu des mirages de la Manche et de l'Estrémadure, quinze heures par jour la faucille à la main, courbé sur les tiges de blé entre le soleil et les cigales, et rêvant aux moissonneuses d'outre-Atlantique, aux machines espérées et redoutées.

Ces espérances entourent le professeur aux livres rares, le chercheur sans laboratoire, les aviateurs sans avions, les maîtres de forges aux ateliers mi-clos. On a vu dans le charmant *Bienvenue M. Marshall* comment nos amis espagnols les premiers raillent l'extravagance de quelques-uns de ces espoirs. Parfois cependant dans certains milieux nationalistes ils rejoignent une envie moins naïve; souvent même — dans le cœur de tel grand médecin, de tel professeur renommé — les deux sentiments se confondent : on réclame ce que l'on regarde comme une dette de l'Amérique anticommuniste envers l'Espagne de la « croisade de 1936 », on revendique en jalosant la France et l'Italie, et l'on affiche en même temps son mépris pour elles, qui ont accepté d'être « sans mérites » les bénéficiaires de l'aide américaine. Cet orgueil agressif, avide d'attentions qu'il méprise, rendra délicates longtemps encore les relations de l'Espagne avec le monde occidental.

Ce goût de l'illusion et ce sentiment d'être politiquement les créanciers de l'Américain font que beaucoup d'Espagnols l'attendent un peu comme l'ange du Paradis : grand industriel, militaire de haut rang ou haut fonctionnaire, l'Espagnol responsable — après avoir refusé de croire aux accords bilatéraux — laisse ses réflexions dériver, s'il n'est pas informé des moyens réels et des désirs de Washington, dans la houle de l'optimisme. Il estime que l'Amérique va remettre l'Espagne sur pied et lui restituer d'un coup de baguette son rang du Siècle d'Or. Voici quatre ans un plan avait déjà été officiellement transmis aux Américains et débattu avec certains membres de l'administration démocrate; ce plan évaluait à près de 800 millions de dollars les besoins minima de l'Espagne, et il ne manquait pas à Madrid de gens convaincus de la disposition de l'Amérique à les satisfaire sur-le-champ. Nombreux sont aujourd'hui ceux qui estiment de bonne foi qu'elle ne peut faire moins : découvrent-ils que ses intentions sont tout autres ? Ils rétorquent que « dans ces conditions l'opération présente peu d'intérêt pour l'Espagne ». De telles réac-

De notre envoyé spécial
JEAN CRÉACH

tions ne sont certes pas dominantes : on ne doit pourtant pas les oublier toutes les fois qu'on se trouve en présence d'une réticence de Madrid devant les Etats-Unis.

« Ne pas froisser les Espagnols »

L'Amérique n'a pas oublié la sévère leçon des premiers contacts qu'elle eut avec les Espagnols tout au long de la première année de la négociation sur les bases. Elle ne fut sauvée — *in extremis* — que grâce au doigté du nouvel ambassadeur de Washington, M. James Dunn, et aussi grâce au changement qu'il obtint de l'attitude américaine.

Au début du printemps dernier il s'agissait avant tout pour les Etats-Unis de renverser l'opinion de l'armée espagnole à leur égard. On vit le représentant des Etats-Unis assister à toutes sortes de manifestations, insignifiantes aux yeux d'autres chefs de mission, mais essentielles à ceux des Espagnols. La susceptibilité de leur armée fut soigneusement ménagée : Washington envoya maints officiers supérieurs qui s'appelaient Martinez ou Larra, et dont les grands-pères ont encore leurs fenêtres ouvertes sur l'Ebre ou sur le Guadalquivir.

La flotte américaine de la Méditerranée vient-elle mouiller pour quelques jours à Barcelone ou à Carthagène ? Le commandement américain n'envoie à terre, sur les trois mille cinq cents hommes d'un porte-avions comme le *Corral Sea*, que des bordées de deux à trois cents gaillards à la tenue impeccable, qu'un service en ville discret mais vigoureux promet d'escamoter au premier écart. Est-ce un hasard, est-ce un calcul ? Parmi ces permissionnaires on note très peu d'hommes de couleur, comme si auprès des militaires espagnols Washington désirait ne négliger aucun moyen de garder intact son propre prestige militaire.

Nombre d'officiers espagnols enfin sont invités aux Etats-Unis ou dans les camps américains en Allemagne : ils y apprennent à se servir de armes les plus modernes, ils y sont accueillis avec une simplicité, une cordialité, une confiance, qui satisfont profondément leur

besoin d'une estime internationale. Cette satisfaction semble avoir gagné d'un côté le général Franco, et de proche en proche le corps des officiers et leurs familles : les réticences que dans les milieux militaires on notait il y a quelques mois envers la politique américaine du régime, sont en train de disparaître.

Assouplissement de la position américaine

L'évolution des Américains eux-mêmes n'a sûrement pas été étrangère à cette transformation de l'attitude des Espagnols à leur égard. Ils regrettent assurément que certains projets économiques du régime ne correspondent pas toujours aux moyens véritables du pays, ils déplorent quelques expériences des plus onéreuses, comme celle des automobiles de tourisme Pegaso ou celle de l'imprudente centrale à lignite d'Escatron, en Aragon; ils souhaitent vivement que l'Espagne apprenne à travailler selon des plans échelonnés par paliers modestes mais praticables, que les devises et les matières premières soient non pas dispersées au gré des amitiés et des convenances particulières, mais concentrées sur des travaux indispensables...

Mais les innombrables critiques que les Américains font de l'économie espagnole et de ses méthodes sont faites dans un esprit d'amitié et afin d'obtenir du pays le meilleur rendement possible. Elles tiennent compte de l'isolement où se trouve l'Espagne depuis 1936, du fait que le total des crédits américains touchés depuis 1940 par Madrid ne dépasse pas, si l'on met bout à bout les différents dons et prêts, 150 millions de dollars. Ces critiques, enfin, sont effacées par l'impératif des bases. « *We want these bases* », nous affirment constamment les bouches américaines les plus autorisées. Cette volonté ne se fonde pas seulement sur la situation stratégique de l'Espagne, mais dans la confiance qu'on a à Washington dans la continuité de la politique anticommuniste du général Franco, inflexible depuis 1936, et surtout dans la découverte qu'a faite l'Amérique de la qualité humaine de l'Espagnol, courageux, sobre, tenace, fidèle.

(A suivre.)

L'AMÉRIQUE DÉCOUVRE L'ESPAGNE

II. - Confiance dans l'armée

Madrid, ... août. — Pays politiquement sain, nous disait un officiel américain résumant ses remarques sur l'Espagne. Après de certaines autres nations d'Europe nous trouvons ici une très reconfortante impression de sécurité. A nos yeux le bilan politique espagnol, comme son bilan éthique, est positif (1).

Ce jugement ne procède pas d'une complaisance aux apparences : on serait bien surpris dans certains quartiers gouvernementaux de la vieille Europe d'entendre les réflexions des « experts » américains de l'Espagne sur la précarité du système actuel, sur le danger politique d'un régime sans continuité garantie... Mais ils se gardent de confondre tous les problèmes et croient que la normalisation de la politique de l'Espagne suivra celle de sa vie internationale.

Ils ne cachent pas la confiance qu'ils ont retirée de leurs contacts avec le général Franco comme avec certains de ses conseillers : ils s'en remettent au Caudillo d'accentuer lui-même, au moment qui lui paraîtra opportun, l'évolution des institutions espagnoles. De près ou de loin la nouvelle administration américaine ne fera rien pour accélérer cette évolution : bien des gens à Washington paraissent préférer la sécurité et l'ordre présents du pays au risque inclus dans un changement trop rapide.

D'ailleurs, commente-t-on dans les milieux américains responsables, la situation actuelle n'offre aucun élément inquiétant. Nous ne craignons éventuellement qu'une force : le communisme, et il est faible ; nous n'avons besoin ici que d'une force : l'armée ; elle nous semble solide.

Contours du communisme espagnol

Selon l'opinion américaine — qui paraît corroborée par d'autres informations — l'organisation clandestine du parti communiste demeure totalement désarticulée. Il existe toutefois, pensent les observateurs des Etats-Unis, trois grandes zones industrielles, qui furent d'ailleurs les principaux points d'appui du communisme entre 1932 et 1936, et dans lesquelles la proportion des sympathisants au parti communiste oscillerait entre 10 % et 20 % : les Asturies, la région de Valence, la zone Murcie-Málaga, en Andalousie. Ces sympathisants ne sont pas organisés : ils ne reçoivent, à part quelques envois de France du *Mundo Obrero* ou de *l'Humanité*, très espacés et souvent interceptés par la police, aucun matériel de propagande. Les rares agents inscrits au parti communiste, et qui parviennent à subsister encore, ont dû renoncer à toute propagande directe : Moscou considère, selon des rapports communistes interceptés, qu'ils ne doivent jamais décou-

(1) Voir le Monde du 20 août 1953.

LES JOURNALISTES ÉQUATORIENS organisent la lutte contre l'analphabétisme

Un grand élan pousse actuellement les intellectuels équatoriens à « aller au peuple » pour l'arracher à sa misère et à son ignorance. Depuis 1945 les journalistes se sont répandus dans les campagnes pour s'en faire les éducateurs. Les résultats obtenus sont déjà importants, et le pourcentage de l'analphabétisme est tombé de 70 % à 50 %. Cette campagne s'inspire des idées des « populistes russes de 1876 » et du plan Laubach.

Missionnaire et éducateur américain, Frank Charles Laubach est en effet l'instigateur d'une méthode qui consiste à apprendre à lire aux peuplades indigènes illettrées par le moyen de symboles phonétiques et d'images. Selon son principe, « each one teach one », chaque individu qui sait lire doit apprendre à un illettré, et établir ainsi une longue chaîne contre l'analphabétisme.

Un collaborateur du premier journal de Quito, El Comercio, M. Filoteo Samaniego, évoque le congrès de mars 1945, où les journalistes équatoriens réunis dans la principale arène de la capitale décidèrent d'entreprendre ce gigantesque effort : éliminer l'analphabétisme, qui affectait plus de deux millions d'habitants sur une population totale de trois millions. Ils recrutèrent des instituteurs bénévoles et imprimèrent plus de cinq mille images et alphabets, alors que la presse leur faisait une large publicité. Dès novembre l'Union nationale de los periodistas (U.N.P.) employait quatre mille volontaires, et neuf mille personnes prenaient des leçons journalières. En six mois plus de cinq mille individus avaient appris à lire, pour une dépense de l'ordre de 35 francs. Alors que les journalistes de la capitale se chargeaient des provinces amazoniennes et des plateaux andins de l'intérieur, un groupe similaire formé à Guayaquil s'occupait des provinces côtières du Pacifique et des îles Galapagos.

Cette campagne courageuse, que devaient soutenir par la suite des organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux, tels que la Casa de la Cultura ecuatoriana, le Servicio ambulante rural de extension cultural, Lea, l'Interamerican cooperative education service et P.U.N.E.S.C.O., se poursuit avec un enthousiasme croissant et représente un exemple à suivre pour les autres républiques sœurs.

Patrie d'écrivains renommés, tels que le poète Jorge Carrera Andrade, les romanciers Jorge Icaza et Enrique Gil Gilbert, les historiens Gonzalo Zaldumbide et Augusto Arias, l'Équateur, « pays riche habité par des gens pauvres », est en train d'entreprendre ainsi lui-même sa véritable transformation culturelle. — I. B.

De notre envoyé spécial JEAN CRÉACH

vrir leur nature ; leur tâche — on s'en est aperçu en scrutant l'activité des militants communistes arrêtés récemment — consiste avant tout à se faire connaître au sein des syndicats officiels comme ceux qui défendent le mieux les intérêts des ouvriers. Ils s'enferment sur le seul terrain syndical, se gardant de toute intrusion dans le domaine politique ; quand on les y rencontre c'est pour découvrir qu'ils étaient parmi les approuvateurs passifs, mais aveugles, du régime.

En dehors des zones que nous venons de mentionner, qu'il s'agisse de Barcelone, de Madrid ou de Bilbao, on constate, dans la mesure où il est possible d'évaluer les tendances qui n'ont jamais l'occasion de s'exprimer, une diminution d'intérêt envers le communisme de la part des Espagnols, que leur condition sociale devrait normalement porter vers lui. L'arrestation à Barcelone à la fin de juillet d'une quinzaine de militants du parti communiste a été accueillie avec une indifférence extrême de la part des ouvriers catalans.

L'actuelle discrétion des Américains prive d'autre part la propagande soviétique de l'un de ses ressorts : les petites cartes de l'Espagne, que le parti communiste s'efforce — avec quelle prudence — de faire circuler, agrémentées de pavillons américains sur les bases militaires éventuelles, ne provoquent aucune curiosité, comme si elles n'étaient que de simples prospectus. Cette indifférence des ouvriers envers un communisme de plus en plus étranger à leurs vrais soucis, la fermeté inexorable et l'efficacité de la police espagnole contre les membres du parti communiste, constituent aux yeux des Américains autant de garanties justifiant leur nouvelle politique espagnole.

« L'armée est solide »

L'argument positif le plus solide de cette politique c'est de l'armée que les Américains estiment le recevoir. Elle leur offre une force de 360 000 hommes en temps de paix, capable d'être doublée en cas de conflit. Sur ces 360 000 hommes — chiffre total pour les trois armes — 309 000 appartiennent à l'armée de terre, objet principal de l'intérêt de Washington. Un service militaire de deux ans, une bonne instruction du contingent, le maintien en situation d'active pendant vingt-quatre ans, fourniraient en cas de mobilisation deux millions de combattants. Le problème de l'encadrement ne se pose pas ; il existe un excédent d'officiers subalternes sortis de la guerre civile ; les milices universitaires procurent d'autre part chaque année quelque cinq mille officiers de complément et autant de sous-officiers, destinés à l'encadrement des réserves. Une loi vient d'être adoptée aux Cortès (2) dont l'application permettra dans un délai de cinq ans environ de rajeunir les cadres actuels tout en les réduisant progressivement ; les Américains considèrent que cette réforme — préparée de longue main à Madrid et bien avant qu'il fût question de négociations avec les Etats-Unis — permettra aux forces espagnoles de tirer le meilleur parti possible du matériel qu'ils leur destinent.

L'octroi de ce matériel demeure en effet le seul moyen sérieux de transformer l'excellent potentiel de cette armée en une force moderne et utile. Une partie de ses armes légères est certes fabriquée en Espagne, mais le matériel lourd et le plus gros des véhicules sont périmés. Cette situation a conduit les Espagnols à demander aux Etats-Unis un équipement minimum, permettant à la fois l'entraînement aux armements modernes et la constitution d'une petite force dès maintenant équipée avec ces armements. La demande espagnole n'a pas porté sur des « chiffres astronomiques », comme on l'a dit. Depuis le printemps dernier les négociateurs sont tombés d'accord sur un chiffre commun.

Insuffisance des transports

La situation logistique de l'Espagne présente aussi d'importantes lacunes. C'est l'armée espagnole elle-même qui attire l'attention des Etats-Unis sur elles : insuffisance du réseau des transports, manque de grandes transversales, excès de centralisation routière et ferroviaire, capacité insuffisante de tous les moyens de transport, médiocrité de l'équipement portuaire, absence de réserves de combustibles ; tous ces points ont été débattus entre les négociateurs des accords bilatéraux. Les Etats-Unis ont accepté de remettre en état le système des communications desservant les bases que les Espagnols partageraient avec eux, mais seulement ce système-là. Ils ont en outre l'intention d'intégrer peu à peu dans leur propre effort celui de l'industrie espagnole d'armement : une première commande de mines anti-chars a été passée au mois de juin, d'autres sont étudiées. Par ce biais l'administration américaine espère accroître les disponibilités de l'Espagne en dollars et amorcer son intégration dans l'O.T.A.N. Ils ne cachent pas leur désir de voir se multiplier, à l'occasion de ces commandes off-shore, des accords à trois, dont certains pays, comme la France, pourraient être — et se trouvent être parfois déjà — les bénéficiaires.

Les Américains considèrent enfin que la bonne entente de l'armée et du général Franco ne saurait être raisonnablement mise en doute. Ils n'attachent pas d'importance par exemple au mécontentement de certains officiers, futures victimes de la loi de réduction des cadres, les plus brillants éléments de l'armée ne devant pas être touchés par cette disposition. Ils ne se montrent pas davantage préoccupés par les réactions de certains capitaines-généraux, inquiets de l'impression d'isolement que leur donne parfois le Caudillo. Ils ne croient pas non plus que l'indépendance affichée par ce dernier envers l'opinion de ses généraux quand au mois de juin il nomma un musulman capitaine-général en Galice puisse ébranler en rien leur fidélité à son égard. Le prestige du chef

(2) Voir le Monde du 12 juin 1953.

de l'Etat parmi ses pairs leur semble fortement assuré.

Ces conclusions les ont amenés à décider l'octroi à l'Espagne de plusieurs crédits, qui atteindront en principe 226 millions de dollars — sauf réductions éventuelles — pour la première année du fonctionnement des accords. Ces crédits correspondent aux objectifs que, sur le plan militaire, ils poursuivent dans la Péninsule : combler un hiatus de leur propre dispositif de sécurité et souder grâce à ce maillon nouveau les deux chaînes de bases qu'ils possèdent en Europe et en Afrique. Il serait sans doute abusif dans l'état actuel des projets américains envers l'Espagne de conclure qu'ils veulent en faire un tremplin autonome et offensif, tel qu'y penseraient, dit-on, certains membres du Pentagone. Les Anglais, qui s'étaient émus l'an passé des projets américains, ont été les premiers à le reconnaître dès que les pièces du dossier leur eurent été communiquées à Madrid. Ils déclarèrent leur inquiétude dissipée, considérant même que l'établissement envisagé ne pouvait que renforcer — loin de la menacer — la base de Gibraltar. Les Américains sont d'ailleurs prêts à donner à la France les mêmes apaisements au cas où celle-ci craindrait de voir se dévaluer ses bases traditionnelles de l'Algérie et du Maroc.

(A suivre.)

L'AMÉRIQUE DÉCOUVRE L'ESPAGNE

III. — Dollars sans paradis

Madrid, ... août. — « De toutes façons nous ne leur apporterons pas le paradis. » (1.)

Ce mot des fonctionnaires américains à Madrid illustre le réalisme de leurs intentions : les plus généreux d'entre eux voient leur bonne volonté resserrée dans le cadre précis de la loi de sécurité mutuelle : toute aide à l'étranger doit pouvoir être justifiée devant les Chambres américaines comme indispensable à la protection des Etats-Unis. Le chiffre de cette aide oscille entre 200 millions de dollars environ si les réductions sont maintenues et 230 à 240 millions de dollars au maximum si d'importantes commandes « off shore » sont passées. Cette aide peut paraître modique : elle est cependant considérée à Madrid, chez les Américains comme chez certains hommes d'affaires espagnols, comme assez substantielle pour poser autant de problèmes qu'elle en résoudra.

Menace pour l'économie espagnole ou renfort ?

Une première école redoute que l'effort économique imposé par la construction des bases ne soit pas réparti sur l'ensemble de l'économie, qu'il n'y provoque une mobilisation de matières premières et de main-d'œuvre spécialisée au détriment de secteurs vitaux de la production. Mis à part le secteur des transports, ce seraient, poursuivent les représentants de cette école, des secteurs improductifs qui bénéficieraient de l'aide, alors que pour des motifs militaires ou pour des raisons de propagande leurs budgets sont déjà privilégiés. Si un tel appui n'était pas accompagné d'un soutien plus général à l'ensemble de l'économie, son déséquilibre en serait accentué. L'arrivée des dollars, conclut-on, provoquera par conséquent une hausse des prix qui ne sera pas compensée par une augmentation de la productivité ; ce défaut rendant impossible une hausse correspondante des salaires, une certaine tension sociale en découlera.

Maints syndicats espagnols — officiels et clandestins — font écho à ces présages et prévoient que « les bénéfices de l'aide américaine se retrouveront, comme toujours en Espagne, du même côté : celui des grands patrons et de quelques fonctionnaires corrompus. Les ouvriers n'en verront rien. Que les Américains aident l'Espagne ou non, pour nous autres, *lo mismo da*, le résultat sera le même : nous crèverons toujours de faim ».

Cette école trouve enfin ses partisans chez les ultra-nationalistes — et devant l'étranger quel Espagnol ne l'est pas ? — dans les grandes capitales des provinces, dans la masse agricole, chez tous ceux qui peuvent sans aucune littérature se réclamer du « casticisme », de la pureté de la tradition espagnole. C'est elle qui nourrit les refus du général Franco de laisser s'établir en temps de paix des forces américaines sur les bases à elles prêtées pour le simple cas d'une guerre.

Face à cette tendance au pessimisme — raisonné ou sentimental — s'en dessine une autre, moins nombreuse sans aucun doute, mais dans les rangs de laquelle se rencontrent des hommes tout aussi éminents. « Il fallait jouer franchement la carte d'une intégration complète dans le système atlantique, nous disait l'un d'eux. C'était la seule façon d'arracher l'Espagne à ses ornières et d'ouvrir ici même aux Etats-Unis de grandes perspectives. De cette audace aurait pu sortir une véritable mise en valeur de l'Espagne. » L'arrivée des dollars — qui ne surviendra qu'après la signature des accords militaires — est attendue dans ces milieux avec la plus grande sérénité. Leur action stimulante sur des secteurs improductifs de l'économie se répercutera, prévoient-ils, sur d'autres secteurs. L'ensemble du pays en bénéficiera, compte tenu toutefois du « facteur humain » et des dispositions de l'Espagnol à ne réagir en général que lentement aux impulsions étrangères.

Ces économistes ne croient pas que les crédits dollars augmenteront sérieusement les risques d'inflation ou qu'ils provoqueront une grave hausse des prix. Le caractère essentiellement agricole de l'économie espagnole, poursuivent-ils, fait que les oscillations des prix n'y connaissent pas une large ampleur. On a vu à maintes reprises comment elle a amorti les secousses de l'économie mondiale. En pleine période de hausse internationale, depuis la guerre de Corée, les prix espagnols n'ont réagi que très lentement et faiblement : l'indice général se trouvait à 600 en janvier 1950 (pour 100 en 1922-1926), il n'est passé à 766 qu'en janvier 1952, pour s'établir autour de 780 un an plus tard.

Franco arbitre

Versons au crédit de ces économistes les observations que nous avons faites nous-même dans les ports où sont venus mouiller des navires américains : contrairement aux rapports parvenus à certaines missions diplomatiques de Madrid, dans aucun de ces ports — Cadix, Malaga, Cathagène, Valence, Barcelone, etc. — le prix de la vie n'a augmenté sensiblement depuis un an. Les prix « oraux » sont légèrement forcés au passage des escadres, et dans les seuls magasins où entre le marin américain. Ils le sont pour lui seul. On ne peut certes pas affirmer, à partir de ces exemples limités, que les futurs crédits n'engageront pas les prix espagnols dans une spirale lentement ascendante ; il semble toutefois — et nous insistons encore sur la qualification exceptionnelle de certains de nos interlocuteurs — que cette hausse n'aura qu'une faible

De notre envoyé spécial
JEAN CRÉACH

amplitude, les crédits envisagés devant être, à tout prendre, limités.

Les avis restent partagés quant aux effets du voisinage avec l'Amérique sur l'évolution politique de l'Espagne, s'il est vrai que des Espagnols de plus en plus nombreux se rencontrent pour estimer qu'ils peuvent en accentuer l'évolution sociale. En outre, tout ce que l'on sait du caractère espagnol, de son individualisme, de certaines fantaisies irraisonnées, rendrait très hasardeux le moindre pronostic à cet égard. Il semble acquis, assurément, que de ses contacts avec les Américains le général Franco soit sorti grand aux yeux des Espagnols, de ses partisans comme de ses adversaires. Mais l'irrationnel et l'extravagant sont des constantes de l'Espagne, et la détermination des actuelles tendances de la politique espagnole doit toujours être corrigée par ce facteur. Aussi nous contenterons-nous d'esquisser les traits, parmi ces tendances, des trois principales : le problème de la succession du régime est ouvertement débattu ; le général Franco a imposé son arbitrage à tous les groupes du régime ; le régime semble amorcer une politique sociale active.

Nous pourrions aligner dix noms d'Espagnols représentatifs des différents secteurs du régime espagnol : chacun d'eux, au nom de son groupe, se déclare aujourd'hui « candidat à la succession pour le jour malheureux où le Caudillo disparaîtrait ». Tous s'en remettent néanmoins au chef de l'Etat du soin de régler cette succession de façon incontestable. Même des hommes comme ceux de la « troisième force » monarchiste, qui hésitent il y a quelques mois à faire un tel acte de confiance, inclinent à le faire aujourd'hui. Et nous connaissons plus d'un monarchiste de loyauté insoupçonnable qui pense aujourd'hui, tout en le déplorant, que « Franco est seul maître de décider si, quand et comment, la monarchie doit être rétablie en Espagne ».

Si l'on se tourne vers le dictateur, on relève quelques nouveaux jalons sur le chemin de cette évolution (2). A Séville, au mois d'avril dernier, le général Franco prit violemment à partie « les deux Républiques qui ont conduit l'Espagne au bord de la ruine ». Ce discours avait été improvisé. Franco insista, à la surprise de ses ministres, dont certains le croyaient hésitant encore entre la république et la monarchie, pour que ce texte improvisé fût maintenu. Quelques jours plus tard, parlant devant le « Front des Jeunes », organisation phalangiste, et dont il sait qu'elle est inspirée par des hommes qui inclinent vers la République, il reprit le même thème. Dans une autre occasion enfin, au cours d'une conversation avec l'un de ses hommes de confiance, il affirma de nouveau qu'il estimait impossible le retour de l'Espagne à une République, qu'il ne voyait pas de moyen de stabiliser le pays sans une restauration de la monarchie, mais que « celle-ci, en aucun cas, ne pouvait se faire au bénéfice de don Juan ».

« Au bénéfice de l'Infant Juan Carlos ? » lui fut-il demandé.

« Nous verrons », répondit Franco. Dans le discours du 18 juillet dernier il apporta une précision de plus : pour la première fois il déclara « opposer à la vieille aristocratie du sang l'aristocratie du travail », paraissant indiquer par là son exclusivité contre le « parti des ducs », qu'il soupçonne de vouloir

troubler la paix actuelle, et son intention de n'écouter parmi les légitimistes que ceux qui acceptent son arbitrage et son rythme.

Querelles de personnes

Second caractère de la situation présente : de très violentes querelles de personnes, tout autant que de principe, divisent entre elles les forces du régime, et chacune souvent dans son propre sein, comme ce fut le cas sous tous les régimes espagnols, et surtout depuis le début du XIX^e siècle. Ces querelles, de même qu'avant la guerre civile, sont particulièrement vives au sein de l'Université ; les catholiques d'inspiration démocrate chrétienne, partisans d'action sociale, s'y opposent aux catholiques de la « troisième force » monarchiste, les phalangistes d'origine républicaine aux phalangistes d'origine carliste, les partisans d'Ortega y Gasset à ceux de Donoso Cortés (3).

Le général Franco a adressé une semonce à ceux qu'il soupçonnait de républicanisme, et il a prié ces universitaires, qui ne jurèrent que par lui, de laisser le plus possible de côté leurs querelles politiques et de s'occuper de leurs travaux. S'il a écarté et continue d'écartier délibérément certains intellectuels mêlés à l'histoire de la République espagnole — et non pas tous, — il semble refuser de prendre nettement parti pour le courant qui dans leurs rangs se révèle de plus en plus comme un courant « de gauche » ou pour celui qui s'affirme ouvertement comme un courant « de droite ».

Ce comportement du général Franco a pu paraître nouveau aux représentants des Etats-Unis à Madrid : le Caudillo évite désormais, autant qu'il le peut, de donner à chaque faction des preuves qu'il la considère — ce dont pour sa part elle ne doute assurément pas — comme représentant toute l'Espagne, comme étant la seule à avoir raison. Il ménage chaque groupe, il ne s'en aliène aucun. Il est visible que de jour en jour il cherche à se comporter en arbitre — y parviendra-t-il ? c'est une autre affaire, — en homme qui cherche à pacifier les esprits au delà de leurs querelles présentes, par-dessus même le fossé que la guerre civile a creusé en Espagne. Le discours du 18 juillet est venu en apporter une nouvelle preuve : il s'y est adressé, sans prendre garde à certains de ses appuis les plus fidèles, au monde ouvrier espagnol et à ceux-là mêmes qu'il avait vaincus en 1939.

(A suivre.)

(1) Voir le Monde des 20 et 21 août 1953.

(2) Voir le Monde du 3 février 1953.

(3) Donoso Cortés, qui mourut à Paris en 1853, est considéré par les catholiques espagnols comme leur grand théoricien du catholicisme politique. Ses ouvrages les plus vigoureux : *Essai sur le catholicisme, la Monarchie absolue en Espagne, Libéralisme et Socialisme*, sont étudiés aujourd'hui par eux comme des écrits dont les conclusions demeurent des plus actuelles.

Vers la signature de l'accord hispano-américain

Madrid, 21 août (U.P.). — Le général Kissner, chef de la mission militaire américaine en Espagne, vient de conférer à Saint-Sébastien avec le chef de l'état-major général espagnol. Selon l'United Press, le prochain conseil des ministres, présidé par Franco, qui se tiendra le 11 septembre, fixera la date de la signature de la convention qui accordera à l'Espagne 316 millions de dollars en échange d'un certain nombre de bases aériennes et navales.

Estomacs délicats...

A table, buvez le Vin des Rochers, 10 velours de l'estomac.

L'Amérique découvre l'Espagne

IV. - Le régime tend la main aux ouvriers

De notre envoyé spécial JEAN CREACH

Madrid, ... août. — La veille du 18 juillet — fête nationale de la nouvelle Espagne — tout Madrid s'interrogeait sur la « révélation » qu'apporterait le lendemain le discours du général Franco. Les uns assuraient que la signature des accords avec l'Amérique allait être annoncée; les autres, que le Caudillo proclamerait l'infant Juan Carlos, le fils aîné de don Juan, prince des Asturies: ce geste eût signifié la reconnaissance d'un « dauphin » et présagé le ralliement à la politique intérieure du Caudillo de forces toujours réfractaires (1). Vint le discours: il ne contenait pas un mot promettant la moindre solution de ces grands problèmes. Le thème classique du « mouvement » était lui-même omis. En revanche deux idées apparurent. L'une très nouvelle: la main était tendue « au camp pour qui la victoire fut contraire », expression dont la modération a surpris plus d'un franquiste. Le mot de « communiste » n'était pas prononcé une seule fois. L'unité du peuple espagnol face à l'étranger était affirmée: la « lutte » qui se déroula de 1936 à 1939 « ne fut pas une guerre civile, bien que notre sang et le sang de nos frères y eût été versé. Ce fut une lutte de l'Espagne contre l'anti-Espagne, une lutte fratricide ».

Second trait de ce discours: le droit de tous les travailleurs à la justice sociale y est proclamé: « Le premier devoir de celui qui gouverne est de réaliser le bien des autres, en maintenant la paix et la justice entre les gouvernés. » Justice répressive assurément: « Nous répudions la lutte de classes et considérons que la grève, entrave du progrès économique, doit être punie. » Mais aussi justice distributive: « De même

qu'il faut punir celui qui se fait justice de ses mains, il n'y a pas de raison pour agir autrement en matière sociale. » Enfin Franco déclarait non sans agressivité qu'« à la vieille aristocratie du sang nous opposons l'aristocratie du travail », et il concluait d'une phrase, qui rend elle aussi un son nouveau: « Nous avons accepté de diriger l'Espagne pour accomplir une révolution, un changement décisif dans sa vie, et pour conduire les Espagnols vers l'unité, la liberté et la justice. »

La résistance à la justice sociale

Une telle proclamation sera-t-elle suivie d'effets? Les forces qui vont s'opposer à l'instauration d'une telle justice sociale sont connues de tous: à part quelques exceptions notables, mais dont l'audace sociale, comme en France, dépasse rarement les limites d'un prudent paternalisme, nombreux sont les grands industriels ou les grands financiers espagnols — fermes soutiens du régime pour la plupart — qui estiment leur devoir accompli quand ils s'en sont tenus strictement aux salaires stipulés par les syndicats. L'égoïsme de beaucoup d'entre eux, leur manque de coup d'œil, l'exiguïté de leurs perspectives économiques, sont bien souvent responsables de la vétusté de l'outillage, de la médiocrité des rendements agricoles et des salaires bas. « J'ai ici 2 000 hectares, me disait devant ses blés un propriétaire de Vieille Castille. Vous me parlez de mécaniser mes cultures? Le syndicat m'oblige, si j'ai des machines, à employer au minimum un ouvrier agricole par 12 hectares. Je renonce aux machines — quel bénéfice me resterait-il? — pour payer les ouvriers. »

(Lire la suite en 3^e page, 4^e colonne.)

(1) Voir le Monde des 20, 21 et 22 août 1953.

L'Amérique découvre l'Espagne

(Suite de la première page.)

Autre obstacle à l'augmentation de la productivité, et que toute l'Espagne désire maintenir : les innombrables jours fériés. L'habitude veut que soient en effet chômés, en dehors des deux semaines de congés payés, les fêtes officielles, les grandes fêtes catholiques, celles de nombreux saints : saint Jean, saint Pierre, saint Antoine, saint Jacques, au sein de chaque profession la fête de son patron..., et une partie des journées chaudes. « Du 15 juillet au 30 septembre, m'assurait le propriétaire d'une entreprise catalane, nous devons observer une journée de travail continu de six heures. Ce système ne convient absolument pas à notre pays. Au bout de quatre heures d'application les gens dorment, et moi le premier. »

Ces causes — et bien d'autres, de nature voisine — convergent et accentuent depuis quelques mois le malaise social : assurément dans certains métiers, comme le bâtiment, l'abondance de la construction a provoqué des hausses de salaires, mais il semble difficile de ne pas attribuer à ce malaise la vague de suicides qui a déferlé sur Madrid à la fin de ce printemps.

L'Eglise réclame l'instauration d'une justice sociale

Cependant des forces vigoureuses semblent vouloir s'opposer aujourd'hui à ces agents — permanents bien plus qu'occasionnels — de la crise sociale de l'Espagne ; et c'est à l'action de ces forces que l'on doit rattacher, nous dit-on, la position récemment affirmée par le général Franco. Parmi ces forces les plus importantes sont sans doute l'Eglise et les syndicats officiels.

Le temps est bien passé où un ambassadeur d'Allemagne, M. von Stohrer, pouvait écrire, non sans raison, que « l'attitude du clergé espagnol était l'une des raisons de la crise sociale de l'Espagne » (2). Le 5 juillet dernier paraissait dans le bulletin diocésain de Valence une pastorale de l'archevêque, Mgr. Olaechea. Voilà trois ans elle aurait valu à son auteur un sévère rap-

(2) Archives secrètes de la Wilhelmstrasse. Tome III : L'Allemagne et la guerre civile espagnole.

pel à l'ordre. Cette fois elle survenait après une série d'homélies des plus fermes, à Valence même, de démarches au Pardo, accompagnées par d'autres démarches venant de sièges que nous avons souvent nommés : Malaga, Barcelone, Tolède, parmi d'autres, avaient attiré l'attention du chef de l'Etat sur certains cas de famine et de maladie intolérables au cœur d'un chrétien. La pastorale du 5 juillet fut reprise par toute la presse espagnole : elle montrait que cette fois le gouvernement avait fait sienne la position de l'Eglise.

Les termes en sont durs pour le patronat : « Il ne suffit pas de s'en tenir aux salaires officiels, c'est un devoir de payer un salaire familial permettant à l'ouvrier de vivre humainement avec sa femme et ses enfants. » Le patron n'a aucune raison de refuser un tel salaire, « ni ses bénéfices inférieurs à ceux d'autrefois, ni la diminution du rendement de son entreprise, ni la théorie libérale que l'augmentation des salaires peut entraîner une augmentation des prix ». L'archevêque a fait mener à Valence une enquête par quatre organismes ; leurs conclusions sont voisines : un ouvrier marié et sans enfants a besoin d'un salaire minimum oscillant entre 43 et 47 pesetas « pour se nourrir, se vêtir et se loger, à supposer qu'il ne fume jamais, qu'il ne boive pas de vin, ne prenne aucune distraction, ne circule jamais qu'à pied ». Le salaire moyen s'établissant à 22,50 pesetas, Mgr. Olaechea affirme que les patrons qui refuseraient de l'entendre « maintiendraient leurs ouvriers dans une condition à peine différente de celle des esclaves » et qu'ils seraient « les grands fauteurs du communisme »... « Fréquenter l'Eglise ne les absoudrait pas, conclut le prélat, ni payer leur denier du culte ni se réfugier dans le paternalisme, car la charité qui recouvre l'injustice n'est pas la charité. »

Des accents aussi profonds ne sont plus l'exception aujourd'hui : au sein même du gouvernement cette volonté de justice est affirmée par des ministres aussi écoutés du général Franco que ceux des affaires étrangères, M. Artajo, ou du commerce, M. Cavestany. L'arrivée des dollars, l'augmentation de la productivité, aideraient sans doute cette volonté à prendre corps, mais plus encore un changement de mentalité du patronat espagnol. Il ne paraît devoir intervenir que si d'autres forces insistent pour le persuader d'accepter une répartition plus équitable de la pauvreté nationale. Jusqu'ici aucun régime de l'Espagne, monarchie, république ou dictature n'y est parvenu.

Les syndicats proposent un programme révolutionnaire

Les syndicats pourront-ils être l'une de ces forces de justice sociale ? Ils furent longtemps frappés d'une stérilisation bureaucratique, contre quoi s'éleva leur délégué national, José Solís, qui les a pris en main depuis deux ans : esprit enthousiaste et caractère habile, ses ambitions sont vastes, — s'il est vrai qu'il n'ait pu les accomplir dans ces deux premières années de sa gestion, qu'il employa à « nettoyer la maison ».

Il veut obtenir que tous les travailleurs — ouvriers et patrons, « travailleurs authentiques et non bureaucratiques », il y insiste — soient réellement représentés au sein de l'Etat, et surtout aux Cortès. Des rangs des « travailleurs » il exclut les communistes « représentants d'un Etat étranger », mais eux seulement. Il a l'intention de demander au général Franco d'instituer des élections libres, contrairement au système présent qui fait que les « procureurs » aux Cortès, imposés pratiquement de haut en bas, sont des délégués du pouvoir et non de la nation. Un tel projet tend à rien de moins qu'à faire de l'Espagne une démocratie syndicale.

Le second objectif de José Solís n'est pas moins audacieux : il veut transformer radicalement les conditions de travail des salariés. Il ne s'agit pas en effet, selon lui, de leur accorder comme aujourd'hui un 5 % arbitraire des bénéfices de l'entreprise. Cette proportion doit être calculée selon la part réelle du capital et du travail dans la valeur finale de l'objet produit. Cette part, selon José Solís, peut varier pour le travail entre un minimum de 10 % et une maximum de 60 %. Elle doit être fixée dans chaque contrat d'entreprise par une commission paritaire et sous l'arbitrage d'un représentant de l'Etat.

Enfin, ce « délégué des syndicats », que la Phalange revendique, proclame son indépendance à l'égard de tous les partis — Phalange incluse, — et de toutes les tendances politiques, républicaines ou monarchistes, de l'Espagne. On nous assure de maints côtés qu'il jouit de la pleine confiance du général Franco : le discours du 18 juillet a paru, tout imprégné de ses idées. A la « base » certains militants, qui ne lui ménagent pas leur estime, admettent que si depuis deux ans « les syndicats ont continué à marquer le pas », ce freinage « a pu être provoqué par la bureaucratie, sinon par certains chefs phalangistes ». On fait valoir que si José Solís pouvait parler en son nom propre au sein du conseil des ministres, les syndicats perdraient peut-être vis-à-vis du régime une partie de l'indépendance qu'ils sont en train d'acquérir, mais qu'ils pourraient gagner en efficacité.

Notons donc simplement pour le moment, à la tête des syndicats du régime espagnol, la présence d'un homme qui, contrairement à bien d'autres, n'en ignore ni les points forts ni les points faibles, aborde ceux-ci sans complaisance, et se montre d'une confiance rayonnante dans l'avenir de son travail. Déjà, dans certains milieux anarchistes d'Espagne, on entend dire que « si Solís continue, il sera difficile d'empêcher les camarades de se résigner à Franco ». Les Etats-Unis, de leur côté, estiment que pour la première fois depuis quinze ans les syndicats espagnols ont une chance — si même elle est pour le moment limitée — de devenir un organisme représentatif de l'Espagne, qu'ils sont en tout cas la seule force, auprès de l'armée, que l'on puisse juger capable de créer un lien non artificiel entre la nation et l'Etat. Auprès des autres courants qu'elle déceit depuis quelques mois en Espagne, l'administration américaine considère celui des syndicats comme une autre raison d'espérer.

JEAN CRÉACH.

FIN

L'ALLEMAGNE AUX URNES

(Suite de la première page.)

Au reste, son éloquence incisive n'était pas sans avantage purement tactique. Il était le seul orateur de son parti à pouvoir dissimuler les tergiversations ou même les incohérences de l'attitude officielle de la S.P.D. sous des formules si mordantes qu'elles paraissent dictées par une logique péremptoire. C'est grâce à ce « double jeu » (moitié volontaire, moitié involontaire) que la S.P.D. connaît ses grandes victoires en Hesse et en Bavière à l'automne 1950. Depuis, sa progression s'est ralentie sans qu'on puisse dire avec certitude qu'elle soit en perte de vitesse. Sur un point en tout cas elle ne fait plus guère illusion : la social-démocratie ne propose plus une politique de rechange, mais des retouches, non mineures il est vrai, à la politique suivie par le gouvernement. Elle est pour le réarmement, mais avec d'autres traités que ceux de Bonn et de Paris, elle ne nie pas l'expansion économique accomplie sous l'égide de la « Marktwirtschaft » (on est loin du verdict de Schumacher accusant celle-ci de rendre « les riches plus riches et les pauvres plus pauvres »), mais réclame que les « parts du gâteau » soient plus équitablement distribuées.

L'inertie de la politique sociale du gouvernement, les diatribes répétées de ses ministres contre les syndicats uniques, la campagne de dénigrement effrénée menée contre ceux-ci par le patronat allemand, rallieront sans doute à ce révisionnisme élastique la grande masse des travailleurs chrétiens qui, sur la foi de belles promesses, votèrent C.D.U. en 1949. Mais cette solidarité ouvrière aura été ressassée beaucoup plus par la pression des forces capitalistes que par le dynamisme interne de la social-démocratie. Et suffira-t-elle à compenser la désaffection des éléments extrémistes (pacifistes ou réfugiés), qui trouvent la S.P.D. trop timide sur le problème du réarmement ou des réformes sociales, comme la république, semble-t-il insurmontable, des classes moyennes, que Schumacher tenta désespérément de se concilier par de larges concessions doctrinales ?

La démocratie chrétienne élément nouveau d'après guerre

Au contraire de la S.P.D. la démocratie chrétienne, le parti du chancelier Adenauer, semble jusqu'à nouvel ordre avoir réussi à élargir durablement sa base de départ pour s'orienter vers une sorte de rassemblement conservateur et démocratique. C'est la C.D.U. qui constitue l'élément nouveau et original de la vie politique allemande d'après guerre, non la social-démocratie, version à peine corrigée de celle de Weimar.

Les succès de la C.D.U. en 1949 (elle remporta 7 millions 359 084 suffrages et 140 sièges), pouvaient sur le moment présenter quelque analogie avec ceux du M.R.P. d'après la libération et de M. De Gasperi l'année précédente. Ne faisait-elle pas fonction de « purgatoire » des électeurs de droite, compromis à fond dans le régime déchu, et tentant de se refaire une virginité par ablation d'eau laurale démocratique et chrétienne ? De 1949 à 1952 elle enregistra une série de revers retentissants qui semblent confirmer ce diagnostic. Depuis elle a « récupéré » avec aisance, tandis que la droite classique (c'est-à-dire, en Allemagne, antidémocratique) continuait à piétiner dans les limbes.

Sans doute doit-elle une bonne part de son élan au rapprochement confessionnel qui s'est opéré sous les coups de la persécution nazie. Le Zentrum, dont elle a relevé l'étendard et drainé la clientèle (la seule avec celle du S.P.D. à s'être révélée stable au milieu des tourbillons de Weimar), était un parti catholique, étroitement inféodé à la hiérarchie ecclésiastique — il avait même un pèlerin à sa tête — aux ordres du Vatican qui l'imposa à Hitler en échange du concordat. Déjà sous Weimar des hommes comme le syndicaliste chrétien Stegerwald révélaient de briser cette trop stricte obédience. Et ce sont précisément des syndicalistes catholiques — Stegerwald, qui devait mourir peu après, Karl Arnold — qui prirent l'initiative en 1945 de fonder la C.D.U. (le Dr Adenauer, qui s'est fait attribuer rétroactivement la carte de membre n° 1, refusa tout d'abord de s'y associer) en s'adressant à tous les chrétiens, sans distinction de confession, et même, au delà, à tous les hommes de bonne volonté.

Le « Zentrum » a accepté de fusionner

La collaboration actuelle de catholiques et de protestants au sein de la C.D.U. n'est pas du goût de tous les catholiques, comme le prouve la survivance d'un Zentrum autonome et minuscule, qui d'ailleurs, pour ne pas disparaître de la scène politique en raison de la clause des 5 %, vient d'accepter après quatre ans d'opposition au chancelier une semi-fusion avec la C.D.U., ni de tous les protestants, penchant traditionnellement plus à droite, et qui reprochent au clergé catholique d'imposer à la C.D.U. des revendications, comme le financement par l'Etat des écoles confessionnelles, inspirées d'un dogmatisme sectaire. Néanmoins cette coopération se maintient, non sans fléchissements sporadiques et intermittents, mais sans frictions graves au sommet.

Cependant le concours protestant — qui d'ailleurs se restreint à une fraction de l'électorat luthérien — n'est qu'une composante de l'essor démocratique chrétien. Ni la sociologie religieuse ni la sociologie tout court n'en livrent le secret. Celui-ci n'est pas difficile à percevoir : l'itinéraire spirituel de la C.D.U. épouse intimement l'évolution de la majorité du peuple allemand. C'est en effet le plus court chemin de la mauvaise conscience... à la bonne.

Les motifs des fondateurs de la C.D.U. étaient d'ordre moral et religieux : persuadés, comme certains de leurs confrères protestants, qu'en tant que catholiques ils n'avaient pas agi et témoigné avec assez

de vigueur contre la barbarie nazie, ils s'engageaient à intervenir dans la vie publique pour en prévenir le retour et réparer ses forfaits. Il ne serait pas objectif de prétendre qu'entre temps ils ont renié ce serment, bien qu'à la première équipe se soit peu à peu agrégé l'inévitable cortège de carriéristes et de pharisiens qui tout parti improvisé traîne après soi. Au moins les antinazis sincères y donnent-ils le ton, et avec fermeté.

Une cure d'acclimatation progressive

Mais d'autre part il est évident que la C.D.U. ne capte pas près du tiers de l'électorat actif (soit le double de l'ancien Zentrum) par les seules vertus de la contrition (ou du confessionnal) : pour deux électeurs C.D.U., on compte en moyenne trois femmes. Au cours d'un développement qu'il est superflu de retracer, des millions d'Allemands se sont affranchis du sentiment de culpabilité, qui, sauf de rares exceptions, les accablait au lendemain de l'effondrement du Reich ; mais beaucoup aussi ont rompu avec la présomption et l'arrogance auxquelles ils avaient succombé de 1933 à 1945. Ce qu'ils veulent c'est retrouver l'accord avec eux-mêmes, l'harmonie intérieure, mais à un diapason moins haut que sous le III^e Reich. Ils n'ont pas surmonté tous leurs préjugés ni tous leurs ressentiments, mais de vagues remords, de sourds scrupules, les travaillent.

La C.D.U. leur offre non pas la conver-

sion brutale, l'abjuration solennelle, mais une cure d'acclimatation progressive à l'ordre nouveau. Elle est démocratique, mais, tant du côté catholique que du côté protestant, paternalisme et corporatisme forment le fond de sa pensée sociale. Elle répudie les chimères sanglantes du passé, mais évite d'en rendre responsables des catégories entières d'individus : industriels ou militaires, par exemple, comme les « marxistes » abhorrés, qu'elle a son insu réintroduit certains subtils distinguos nazis : pour le chancelier Adenauer, les seuls criminels de guerre sont des « éléments sociaux » dont le déshonneur ne saurait jaillir sur la Wehrmacht, de même que pour la dictature nazie les adversaires du régime n'étaient qu'« une petite clique d'aventuriers ». Elle est contre le nationalisme, mais remplit ses affilés de la fierté d'être de « bons Européens », peut-être les seuls en Europe... C'est le parti du juste milieu porté à la puissance infinie.

On peut sourire ou s'indigner de ces moyens termes, parfois équivoques, de son conformisme indulgent, mais sans compromission, de son orientation à être le parti des meilleurs chrétiens, des meilleurs Européens, des meilleurs Allemands, etc. Un petit parti étalerait-il ces prétentions qu'il se couvrirait de ridicule. Mais le parti C.D.U. est un grand parti populaire, et, puisqu'on a renoncé à extirper par la violence les vestiges du nazisme (à tort ou à raison, là n'est pas la question), qui sait si sa méthode n'est pas la seule capable, à la longue, de rééduquer les Allemands, tout au moins de les détourner par la persu-

sion des ornières politiques et morales où ils n'ont eu que trop tendance à s'enliser ?

Le seul inconvénient à cette thérapeutique est qu'elle est liée à la personne du chancelier Adenauer ; qu'il vienne à disparaître, la masse des néophytes de la démocratie qu'il retient par son prestige se détachera de la C.D.U., et celle-ci n'aura plus d'autre ressource que de se replier sur les positions du vieux Zentrum.

De même que les géographes voient à partir du nord de la France une vaste plaine se dérouler jusqu'aux contreforts de l'Oural, s'ouvre sur la droite de la C.D.U. un immense terrain vague, au sol mouvant, parsemé d'enclaves verdoyantes et d'émergences erratiques, planté d'étiquettes variées ; des plus vénérables aux plus baroques, mais d'une manière générale livrés à tous les vents et à tous les séismes. Ce n'est pas la man's land semble avoir toujours existé dans la topographie politique de l'Allemagne. De 1870 à 1918, l'autorité de l'empereur et le scrutin majoritaire à deux tours en masquaient la présence. Mais l'abolition de la monarchie et la proportionnelle intégrale adoptée par Weimar laissèrent le champ libre à son extension. Le régime de Bonn a le mérite de comprimer de nouveau cette marge d'incertitude. S.P.D. et C.D.U. se partagent près de 60 0/0 des suffrages exprimés, contre en moyenne moitié moins sous Weimar : c'est plus qu'il n'en faut pour conjurer d'éventuels raz de marée extrémistes et permettre un fonctionnement normal du système parlementaire.

ALAIN CLÉMENT.

(A suivre.)

A HAMBOURG

Un public de marins écoute sans passion les discours du leader communiste Max Reimann

De notre envoyé spécial GEORGES PENCHENIER

Hambourg, 1^{er} septembre. — Avant d'aller écouter Max Reimann, chef du parti communiste d'Allemagne occidentale, il faut passer une journée entière dans le port de Hambourg, ce monde prodigieux de bassins, de quais, de docks et de magasins qui s'étend sur une superficie supérieure à celle de la ville même. Franchi l'un des postes de douane du port franc, on se trouve pris dans un entrelacs de canaux, d'aventures et de grues grises arachnéennes. Leur bras unique dégingandé tourne sans répit dans un ciel morne à la recherche d'une proie. Ponts roulants, usines à gaz, raffineries de pétrole, berceaux de chantiers navals, font à cet univers flottant de ciment, de fer et de bois un fond embrumé d'Apocalypse.

Dans ce labyrinthe, en dehors des ponts, des milliers de cargos pétroliers, paquebots, remorqueurs, chalands et vedettes, qui roulent tous au gré de la vague et font gémir des pontons, on ne voit pas d'hommes, ou peu. Pour les retrouver il faut gagner la zone limitrophe : Harbourg, Altona ou Sankt-Pauli. Là le marin est chez lui. A Harbourg, tout le long de l'interminable grille du port franc, les maisons tristes des marins élèvent leurs quatre étages de façade au-dessus des quais déserts. La route, boueuse, est hantée de gosses rieurs et dépenaillés qui jouent à tous les jeux de l'enfance sous le regard indulgent de vieux quartiers-maîtres en retraite. Ici une seule coiffure de rigueur : la casquette à visière de cuir de tous les marins du monde. Si Sankt-Pauli est le terrain idéal des marins en bordée avec ses bouges et ses ruelles mal famées, Harbourg et Altona restent les quartiers de résidence des gens de mer. Ils sont là chez eux, entre eux, désœuvrés et palabrants entre deux embarquements, deux voyages.

Une foule bariolée

Ces hommes, je les ai revus le soir dans le grand bâtiment de la Markthalle, à Sankt-Pauli. A distance, mais résolument visibles, les forces de police cernent le « Vél d'Hiv » hambourgeois, témoin de toute grande manifestation politique.

A l'entrée même un imposant service d'ordre du parti veille au grain, le bras gauche ceint d'un bandeau blanc ou pourpre, l'air résolu à souhai. A l'intérieur c'est la foire. Quinze mille personnes au minimum encombrant le vaste hall décoré aux couleurs de la nation et du parti : toute une foule bariolée et bon enfant de marins, de femmes, de vieillards et de gamins venus passer une heure ou deux, coude à coude, pour entendre la bonne parole. Un stand vend les œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline. D'autres distribuent bière, saucisses et eaux minérales, sans lesquelles il n'y aurait pas de réunion électorale allemande possible.

A la tribune, complet gris, cheveux blancs, Max Reimann parle. Thème classique. Il brocarde les alliés en général et les Américains en particulier, lance l'anathème contre Adenauer, ses fascistes et son armée, égratigne les socialistes, loue les vertus soviétiques et commente la dernière note du 15 août.

Au-dessus de lui pas de colombe comme en Allemagne orientale : simplement un slogan, dont le deuxième terme peut prêter à diverses interprétations : « Unité de l'Allemagne, avenir de Hambourg. » La foule suit le discours attentivement, mais sans passion. Les applaudissements crépitent à intervalles réguliers, mais les ovations ne paraissent pas de mise.

Ce sera la principale conclusion de mon voyage à travers l'Allemagne : que ce soit chez les néo-nazis ou chez les communistes, le public vraiment accroché mal. Reimann pourtant, par moments, se déchaîne : « Nous autres communistes, crie-t-il, nous n'avons jamais menti au peuple : en 1932 nous avons dit : Hitler, c'est la guerre ! Aujourd'hui je vous l'affirme : Adenauer c'est

la troisième guerre mondiale, la lutte civile, l'horreur des destructions ! »

Il a beau faire, on se croirait à un congrès universitaire beaucoup plus qu'à une réunion publique. Les quinze mille spectateurs continuent d'applaudir poliment, sans plus. Quand, au moment de la dernière tirade, je m'éclipse pour aller sur le boulevard étudier les réactions populaires ou assister à d'éventuelles bagarres, j'en suis pour ma peine : les gens qui sortent de la Markthalle ne sont que d'indifférents ouvriers « prolétaires-bourgeois », beaucoup plus pressés de rentrer chez eux que de renverser le chancelier Adenauer. C'est à croire que la flamme révolutionnaire s'est éteinte, même à Hambourg...

En dépit de la procédure majoritaire du scrutin le Bundestag est désigné à la proportionnelle

La loi électorale selon laquelle il sera procédé au renouvellement du Bundestag ne diffère pas sensiblement de celle en vigueur aux élections générales de 1948. Tous les Allemands sans distinction de sexe sont électeurs à partir de vingt-cinq ans et sont éligibles à partir de vingt-cinq ans. Les motifs de privation du droit de vote sont à peu près les mêmes que dans les autres pays occidentaux.

Le mode de scrutin reste fortement marqué par la structure fédérale de la République de Bonn. Chacun des neuf Etats qui la composent envoie au Parlement un nombre de députés calculé d'après le chiffre de ses habitants : Bade-Wurtemberg, 67 ; Bavière, 91 ; Brême, 6 ; Hambourg, 17 ; Hesse, 44 ; Basse-Saxe, 66 ; Rhénanie-Westphalie, 138 ; Rhénanie-Palatinat, 31 ; Schleswig-Holstein, 24 ; au total : 484.

Chaque Etat est à son tour découpé en un certain nombre de circonscriptions ; il y en a deux cent quarante-deux sur l'ensemble du territoire fédéral. Le candidat qui l'emporte dans le cadre de la cir-

conscription est celui qui réunit sur son nom la majorité simple des suffrages. Néanmoins ce scrutin majoritaire n'est qu'un artifice de procédure censé rapprocher l'élu de ses électeurs. Car finalement c'est la proportionnelle intégrale qui décide de la composition du Bundestag. En effet entre les candidats qu'ils proposent dans les circonscriptions les partis politiques présentent dans le cadre de l'Etat une liste de candidats sur lesquels l'électeur doit simultanément se prononcer. A cette intention il reçoit un seul bulletin de vote mentionnant à la fois, sur deux volets séparés, le candidat et la liste de son choix. Ces bulletins servent à l'attribution des sièges qui sont répartis entre les formations politiques au prorata du nombre de voix obtenu, selon la règle de la plus forte moyenne (système d'Hondt). Les sièges déjà enlevés dans les circonscriptions ne s'ajoutent pas à ceux acquis à la proportionnelle, mais viennent en déduction.

Le fonctionnement de ce système est plus simple qu'il n'y paraît à l'encontre de sa théorie. Imaginons par exemple que dans l'Etat de Hesse le parti démocratique chrétien ait conquis, d'après les voix recueillies par sa liste, dix sièges, et qu'il ait enlevé trois circonscriptions. Les sept premiers candidats de sa liste sont élus et les trois suivants cèdent la place aux trois députés C.D.U. ayant recueilli la majorité simple des suffrages dans leur circonscription. Il peut cependant se produire qu'un parti enlève plus de circonscriptions que les « voix » 2 ne lui donnent de mandats. Dans ce cas les sièges obtenus dans les circonscriptions restent intangibles, et le nombre de ceux dévolus à l'Etat par ce phénomène augmente d'autant. C'est ainsi que le premier Bundestag qui devait primitivement compter quatre cents députés en avait enregistré quatre cent deux.

La clause la plus discutée de la loi électorale est celle qui vise les petits partis. Ceux qui n'auront réussi à emporter ni mandats directs ni 5 % des voix à l'échelle fédérale en 1949 les 5 % ne s'appliquent qu'au niveau de l'Etat, sont purement et simplement éliminés de la compétition électorale. Les voix qui se seront portées sur eux sont soustraites du total sur lequel la proportionnelle est appelée à jouer. Ce sont des « voix mortes ». Il semble que ces dispositions aient atteint leur but, qui était d'éviter une trop grande dispersion des suffrages.

La loi interdit expressément les apparences de listes. A l'intérieur de la circonscription cependant tous les arrangements à l'amiable sont tolérés. A Hambourg par exemple les trois partis de la coalition présentent un candidat unique dans chacune des huit circonscriptions. En Bavière, en Rhénanie-Westphalie, en Basse-Saxe, des conventions analogues ont été passées en certains endroits. Ils ne semble pas qu'elles doivent avoir une influence notable sur le scrutin, dont les résultats, rappelés une dernière fois, demeurent commandés par la proportionnelle. La meilleure preuve en est que la plupart des candidats qui affrontent l'électeur sur le terrain de la circonscription figurent en bonne place sur les listes du Land.

« Pas de négociation à quatre sans la participation de l'Allemagne » déclare M. Ollenhauer
Hambourg, 1^{er} septembre (Reuter). — M. Ollenhauer, président du parti social-démocrate allemand, a répondu lundi, au cours d'une conférence de presse, aux critiques formulées par le chancelier Adenauer à l'égard de la politique extérieure préconisée par les socialistes. Il a déclaré notamment qu'aucune négociation à quatre sur la réunification de l'Allemagne ne pourrait avoir lieu sans la participation de l'Allemagne.

LES PREMIERES TROUPES INDIENNES chargées de la garde des prisonniers réfractaires au rapatriement arrivent en Corée

Pan-Mun-Jom, 1^{er} septembre. — Les opérations d'échange des prisonniers se poursuivent et l'on pense en général qu'elles pourraient s'achever cette semaine. Les difficultés qui semblaient devoir surgir en dernière heure au fait de l'intention qu'avaient exprimée les Sino-Coréens de retenir, jusqu'à l'expiration de leur peine, conformément à la convention de Genève, les prisonniers qui avaient encouru une condamnation pendant leur captivité, ne se produiront pas, la délégation sino-coréenne ayant annoncé samedi dernier que les prisonniers condamnés seraient libérés comme les autres.

Les opérations terminées, la deuxième phase d'application de l'accord sur les prisonniers pourrait s'ouvrir prochainement : il s'agit de la prise en charge par la commission neutre de rapatriement (composée de représentants de l'Inde, de la Pologne, de la Suède, de la Suisse et de la Tchécoslovaquie) des prisonniers qui jusqu'ici ont refusé d'être rapatriés. Un premier contingent de troupes indiennes — auxelles sera confiée la garde des prisonniers — est arrivé lundi dans le port d'Inchon, près de Séoul, et sera transporté par hélicoptère dans la zone démilitarisée, où des camps ont été construits pour abriter les prisonniers.

Le transport par hélicoptère a été prévu afin d'éviter que les soldats indiens ne traversent le territoire sud-coréen, car le président Syngman Rhee s'oppose à leur passage.

La commission neutre aura à présider aux opérations au cours desquelles les prisonniers réfractaires au rapatriement (15 000 Chinois, 8 000 Nord-Coréens et d'autre part quelques centaines de prisonniers venant des camps de Corée du Nord) seront soumis à des « explications » devant les inciter à se laisser rapatrier. En attendant, la délégation nord-coréenne à la commission de justice a protesté contre la propagande qu'exerceraient dans les camps de Corée du Sud, avant le transport des réfractaires en zone démilitarisée, des agents de Syngman Rhee et de Tejiang Kai Chek.

LES « SEIZE » SE RÉUNISSENT POUR FIXER LE SIÈGE DE LA CONFÉRENCE SUR LA CORÉE

Washington, 1^{er} septembre. — Les représentants des seize pays ayant combattu en Corée se réunissent aujourd'hui à Washington pour discuter le lieu et la date à privilégier pour la conférence politique sur la Corée.

C'est M. Foster Dulles qui présidera cette réunion. Il s'est entretenu hier avec le ministre des affaires étrangères de la Corée du Sud, M. Pyun Yung-Tai, actuellement aux Etats-Unis, où il assista aux séances de l'Assemblée générale de l'O.N.U. Selon toute vraisemblance un représentant de la Corée du Sud sera invité à la conférence des Seize.

En ce qui concerne le lieu de réunion de la conférence politique, il a été parlé de Genève, de New-Delhi, de Colombo (Ceylan), de Bandung (Indonésie), de San-Francisco, d'Honolulu et de la zone démilitarisée en Corée. L'agrément des Sino-Coréens devra de toute façon être obtenu.

LE GÉNÉRAL RIDGWAY S'INQUIÈTE DE LA BAISSÉ DU « MORAL » DANS L'ARMÉE

Washington, 1^{er} septembre. (A.F.P.). — Les Etats-Unis ne peuvent se permettre financièrement une défense « totale » contre la bombe à hydrogène et de toute façon ne pourraient l'obtenir », a déclaré le général Ridgway, chef d'état-major de l'armée de terre américaine, au cours d'une conférence de presse au Pentagone.

Le général a souligné que s'il était évident que certains centres vitaux des Etats-Unis devaient être dotés d'une protection minimum contre les attaques aériennes il n'en était pas moins évident qu'il était impossible de garantir qu'un bombardier assaillant ne pourrait forcer les défenses. « S'il s'agissait de l'appareil porteur de la bombe à hydrogène le but de l'opération ennemie serait atteint. »

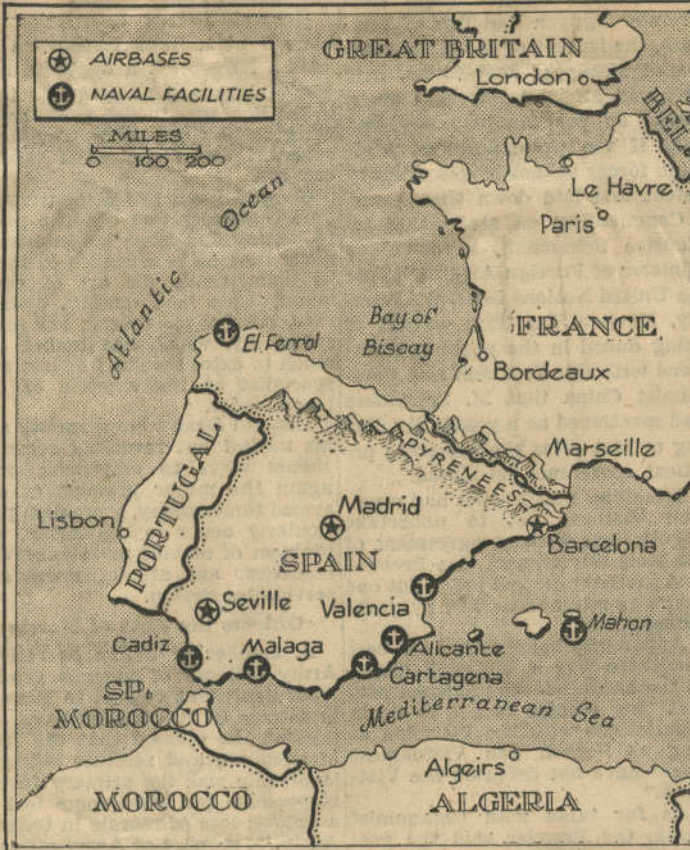
Le général Ridgway s'est déclaré inquiet de la baisse du « moral » des militaires de carrière et des sentiments du public américain à l'égard des autorités militaires. Il a indiqué qu'il avait donné l'ordre à ses services de se livrer à une étude approfondie de cette question.

Il a précisé qu'il voulait notamment connaître les raisons pour lesquelles un grand nombre de cadets des écoles militaires avaient abandonné leurs études.

Le Monde
édite en brochure
L'ALLEMAGNE D'ADENAUER
par ALAIN CLÉMENT
correspondant du Monde en Allemagne occidentale
Mise en vente exclusivement aux bureaux du journal
5, rue des Italiens, Paris (9^e)
A nos bureaux 75 fr.
France recommandée 105 fr.
Etranger recommandé 125 fr.
Il ne sera pas fait d'envoi contre remboursement.

*House of Representatives
Neutralized*

3



The New York Times Sept. 27, 1953
TREATY SIGNED FOR BASES IN SPAIN: Cities denoted by symbols were reported to be those where facilities under the United States defense pact would be set up.

SPAIN SIGNS ACCORD GIVING U. S. THE USE OF MILITARY BASES

Drops Neutrality in Ten-Year Defense Pact—Will Receive Arms and Economic Aid

FORCES TO BE MODERNIZED

West's Potential Strengthened, Washington Feels—Political Gains for Franco Seen

Text of the defense agreement is printed on Page 6.

By CAMILLE M. CIANFARRA
 Special to THE NEW YORK TIMES.

WASHINGTON, Sept. 26—Spain abandoned today her traditional policy of neutrality, which had kept her outside two world-wide conflicts in this century, by signing a defense agreement giving the United States the right to use a number of Spanish air and naval bases for the defense of Western Europe and the Mediterranean. The accord extends for ten and possibly twenty years.

In exchange for that concession, the United States Government, under two other separate agreements, undertook to provide military and economic aid designed to transform the antiquated Spanish armed forces into a modern fighting machine capable of assisting in the defense of the national territory in wartime.

Although the agreement, which was made public here today, did not mention the location of the bases, it was understood that the United States would proceed with the development and construction of four major airports—two in southern, one in central and one in northern Spain—and of naval facilities in two harbors. One of them is expected to be Cartagena, considered by the United States Navy to be a valuable base because of its natural defenses against enemy attack, and the other Cadiz, on the Atlantic coast.

27-9-53

Projected Airports at 3 Cities

The construction program, in its initial stage, will consist of expanding and developing military airports, now inadequate, in the Seville, Madrid and Barcelona areas. Auxiliary naval facilities, such as refueling depots, where United States ships will have anchorage rights, will be built at other ports along the Atlantic and Mediterranean coasts. Among the ports mentioned were El Ferrol, Valencia, Alicante, Malaga, and Mahon, in the Balearic Islands.

A second phase of the program envisages the construction of many minor airports to be strategically placed throughout Spain.

The United States Congress has appropriated a total of \$226,000,000 to implement the agreements, which were signed in Madrid by Alberto Martin Artajo, Spanish Foreign Minister, and James C. Dunn, United States Ambassador to Spain. Of that amount, \$85,000,000 will be used for economic and \$141,000,000 for military assistance.

However, the construction of the bases will be financed mainly by a special fund at the disposal of the Pentagon for the development of overseas facilities. The expenses in local currency, such as Spanish wages and materials, will be drawn from a fund to be established with the peseta equivalent of the dollar cost of items supplied by the United States Government.

Better Deployment Foreseen

The view of United States officials is that the agreements will strengthen the defense capabilities of the West against possible aggression by the Soviet Union. Since the beginning of negotiations in April, 1952, the Pentagon has felt that the Spanish bases would improve the strategic deployment of military forces in Western Europe and the Mediterranean.

These circles pointed out that the Spanish ports would facilitate the stockpiling of fuel needed for the operations of the United States Sixth Fleet in the Mediterranean and thus release shipping for service in other theatres. Spanish drydocks also would be useful in effecting speedy minor repairs for light naval craft.

The development of the air bases was said by these officials to be part of an over-all program of the Joint Chiefs of Staff aimed to supplement the power to retaliate with "intercontinental atom bombing" in the event of war. According to these sources, the United States would not have enough B-52 jet bombers capable of striking at the Soviet from

Continued on Page 6, Column 3

RED PAPER ASSAILS POLAND'S PRIMATE

Trybuna Ludu Says Cardinal Wyszynski Led 'Activity Against the State'

LONDON, Sept. 26 (Reuters)—Poland's official Communist newspaper assailed today Stefan Cardinal Wyszynski, Roman Catholic Primate of Poland, for leading "activity directed against the state."

The editorial in Trybuna Ludu also declared that Cardinal Wyszynski had failed to denounce the activities of Msgr. Czeslaw Kaczmarek, Bishop of Kielce, who was sentenced last Tuesday to twelve years imprisonment for alleged espionage activities.

The Warsaw radio also announced tonight that Poland had sent a note of protest to the United States against a statement of the State Department concerning the trial of Bishop Kaczmarek. It said the Polish protest was handed yesterday to the United States Chargé d'Affaires in Warsaw.

It said the Cardinal had thereby violated the 1950 church-state agreement under which church officials were pledged to "punish under canon law priests guilty of participation in underground and anti-state activities."

The article in Trybuna Ludu was signed by Edward Ochab, secretary of the Central Committee of the United Workers (Communist) party. Highlights were broadcast by the Warsaw radio and transmitted abroad by the official Polish news agency P. A. P.

The article said that recent events, as well as the Kaczmarek trial, showed that Cardinal Wyszynski regarded the 1950 church-state agreement as a subterfuge "designed to deceive the Government and to conceal an activity directed against the state."

The 1950 agreement said that apart from matters of faith, morality and ecclesiastical jurisdiction, "the Bishops will be guided by the interests of the Polish State."

Today's article warned that "the principles of the agreement will be enforced, despite the schemings of the reactionary elements among the clergy." It also promised "a wide propaganda campaign to unmask the plots of the enemies and popularize the right policy of the Government."

Cardinal Wyszynski was also accused of being "hostile to the people." The Primate, who has been under criticism intermittently since assuming the highest position in the Polish church in 1950, was elevated to the rank of Cardinal in absentia two years later after having notified the Vatican he would be unable to attend the Rome ceremonies.

Mr. Ochab's article declared that "in spite of the crimes revealed during the Kaczmarek trial, in spite of the fact that the accused had pleaded guilty in public, the Primate did not condemn the criminals."

LONDON MINIMIZES PACT

Says Agreement Concerns Only U. S. and Spain, Not NATO

LONDON, Sept. 26 — Official comment on the signing of the United States-Spanish agreement was confined to the observation that it was a strictly bilateral affair that had been so long in preparation that it could cause no surprise.

Informed quarters re-emphasized past British statements that it did not mean any step toward Spanish membership in the North Atlantic Treaty Organization. The reassurances given by the State Department to this effect will be considered helpful here, where the Franco regime is still a political liability to an almost unique degree—far more than the Tito regime in Yugoslavia or the Peiping Communist regime.

The agreement can be expected to furnish anti-United States ammunition among the Labor Left Wing, beginning at next week's Labor party conference at Margate.

Agreement on U. S. Use of Military Bases in Spain

WASHINGTON, Sept. 26 (AP)—Following is the text of a defense agreement between the United States and Spain, signed in Madrid today and made public by the State Department here:

PREAMBLE

Faced with the danger that threatens the Western world, the Governments of the United States and Spain, desiring to contribute to the maintenance of international peace and security through foresighted measures which will increase their capability, and that of the other nations which dedicate their efforts to the same high purposes to participate effectively in agreements for self-defense, have agreed as follows:

ARTICLE 1

In consonance with the principles agreed upon in the Mutual Defense Assistance Agreement, the Governments of the United States and of Spain consider that the contingencies with which both countries may be faced indicate the advisability of developing their relations upon a basis of continued friendship, in support of the policy of strengthening the defense of the West. This policy shall include:

1. On the part of the United States, the support of Spanish defense efforts for agreed purposes by providing military end-item assistance to Spain during a period of several years to contribute to the effective air defense of Spain and to improve the equipment of its military and naval forces, to the extent to be agreed upon in technical discussions in the light of the circumstances, and with the cooperation of the resources of Spanish indus-

try to the extent possible. Such support will be conditioned, as in the case of other friendly nations, by the priorities and limitations due to the international commitments of the United States and the exigencies of the international situation and will be subject to Congressional appropriations.

2. In consequence of the above-stated premises and for the same agreed purposes, the Government of Spain authorizes the Government of the United States, subject to terms and conditions to be agreed, to develop, maintain and utilize for military purposes, jointly with the Government of Spain, such areas and facilities in territory under Spanish jurisdiction as may be agreed upon by the competent authorities of both Governments as necessary for the purposes of this agreement.

3. In granting assistance to Spain within the policy outlined above, as the preparation of the agreed areas and facilities progresses, the Government of the United States will satisfy, subject to the provisions of Paragraph 1, the minimum requirements for equipment necessary for the defense of Spanish territory, to the end that should a moment requiring the wartime utilization of the areas and facilities arrive, from this moment, the requirements are covered to the extent possible as regards the air defense of the territory and the equipment of the naval units; and that the armament and equipment of the army units be as far advanced as possible.

ARTICLE 2

For the purposes of this agreement and in accordance with technical arrangements to be agreed upon between the com-

petent authorities of both Governments, the Government of the United States is authorized to improve and fit agreed areas and facilities for military use, as well as to undertake necessary construction in this connection in cooperation with the Government of Spain, to station and house therein the necessary military and civilian personnel and to provide for their security, discipline and welfare; to store and maintain custody of provisions, supplies, equipment and material; and to maintain and operate the facilities and equipment necessary in support of such areas and personnel.

ARTICLE 3

The areas which, by virtue of this agreement, are prepared for joint utilization will remain under Spanish flag and command, and Spain will assume the obligation of adopting the necessary measures for their external security. However, the United States may, in all cases, exercise the necessary supervision of United States personnel, facilities and equipment.

The time and manner of wartime utilization of said areas and facilities will be as mutually agreed upon.

ARTICLE 4

The Government of Spain will acquire, free of all charge and servitude, the land which may be necessary for all military purposes and shall retain the ownership of the ground and of the permanent structures which may be constructed thereon. The United States Government reserves the right to remove all other constructions and facilities established at its own expense when it is deemed convenient by

the Government of the United States, or upon the termination of this agreement; in both cases the Spanish Government may acquire them, after previous assessment, whenever they are not installations of a classified nature.

The Spanish State will be responsible for all claims made against the United States Government by a third party in all cases referring to the ownership and utilization of the above-mentioned land.

ARTICLE 5

The present agreement will become effective upon signature and will be in force for a period of ten years, automatically extended for two successive periods of five years each unless the termination procedure hereafter outlined is followed.

At the termination of the first ten years or of either of the two extensions of five years, either of the two Governments may inform the other of its intention to cancel the agreement, thus initiating a consultation period of six months. In the event concurrence is not reached on extension, this agreement will terminate one year after the conclusion of the period of consultation.

In witness whereof the respective representatives, duly authorized for the purpose, have signed the present agreement.

Done at Madrid, in duplicate, in the English and Spanish languages, both texts authentic, this 26th day of September, 1953.

For the Government of the United States of America: JAMES CLEMENT DUNN, Ambassador of the United States of America.

For the Government of Spain: ALBERTO MARTIN ARTAJO, Minister of Foreign Affairs.

SPAIN GRANTS U. S. THE USE OF BASES

Continued From Page 1

hom bases should war come before the beginning of 1957, but it does have enough B-47 bombers with a combat radius of 1,800 to 2,000 miles, which could shuttle back and forth from European bases.

In keeping with that program, a spokesman for the Pentagon said today that the "latest type of aircraft" would be sent to Spain for use by the United States Air Force as soon as the bases were available. In an emergency, runways for atomic bombing from Spain could be built in a few weeks, officials said. In their opinion, another valuable feature of the Spanish bases is that they are not "too near" the Soviet, as are those of some of the North Atlantic Treaty powers, and therefore less exposed to attack because any enemy planes would be obliged to fly over Western territory, where they could be more easily intercepted before they reached their targets.

Politically, the bilateral agreements with the United States were regarded by Spanish circles as a considerable personal success for Generalissimo Francisco Franco, Chief of the Spanish State. Spaniards recalled that in 1945 the Franco regime, because of its pro-Axis attitude during World War II, was the target of a diplomatic and economic boycott led by the United States, Britain and France. It was pointed out that that same regime had been accepted as a partner by the United States in the task of strengthening the system of Western defense.

United States officials scoffed at suggestions that the agreements were in effect an "alliance." They stressed that nothing in them committed either Government to the same extent as the NATO and other treaties. Nor, they said, is there an attempt to bring Spain in the United Nations "by the back door." They agreed, however, that the Spanish dictatorship would be strengthened through United States economic and military assistance.

Despite the lack of any specific United States commitment to defend Spain in the event that she is attacked, officials implied that

Foreign Trade Consultant Named Envoy to Uruguay

WASHINGTON, Sept. 26 (AP)—Dempster McIntosh of Philadelphia, a foreign trade expert, received a recess appointment from President Eisenhower today to be Ambassador to Uruguay. He will succeed Edward L. Roddan, a former Washington newspaper man and assistant to the late Senator Brien A. McMahon, Democrat of Connecticut, who resigned.

Mr. McIntosh was born in Newport, R. I., Jan. 17, 1896. He is a foreign trade consultant and for ten years directed the foreign activities of the Philco Corporation and its affiliates. Prior to going with Philco he was associated for many years with the American Steel Export, Inc.

hardly would be possible to take no action to protect Spanish territory, especially the areas where the naval and air bases are situated, in that contingency. However, they pointed to Article 3 of the agreement, which said that "the time and manner of wartime utilization of said areas and facilities will be as mutually agreed upon." This makes it clear that the two Governments, in secret clauses supplementing the agreements, have taken into consideration the possibility of a change in the present situation.

Bled white by a three-year ruthlessly fought civil war, Spain has been unable to produce or to purchase modern equipment for her Navy, Army and Air Force. Now the equipment needed, as stated in the agreements, will be supplied "during a period of several years to contribute to the effective air defense of Spain and to improve the equipment of its military and naval forces."

Even though the military assistance will be conditioned by the "priorities and limitations due to the international commitments of the United States" and other obligations, there is no doubt among Spaniards that General Franco's personal power and prestige will be greater than ever.

The defense agreement became effective today "upon signature and will be in force for a period of ten years, automatically extended

for two successive five-year terms" unless notice to cancel it is given by either Government at the end of the ten years or of each of the two five-year extensions. Being an Executive agreement, it requires no authorization from Congress. Under its terms, the United States is authorized to improve and fit agreed areas and facilities, and to construct, jointly with the Spanish Government, premises to station and house its personnel.

The areas will be used by both Governments, but they will be under Spain's flag and command, while the Spanish authorities will take all necessary measures to insure their "external protection," meaning by this that the Spanish armed forces will be expected to protect them in the event of internal disorders. Within the areas, the United States will have direct jurisdiction and control of United States personnel, facilities and equipment, which will enable it to provide its own security measures.

German Triplets 79 Years Old
LUNEBURG, Germany, Sept. 26 (AP)—Wilhelm Beusemann and his two sisters, said to be Europe's oldest triplets, celebrated their seventy-ninth birthday today. They live in the near-by village of Rehlingen.

U. S. C-47 PLANE MISSING

Transport Craft From British Base Was on Flight to Spain

BURTONWOOD, England, Sunday, Sept. 27 (Reuters)—A United States C-47 transport plane from this American base is missing over the Mediterranean with four men aboard, a United States Air Force spokesman said early today.

The plane was on a navigational proficiency flight to Barcelona, Spain. It carried a crew of four officers and two enlisted men. It made its last radio contact early yesterday afternoon an hour before it was reported at Barcelona.

Its position then was off the south coast between Marseille and Air Force said.

Bulgarian Envoy
LONDON, Sept. 26 (AP)—Naiden Nikolic, Bulgarian ambassador to the United States, today to the State Department for his prior office as ambassador to the United States. He is not being replaced.

Sunday Dispatch

153rd Year. No. 7,925.

2½d.

SEPTEMBER 27, 1953.

3

Radio Page 8.

The U.S. Signed A New Pact Yesterday, Which Means—

SPAIN HAS JOINED THE WESTERN FRONT — Official

GIs To Man Anti-Submarine, Air, And Military Bases

SPAIN has joined the Western Front against Communism. This is the effect of a 20-year defence agreement she signed in Madrid yesterday with the United States.

The pact gives the U.S. the right to develop and use naval and air bases on Spanish soil and assures Spain military aid from across the Atlantic.

Chief features of the agreement, which makes Spain and the U.S. allies for the first time, are :

- 1 Spanish naval and air bases will be developed for use of the American Navy and Air Force.
- 2 First air bases to be modernised will be in the Madrid, Barcelona, and Seville areas.
- 3 U.S. Navy bases will be established at Cartagena and Cadiz.
- 4 A number of radar stations will be built at coastal points and on Spanish islands.
- 5 About £80,000,000 already voted by the U.S. Congress for economic rehabilitation will be released to Spain.

And this is what the pact means to the rest of the world :

Spain has abandoned her traditional neutrality. In the event of another war the U.S. bases would be a primary target of an enemy force.

It is a big, strategic gain for the West. For it seals a hole in NATO's south-western flank and provides a vital new anti-submarine base.

No Limit

Big modern air units in Spain could help to maintain the line of the Pyrenees in another war.

Thousands of U.S. technicians and military and naval forces will pour into Spain to implement the pact. For General Franco has placed no limitation on their number.

The pact, which has been in preparation since 1951, was signed in Madrid by the Spanish Foreign Minister, Señor Martín Artajo, and the U.S. Ambassador, Mr James Dunn.

A Defence spokesman in Washington said last night that the number and types of aircraft to be stationed in Spain had not yet been determined. But they would be "the very latest" types.

Moscow radio described the pact as "an open military alliance." A Tass dispatch from Washington said it testified to the "fact that the U.S. is forced to seek new allies to support its aggressive plans."

The Sunday Dispatch Diplomatic Correspondent writes:

The agreement brings Spain, through the U.S., into indirect association with NATO. In the event of a war with Russia it would mean Spain's active co-operation with the Western Powers.

But it does not at present bring Spain into NATO or into alliance with that organisation's other major members, such as Britain and France, for that is not at present politically possible.

U.S. Bases in Spain: Pact Signed

From Alastair Buchan

WASHINGTON, September 26

AFTER more than 18 months of direct negotiations and two and a half years of diplomatic conversations, the United States and Spain to-day concluded three bilateral agreements covering the grant of American military and economic aid to Spain in return for the use of air and naval bases.

The United States will release \$226 million (about £78,700,000) to Spain, which has been voted by previous Congresses, between now and the end of June, 1954.

Of this amount \$141 million will cover the cost of American military equipment for the modernisation of the Spanish armed forces, and \$85 million is for "defence support"—that is, economic aid—chiefly in the form of capital equipment to modernise Spanish industry, transport, and agriculture.

The cost of constructing the bases is not included in these figures, but will come out of the American military budget.

Not a 'Nato Alliance'

American officials to-day emphasised that these agreements do not constitute an alliance of the type which the United States entered into under the Nato or Anzus treaties, and contain no automatic undertaking on the part of the United States or Spain to go to each other's assistance in the case of war. The agreements are bilateral, and do not disturb America's commitments to her Nato allies.

An official said: "These agreements are not an attempt to bring Spain into Nato or the United Nations through the back door."

The agreements relating to bases will run for 10 years, with an automatic extension for two successive periods of five years. The Administration cannot commit Congress on the extent of the aid which it will allot to Spain in the future, but it is the understanding of the agreements that economic aid will be continued for several years.

The location of the bases to be developed has not been announced, but it is understood that work on four air bases will be started immediately and will probably be completed by 1956. One is near Madrid—this is a matter of enlarging an existing civil air base—and two are near Seville. The naval bases at Cadiz and Cartagena will be enlarged and modernised.

Hard Bargain

It would seem that both Governments have managed to drive a fairly hard bargain. The size of the military aid programme indicates that General Franco has not won his point that the Spanish Army, which is considered by the Pentagon to be a force of doubtful usefulness, should be completely modernised and equipped with armoured divisions as the price of the air and naval bases. The main purpose of American aid will apparently be to modernise the Spanish Air Force and anti-aircraft defences rather than the Army or Navy.

Moreover, the Spanish Government has undertaken to devote 90 per cent. of the peseta counterpart funds which will be generated by the amount of dollar assistance to defraying the construction costs of the bases—a more stringent arrangement than that concluded with Nato countries.

On the other hand, the agreements stipulate that the bases shall remain not only under Spanish sovereignty but under Spanish command and that the American commander in each case shall be responsible only for American men and equipment.—Copyright.

B
L
O
O
K
S
I
N
T
E
R
N
A
T
I
O
N
A
L
L
I
B
R
A
R
Y

U.S. GETS AIR & NAVY BASES IN SPAIN

£80 MILLION AID TO MADRID IN A YEAR

FROM OUR OWN CORRESPONDENT WASHINGTON, Sunday.

The United States and Spain yesterday signed three pacts which give America air and naval bases in Spain. The United States, in the coming year, will give Gen. Franco £80 million in economic and military aid.

But the documents in no sense constitute an alliance. Indeed, American troops sent to Spain will not be allowed to wear uniform outside their bases.

An important point is that the treaties are regarded here as executive agreements, according to State Department officials. They are thus not subject to ratification by the Senate. The agreements were:

1—Spain gives the United States the right to use a number of air and naval bases for the defence of Western Europe and the Mediterranean. This agreement is for 10 years and will be renewed automatically for two further five-year periods unless one country rejects it.

TWO PORTS FOR THE NAVY

The bases are believed to be two for the Navy and four for the Air Force. The Navy will get full facilities at Cadiz and Cartagena.

It is also believed that the United States will get port facilities at El Ferrol, Valencia, and at Mahon, in the Balearic Islands. El Ferrol might become a full naval base.

The air bases are suggested here as being at Barcelona, Madrid, Seville and Albacete.

Spain retains the right to limit the numbers at all bases. The bases will remain under Spanish overall command and fly the Spanish flag.

2—The United States will give Spain more than £50 million in military aid. It is not quite clear what proportion of this will be used to implement the military agreement but the bulk of the cost of constructing and developing the bases will come from entirely separate Defence Department funds.

3—The United States will give Spain more than £30 million in economic aid in the coming year.

AIR FORCE GENERAL

The agreements are primarily important from the air point of view for the United States. The Air Force, for which Lt.-Gen. Kissner has been in charge of negotiations in Madrid, will administer the programme.

The latest types of American planes will be sent to Spain. The air bases are thought to be immensely valuable because they are out of range of Russian fighters. Also they are a source of potential retaliation with atomic weapons.

Spain is clearly anxious to minimise the political effects of the agreements. The United States, on her side, is keeping quiet, doubtless at Spanish request as well as from her own security standpoint, about the number of troops who will be stationed in Spain. It is thought that 15,000 Americans will be sent.

"PEACEFUL & DEFENSIVE"

The State Department emphasised that the pacts were peaceful and defensive in intent. "designed to strengthen the capabilities of the West for maintenance of international peace and security."

Surprisingly little excitement or elation has so far been shown here at the successful conclusion of long negotiations started by the late Adml. Sherman when Chief of Naval Operations. They have so often been reported on the brink of completion that it seemed they might never be ended.

It is admittedly considered a feat to have persuaded Spain to make the gesture of renouncing her neutrality, but it is not thought that this new turn is in any way a prelude to early inclusion of Spain in N.A.T.O. or her admission to the United Nations.

There is a feeling that Gen. Franco, with his accustomed skill, has driven a pretty hard bargain.

SUCCESS FOR GEN. FRANCO

MADRID PLEASED

From Our Own Correspondent

MADRID, Sunday.

The newspapers to-day carry full texts of the three agreements with the United States. It is felt that Gen. Franco has scored a major political success.

An American statement here on Saturday said there was no secret clause to any of the agreements. There is therefore nothing to indicate that Spain is assuming any military obligations.

But it is generally admitted privately that in any general war, Spain could not now keep out.

Pact Signing: Picture—P7

AND
MORNING POST

DAILY TELEGRAPH - June 29, 1855

MORNING POST - November 2, 1772

[Amalgamated October 1, 1937]

MONDAY, SEPTEMBER 28, 1953

135, Fleet Street, London, E.C.4.

Telephone: Central 4242.

ENDING OSTRACISM OF SPAIN

GEN. FRANCO has undoubtedly scored a considerable diplomatic victory in the agreement signed with the United States last Saturday. He would certainly have welcomed heavier subsidies and the long delay in confirming the agreement may be explained by his hope of securing better terms by a technique of postponement. But this year's drought in Spain which necessitates heavy imports of wheat has evidently convinced the Caudillo that half of a very substantial loaf is better than no bread at all. He has been able to secure sufficient safeguards for the national pride of his countrymen and also to administer a drastic and disconcerting snub to all the Powers which have too often and too loudly declared their hostility to his régime.

His revenge for ostracism, if not complete, is handsome enough. It is scarcely credible that in 1946, the General Assembly of the United Nations not only called upon the member States to withdraw the heads of their missions from Madrid but declared that the Security Council should consider what measures might be necessary to overthrow the Spanish Government. This threat of subversion organised from outside was no doubt meant as a measure of appeasement to the Russians, but the Russians were then, as now, posing as the champions of unconditional national sovereignty. There was neither sense nor consistency in the resolution which did Gen. FRANCO no harm at all, but gave him an uncovenanted bonus of support among his own people.

Even the Spaniards who had no stomach for dictatorship preferred dictation from another Spaniard to dictation from the outside world. It is small wonder if the Spanish people feel resentment against the international boycott from which they have so deeply suffered. Their Government was strengthened by the boycott, but the misery of the people was deepened and prolonged. The conduct of the Spanish Government during the War neither explains nor excuses the boycott. That conduct was equivocal and ambiguous, but so was the conduct of many another nation which enjoyed lavish grants, and in any event, Spain did more good than harm to the Allied cause. The selective bigotry which denounces Gen. FRANCO as unclean but heaps praises on other dictatorships is still strong in the British Left Wing. Its only result has been to enable Gen. FRANCO to strike a direct bargain with the United States, a bargain which cannot fail to reduce the status and authority of the United Nations.

There is no reason at all to express unconditional approval of all that is said and done in contemporary Spain, but it is now clear that any hopes of liberalising the Spanish régime will not be achieved by a policy of ostracism. Gen. FRANCO's bitterest enemies abroad are his best friends at home. It is the last folly of foreign policy to threaten what there is neither the will nor the means to execute. That was the folly committed by the United Nations in 1946. Only Powers of overwhelming strength can afford to conduct their foreign policy on principles of pique. The one contemporary Power whose strength might be described as overwhelming is the United States, and that Power has now demonstrated its conviction that in a world where dangerous and implacable enemies abound, the deliberate creation of still further enemies is not the highest function of statesmanship.

Ha sido firmado el convenio defensivo y de ayuda mutua entre España y Estados Unidos

(VIENE DE PRIMERA PAGINA)
restaurar o mantener la confianza en su sistema monetario.

C) Cooperar con el Gobierno de los Estados Unidos de América para asegurar que cualquier adquisición financiada con la ayuda facilitada por el Gobierno de los Estados Unidos de América al Gobierno español sea efectuada a precios y en condiciones razonables y que la distribución en España de los mencionados bienes o servicios se haga de tal manera que los mismos se utilicen efectivamente para el fin a que fueron destinados;

D) Cooperar con el Gobierno de los Estados Unidos de América para asegurar que cualquier adquisición igualmente financiada y procedente de zonas distintas de la de los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones sea también realizada a precios y en términos razonables, de manera que los dólares suministrados por este concepto al país del cual se adquieran dichos bienes y servicios se empleen de conformidad con los acuerdos celebrados entre el Gobierno de los Estados Unidos de América y dicho país;

E) Desalentar las prácticas y arreglos comerciales que tengan carácter de monopolio o cartello de los que resulte una restricción de la producción y un aumento de los precios o que pongan trabas al comercio internacional; estimular la competencia y la productividad y facilitar y fomentar el desarrollo del comercio internacional, reduciendo los obstáculos que puedan entorpecerlo, cuando ello afecte a la realización del programa convenido;

F) Concertar lo antes posible un acuerdo con el Gobierno de los Estados Unidos de América en el que se reglamente para los nacionales y compañías norteamericanas un sistema de pagos y transferencias internacionales que permita la conversión paulatina de sus saldos acumulados en pesetas;

G) Facilitar al Gobierno de los Estados Unidos de América la observación e información de las condiciones de trabajo en España, en la medida en que estas se relacionen con los fines y desarrollo del programa de seguridad mutua.

2.—Los Gobiernos de ambos países:

A) Colaborarán en el mejoramiento de la comprensión y buena voluntad internacionales y en el mantenimiento de la paz mundial.

B) Adoptarán las medidas que conjuntamente convengan para eliminar causas de tensión internacional; y

C) Cumplirán las obligaciones militares asumidas en acuerdos bilaterales o multilaterales o tra-

Convenio sobre ayuda económica entre España y los Estados Unidos de América

tados de que ambos países sean parte.

3.—El Gobierno Español:

A) Aportará al desarrollo y mantenimiento de su propio poder defensivo y el del mundo libre, en la medida de su estabilidad política y económica, la plena contribución que le permitan su potencial humano, recursos, instalaciones y condición económica general;

B) Adoptará todas las medidas razonables que sean necesarias para desarrollar su capacidad defensiva; y

C) Tomará todas las medidas adecuadas para asegurar la utilización efectiva de la asistencia económica y militar proporcionada por los Estados Unidos de América

ARTICULO III.—Garantías.

Ambos Gobiernos, a petición de cualquiera de ellos, se consultarán sobre aquellos proyectos que debieran realizarse en España propuestos por nacionales de los Estados Unidos de América en relación con los cuales el Gobierno de los Estados Unidos de América pueda oportunamente dar las garantías previstas en las disposiciones de la ley de seguridad mutua de 1951 y sucesivas enmiendas, que incorpora la sección III B) 3 de la ley de cooperación económica de 1948 y enmiendas sucesivas. Con respecto a las garantías que cubran proyectos aprobados por el Gobierno español, éste conviene en lo siguiente:

A) Si el Gobierno de los Estados Unidos de América efectúa un pago en dólares de los Estados Unidos de América a cualquier persona cubierta por dicha garantía, el Gobierno español reconocerá la transferencia a los Estados Unidos de América de cualquier derecho, título o interés que dicha persona posea en bienes, moneda, créditos o cualquier propiedad por cuenta de la cual se efectuó el mencionado pago y la subrogación de los Estados Unidos de América en cualquier reclamación o acción legal que pueda corresponder a tal persona en relación con el caso. El Gobierno español reconocerá asimismo toda transferencia a favor del Gobierno de los Estados Unidos de América como consecuencia de la citada garantía—cuyo contenido sea una compensación por pérdida cubierta por garantías recibidas de distinto origen que el del Gobierno de los Estados Unidos de América.

B) Las sumas en pesetas adquiridas por el Gobierno de los Estados Unidos de América como consecuencia de dichas garantías, no recibirán un trato menos favorable que el que se conceda en el momento de la adquisición a los fondos

privados procedentes de transacciones de nacionales de los Estados Unidos de América comparables a las transacciones cubiertas por dichas garantías y las citadas sumas en pesetas serán puestas a libre disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América para gastos administrativos.

C) Toda reclamación del Gobierno de los Estados Unidos de América contra el Gobierno español que resulte de la subrogación arriba mencionada o que guarde relación con los bienes, moneda, créditos u otra clase de propiedad o toda diferencia que surja con motivo de este artículo, será sometido a negociación directa entre los dos Gobiernos. Si, dentro de un período razonable, no pudieran resolver de común acuerdo la reclamación o la diferencia, esta se referirá a un único árbitro designado de mutuo acuerdo para resolución final. Si, dentro de un plazo de tres meses, los Gobiernos no llegasen a un acuerdo en esta designación, el árbitro podría ser nombrado por el presidente del Tribunal de Justicia Internacional a petición de cualquiera de los dos Gobiernos.

ARTICULO IV. ACCESO A CIERTOS PRODUCTOS

1.—El Gobierno español facilitará a los Estados Unidos de América la adquisición, en condiciones razonables de venta, cambio, compensación u otra forma cualquiera y en las cantidades y por el período de tiempo que se convenga entre ambos Gobiernos, de aquellos productos originados en España que los Estados Unidos de América necesiten como resultado de las deficiencias reales o potenciales de sus propios recursos y para la formación de "stocks" u otros fines. En dichas transacciones se tendrán siempre presentes las necesidades de España en los mencionados productos, tanto para el consumo interno como para su comercio de exportación. El Gobierno español tomará las medidas específicas que sean necesarias para llevar a cabo las disposiciones de este párrafo, incluyendo el fomento de la producción de los productos en cuestión y la supresión de cualesquiera obstáculos que impidan la adquisición de dichos productos por los Estados Unidos de América o su recepción. A petición de cualquiera de los dos Gobiernos, se iniciarán negociaciones con el fin de suscribir los arreglos necesarios para el cumplimiento de lo estipulado en este párrafo. El Gobierno de los Estados Unidos de América hará lo posible para ayudar al Gobierno español a aumentar la producción en España de los productos a que se refiere este artículo, siempre que se convenga que ello es partible y compatible con los fines de la ley de seguridad mutua y sucesivas enmiendas.

2.—En relación con aquellos productos que se originen fuera de España, ambos Gobiernos, a petición de cualquiera de ellos, cooperarán, siempre que sea oportuno, en la consecución de los fines a que se refiere el párrafo 1 de este artículo.

Artículo V.—Moneda local.

1.—Las estipulaciones de este artículo solamente serán aplicables a la asistencia técnica y económica que sea facilitada por el Gobierno de los Estados Unidos de América con carácter de donación.

2.—Se abrirá una cuenta especial en el Banco de España a nombre del Gobierno español—que en adelante se llamará cuenta especial—en la que se depositarán pesetas en cantidades de valor equivalentes al coste en dólares para el Gobierno de los Estados Unidos de América de las mercancías, servicios de información técnica (incluidos los costes de transformación, almacenaje, transportes, reparaciones y otros servicios) que se pongan a disposición del Gobierno español con carácter de donación conforme al presente convenio. El Gobierno de los Estados Unidos de América notificará periódicamente al Gobierno español el coste en dólares de tales mercancías, servicios e información técnica y el Gobierno español, acto seguido, ingresará en la cuenta especial el importe equivalente en pesetas computado al cambio que mutuamente se haya convenido entre ambos Gobiernos. Si en el momento de la notificación el Gobierno español fuera miembro del Fondo Monetario Internacional y hubiera llegado a un acuerdo con dicha institución sobre un tipo de cambio, el importe en pesetas a depositar será computado al tipo de cambio que corresponda a la paridad convenida en aquel momento con el Fondo Monetario Internacional, siempre que esta paridad convenida sea el único tipo de cambio aplicable a la compra de dólares para importaciones en España. Si en el momento de la notificación se hubiera llegado a establecer con el Fondo Monetario Internacional determinada paridad y existiesen uno o más tipos de cambio aplicables a la compra de dólares para importaciones en España, o si no se hubiese llegado a establecer ninguna paridad con dicho Fondo, el tipo o tipos de cambios para este fin serían mutuamente convenidos entre los dos Gobiernos. El Gobierno español podrá, en cualquier momento, anticipar depós-

Artículo VI.—Consulta y transmisión de información.

1.—Ambos Gobiernos se consultarán, a petición de cualquiera de ellos, sobre todo asunto referente a la aplicación de este convenio o a las operaciones y arreglos que se lleven a cabo de conformidad con el mismo.

2.—En la forma y tiempo indicados por el Gobierno de los Estados Unidos de América, previa consulta al Gobierno español, éste le comunicará lo siguiente:

A) Información detallada acerca (SIGUE A DECIMA PAGINA.)

tos en la cuenta especial que serán acreditados a cuenta de futuras notificaciones, de acuerdo con lo establecido en este párrafo.

3.—A).—El Gobierno de los Estados Unidos de América notificará oportunamente al Gobierno español sus necesidades en pesetas para gastos administrativos y de ejecución como consecuencia de las operaciones realizadas en España de conformidad con la ley de Seguridad Mutua de 1951 y disposiciones modificativas y complementarias y el Gobierno español, pondrá, en consecuencia, a disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América dichas sumas retirándolas de cualquier saldo existente en su cuenta especial en la forma pedida por el Gobierno de los Estados Unidos de América en su notificación. Estas sumas serán cargadas al porcentaje mencionado en este párrafo. El diez por ciento de cada depósito efectuado de acuerdo con este artículo se pondrá a disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América. Queda entendido que el Gobierno de los Estados Unidos de América no convertirá los fondos adquiridos de conformidad con este artículo en otras monedas sin previa consulta con el Gobierno español.

B) Ambos Gobiernos se pondrán de acuerdo sobre el número y características generales de las instalaciones militares de defensa mutua que hayan de construirse en España y el Gobierno de los Estados Unidos de América notificará periódicamente al Gobierno español las necesidades para gastos en pesetas que se ocasionen por la construcción y mantenimiento de dichas instalaciones militares. El Gobierno español, acto seguido, facilitará estas sumas retirándolas de cualquier saldo existente en la cuenta especial en la forma requerida por el Gobierno de los Estados Unidos de América en su notificación.

Reconociendo la prioridad de los gastos a que se refiere el párrafo 3 de este artículo, el Gobierno español podrá retirar fondos de cualquier saldo existente en la cuenta especial para aquellos gastos que se convengan periódicamente con el Gobierno de los Estados Unidos de América y que se hallen de acuerdo con los fines señalados en la Ley de seguridad mutua de 1951 y sucesivas enmiendas.

5.—Cualquier saldo no comprometido que quede en la cuenta especial en el momento de la terminación de la asistencia prestada como consecuencia de este convenio, descontando las sumas no gastadas asignadas en el párrafo (A) de este artículo, podrá emplearse dentro de España para los fines que posteriormente se convengan entre los Gobiernos de los Estados Unidos de América y España, quedando entendido que la aprobación por parte del Gobierno de los Estados Unidos de América estará sujeta a la aprobación por la Ley o resolución conjunta del Congreso de los Estados Unidos de América.

Ha sido firmado el convenio defensivo y de ayuda mutua entre España y Estados Unidos

Por parte de España firmaron el documento los Ministros de Asuntos Exteriores, Sr. Martín Artajo; de Comercio Sr. Arburúa, y el Jefe del Alto Estado Mayor Teniente General Vigón

Por parte de los Estados Unidos, el Embajador Mr. Dunn; el presidente de la Comisión de asuntos exteriores de la Cámara de representantes, Mr. Chipperfield, el General Kissner, y Mr. Train

Convenio defensivo entre los Estados Unidos de América y España

Madrid, 26. — El convenio defensivo y de ayuda mutua entre España y los Estados Unidos, se ha firmado esta tarde a las cuatro y diez en el Palacio de Santa Cruz.

El acto tuvo lugar en el salón de actos de Embajadores, que se hallaba totalmente ocupado por periodistas españoles y extranjeros, representantes de periódicos y agencias.

Poco antes de las cuatro de la tarde llegó al palacio de Santa Cruz el embajador de los Estados Unidos, Mr. Dunn, a quien acompañaba Mr. Chipperfield, presidente de la Comisión de Asuntos Exteriores de la Cámara de Representantes. En otros coches llegaron el miembro del Congreso de los Estados Unidos Mr. Harman; el general August W. Kissner, jefe de la Comisión Militar Norteamericana; Mr. Train, jefe de la Misión Económica del mismo país; Mr. White, consejero de la embajada de aquel país; Mr. McCaffery, asesor especial del jefe de la Misión Económica; Mr. Horace H. Smith, consejero de la Embajada; Mr. Morrill Cody, primer secretario; Mr. Allen B. Moreland, oficial del Departamento de Estado; Mr. Rockwell, primer secretario y el teniente coronel Lenhoff, miembro de la Misión Militar que preside el general Kissner.

El embajador fué recibido por el señor Martín Artajo en su despacho oficial, mientras los miembros de la Delegación pasaban al salón de Embajadores donde poco después fueron recibidos por el primer introductor de embajadores, barón de las Torres, quien

les presentó a las personalidades españolas que asistían al acto. Poco después los miembros de la Delegación fueron saludados por el jefe del Alto Estado Mayor, teniente general Vigón. Minutos más tarde salieron del despacho del ministro el señor Martín Artajo y el embajador de los Estados Unidos, Mr. Dunn, con el ministro de Comercio, señor Arburúa, el subsecretario de Asuntos Exteriores, señor Navascués; el director general de política exterior, señor de las Bárcenas; el de Régimen Interior, señor Ussia y el subsecretario de Comercio Exterior, señor Argüelles.

Los reporteros gráficos hicieron numerosas placas del solemne acto. En primer lugar firmó uno de los tres acuerdos el ministro de Asuntos Exteriores, señor Martín Artajo, quien los pasó al embajador de los Estados Unidos, Mr. Dunn, quien asimismo estampó su firma al pie del documento.

Por parte de España firmaron con el ministro de Asuntos Exteriores, el de Comercio, señor Arburúa, y el jefe del Alto Estado Mayor, teniente general Vigón. Por parte norteamericana, con el embajador, firmaron el presidente de la Comisión de Asuntos Exteriores de la Cámara de Representantes, Mr. Chipperfield, el general Kissner, como jefe de la misión militar, y Mr. Train, jefe de la misión económica.

Terminado el acto de la firma el ministro y el embajador, así como las restantes personalidades españolas y norteamericanas, cambiaron un efusivo saludo con lo que se dió por terminada la ceremonia. (Cifra.)

PREAMBULO

Frente al peligro que amenaza al mundo occidental, los Gobiernos de los Estados Unidos y de España, deseosos de contribuir al mantenimiento de la paz y de la seguridad internacional, con medidas de previsión que aumenten su capacidad y la de las demás naciones que dedican sus esfuerzos a los mismos altos fines, para poder participar eficazmente en acuerdos sobre la propia defensa; han convenido lo siguiente:

ARTICULO 1.—En consonancia con los principios pactados en el convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa, estiman los Gobiernos de los Estados Unidos y de España que las eventualidades, a que ambos países pudieran verse enfrentados, aconsejan que sus relaciones se desenvuelvan sobre la base de una amistad estable, en apoyo de la política que refuerza la defensa del Occidente. Esta política comprenderá lo siguiente:

1.—Por parte de los Estados Unidos, el apoyo del esfuerzo defensivo español, para los fines convenidos, mediante la concesión de asistencia a España en forma de suministro de material de guerra y a través de un período de varios años, a fin de contribuir, con la posible cooperación de la industria española,

a la eficaz defensa aérea de España y para mejorar el material de sus fuerzas militares y navales en la medida que se convenga en conversaciones técnicas a la vista de las circunstancias. Tal apoyo estará condicionado, como en el caso de las demás naciones amigas, por las prioridades y limitaciones derivadas de los compromisos internacionales de los Estados Unidos y de las exigencias de la situación internacional y supe-

2.—Como consecuencia de las premisas que anteceden y a los mismos fines convenidos, el Gobierno de los Estados Unidos, con sujeción a los términos y condiciones que se acuerden, a desarrollar, mantener y utilizar para fines militares, juntamente con el Gobierno de España, aquellas zonas e instalaciones en territorio bajo jurisdicción española que se convenga por las autoridades competentes de ambos Gobiernos, como necesarias para los fines de este convenio.

3.—Al conceder asistencia a España, dentro de la política expresada, mientras avance la preparación de las zonas e instalaciones acordadas, el Gobierno de los Estados Unidos satisfará, a tenor de lo dispuesto en el apartado 1, las necesidades mínimas de material requeridas para la defensa del territorio español, con el fin de que si llegase un momento en que se hiciera necesaria la utilización bélica de las zonas e instalaciones previstas en orden a la defensa aérea del territorio, y a la dotación de sus unidades navales, y lo más pronto posible el armamento y dotación de las unidades de su ejército.

ARTICULO II.—A los fines de este convenio y de conformidad con los acuerdos técnicos que sean concertados entre las autoridades competentes de ambos Gobiernos, se autoriza a los Estados Unidos a preparar y mejorar las zonas e instalaciones convenidas para el uso militar, y realizar, en cooperación el Gobierno de España, las construcciones necesarias a tal fin, para

acuartelar y alojar el personal civil y militar indispensable en las mismas y atender a su seguridad, disciplina y bienestar; a almacenar y custodiar provisiones, abastecimientos, equipos y material; y a mantener y manejar las instalaciones y servicios necesarios en apoyo de dichas zonas y de su personal.

ARTICULO III.—Las zonas que en virtud de este convenio se preparan para su utilización conjunta, quedarán siempre bajo pabellón y mando español, y España asumirá la obligación de adoptar las medidas necesarias para su seguridad exterior. Sin embargo, los Estados Unidos podrán, en todo caso, ejercer la necesaria vigilancia sobre el personal, instalaciones y equipos estadounidenses.

El momento y la forma de utilización bélica de dichas zonas e instalaciones, serán fijados de mutuo acuerdo.

ARTICULO IV.—El Gobierno de España adquirirá, libre de toda carga y servidumbre, los terrenos que puedan ser necesarios para fines militares y conservará la propiedad del suelo y de las obras de carácter permanente que se construyan. El Gobierno de los Estados Unidos se reserva el derecho de retirar todas las demás construcciones e instalaciones hechas a sus expensas cuando lo estime conveniente o cuando este convenio sea cancelado. En ambos casos podrán ser adquiridas, previa tasación, por el Gobierno español, siempre que no se trate de instalaciones de índole reservada.

El Estado español se hará cargo de toda reclamación formulada al Gobierno de los Estados Unidos por tercera persona, en los casos que se refieren a la propiedad y utilización de los terrenos arriba aludidos.

ARTICULO V.—El presente convenio entrará en vigor al ser firmado y estará vigente por una duración de diez años, automáticamente prorrogados por dos períodos sucesivos de cinco años cada uno, de no seguirse el procedimiento de cancelación que a continuación se detalla.

A la terminación de los diez años iniciales o de cualquiera de las dos prórrogas de cinco años, cualquiera de los dos Gobiernos puede informar al otro de su propósito de cancelar el convenio, iniciándose con ello un período de consultas de seis meses. En caso de no haber conformidad sobre la prórroga, este convenio caducará al año de concluir el período de consultas.

En fe de lo cual, los respectivos representantes, debidamente autorizados para este fin, firman el presente convenio.

Hecho en Madrid el día veintiséis de septiembre de mil novecientos cincuenta y tres, en doble ejemplar, en lengua inglesa y española, siendo ambos textos fehacientes.

Por el Gobierno español: El Ministro de Asuntos Exteriores.

Convenio sobre ayuda económica entre España y los Estados Unidos de América

El Gobierno español y el Gobierno de los Estados Unidos de América:

Reconociendo que la libertad individual, las instituciones libres y la verdadera independencia de todos los países, al igual que la defensa contra la agresión, tienen como base principal el establecimiento de una economía sana;

Considerando que el Congreso de los Estados Unidos de América ha promulgado una legislación que permite a los Estados Unidos de América facilitar a España asistencia militar, económica y técnica; y

Deseando exponer los principios que rigen la prestación de ayuda económica y técnica por el Gobierno de los Estados Unidos de América de conformidad con la ley de Seguridad Mútua de 1951 y sucesivas enmiendas, así como establecer las medidas que ambos Gobiernos adoptaran separada y conjuntamente para la consecución de los fines de dicha legislación;

Han convenido lo siguiente:

Artículo I.—Asistencia.

El Gobierno de los Estados Unidos de América facilitará al Gobierno español o a cualquier persona, entidad u organización que éste último designe, la asistencia técnica y económica que se pida por el Gobierno español y se apruebe por el de los Estados Unidos de América conforme a las estipulaciones convenidas en el presente convenio y con sujeción y cláusulas de caducidad que determinen las leyes entonces vigentes en los Estados Unidos de América.

1) Ambos Gobiernos establecerán los procedimientos por los cuales el Gobierno español depositará, segregará y protegerá todos los fondos asignados o que se deriven de cualquier programa de ayuda de los Estados Unidos de América, con objeto de que dichos fondos no puedan quedar sujetos a embargo, confiscación, decomiso u otro procedimiento legal análogo por ninguna persona, sociedad, entidad, corporación, organización o Gobierno, cuando en opinión de los Estados Unidos de América dicho procedimiento legal pudiera entorpecer el logro de los fines de dicho programa de asistencia.

Artículo II.—Obligaciones generales.

1.—Con objeto de alcanzar los fines expuestos en la ley de Seguridad Mútua de 1951 y de lograr, mediante el empleo de la asistencia recibida del Gobierno de los Estados Unidos de América, los máximos beneficios, el Gobierno español hará lo posible por:

A) Adoptar o mantener las medidas necesarias para asegurar el empleo eficaz y práctico de todos los recursos de que dispone, incluyendo:

1) Las medidas necesarias para asegurar que los bienes y servicios suministrados en cumplimiento de este convenio, incluso

los obtenidos con los fondos depositados en la cuenta especial establecida en el artículo V del mismo, se usen solamente para los fines que convengan a ambos Gobiernos;

II) La observación y vigilancia del uso de dichos bienes y servicios mediante un sistema de fiscalización eficaz y mutuamente aceptable; y

III) Medidas, en cuanto sea posible, para localizar, identificar y utilizar de un modo adecuado los bienes y rentas situados en los

Estados Unidos de América, sus territorios y posesiones que pertenecan a súbditos españoles. Esta cláusula no impone obligación alguna a los Estados Unidos de América de colaborar en la ejecución de dichas medidas.

B) Estabilizar su moneda, fijar o mantener un cambio real, equilibrar su presupuesto estatal tan pronto como ello sea posible, crear o mantener una estabilidad financiera interna y, en general,

(SIGUE A CUARTA PAGINA.)

Ha sido firmado el convenio defensivo y de ayuda mutua entre España y Estados Unidos

Convenio sobre ayuda economica...

Convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa entre los EE. UU. de América y España

(VIENE DE CUARTA PAGINA.)
ca de los proyectos, programas y medidas propuestos y adoptados por el Gobierno español para cumplir las estipulaciones de este convenio:

B) Relaciones completas de las operaciones realizadas según este convenio, incluyendo un estado del empleo de los fondos, mercancías y servicios recibidos en cumplimiento del mismo; dichas relaciones se harán trimestralmente;

C) Información relativa a la economía española, incluyendo las estadísticas nacionales y la balanza de pagos, que el Gobierno de los Estados Unidos de América necesite para determinar la naturaleza y el alcance de las operaciones realizadas según el convenio y evaluar la eficacia de la ayuda proporcionada o prevista en el mismo y, en general, los progresos realizados a este respecto durante su vigencia.

3.—El Gobierno español prestará su ayuda al Gobierno de los Estados Unidos de América para obtener información relativa a los productos originados en España a que se refiere el artículo IV y que sea necesaria para formular y ejecutar lo estipulado en dicho artículo.

ARTICULO VII.—Publicidad.

1.—El Gobierno de los Estados Unidos de América y el Gobierno español reconocen que es de mutuo interés el que se dé completa publicidad a los fines y desarrollo de la asistencia prestada de conformidad con este convenio y el poner a disposición del pueblo español toda la información pertinente. El Gobierno español estimulará la difusión de dicha información, dando a la asistencia facilitada por el Gobierno de los Estados Unidos de América por arreglo a este convenio una continua y completa publicidad a través de la prensa, radio y demás medios de que se dispone en España y permitirá al Gobierno de los Estados Unidos de América, mediante acuerdo con el Gobierno español, el uso de dichos medios en la medida que sea necesaria para cumplir esta finalidad.

2.—El Gobierno español concederá a los representantes de la prensa de los Estados Unidos de América completa libertad para observar e informar sobre el funcionamiento de los programas de asistencia técnica y económica realizados de conformidad con este convenio.

3.—El Gobierno español publicará trimestralmente en España relaciones completas de las operaciones verificadas según el convenio, incluyendo información sobre el uso de los fondos, mercancías y servicios recibidos.

ARTICULO VIII.—Misión económica especial.

1.—El Gobierno español accede a recibir una misión económica especial que asumirá las obligaciones del Gobierno de los Estados Unidos de América en España a que se refiere este convenio.

2.—El Gobierno español, previa notificación en regla del embajador de los Estados Unidos de América en España, considerará a la misión especial y a su personal, así como al representante especial de los Estados Unidos de América en Europa, como parte de la Embajada de los Estados Unidos de América en España al efecto de gozar de los privilegios e inmunidades otorgados a dicha Embajada y a su personal de rango equivalente.

3.—El Gobierno español prestará su entera cooperación al personal de la misión especial, al ayudante representante de los Estados Unidos de América en Europa y a su personal. Esta cooperación incluirá el suministro de la información y de las facilidades necesarias para la observación y vigilancia del cumplimiento de este convenio así como del empleo de la asistencia facilitada en virtud del mismo.

Artículo IX.—Resolución de las reclamaciones de los nacionales.

1.—El Gobierno español y el de los Estados Unidos de América convienen en someter a la decisión del Tribunal de Justicia Internacional o la de un Tribunal de arbitraje o un Tribunal arbitral, que se designen de común acuerdo, toda reclamación apoyada o presentada por cualquiera de los dos Gobiernos en nombre de uno de sus nacionales y que surja como consecuencia de medidas oficiales distintas de las tomadas por el Gobierno de los Estados Unidos de América sobre bienes y derechos del enemigo adoptadas después del 3 de abril de 1948 por el otro Gobierno y que afecten a los bienes o derechos de dicho nacional, incluyendo los contratos o concesiones otorgados por las autoridades competentes del citado Gobierno. Se entiende que el compromiso del Gobierno de los Estados Unidos de América con respecto a las reclamaciones apoyadas por el Gobierno español, de conformi-

dad con este párrafo, se adquiere con las facultades y dentro de los límites de los términos y condiciones del reconocimiento por los Estados Unidos de América de la jurisdicción obligatoria del Tribunal de Justicia Internacional, según el artículo 38 de los Estatutos de dicho Tribunal, como aparece en la declaración del Presidente de los Estados Unidos de América de fecha 14 de agosto de 1946.

3.—Queda además entendido que ninguno de los dos Gobiernos apoyará o presentará una reclamación con arreglo a este artículo hasta que su nacional haya agotado los procedimientos administrativos y judiciales del país en que surgió la reclamación.

3.—Las estipulaciones de este artículo no impedirán de forma alguna la utilización por cualquiera de los dos Gobiernos de otras vías de acceso, si las hubiere, al Tribunal de Justicia Internacional u otro Tribunal arbitral o de apoyo y presentación de reclamaciones alegadas por cualquiera de los dos Gobiernos fundándose en la violación de derechos y deberes derivados de los tratados, acuerdos o principios de derecho internacional.

ARTICULO X. ENTRADA EN VIGOR, ENMIENDAS Y DURACION

1.—Este convenio entrará en vigor el día de la fecha. Con sujeción a las estipulaciones de los párrafos dos y tres de este artículo continuará vigente hasta el 30 de junio de 1956 y, salvo que al menos seis meses antes de dicha fecha cualquiera de los dos Gobiernos haya notificado al otro por escrito su intención de poner término al convenio en el mencionado 30 de junio de 1956, quedará en vigor hasta la expiración de un período de seis meses a contar de la fecha en que la notificación hubiera sido hecha.

2.—Si durante la vigencia de este convenio cualquiera de los dos Gobiernos considerase que se ha producido un cambio fundamental en los supuestos básicos a que se aplica, lo notificará por escrito al otro y ambos Gobiernos se consultarán con el fin de convenir la enmienda, modificación o término del mismo. Si después de tres meses de dicha notificación no hubiesen llegado a coincidir los dos Gobiernos sobre la decisión que hubiera de adoptar en notificar al otro, por escrito, su decisión de poner término a este convenio. Entonces, y con sujeción a las estipulaciones del párrafo tres de este artículo, el convenio terminará:

A) Seis meses después de la fecha de notificación de la intención de ponerle término, o bien

B) Después de un período de tiempo más breve que se considere mutuamente como suficiente para asegurar que se cumplen las obligaciones del Gobierno español con respecto a cualquier ayuda que continúe siendo facilitada por el Gobierno de los Estados Unidos de América con posterioridad a la fecha de notificación; siempre que se mantenga la vigencia del artículo IV del párrafo tres del artículo VI hasta dos años después de la fecha de notificación de la intención de terminar, pero nunca más tarde del 30 de junio de 1956.

3.—Los acuerdos y arreglos subsidiarios negociados de conformidad con este convenio pueden permanecer en vigor después de la fecha de terminación del mismo y su período de efectividad quedará regulado por sus propios términos. El artículo V se mantendrá en vigor hasta que todas las sumas en moneda española, a cuyo depósito obliga dicho artículo de conformidad con sus propios términos, hayan sido utilizadas de acuerdo con las estipulaciones contenidas en el mismo.

4.—Este convenio puede ser modificado en cualquier momento si así lo convienen ambos Gobiernos.

5.—El Gobierno de los Estados Unidos de América celebrará este convenio en la Secretaría de las Naciones Unidas.

En fe de lo cual, los respectivos representantes, debidamente autorizados para este fin, firman el presente convenio.

Hecho en Madrid el día veintiseis de septiembre de mil novecientos cincuenta y tres, en doble ejemplar, en lengua española e inglesa, siendo ambos textos fehacientes.

Por el Gobierno español: El Ministro de Asuntos Exteriores.

ANEJO

NOTAS INTERPRETATIVAS

1.—Queda entendido que los requisitos del párrafo A.—A) del artículo II, referentes a la adopción de medidas para la utilización eficiente de los recursos, incluirán en relación con las mercancías facilitadas dentro del convenio, las medidas necesarias para salvaguardar dichas mercancías e impedir su desviación a mercados o cauces comerciales de carácter ilegal o irregular.

2.—Queda entendido que el párrafo I.—C) del artículo II no debilita el derecho y responsabilidad de los Estados Unidos de América a especificar cualesquiera términos

Los Gobiernos de los Estados Unidos de América y de España;

Deseando estimular la paz y la seguridad internacional y promover la comprensión y buena voluntad y para mantener la paz mundial; considerando que el Congreso de los Estados Unidos de América ha promulgado una legislación que permite a los Estados Unidos de América prestar ayuda militar, económica y técnica a España de modo que pueda cumplir tales objetivos;

Deseando establecer las obligaciones y condiciones que rigen el suministro de ayuda militar por el Gobierno de los Estados Unidos de América bajo tal legislación y las medidas que los dos Gobiernos han de adoptar aislada y conjuntamente para la consecución de los objetivos antes mencionados;

Han convenido lo siguiente:

Artículo I.—A.—Cada Gobierno pondrá a la disposición del otro y a la de aquellos otros Gobiernos que las parte pudieran en cada caso acordar, el equipo, material, servicios u otras asistencias, en las cantidades, términos y condiciones que se convenga. El su-

ministro y utilización de tales asistencias será concordante con la Carta de las Naciones Unidas.

Toda asistencia que pueda ser prestada por el Gobierno de los Estados Unidos en cumplimiento de este convenio, será suministrada dentro de las previsiones y con sujeción a todos los términos, condiciones y supuestos de la ley de ayuda para la defensa mutua de 1949 y a la ley de seguridad mutua de 1951, leyes que las enmiendas y complementan y leyes presupuestarias consiguientes.

Los dos Gobiernos negociarán, cuando se considere necesario, los arreglos convenientes para la ejecución de las previsiones de este apartado.

2.—Ambos Gobiernos utilizarán esta asistencia exclusivamente a los fines de afirmación de la paz y seguridad internacionales, en virtud de acuerdos satisfactorios para ambos Gobiernos, y sin previo y mutuo consentimiento no dedicarán tal asistencia a otros fines distintos de aquellos para los que fué suministrada.

3.—Se concertarán los acuerdos necesarios por los cuales aquel equipo y material suministrado en ejecución de este convenio, y que no sea ya necesario a los fines para los que originalmente fué suministrado, será ofrecido para devolución al país que suministró tal equipo o material.

4.—Sin previo y mutuo consentimiento, ninguno de los dos Gobiernos transferirá a personas ajenas a ellos, o a cualquier otra nación, los títulos o derechos de posesión de equipo, material, propiedad, información o servicios recibidos bajo los términos de este convenio.

5.—El Gobierno de España tomará aquellas medidas de seguridad que en cada caso acuerden ambos Gobiernos para evitar difusión del conocimiento de efectos y materiales militares conceptuados como reservados, o de servicios o informaciones suministradas.

S) Discriminación contra determinadas empresas.

D) Limitación o fijación de cupos de producción.

E) Evitación, por acuerdo, del desarrollo o aplicación de progresos técnicos o de inventos patentados o sin patentar.

F) Extensión del uso de derechos patentados, marcas registradas o derechos de propiedad industrial, concedidos por cualquiera de los dos países, a materias que—de acuerdo con sus Leyes y Reglamentos—no pueden ser objeto de tales concesiones o a productos, uso o venta que tampoco pueden ser objeto de dichas concesiones; y

G) Aquellas otras prácticas que ambos Gobiernos acuerden incluir.

4.—Queda entendido que el convenio a que se hace referencia en el párrafo I.—F) del artículo II deberá contener un sistema de conversión de los saldos en pesetas que tenga en cuenta, en cada momento, las fluctuaciones en las disponibilidades españolas de dólares.

5.—Queda entendido que los Estados Unidos de América no proyectan revender dentro de España ninguno de los productos que adquieran de conformidad con el párrafo I del artículo IV.

6.—Queda entendido que el momento de la notificación, a que se hace referencia en el párrafo 2, artículo V, a efectos de determinar el tipo de cambio que será usado al computar los depósitos que se han de efectuar como consecuencia de las notificaciones al Gobierno español de los índices de costes en dólares de las mercancías, servicios e información técnica se considerará, en el caso de toda notificación que cubra un período de pago, el de la fecha del último día del período de pago cubierto por la misma.

7.—Queda entendido que el sentido y la intención de la última frase del párrafo 2 del artículo V es que el Gobierno español adoptará medidas para asegurar que las sumas en pesetas depositadas en la cuenta especial son suficientes en todo momento para permitir al Gobierno de los Estados Unidos de América atender sus obligaciones de pago en pesetas para los fines previstos en este convenio. Los Estados Unidos de América informarán al Gobierno español, siempre que sea necesario, de sus necesidades en pesetas y están de acuerdo en que sus peticiones al Gobierno español para atender dichas necesidades no deberán exceder del importe de la asistencia económica y técnica asignada en firme a España con carácter de donación en el momento de hacer dichas peticiones.

8.—Queda entendido que todo acuerdo a que pueda llegarse de conformidad con el párrafo I del artículo X quedará sujeto a la aprobación del Senado de los Estados Unidos de América.

ministro y utilización de tales asistencias será concordante con la Carta de las Naciones Unidas.

Toda asistencia que pueda ser prestada por el Gobierno de los Estados Unidos en cumplimiento de este convenio, será suministrada dentro de las previsiones y con sujeción a todos los términos, condiciones y supuestos de la ley de ayuda para la defensa mutua de 1949 y a la ley de seguridad mutua de 1951, leyes que las enmiendas y complementan y leyes presupuestarias consiguientes.

Los dos Gobiernos negociarán, cuando se considere necesario, los arreglos convenientes para la ejecución de las previsiones de este apartado.

2.—Ambos Gobiernos utilizarán esta asistencia exclusivamente a los fines de afirmación de la paz y seguridad internacionales, en virtud de acuerdos satisfactorios para ambos Gobiernos, y sin previo y mutuo consentimiento no dedicarán tal asistencia a otros fines distintos de aquellos para los que fué suministrada.

3.—Se concertarán los acuerdos necesarios por los cuales aquel equipo y material suministrado en ejecución de este convenio, y que no sea ya necesario a los fines para los que originalmente fué suministrado, será ofrecido para devolución al país que suministró tal equipo o material.

4.—Sin previo y mutuo consentimiento, ninguno de los dos Gobiernos transferirá a personas ajenas a ellos, o a cualquier otra nación, los títulos o derechos de posesión de equipo, material, propiedad, información o servicios recibidos bajo los términos de este convenio.

5.—El Gobierno de España tomará aquellas medidas de seguridad que en cada caso acuerden ambos Gobiernos para evitar difusión del conocimiento de efectos y materiales militares conceptuados como reservados, o de servicios o informaciones suministradas.

S) Discriminación contra determinadas empresas.

D) Limitación o fijación de cupos de producción.

E) Evitación, por acuerdo, del desarrollo o aplicación de progresos técnicos o de inventos patentados o sin patentar.

F) Extensión del uso de derechos patentados, marcas registradas o derechos de propiedad industrial, concedidos por cualquiera de los dos países, a materias que—de acuerdo con sus Leyes y Reglamentos—no pueden ser objeto de tales concesiones o a productos, uso o venta que tampoco pueden ser objeto de dichas concesiones; y

G) Aquellas otras prácticas que ambos Gobiernos acuerden incluir.

4.—Queda entendido que el convenio a que se hace referencia en el párrafo I.—F) del artículo II deberá contener un sistema de conversión de los saldos en pesetas que tenga en cuenta, en cada momento, las fluctuaciones en las disponibilidades españolas de dólares.

5.—Queda entendido que los Estados Unidos de América no proyectan revender dentro de España ninguno de los productos que adquieran de conformidad con el párrafo I del artículo IV.

6.—Queda entendido que el momento de la notificación, a que se hace referencia en el párrafo 2, artículo V, a efectos de determinar el tipo de cambio que será usado al computar los depósitos que se han de efectuar como consecuencia de las notificaciones al Gobierno español de los índices de costes en dólares de las mercancías, servicios e información técnica se considerará, en el caso de toda notificación que cubra un período de pago, el de la fecha del último día del período de pago cubierto por la misma.

7.—Queda entendido que el sentido y la intención de la última frase del párrafo 2 del artículo V es que el Gobierno español adoptará medidas para asegurar que las sumas en pesetas depositadas en la cuenta especial son suficientes en todo momento para permitir al Gobierno de los Estados Unidos de América atender sus obligaciones de pago en pesetas para los fines previstos en este convenio. Los Estados Unidos de América informarán al Gobierno español, siempre que sea necesario, de sus necesidades en pesetas y están de acuerdo en que sus peticiones al Gobierno español para atender dichas necesidades no deberán exceder del importe de la asistencia económica y técnica asignada en firme a España con carácter de donación en el momento de hacer dichas peticiones.

8.—Queda entendido que todo acuerdo a que pueda llegarse de conformidad con el párrafo I del artículo X quedará sujeto a la aprobación del Senado de los Estados Unidos de América.

tradas en ejecución del convenio

6.—Cada Gobierno adoptará las medidas adecuadas, compatibles con la seguridad, para mantener informada a la opinión pública de las disposiciones de ejecución de este convenio.

7.—Ambos Gobiernos acordarán las normas por las que el Gobierno español pueda depositar, segregar o asegurar destino a todos los fondos asignados o que se deriven de cualquier programa de ayuda de los Estados Unidos, a fin de que dichos fondos no puedan quedar sujetos a embargo, confiscación, decomiso u otro proceso legal análogo, por cualquier persona, entidad o Gobierno, cuando en la opinión del os Estados Unidos dicho proceso legal pudiera interferir el logro de los objetivos de dicho programa de asistencia.

ARTICULO II. — Los dos Gobiernos, a requerimiento de cualquiera de ellos, negociarán entre sí acuerdos adecuados a fin de proveer métodos y términos para la cesión de derechos de patente e informaciones técnicas para la defensa que, facilitando dicho intercambio, al mismo tiempo protejan los intereses privados y mantengan las necesarias garantías de seguridad.

ARTICULO III.—El Gobierno de España, aparte de las obligaciones que contraiga a consecuencia de otros acuerdos con el Gobierno de los Estados Unidos, se compromete a poner a disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América, las sumas en pesetas necesarias para los gastos administrativos y los derivados de las operaciones que para los Estados Unidos acarrea el programa de ayuda exterior. Los dos Gobiernos iniciarán seguidamente las discusiones para determinar el monto de tal suma en pesetas y para establecer acuerdos sobre su adecuado suministro.

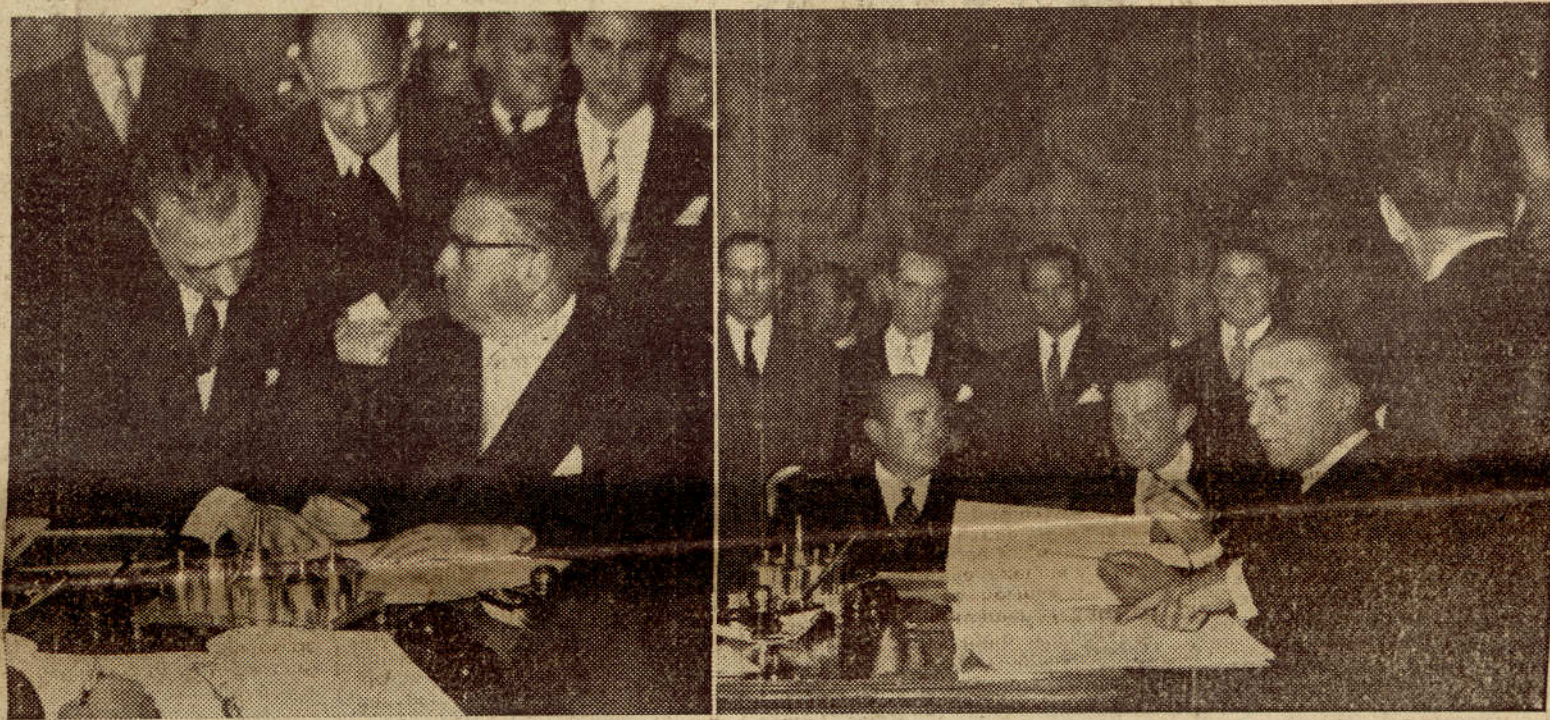
ARTICULO III.—El Gobierno de España, aparte de las obligaciones que contraiga a consecuencia de otros acuerdos con el Gobierno de los Estados Unidos, se compromete a poner a disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América, las sumas en pesetas necesarias para los gastos administrativos y los derivados de las operaciones que para los Estados Unidos acarrea el programa de ayuda exterior. Los dos Gobiernos iniciarán seguidamente las discusiones para determinar el monto de tal suma en pesetas y para establecer acuerdos sobre su adecuado suministro.

Los dos Gobiernos iniciarán seguidamente las discusiones para determinar el monto de tal suma en pesetas y para establecer acuerdos sobre su adecuado suministro.

(CONTINUARA)

Sindicato de Ganaderia de Navarra

Convenio defensivo y de ayuda mutua entre España y Estados Unidos



MADRID.—Un momento de la firma del acuerdo hispano norteamericano en el Palacio de Santa Cruz por el ministro español de Asuntos Exteriores, Sr. Martín Artajo y el Embajador de los Estados Unidos, Mr. James C. Dunn.—(Foto Cifra Gráfica.)

(CONCLUSION)

2.—A menos que otra cosa se acordase, el Gobierno de España garantizará la franquicia de derechos de importación y exportación, así como la exención de tributos internos, sobre los productos, propiedades, material o equipo, importados en su territorio como consecuencia de este convenio o de algún otro similar entre el Gobierno de los Estados Unidos y el de cualquier otro país que reciba asistencia militar.

3. A) Las inversiones y gastos efectuados en España por el Gobierno de los Estados Unidos, o por su cuenta para el común esfuerzo defensivo, incluso los que se realicen como consecuencia de cualquier otro programa de ayuda exterior, quedarán relevados de todo impuesto. A este fin el Gobierno español dictará normas pertinentes, satisfactorias para ambas partes.

3) Un anexo técnico unido a este Convenio y autorizado por él, fijará las normas y procedimientos generales de ejecución de esta cláusula.

C). La exención de impuestos autorizada anteriormente será aplicable a las operaciones y desembolsos de los Estados Unidos que se autoricen en virtud del Convenio defensivo, de los que en consecuencia se concierten y del Convenio de ayuda económica, en la forma convenida entre los dos Gobiernos.

ARTICULO IV.—1.—El Gobierno de España admitirá el personal del Gobierno de los Estados Unidos de América que deba cumplir en territorio español las obligaciones adquiridas por este Convenio, a que concederá las facilidades necesarias para observar los progresos en la realización de la asistencia prestada. Este personal, que será de nacionalidad norteamericana, incluso el temporalmente destinado, operará en sus relaciones con el Gobierno de España como parte de la Embajada de los Estados Unidos de América, bajo la dirección y control del Jefe de la Misión diplomática y tendrá el mismo Estatuto que el personal de la categoría correspondiente de la Embajada de los Estados Unidos de América. Al recibir la pertinente notificación del Gobierno de los Estados Unidos concederá el Gobierno español pleno Estatuto diplomático al número que se acuerde del personal designado por este artículo.

2.—El Gobierno de España concederá exención de impuestos de importación y exportación a los objetos de uso personal que sean propiedad de las mencionadas personas o de sus familiares y adoptará medidas administrativas adecuadas para facilitar la citada importación y exportación de las propiedades personales de dichos funcionarios y sus familiares.

ARTICULO V.—1.—El Gobierno de ambos países:

A) Colaborará en el mejoramiento de la comprensión y buena voluntad internacionales y en el mantenimiento de la paz mundial.

3). Adoptará las medidas que conjuntamente convengan a la internacional, y.

C) Cumplirá las obligaciones militares asumidas en acuerdos bilaterales, multilaterales o tratados de que ambos países sean parte.

2.—El Gobierno español:

A) Aportará al desarrollo y mantenimiento de su propio poder defensivo y el del mundo libre, en la medida de su estabilidad política y económica, la plena contribución que le permitan su potencial humano, recursos, instalaciones y condición económica general.

B) Adoptará todas las medidas razonables que sean necesarias para

desarrollar su capacidad defensiva; y

C) Tomará todas las medidas adecuadas para asegurar la utilización efectiva de la asistencia económica y militar proporcionada por los Estados Unidos de América.

3.—Ambos Gobiernos están dispuestos a cooperar en los esfuerzos internacionales que se realicen para llegar a convenios sobre la reglamentación universal y reducción de armamentos, bajo las adecuadas garantías contra toda tentativa de eludirlos o violarlos.

Artículo VI.—En interés de su mutua seguridad, el Gobierno de España, cooperará con el de los Estados Unidos en la adopción de

medidas previstas para controlar el comercio con naciones que amenazan el mantenimiento de la paz mundial.

Artículo VII.—1.—Este convenio entrará en vigor en la fecha de su firma y continuará hasta un año después de recibida por cualquiera de las partes, notificación escrita de la otra, de su intención de terminarlo, subsistiendo las previsiones de los párrafos 2 y 4 del artículo I, los convenios de sus párrafos 3, 5 y 7, así como del artículo II y párrafo 3 del artículo III, que continuarán vigentes a menos que otra cosa acuerden los dos Gobiernos.

2.—Los dos Gobiernos se consultarán, a requerimiento de cual

quiera de ellos, sobre cualquier asunto relacionado con la aplicación o modificación de este convenio.

3.—Este convenio será registrado en el Secretariado de las Naciones Unidas por el Gobierno de los Estados Unidos de América.

En fe de lo cual, los respectivos representantes, debidamente autorizados para este fin, firman el presente convenio.

Hecho en Madrid, el día veintiseis de septiembre de 1953, en doble ejemplar, en lengua inglesa y española, siendo ambos textos fehacientes.

Por el Gobierno español: El Ministro de Asuntos Exteriores.—(Cifra.)

Anexo único al Convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa

EXENCIONES FISCALES

1 A) De conformidad con el artículo III, apartado del convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa el Gobierno español acuerda y garantiza que todas las actividades y gastos que se ejecuten dentro de la jurisdicción del mismo, por o en nombre de los Estados Unidos, para la defensa común, incluyendo las operaciones y desembolsos llevados a cabo en relación con cualquier programa de ayuda exterior acordado por los Estados Unidos, y que las operaciones y desembolsos efectuados por los Estados Unidos para la defensa común bajo los términos de este convenio o fuera de él, quedarán exentos de impuestos (incluso sobretasas, contribuciones u otras cargas de cualquier naturaleza, salvo aquella razonable compensación que puedan hacer los Estados Unidos por aquellos servicios solicitados y recibidos) por parte o en beneficio del Gobierno español, de los organismos que de él dependan o de entidades semiestatales.

B) Estas exenciones serán de aplicación en todos los casos en que el obligado al pago del impuesto sea en último término los Estados Unidos, en todos los casos en que se trate de impuestos que repercutan de forma directa en los gastos que efectúen los Estados Unidos, y en todos los casos previstos en el convenio defensivo, con excepción de los impuestos que se establezcan y en los convenios relativos a la ayuda para la mutua defensa y económico firmados en 26 de septiembre de 1953.

Las exenciones fiscales concedidas por el presente convenio, no alcanzarán, excepto en los casos antes citados, a los impuestos que de manera directa gravan los beneficios, utilidades y operaciones de las personas y entidades que realicen servicios, obras o trabajos, por cuenta de, o para los Estados Unidos.

C) Los impuestos cuya exención se concede por el presente convenio y de cualquier otro modo que pudiera convenirse entre ambas partes, deberán incluir, sin que ello suponga limitación, a los siguientes:

- (1) Impuestos sobre las transmisiones de bienes y derechos reales (derechos de bienes raíces).
- (2) Derechos de importación (cualquier impuesto o derecho que deba pagarse por la importación de artículos, materiales o partes o piezas de los mismos, adquiridos con cargo a los desembolsos antes expresados).
- (3) Derechos de exportación.
- (4) Transportes e impuestos sobre las entradas y salidas.
- (5) Impuestos sobre tonelaje.
- (6) Impuesto de Timbre.
- (7) Impuestos de usos y consumo, excepto en los casos de aquellos productos (petróleo y sus derivados y tabacos) cuya producción o venta esté monopolizada por el Estado. Caso de efectuarse las adquisiciones de otros orígenes que no sean de los propios fabricantes, este impuesto será de aplicación pero se concederá su devolución, de acuerdo con unas normas a desarrollar, de aquella parte del precio que comprenda este impuesto. Estas normas comprenderán el método a

seguir para determinar el importe del impuesto a reintegrar.

(8) Impuestos provinciales (excepto los correspondientes a servicios prestados).

(9) Impuestos municipales (excepto los correspondientes a servicios prestados).

(10) Impuestos sobre industrias u oficios y profesiones en la cuantía, caso de existir, en que dicho impuesto aumentase a causa de las actividades y gastos a que se hace referencia en el apartado 1) A) anterior.

(11) (Cualquier impuesto adicional que sea de aplicación.)

D) Las exenciones fiscales otorgadas de conformidad con los preceptos de este convenio, se considerarán como ampliación de las exenciones que normalmente disfrutaran los Estados Unidos dentro de la jurisdicción del Gobierno de España.

Las exenciones así concertadas serán de aplicación a todas las operaciones y desembolsos de la índole descrita en el apartado A) del presente anexo, que puedan producirse después de la fecha de este convenio.

E) Con respecto a cualquier otra contribución no expresamente mencionada en el sub-apartado C) del presente anexo y que pudiera ser de aplicación a desembolsos u operaciones de la índole aquí citada, los dos Gobiernos se consultarán con objeto de llegar a soluciones mutuamente satisfactorias sobre las normas a seguir para lograr la exención fiscal de las mismas, de acuerdo con el principio de exención fiscal otorgado en el sub-apartado A) del apartado 1).

F) Del mismo modo, caso de surgir situaciones o circunstancias especiales en relación con los impuestos de la índole expuesta en el sub-apartado C) que pudieran afectar al cumplimiento de las condiciones de exención concedidas por el presente anexo, tales situaciones o circunstancias serán objeto de discusión entre los dos Gobiernos con objeto de ampliar este convenio con arreglo al espíritu y los términos de este anexo. Si fuera preciso, el Gobierno español estudiará la conveniencia de dictar las medidas legislativas adecuadas para el cumplimiento de este fin.

G) No estarán afectados por este convenio los requisitos de la legislación española que tengan carácter social ni cualquier otra contribución relacionada con el empleo de la mano de obra.

2) La exención antes especificada será concedida con arreglo a las normas detalladas que a continuación se expresan.

Las modificaciones de las citadas normas, que pudieran aparecer como ventajosas con objeto de simplificar el trabajo burocrático y la ejecución de la exención antes concedida, podrán ser iniciadas de mutuo acuerdo entre las autoridades

competentes españolas y de los Estados Unidos. El protocolo de estas modificaciones, podrán tener la forma de un anexo b) anexos a unir a este cuando así sea necesario.

Los Estados Unidos comunicarán al Gobierno español (Ministerio de Hacienda), las operaciones y gastos que realicen que a su juicio deba gozar de las exenciones fiscales que concede el presente convenio, haciéndolo con el detalle suficiente para la mejor identificación del concepto y cuantía de la operación. A la vista del escrito, el Gobierno español (Ministerio de Hacienda) dará las órdenes oportunas a los servicios correspondientes (direcciones generales, aduanas, delegaciones de Hacienda, etc.), para la exención de impuestos. En caso de que estos hubieran sido ya pagados, se ordenará su devolución.

En el Ministerio de Hacienda se creará una oficina que cuidará expresamente de la ejecución de este anexo.

Caso de surgir discrepancias sobre la ejecución del presente anexo, podrán ser estas elevadas a la consideración de una junta compuesta por autoridades competentes de ambos Gobiernos.

3) El Gobierno español (Ministerio de Hacienda) podrá, de acuerdo con el de los Estados Unidos y en la forma que se establezca en cada caso, tomar las medidas necesarias para asegurarse de que los materiales y productos importados o adquiridos exentos de impuestos no sean usados o destinados en atenciones distantes de las señaladas en el apartado 1) del presente anexo.

Nota interpretativa del anexo de exención fiscal al convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa.

Por el presente se hace constar la siguiente interpretación a ciertos puntos del anexo de exención fiscal:

Queda entendido que en los casos de exención fiscal contenidos en el primer párrafo del apartado 1 B) del anexo de exención fiscal al convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa no pueden interpretarse como limitativos al alcance de la exención fiscal prevista en el párrafo 1 A) y que solamente confirman ciertas aplicaciones particulares de dicha exención.

Queda también entendido que las frases "en todos los casos en que el obligado al pago del impuesto sea en último término los Estados Unidos" y "todos los casos en que se trate de impuestos que repercutan de forma directa en los gastos que efectúen los Estados Unidos" en el párrafo citado tienen por objeto incluir en la exención la incidencia directa e indirecta de impuestos sobre el precio final pagado por el Gobierno de los Estados Unidos en relación con los desembolsos descritos en el párrafo 1 A). Además, queda entendido que la referencia en el segundo párrafo del apartado 1 B) a impuestos sobre "operaciones" alude a impuestos sobre licencias para ejercer negocios y no comprende ningún otro de los impuestos enumerados en el párrafo 1 C) del anexo de exención fiscal.

Madrid, 26 de septiembre de 1953.

X OCCIDENTAUX

viétique

bre passe sous silence des questions fondamentales concernant l'Allemagne, et dont la solution dans les conditions actuelles est impossible sans la participation active et la coopération des quatre puissances occupantes : la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. »

La note rappelle ensuite qu'à deux reprises il a été communiqué aux Trois un projet de traité de paix avec l'Allemagne.

Le gouvernement soviétique note que la France ne lui a pas fait connaître son opinion sur ce point, pas plus que sur la conférence de la paix proposée par la note soviétique du 15 août.

« L'unification de l'Allemagne selon une formule démocratique et pacifique conforme aux propositions du gouvernement de l'U.R.S.S. serait facilitée par la formation d'un gouvernement démocratique provisoire pour toute l'Allemagne. Un tel gouvernement pourrait soit remplacer les deux gouvernements en fonction actuellement en Allemagne de l'Est et de l'Ouest avant les élections générales libres dans toute l'Allemagne, soit assumer temporairement certaines fonctions pour l'ensemble du pays, et notamment l'organisation d'élections libres, tout en maintenant les deux gouvernements actuels. Le gouvernement français n'a également pas accepté cette proposition du gouvernement soviétique. Par une telle attitude les propositions soviétiques mentionnées plus haut — mesures pratiques pour le rétablissement de l'unité allemande — sont exclues du fait qu'il n'existe aucun organisme unique pour toute l'Allemagne qui pourrait mettre à exécution la volonté du peuple allemand en ce qui concerne la préparation des élections libres.

» Il en résulte que l'intention actuelle est de confier l'organisation des élections générales en Allemagne aux puissances occupantes, ce qui permettrait une pression inadmissible des autorités étrangères sur la préparation et les élections mêmes.

» Dans sa note du 2 septembre le gouvernement français a enfin renoncé à la proposition de créer une prétendue « commission neutre » de représentants d'Etats étrangers, qui enquêterait sur la création de conditions permettant l'organisation d'élections générales en Allemagne, renonciation qu'il n'avait pas exprimée dans sa note du 15 juillet, ayant insisté pendant plusieurs mois sur la création de cette « commission neutre ».

» Maintenant il ne saurait donc y avoir aucune objection à la proposition soviétique de confier l'organisation des élections allemandes aux Allemands des Allemagnes de l'Est et de l'Ouest, sans aucune ingérence ou pression de la part de puissances étrangères. »

Moscou demande une réponse claire

La note reproche à la France d'avoir éludé les mesures proposées le 15 août par l'U.R.S.S. pour alléger le fardeau de l'occupation.

« Le gouvernement soviétique continue à estimer nécessaire que le gouvernement français et les gouvernements de Grande-Bretagne et des Etats-Unis expriment leur position définitive à l'égard des propositions soviétiques mentionnées plus haut.

» La nécessité d'une solution urgente des questions fondamentales ci-dessus concernant l'Allemagne est dictée par de nouvelles mesures de pres-

REVUE de la PRESSE

France

FRANC-TIREUR : les dirigeants soviétiques sont hésitants.

« Ce qui frappe le plus dans la note russe c'est l'affirmation que " tous les problèmes internationaux sont mûrs "... pour un examen à cinq. Churchill avait lancé le 11 mai l'idée d'une réunion de chefs d'Etat. Le Quai d'Orsay affirme n'avoir jamais été saisi d'une proposition dans ce sens. Mais le Premier britannique en est toujours partisan.

» De toute façon une telle conférence « exploratoire » n'engagerait aucun gouvernement. On y gagnerait peut-être, en revanche, de mieux comprendre... Il est assurément dommage que le Kremlin n'ait pas même proposé de façon précise, avec date et lieu, une conférence à quatre sur tels sujets européens ou une conférence à cinq sur « toutes les causes de tension ». C'est la preuve que les nouveaux dirigeants hésitent même à prendre des initiatives. Mais la patience n'est-elle pas pour l'Ouest la plus grande des vertus diplomatiques ? »

COMBAT :

« Après la politique du « niel » l'U.R.S.S. poursuit maintenant la diplomatie du ni oui ni non. »

L'AURORE :

« La note russe est peut-être une manœuvre, mais nous ne voulons pas prendre la responsabilité de refuser la négociation. »

LE FIGARO : Moscou ne veut pas régler le problème allemand.

« Sans repousser formellement l'offre des Trois l'U.R.S.S. propose en priorité une conférence que les alliés ne peuvent accepter. C'est une façon habile d'étudier le projet de réunion de Lugano et la preuve formelle que Moscou ne désire pas sincèrement régler le problème allemand, les termes de ce problème restant aujourd'hui impossible la neutralisation de l'Allemagne, qui seule intéresse vraiment la diplomatie soviétique. »

LIBERATION :

« Le dialogue se poursuit. Il ne progresse pas vite, mais il éclaircit au moins les positions des uns et des autres — ce qui ne peut finalement que faciliter une négociation sincère. Et il vaut mieux échanger des notes que des bombes atomiques. »

MIDI LIBRE : Moscou redoute un échec.

« Il reste à savoir si l'attitude de Moscou n'est pas dictée par la crainte que ses partenaires éventuels à une conférence limitée aux seuls ministres n'aient pas un réel désir d'aboutir et qu'un échec ne ferme la porte de la réunion des chefs gouvernementaux, dont il croit assurément pouvoir espérer davantage. »

LE NOUVEL ALSACIEN : Moscou veut gagner du temps.

« Le Kremlin sait que Churchill et la France sont désireux de se réunir avec Moscou autour d'un tapis vert ; il continue d'espérer qu'il pourra exploiter les malentendus et les divergences de vues entre les Etats-Unis et ses alliés européens, en particulier entre Washington et Londres. En ce qui concerne la France, Moscou sait qu'il peut faire trainer la ratification du traité d'armée européenne tant qu'il n'y aura pas eu de conférence à quatre. L'Union soviétique cherche donc, la réponse le confirme, à gagner du temps, vraisemblablement pour des raisons d'ordre intérieur, certainement d'ordre international.

U.S. Pact Is Hailed By Franco

By the United Press

MADRID, Sept. 30.—Generalissimo Francisco Franco, in a message to Spain's Parliament today, hailed the agreement signed Saturday with the United States as "the most important achievement of our contemporary foreign policy."

He said that although Spain's foreign policy had run "straight and clear" during and after the 1936-1939 civil war, it had appeared after World War II that "Spain must cross alone the troubled waters of the post-war" period due to "the blindness with which our aims were received."

The Generalissimo's written message was sent to the Spanish Cortes (Parliament) accompanying the three agreements signed between Spain and the United States, in which Spain will receive economic aid and the United States will get the use of Spanish air and naval bases.

Praises 'Idealism' of U.S.

Generalissimo Franco said that because of Spain's own national youth movement, it was naturally attracted by the younger, forward-looking nations as compared to the old European nations.

"Over and above this materialistic power the Spanish people also know how to value the idealism and youth of the people of the United States, so badly misrepresented by malicious propaganda, but who in the hour of truth know how to die in Europe or in Asia thousands of miles away from their homeland, thus honoring their commitments and ideals," he said.

He said that during World War II, Spain tried to maintain friendly relations with all nations, and he expressed satisfaction that Spain does not share in post-war occupation of many European nations.

Europe, he said, became divided between "victors and vanquished," but unbalanced by the growing power and ambition of Russia.

Spain, he said, had tried to improve its relations with Britain, "whose traditionally realistic policy, and because of the appreciation we held for the bravery of its youth especially demonstrated on the seas and in the air, made us hope that once peace was restored it could constitute a constructive factor in the unity of the West."

Generalissimo Franco said it had been hoped the lessons learned in World War II might serve to eliminate imperialistic designs and breed a nobler sense of justice in relations between Western European nations.

'Nothing Had Changed'

However, he said, this had not been possible because of "the blindness with which our aims were received, and within a few months it was evident that nothing had changed in the old mentality of the West and that Spain must cross alone the troubled waters of the post-war period."

It was believed a special session of the Spanish Parliament would be held soon during which the Spanish-American military and economic agreement would be ratified.

Recalling the help which Spain has extended in the past to other nations, Generalissimo Franco said: "How few people in the United States know . . . the extent of the military and economic assistance the Spanish nation contributed to their independence."

He said modern times demand that the foreign policy of nations be readjusted to the exigencies of the present.

He added that isolationist policies were no longer possible and that belligerents today no longer respected values of a moral order, international rights or sovereignty.

THE TIMES
A-10-53

11

SPANISH DEFENCE

GEN. FRANCO ON VALUE OF U.S. AID

FROM OUR CORRESPONDENT

MADRID, SEPT. 30

In a statement addressed to the Cortes regarding the new pact with the United States, and issued to-day, General Franco emphasized once again that Spain had been the only European country consistently to have realized and given warning against the Communist peril, and in the face of the persistent hostility and incomprehension of the European Powers she had orientated her policy toward the United States, whose "idealism and youthfulness" she appreciated.

Spain had tried and failed since the war to improve relations with Britain, though he paid a handsome tribute to the courage of British youth during the war. The pact would enable Spain to ensure adequate protection against an external threat more quickly than she could do if left to her own resources and would thus reinforce the strategic unity of the Iberian Peninsula, which had taken concrete form in the 1939 pact with Portugal, who, in her turn, was a member of the North Atlantic Treaty Organization.

MADRID, Sept. 30.—General Franco said in his message that "No one could believe that aggression against the west would halt of its own choice on our frontiers. To believe this would be to disregard the objectives of Soviet Communism. The defence of the west against Communist aggression is just as important, or even more so, for us as it is for the United States." Outside collaboration was necessary to help Spain prepare her defence, but "it is not our intention that others shall defend us. We intend to defend ourselves, at the same time facilitating by the preparation of our bases and by increasing our military armaments, collaboration with the United States against possible aggression. Spain cannot be indifferent to the success or failure of the defence of the west."


Discussing the possible effect of the credits conceded under the agreements, General Franco said: "The ends to which these credits will be devoted and the gap they will fill in the economy of Spain, together with the vigilance which will be exercised concerning their use, provide the fullest guarantee that the risks of inflation are eliminated."—Reuter.

CATHOLIC HERALD
2-10-53

12 My jato para
ukray France
sh of Occidente

M. Gilson writes here of some of the women who have inspired
By Etienne Gilson Translated by Maizie Ward 12/6 net

Choir of Muses



PUBLISHERS OF GOOD BOOKS SINCE THE 18TH CENTURY
ESSEX STREET · LONDON, W.C.2

W. H. ALLEN

Contributors include: FRANCOIS MAURIAU, RONALD KNOX, D. B. WYNDHAM LEWIS, FULTON OURSLER, GRAHAM GREENE, FULTON J. SHEEN, F. J. SHEED, THOMAS MERTON, CLARE BOOTHE LUCE, EVELYN WAUGH, HILAIRE BELLOC, BARBARA WARD, JOHN A. O'BRIEN, GEORGES BERNANOS, JAMES KELLER, QUENTIN REYNOLDS, FRANZ WERFEL, FRANCES PARKINSON KEYES, G. K. CHESTERTON, ERIC GILL

A magnificent gift book, beautifully produced. 440 pages. 17/6

This selection of some of the best work by Catholic writers in the last 15 years presents a revealing picture of a living religion and its value to men and women in the modern world.

CATHOLIC DIGEST
OMNIBUS

In the Raising of the Three Crosses we have a typical Francesca attitude to the dramatic. Whereas the moment when St. Helena actually saw those crosses, one without doubt that on which Christ died, must have been of the greatest solemnity he depicts it in its most homely, simple and natural detail.

All the frescoes achieve their grandeur and effect because there is no spill of emotion. Monumental and plain in form, simple in colour, they are built on severe opposites of tone. Black horses and white chargers, dark lances and an angel swoops down from a night sky towards the sleeping potentate while the moon streams in, bathing the attendant in a flood of mysterious cold light which dissolves in the corners of the dark tent.

In contrast the victorious battle scene of the next day is enacted in tory before his battle the next day. This is a magical work, said to be the first night scene in renaissance painting. The emperor is watched over by a tired guard, and an angel swoops down from a night sky towards the sleeping potentate while the moon streams in, bathing the attendant in a flood of mysterious cold light which dissolves in the corners of the dark tent.

In contrast the victorious battle scene of the next day is enacted in tory before his battle the next day. This is a magical work, said to be the first night scene in renaissance painting. The emperor is watched over by a tired guard, and an angel swoops down from a night sky towards the sleeping potentate while the moon streams in, bathing the attendant in a flood of mysterious cold light which dissolves in the corners of the dark tent.

In contrast the victorious battle scene of the next day is enacted in tory before his battle the next day. This is a magical work, said to be the first night scene in renaissance painting. The emperor is watched over by a tired guard, and an angel swoops down from a night sky towards the sleeping potentate while the moon streams in, bathing the attendant in a flood of mysterious cold light which dissolves in the corners of the dark tent.

nd
he
he
is-
in-
up
...
ite
get
ith
at
ck
ss
ne
...
ers
it
lan
his
ro-
ter.
ion
ho
...
ale
ery
ds,
by
we
in-
all
ort-
ant
use
uld
nd
and
up-
ues
liss
am
ion
ted
ew
ith
rs,
...
in.
his
did
ing
14
of
to
ce,
th
the
...
jal
to
m-
nal
ch
am

GENERAL FRANCO MOVES INTO THE EXPRESS SPOTLIGHT

And this is the sort of notice he'd like to see

TO LET— a fortress called GIB.

MADRID, Thursday.

GIBRALTAR, Britain's historic base on the Mediterranean, which Franco says no longer possesses any real strategic value in British hands, has suddenly become the "joker" in the pack of cards which Franco and the U.S. are dealing one another.

At home Spain's General Franco faces considerable criticism of his action in finally signing the bases plus economic agreement with America. Despatches from Mexico quoting anti-Franco Spanish exiles there say that Franco has "sold out" and made Spain a colony of America. There is more restlessness at home about the deal.

The extremists in Franco's own party do not agree over it. And they grumble loudly about the economic pact. They complain that it will give America a "stranglehold" on Spain's management of her own affairs.

Behind this criticism is the Roman Catholic Church, strong in Spain. It, too, took a dim view of the new agreement.

Church dignitaries speak of America's "lax morals" and shake their heads over what they think may result when free-spending U.S. boys make whoopee among the señoritas.

In this situation Franco finds Gibraltar a sorely needed diversion. It is the rallying cry. And Franco thinks that in Gibraltar he may find a wedge to drive between Britain and U.S.

Franco looks back to recent diplomatic history to Britain's row with Persia over Abadan, to Britain's disputes with Egypt. American diplomacy in such cases has occasionally tended to display a lack of patience with the British point of view.

Washington has been apt to talk about "imperialism" and "colonial" tradition and to urge Britain to liquidate her former strategic bases.

What a pity!

THIS suits Franco's books perfectly. He, too, speaks of "imperialism." He spoke of it last night in his message to the 400 members of the Spanish Parliament—the Cortes.

Spain, he said, admires the bravery of Britain in the air and on the sea. But what a pity that Britain, still befuddled by outmoded imperialism, cannot listen to the reasonable Spanish proposals for a better world.

What a pity, also, he says, that Churchill paid no attention to a letter he sent him back in 1945 suggesting alignment of the West against Soviet Russia.

As a result of Britain's aloofness and lack of interest then, added Franco, Spain was forced to look across the Atlantic.

Spain keeps very quiet about the fact that she herself is still a fairly considerable colonial power in Africa. But forget the Rio de Oro, one of the big African colonies, and concentrate on Gibraltar.

A lease...

WHAT about Gibraltar? Franco planned to try to persuade the United States to bring pressure on Britain for a big change in Gibraltar's status.

What Franco wants is for Britain to take a lease of Gibraltar—under the Spanish flag and with the British Governor-General abolished. In fact, Gibraltar would then

by **RENÉ MacCOLL**

take its place with the U.S. bases now about to be granted. Franco will tell the Americans to look at the map. Two of the big new U.S. bases will be at Cadiz and Cartagena, on the Mediterranean.

They are on each side of Gibraltar. What more logical, Franco will say, than that Gibraltar should be "brought into line" with the pattern of Cartagena and Cadiz?

'Handshake'

IMET Franco today—with about 80,000 other people...

He was wearing the dress uniform of an Admiral of the Spanish Fleet. He came out on to the balcony of the huge Palace de Oriente, once the home of Spain's kings.

It was a holiday and the citizens had come along to celebrate three things: (a) the 17th anniversary of Franco being nominated for power by the army; (b) the Caudillo's official birthday; (c) the conclusion of the pact with America.

The crowd seemed to be mainly white-collar workers taking things easily and not roaring themselves as hoarse as they might have done but contenting themselves with waving handkerchiefs. But a group of Falange youths with banners and slogans gave the proper note of noisy dedication.

The crowd half expected a speech. But Franco said all he wants to say just now in that message to Parliament.

So all he did was to make five successive appearances on the balcony. Each time the crowd cheered him he gave the boxer's retort—a handshake with himself high above his head.

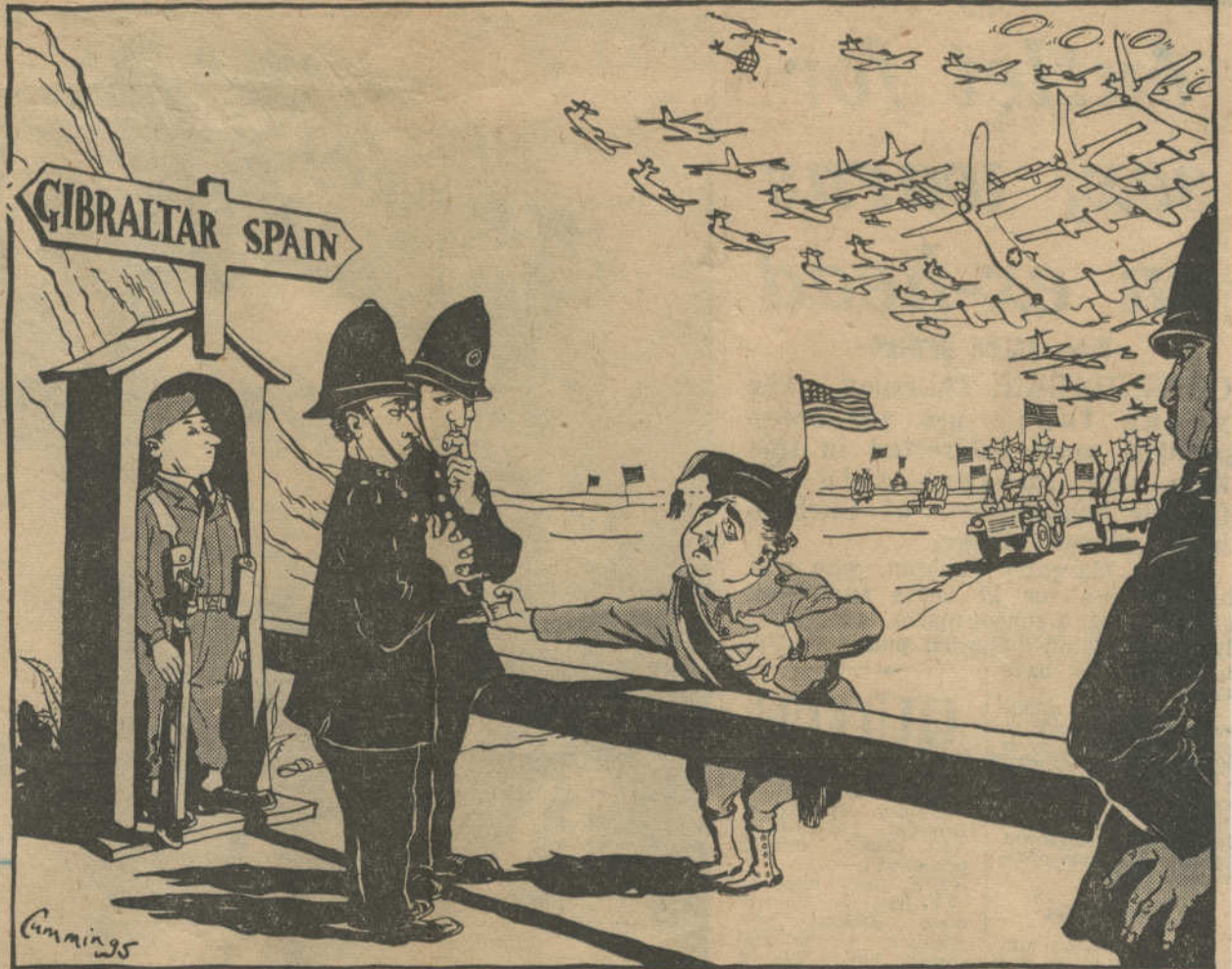
Incidentally, this could be one of the last times that Franco appears before the people as a simple general. There are rumours that he may accept the title which Parliament is eager to confer upon him—Prince of the Ebro (the Ebro of the decisive battle of the civil war).

★ ★ ★

POSTSCRIPT: The scene is the crowded bar of a fashionable Madrid hotel at the cocktail hour. Suddenly a page-boy appears, shouting "Paging Senor Beria."

Mindful of the fact that Moscow's Beria was recently reported in Spain, the cocktail drinkers abruptly push aside their glasses. Soon a huge throng is breathlessly following the page-boy, waiting to see what happens.

But it transpires that the whole thing is the work of a prankster.



"But I just want Gib. as a week-end change from bebop, baseball, and chewing gum..."

YOUR FOOD and the farmer

From **SIR JAMES TURNER**, President of the National Farmers' Union:—

THE leading article in which you posed the question "How shall we pay for our food?" combines an interesting forecast of how the Government proposes to interpret the Agriculture Act in free market conditions with a complete misunderstanding of the British farmers' approach to this admittedly complex problem.

Negotiations

An even more extravagant aspect of your leader is the implication that the union's negotiators are pursuing, in their talks with the Government, a course which is out of line with the wishes of their members.

Such an implication is completely unjustified and untrue. In these negotiations my colleagues and I gain strength from

the certain knowledge that the vast majority of our members stands squarely behind us in what we are trying to achieve—

briefly, the honouring of the principles contained in the Agriculture Act of 1947 in the national interest as well as that of our industry—to a resolution after resolution of our local and county by bear testimony.

Guaranteed prices for our produce—out extra profits for them—they can be definitely to what end? price to all, quality, is the the farmers'.

You state seeks "par no matter formed." union the j perform fat the



Mr. Luke knows about query

—BUT STILL HE DOESN'T KNOW WHAT THEY WANT

THERE was strange reaction to my article about Naafl in yesterday's Daily Express.

It brought a string of phone calls from mothers whose sons have been called up for National Service. The gist of all their opening remarks was: "My boy tells me that nobody knows what happens to Naafl profits..."

This was no surprise at Ruxley Towers, the rural headquarters of the Navy, Army and Air Force Institutes.

In a room at the top of the tower (the place is ostentatiously misnamed—there is only one tower) I spoke to Claude Luke, Naafl's chain-smoking, 48-year-old public relations officer.

His salary, like that of all top officials at Ruxley Towers, is a

Among other things, I showed him pamphlets in the reading rooms and ways which were in the eye of the man. This was the first time I had seen

40,000 employees in parts of the world. Mr. Luke tells me that Naafl's profits are right to know, does, how it and what improve it. True. Its details are being published to

Gibraltar

FRANCO'S DEMAND

HOW dreary and disheartening is the estrangement between Britain and Spain.

How shameful — for Britain — that Franco should have to tell his people that all efforts to establish a friendly understanding have failed.

How disastrous the prospect which, as a result, now arises. It is nothing less than the surrender of Gibraltar. That is Franco's demand. And it is now made with all the more bravado, backed up as he is by a military alliance with America.

Now stand firm

THIS situation has come about only because the Tories have timorously clung to a Socialist policy.

The reasons put forward by those who oppose Franco are foolish and illogical. These people are prepared to make friends with the dictator Tito of Yugoslavia and the dictator Mao of China. But not with the dictator Franco of Spain.

It is too late to cancel the evil effects of their stupid stubbornness. But it is not too late to determine to hold on to Gibraltar, however strong the pressure may be to get out.

'TO GIB'

Franco's fanatics march and call for action

Express Staff Reporter

MADRID, Thursday. — A procession of Falange youths, fanatical teenage supporters of the Franco régime, chanted fiercely tonight: "Gibraltar! Give us back Gibraltar!"

They marched with their banners to cheer General Franco on his balcony at a big open-air rally in Madrid.

A telephone tip warned of a possible demonstration at the British Embassy afterwards.

Soon a lorry-load of grey-uniformed police drove up, revolvers in their belts, and from nowhere little knots of athletic-looking young men assembled at street corners near the embassy.

They were secret police—to ensure that the demonstration did not go too far.



Is it GIB. next?

Franco keeps up the pressure

Express Roving Reporter RENÉ MacCOLL was sent to Madrid after Spain and America signed a pact on bases last Saturday. His assignment: to measure the effects on Britain's interests.

From RENÉ MacCOLL

MADRID, Wednesday. — Two long shadows lie athwart the patch of sunshine represented by the Spanish-American agreement on bases. They are caused by Gibraltar and by Tito.

Gibraltar is the more ominous. Franco never lets his people forget the "indignity" of British occupation of The Rock.

Only a few weeks back he made an inflammatory speech urging that Gibraltar be returned to Spain. The sight of the Union Jack fluttering on the southern corner of the Iberian peninsula is a constant challenge to Spanish nationalists.

DOUBLE TALK

But in the middle of this "no foreign flag on Spanish territory" campaign has come the bases deal with the U.S.A. And at once all Franco's arguments about Gibraltar are in danger of being undermined. For now can Franco continue to resent Britain in Gibraltar if of his own free will he sets up half a dozen new American bases on Spanish soil?

This is part of the explanation for all the double talk that has been going on in Washington and here in Madrid about just what has been agreed.

The truth, I have found, is that the extremely touchy question of what rights the Americans will have in their new bases has still to be worked out.

Spain wants her flag to fly over the bases. She wants Spanish C.O.s to run them. She looks askance at the idea of American soldiers being tried for misdemeanours by American, not Spanish, courts. And she takes a dim view of American M.P.s patrolling in Spanish towns.

The Americans are not at all eager to make concessions on these points. They expect the Spanish deal to follow the pattern set for U.S. bases in other European countries.

A TOUGH NUT

But Spain is a special case—and a very tough nut to crack. And the astute Franco knows perfectly well that he cannot keep singing or Gibraltar if he simultaneously sets up a string of little Gibraltors under the Stars and Stripes.

This is certain: the United States will have need of every last touch of diplomacy, every possible piece of tact when the time comes for her 10,000 men to take over the bases.

As one Spaniard put it to me: "far from the Americans teaching us to jitterbug, I think they may return to the U.S. able to play the castanets."

And then Tito.

America wants an automatic right to use the Spanish bases if any of her European allies are attacked. But Spain turns a bleak face towards Communist anti-Catholic Yugoslavia.

If Tito is attacked, what then? Would Spain let America use her bases for supporting the Red heretic? That is something else that has got to be worked out.

IN A YEAR?

The location of the bases is not stated, although Americans here make no secret in conversation of having their eye on airports near Madrid, Barcelona and Seville, and naval bases at Cartagena and Cadiz.

But when will things start to roll? When will the American technicians and experts—for all of whom America desires full diplomatic status—begin their considerable task?

At the Spanish Foreign Office, officials shrug and roll their eyes "Perhaps in a year," they say, without enthusiasm.

But the newspapers gleefully hail the announcement that President Eisenhower is to stomp up even more money for Spain.

Yesterday when I arrived at Madrid airport, I had to wait until all the Americans had been cleared before I could collect my passport. "First fruits of the pact," somebody said. "Americans first now."

And today Roger Kyes, U.S. Deputy Secretary for Defence, with two under-secretaries, flew into Madrid for talks with U.S. Ambassador James Dunn.

Franco tells: Why I signed with U.S.

British youth would let us come long before we saw how little the West had changed and that it would be necessary for Spain to travel alone through the difficult post-war seas.

General Franco went on to say that Spain had managed to face the difficulties by herself—but it was not possible for her to reconstruct her economy and pay the cost of defence measures. Hence the pact with the U.S. He guaranteed that Spain's way of thinking and sovereignty were not in danger from the pact.

Express Staff Reporter MADRID, Wednesday. — General Franco, in a message to the Spanish Parliament today, referred to the agreement on bases with the U.S. and said: "I had hoped after the war to establish an understanding with the United Kingdom. I had always thought that the realistic attitude taken by the British Government in foreign policy and the high regard which Spain had for the courage of

SPECTATOR
2-10-53

15
Gibraltar - Nato

Fraternising with Franco

Many people in this country will consider General Franco the most bizarre, the least attractive associate yet selected by the Atlantic alliance. Fascism's first cousin once removed, the favourite of the Axis in the civil war, the claimant to Gibraltar, these are peculiar qualities in the régime which is now to provide key sea and air bases for NATO, and which is to receive more than \$226 million of American aid in the coming year. Are the US-Spanish agreements, like the rumours of a direct US-German alliance, an indication that America is losing patience with her old allies and wants to reinsure with the militarists and the dictators against the weaknesses and vacillations of the established democracies? Is this the emerging form of a new isolationism? But to argue on these lines would be to fall into the same fallacy about Spain as the Americans are accused of falling into in the case of Communist China. The United States has made a bargain, for assets of extreme military and strategic importance. It has thereby completed the chain of defensive bases on NATO's southern and western flanks so that it is now continuous from the Cilician Gates to the Hebrides; and it has also greatly increased NATO's striking power outside the present range of Russia's fighter planes. To do this it has had to pay General Franco, not merely in dollars but in prestige. But it has not condoned the General's political morality; it has not made him a member of the Atlantic alliance which is still committed "to safeguard . . . the foreign heritage of their peoples, founded on the principles of democracy" and it has not asked its democratic allies to make any contribution—except acceptance—to the bargain it has made, and for which it has paid, on their behalf.

CHALLENGE TO CHURCHILL

THE Labour Party yesterday gave the nation something sorely needed: a foreign policy.

Rarely at a crucial phase in world affairs has British spokesmanship been so feeble as during the past summer.

At the start the outlook was so promising. Sir Winston Churchill electrified the peace-seeking peoples with his call for informal talks at the highest level between the West and Soviet Russia, a conference without a fixed and cumbersome agenda.

But his representatives tamely bowed to American opposition. They pretended to believe that a conference NOT at the highest level, a conference WITH fixed agenda limited to German and Austrian problems, would be an agreeable and useful alternative.

And only after being given the third degree by Mr. Tom O'Brien has Sir Winston been driven to announce plaintively that he still thinks his proposal of top-level talks was sound.

Bring China in

Now Labour's challenge to Churchill is: Since you still believe in your proposal, why don't you insist that it be given early and full consideration by the other Western Powers? Why don't you **FIGHT** for it?

Labour's foreign policy demands not only a bolder, more imaginative approach in relations with Russia. It calls upon the British Government to take up a stand for realism on the question of Communist China.

If a satisfactory settlement is reached in Korea, will our Government use its moral authority to the utmost to bring China into the United Nations? Or will it be intimidated by those extremists in the West who want to keep China out indefinitely?

Britain's influence

British moral authority was certainly not exercised to dissuade Mr. John Foster Dulles from concluding a military pact with the Spanish Fascists. On this issue, too, Labour has supplied the protest which the Government was too timid—or too cynical—to make.

Labour stands for a Britain strongly defended, but vigorous in the pursuit of peace; loyal to her Allies, but not afraid to differ from them; a Britain which will work untiringly for better understanding between all races.

The foreign policy endorsed at Margate yesterday points the way for Britain to greater standing and far more beneficial influence in the councils of the nations.

PROTESTS ON SPAIN PACT

Other resolutions on foreign policy were then proposed and a general debate took place in which almost half the delegates seemed eager to speak.

Two resolutions on Spain, which had the support of the Executive Committee, were approved practically unanimously.

One deplored the aid-for-bases agreement made with America. The other reaffirmed opposition to the admission of Spain to any organisation of the Western bloc.

In the general debate on foreign affairs, Mr. Denis Healey, M.P., stuck to his own view that the Churchill proposal for a Four Power high level conference should not have Labour's support.

"This is Churchill's idea," he said. "No other European Socialist Party supports it. In principle a high-level conference without an agenda is all right, but in practice it means Churchill, Eisenhower and Malenkov."

"What Churchill had in mind when he made his proposal was carving up the world into spheres of influence. He wanted no European conference and he didn't want France."

'Give us Gibraltar'

MADRID, Thursday. — One hundred thousand screaming Spaniards today demanded the return of Gibraltar to Spain. As they gave the Fascist salute they yelled: "Gibraltar Spanish—Gibraltar Spanish."

They were demonstrating in the Plaza Del Oriente in honour of General Franco's 17th anniversary as Chief of State.—A.P.

NEWS CHRONICLE
2-10-53

Gibraltar 17

Spaniards scream for Gib

From BRIAN CONNELL

MADRID, Thursday.

A CROWD of 100,000 screaming Spaniards today demanded the return of Gibraltar to Spain.

They massed in front of the royal palace to greet General Franco on the seventeenth anniversary of his appointment as Chief of State.

And foreign ambassadors and diplomats, invited to a reception to mark the Spanish-American pact, saw from the balcony a forest of Fascist salutes unequalled since the fall of Hitler's Reich.

Riflemen ready

But on every balcony and silhouetted against the skyline stood pairs of carabinieri, rifles in hands.

Three times the crowd greeted Franco by waving white handkerchiefs — usually reserved for an outstanding exploit by a matador in the bullring — and twice with the Falangist salute.

It was on his fourth appearance the crowd took up the shout of "Gibraltar Espanol."

As they dispersed up the road leading to the Puerta del Sol — Madrid's Piccadilly Circus — they parted round a bookseller who had spread his wares on a blanket.

The only two titles on sale were: the Spanish translation of Hitler's "Mein Kampf," and Kravchenko's "I Chose Freedom."

TELEGRAPH
2-10-53

Gibraltar 18

SOCIALIST BOYCOTT OF SPAIN

Nor without reason did Mr. ATTLEE emphasise to the Labour Party conference yesterday the disadvantages of allowing the constituencies time for mature consideration of a resolution on foreign policy which might have become out of date before it was debated. The conference was able to be up to the minute with a piping-hot emergency motion to which no sensible delegate can have given any thought at all. This deplored the military agreement between the United States and Spain "which will tend to bolster up the Franco régime, and inflicts serious moral and political damage on the community of nations united in the defence of freedom and democracy." As an expression of left-wing Socialism's automatic reaction to any mention of Spain, such views would hardly deserve comment. The resolution was, however, warmly welcomed by the executive and passed with virtual unanimity by the conference. It establishes the official attitude of the Socialist Party to a development which closely affects this country, our Allies and the common defence of the free world.

This attitude combines muddle-headedness and prejudice to a degree not paralleled since a section of Socialists before the war urged British workers to refuse to make arms. It is not the United States which is giving military support to Gen. FRANCO, but he who gives it to the democratic alliance and, by closing a strategic gap in our defences, "bolsters" the whole free world. Supposing an emergency were to arise, would the Socialists spurn Spanish help? Had there been in 1940 any chance that MUSSOLINI might come into the war on our side, would even his aid have been disdained by anyone in Britain? It is not a question of political doctrine but of common sense.

As for the idea that Gen. FRANCO will wither under foreign disdain, this is a prime example of Socialist illusions on international affairs which are almost as numerous as their misconceptions of economic realities. The Socialists are still confidently awaiting an American depression to torpedo the British Conservative Government, just as they confidently expected Dr. MOSSADEQ's fall until it was too late to avert the Abadan fiasco. The Spanish illusion has lasted longer than any. For eight years British Socialists have been awaiting the collapse of Gen. FRANCO; but a boycott offensive to Spanish pride has served only to strengthen his régime. His dictatorship has not been stainless; but it has a good deal less blood on its hands than the Chinese Communist Government. This Government, whose admission to the United Nations Mr. ATTLEE himself so hotly advocated yesterday, makes no bones about having slaughtered millions of its political opponents and has only just dubiously called off an aggressive war. Yet Mao is a lamb and FRANCO is a wolf!

It is strange to find even among responsible American commentators a tendency to accept the agreement with an apologetic grimace. Yet Americans, and many people in our own country, have long been calling for German soldiers to reinforce Western defence. It would take at least two years to train and equip them. Are unready Germans preferable to ready Spaniards? Fully mobilised, Spain could produce 2m. men. Unnecessary efforts have been made to minimise the significance of this agreement; but it plainly means that the United States Government has given notice to its N.A.T.O. partners that it considers the boycott of Spain to be pointless. Verbum sapientibus!

100,000 ACCLAIM GEN. FRANCO

"GIBRALTAR" CRIES

From Our Own Correspondent
MADRID, Thursday.

A crowd of 100,000 took part today in a demonstration outside the Madrid Royal Palace to mark the 17th anniversary of Gen. Franco's appointment as head of the Spanish State. He appeared on the balcony five times and was loudly cheered.

Just before his last appearance there were shouts from the crowd of "Gibraltar is Spanish." Gen. Franco, who yesterday sent a message to the Cortes on Spain's rehabilitation, did not address the crowd.

To-day's demonstration was also seen as a celebration of Spain's reappearance on the international stage. A similar mass demonstration on the same spot in December, 1946, showed the popular resentment at the diplomatic boycott of Spain by the United Nations Assembly.

The subsequent cancellation of the boycott and the recent conclusion of the Concordat with the Vatican and the pact with the United States are seen as ending the period of isolation.

Gphalter

THE TIMES
2-10-53

**CROWDS CHEER GENERAL
FRANCO**

17 YEARS CHIEF OF STATE

FROM OUR CORRESPONDENT

MADRID, Oct. 1

General Franco's appointment 17 years ago as Chief of State at Salamanca was celebrated to-day by an official reception at the royal palace combined with a demonstration in an adjoining square, about 100,000 persons being present. The occasion recalled a similar demonstration in the same place, but in very different circumstances, to protest against the United Nations political boycott of Spain and the withdrawal of ambassadors.

After the official functions General Franco appeared on the balcony over the main door of the palace and was loudly cheered. Just before he appeared for the last time, cries of "Gibraltar for Spain" were heard. General Franco did not deliver the address customary on such occasions, which is attributed to the fact that there was nothing to add to his message to the Cortes, published yesterday.

STATESMAN

3-10-53

Gibraltar

U.S. Bases in Spain

Granted the assumption of military strategists, that expediency must override all other considerations, the entry of Franco into the ambit of Pentagon planning is a logical continuation of U.S. "defence" policy; its aims have involved the building up of Germany and Japan, and a "protective relationship" with Greece, Turkey and Formosa—not to mention the mutual assistance treaty with South Korea. Nevertheless, the new agreement whereby the U.S. purchases a lease of naval and air bases in Spain at the price of dollar aid, mainly for the re-equipment of Spanish forces, is in one sense more shocking than any of the steps previously taken in the name of a "policy of strength."

It is, of course, arguable that Franco is a more reputable ally than either Syngman Rhee or Chiang Kai-shek; and, indeed, it would be difficult to describe either the Greek or Turkish Government as liberal in our sense. The point is that by this new agreement Franco Spain is converted, by the unilateral action of the U.S., into a de facto member of the Atlantic Alliance. Spain, and the seas around Spain, have now become such an integral part of American planning for operations in Western Europe that the question whether Franco is formally associated or not with Nato is almost irrelevant.

That the military potential of Nato is enhanced by the pact may be true; the U.S. High Command will doubtless be delighted to have bases "farther back" than Chateauroux and La Rochelle. But let us be clear: this gain is being secured at the cost of effectively including a detestable dictatorship in an organisation whose original brave declaration was that it was an alliance of Governments to "safeguard the freedom, common heritage of civilisation of their people, founded on the principles of democracy." Fine words can rarely have had a more cynical gloss put on them by acts.

SPAIN AND GIBRALTAR

SIR,—With the agreement giving the use of Cadiz to the Americans signed, it would seem that the importance of Gibraltar as a fortress commanding the

entrance to the Med. is reduced. The Straits can very easily be closed with naval power from Cadiz and air-support from Seville, which is only twenty minutes flying time away. Add to this the fact that Ceuta, in Spanish Morocco, offers an excellent "second line" to Cadiz, and the Spaniards can fairly argue that the presence of Britain in Gibraltar is no longer justified as a link in Western Defence.

Franco will doubtless be quick to make this point, though there is nothing on the Rock Spain requires: she has an adequate harbour at Algeciras across the Bay, and the people of Gibraltar, some 26,000, are 100 per cent pro-British. Does the Spanish-American pact imply U.S. approval of Spanish claims to the Rock?

Gibraltar.

SCORPION

3-10-53

21

The New Statesman and Nation, October 3, 1953

Spain and the Pact

(By a Correspondent just back from Madrid)

To judge by the enthusiastic comments in the Falangist press—and the Falange owns more than forty newspapers in Spain—the conclusion of the pact whereby the Spanish Government is to receive 225 million dollars from the U.S., in return for a twenty years' lease of strategic bases, is a triumphant counter-stroke to the victory of the Traditionalists a month ago, when they secured the signature of the Concordat with the Vatican. By that instrument, which made Spain as near as no matter a theocratic State, the Church obtained jurisdiction almost completely over education and the marriage contract, and secured complete exemption of all Church property from taxation, while the privilege, traditionally enjoyed by Spanish monarchs, of nominating Bishops was formally ceded to the Vatican. The Traditionalists were cock-a-hoop; the Falangists downcast. In a speech commemorating the Battle of the Ebro, Fernandez Cuesta, Secretary-General of the Falangist Party, spoke bitterly of the revolution being "smothered."

The struggle between the two contending forces in the political pattern of Franco Spain—the Traditionalists and the Falange—dates from the Civil War itself. When the Generals revolted in July, 1936, they had two slogans—unification of the country against the Catalan Separatist Movement, and vindication of religion against atheist Republicanism. They soon realised that they must have, as well, a political programme which would secure them some popular support against the "class appeal" of the Republican Left. They found it in the Falange, at that time an insignificant body of *Señoritos* who had adopted Mussolini's social and economic reforms together with some of the Left's vocabulary. With Franco in power, the Falange was at first supreme. Copious social legislation was passed regulating working hours and the organisation of social insurance and industrial syndicates. It looked at the time as if Spain would become a corporate State on strict Fascist economic lines.

The Traditionalists, however, were biding their time; and their much simpler aspirations—a regime of undiluted moral and political reaction—were always incompatible with the pseudo-reformist programme of the Falange. As the tide of World War II began to turn against the Axis, the Traditionalists began to exercise increasing influence on the Caudillo. Serrano Suñer, the pro-German Foreign Minister, was ousted, and Franco started to flirt with the idea of establishing a Regency. The decisive moment, however, came when the Allies, after the war, failed to intervene in Spain against the dictatorship. As soon

as it was clear that Franco had nothing to fear from foreign intervention, the regime won many new "moderate" supporters from the ranks of the professional and commercial middle classes. Some of them hoped that they might gradually work for a restoration of constitutional monarchy. All were anti-Falangists. In short, the Traditionalists, now led by Martin Artajo and Ruiz Jimenez, were strengthened by a marked drift of the Centre—mainly disillusioned Republicans—towards toleration of Franco's Government.

On the other side, though the ranks of the Falange have swollen numerically through its control of trade unions and youth organisations, Falangist prestige has been steadily falling ever since the war. The social reforms have meant nothing; the Falangist bureaucracy has been guilty of gross inefficiency and corruption, and their handling of labour questions has been so inept

The New Statesman and Nation, October 3, 1953

that many "syndicated" workers have joined the independent Catholic *Hermandades* organised by the Church. Yet, with Spanish politics polarised between increasingly unpopular Falangists and Traditionalists, opposition to the Falange has meant drifting into the camp of people whose only conception of government—whether under Franco or a restored monarchy—is to put a stop to all social reform, and to preserve the interests of the land-owning class with the endorsement of an all-powerful Church.

When the negotiations with the U.S. were started two years ago, the hope of the Falangists and their "purist" Secretary, Fernandez Cuesta, was that American dollars would assist them to give some sort of reality to the social and economic reforms which they professed to want, and would thus restore their waning influence against the Traditionalists. For the Falange, however, the pact now concluded has probably come too late. Even if the amount of economic (as opposed to military) aid—little more than one-third of the total—were sufficient to finance any worth-while reconstruction in Spain, the position of the Traditionalists, reinforced by the Concordat, is now so strong that it is safe to forecast that they, and not the Falangists, will have the controlling say in the spending of the money. The dollars will buttress Franco himself: he has less reason than ever to fear intervention against him from abroad. And the regime which American policy is thus entrenching in Spain is a regime of unqualified clerical reaction.

THE TABLET

A WEEKLY NEWSPAPER & REVIEW

Pro Ecclesia Dei, Pro Regina et Patria

FOUNDED IN 1840

OCTOBER 3rd, 1953

NINEPENCE

Persecution in Poland: I. The Banishment of the Cardinal Primate
II. The Sentencing of Bishop Kaczmarek. By Julius Lada

Germany and Europe: A Debate in the Strasbourg Assembly. By Christopher Hollis, M.P.

Family Doctoring: After Five Years of the Health Service. By a General Practitioner

Educating the Adolescent: II: By Charles R. A. Cunliffe

The Duke of Alba: A Tribute. By Sacheverell Sitwell

Christianity and War: The Diagnosis of Professor Butterfield. By Colin Clark

Fulgens Corona: The Encyclical Letter Announcing a Marian Year

Book Reviews: By Edward A. Sillem, J. C. Marsh-Edwards, Derek Stanford, Gordon Albion, H. D. Hanshell, S.J., Tudor Edwards, Ulick O'Connor and Neville Braybrooke

Correspondence from Thomas Harper, Dorothy Hamilton Dean, Charles Pridgeon, S.J., F. H. Drinkwater, J. M. C. Toynbee, Alan Rye and Ritchie Calder

SPAIN INCLUDED

THE agreement between the United States and Spain, by which naval bases and airfields in Spain become available to the United States, is a matter for general congratulation, for it is to the advantage of everybody on this side of the Iron Curtain. The agreement protects Spanish sovereignty more fully than British Governments have protected British sovereignty, for American troops will be judged in Spanish courts for offences against Spaniards. Obviously there are dangers of incidents, so far apart are many modern American conventions from the much stricter Spanish standards.

The agreement brings at long last money to Spain, a country which has hitherto been denied the American aid which other much richer countries have found so indispensable. It will provide employment, and this is a great recommendation, no less than the way it proclaims to the world that the foolish and small-minded boycott of Spain is rapidly breaking down. Spain is not a member of the North Atlantic Treaty Organization, but the shifts to which those who uphold this exclusion are driven were well illustrated in *The Times'* leading article in the agreement, which quoted the purposes of NATO as being the defence of democracy, and then went on to treat it as quite natural that Portugal should belong, although the characteristic democratic institutions, particularly the free activity of workers' syndicalist organizations, have been found no more reconcilable with public order in Portugal than in Spain.

The present Government of Portugal, faithfully reflecting public opinion and the national interest, was invaluable to the Nationalist cause in the Civil War. It meant a great deal that a friendly Portugal was behind the Nationalists through all the first stage when they only held the West of Spain. In so far as the idea is still current that what happened in 1936 was the wicked and gratuitous destruction of the kind of constitutional left-wing Government that would be in NATO today, the charge of being an accessory to its destruction lies

against Portugal. But in fact the Portuguese had no doubts that the Spanish Civil War was between two sides of which neither stood for the ideas of parliamentary democracy, and that General Franco's movement, of which he was not at the beginning the chief, aimed at arresting the rapid decline of Spain into Red revolution, in which the Communists played from first to last a leading role. It was International Communism which recruited the International Brigade, Soviet tanks which reached Madrid before the Nationalists had any aid from the Axis beyond a small number of Italian sea planes; and when he signed this Agreement with the United States, General Franco was acting with a full consistency from those days to this.

It would have been much better if *The Times*, instead of suggesting that Portugal is a democratic country in a way that Spain is not, had frankly recognized that what stands in the way of fuller Spanish participation, whether in NATO or in the United Nations, is the profound unwillingness of Socialist politicians to admit the disingenuousness or the gullibility of their propaganda in the Civil War. They were in those days much less informed than they have since become about Communist methods. The Communists, taking charge of the propaganda from Red Madrid, found American and British Socialists and Liberals with no sort of immunity, like South Sea Islanders before a new disease. Some of the Anglo-Saxon politicians who visited Spain had more than a shrewd suspicion that the war was one thing in Spain and something quite different in the British and American press; that the Anarchists and the Caballero Socialists no more intended that there should be parliamentary government, or religious toleration or Christian education, than the Communists did, and some of the visions of those years have since described truthfully the revolutionary extremism which was concealed from the distant public by talk of a "legally elected Republican Government."

There would be no point in reviving this history if it were

not still gravely injuring relations between Britain and Spain, so that the British Labour Party leaders have no scruple about being Marshal Tito's guests, though no man is less of a parliamentary democrat, while *Reynolds' News* continues to serve up to its readers, from the pen of an anonymous Spanish Socialist, the crudest vilifications of the Church as well as the Government in Spain. More seriously, the International Federation of Free Trade Unions has protested from Brussels to the American Government, using the old violent language, and is supported by the *Daily Herald*. There is still no recognition that the Spanish unions are much more than trade unions: that they were militant movements which did not hesitate to have recourse to arms, and did so in 1934, two years before the Civil War. It was this special readiness to invoke and use violence, which marked workers' organizations in Spain and made the practised eye of Lenin rest on the Peninsula as the next field for revolution, which governed the whole situation. There were some moderate Socialists, a weaker constitutional as opposed to a larger direct-action wing, just as there were a few Liberals, but it was not these people against whom the National movement had to be formed. Until this is recognized a false view of history will continue to be a source of weakness in western Europe.

This is one of those matters where the English fondness for letting bygones be bygones and treating history as irrelevant does not give the results hoped for. There will have to be a re-valuation of the Civil War, and there is no subject where professional historians could more fruitfully meet to see how far they can reach agreed conclusions. This has already been done between British and German scholars for the war of 1914-18. Now that it will be twenty years next year since the Asturias rising, the historians should surely begin to make their contribution to international relations here also.

The Duke of Alba

It was the achievement of the Duke of Alba (to whom Mr. Sacheverell Sitwell pays a tribute elsewhere in this issue) that, with his genuine passion for historical truth, he made of historical studies about events which when they were happening divided and enraged Englishmen and Spaniards, a bond of common sympathy in the world of today. He paid for the editing and printing of much historical work of high value to scholars, and these interests were an expression of qualities in him very rare in the world and the period to which he belonged. He grew up at the turn of the century in a society whose general lack of serious intellectual interests was faithfully reflected by King Edward VII. As a young man the Duke of Alba entered into all that life, played its games and shared its amusements, but he also kept, from a boyhood spent much in the circle of his aunt the Empress Eugénie, an interest in the past which brought a new dimension into his life. This meant a great deal for his own happiness in middle and later life. More importantly, it had much to do with his success in the fateful period of nearly nine years, from 1936 to 1945, when he represented in London, first as Agent-General and then as Ambassador, the Nationalist cause and General Franco's Government. They were years of continuous war, with only a breathing space of five months in the summer of 1939.

To his own countrymen the Duke of Alba rendered an immense service, because his own personality and background were in themselves an answer to much of the more violent Red propaganda. He could be charged with great wealth but not with being uncivilized or a man who would lend himself to foreign ambitions or domestic adventurers. He had as little understanding of propaganda as of intrigue. He was always steadfastly traditionalist and a monarchist, to the point of being the only prominent man to resign his office at the call of Don Juan in the spring of 1945. Afterwards, he never made any sort of secret of his monarchist hopes, but he lived quietly in Madrid, arranging his artistic treasures, valuing his Presidency of the Royal Academy of History.

To this country, his second country, he also rendered great services, particularly in 1940 and 1941, when he gave his home Government excellent and vindicated advice, and when Germans in Spain constantly had their sanguine expectations dashed by the reports from the Ambassador who

could speak so authoritatively about a country he knew and loved so well. They were nine years of a most fruitful embassy: but, in a larger sense, his whole life was an Ambassadorship, extending the understanding between the two Western European nations whom so much had divided, whose traditions are so different, and who, at the same time, have so much in common, as he showed by the zeal with which he lived inside them both.

TWO MINDS AT MARGATE

IT was the order of the day at the Labour Party Conference at Margate that there should be more tolerance, well-expressed in the general readiness to make Mr. Herbert Morrison, *ex officio*, as Deputy Leader, a member of the Executive. But the Bevanites are every bit as strongly entrenched as they were last year with the constituency Labour Parties, and can quite fairly claim to be much more representative of the rank and file, and to be the guardians of the vision of a social transformation, to be achieved by more and more nationalization. Yet their success in the Executive was in marked contrast to their defeat at the hands of the Unions on Wednesday, when it came to this nationalization policy in cut-and-dried terms. The party has a divided mind, part of the time knowing such a policy to be a menace, and part of the time finding it a source of inspiration.

It is this emotional and imaginative picture which provides the driving force of so much of the voluntary work on which the party depends, and yet it is something wholly inappropriate, insofar as it has any coherence, to Britain's actual position in the world of today. This is perfectly well understood by the responsible and practical men at the head of the trade union movement. When they listen to some of the shrill and fantastic calls to legislate so as to change the motives of economic activity, the trade union leaders must wonder whether their predecessors did wisely to tie the movement so firmly to a political party which they can only in part control, and whether the trade unions would not be much stronger if they had not saddled themselves with all this Socialism which, as they very well know, can sink the British economy if it is pushed too far.

When it has to be explained by Sir William Lawther that Parliament must not ask questions about the working of the nationalized coal industry, it should be clear to everybody that the cry for more public ownership is a cry for more statutory bodies wielding monopoly powers in growing independence of Parliament, making their profits from the people of this country and sheltered from that external competition which the private sector of the economy has to meet and overcome both here and abroad. The Labour Party Conference heard some good home truths, of which the most important is that "the world does not owe us a living." But it also heard a great deal of frothy rhetoric about transforming society, which is something that religions do over the generations, but not political movements in the course of a few years. Some have attempted it, like the Jacobins and the Nazis and Communists, causing a great deal of suffering, but finding human nature not nearly so amenable to the fiat of politicians as platform perorations suggest. The division inside the party is not about anything small but about as large a matter as can divide men and women in public life.

New Majority ?

The debates on the European Defence Community Treaty and other diplomatic ventures associated with it have given rise to acute debates in the French Cabinet. The Gaullist Ministers have stated that they will oppose the ratification of the Treaty; and this crisis may break just before The Hague Conference due on October 22nd. On the other hand, M. Guy Mollet has said that the Socialists will vote for the Treaty, subject to certain "assurances" being received from Britain. These need hardly be more specific than Mr. Nutting's pronouncements at Strasbourg; so the way seems open for an eventual regrouping of forces within the French Government, with Socialist participation.

It would appear that the Treaty might have a fair chance of ratification on a free vote of the Assembly, for it has the support of a fair number of Radicals (despite the by no means negligible opposition of M. Herriot and M. Daladier);

23
THE GABINET,
3-10-53

The Duke of Alba

It was the achievement of the Duke of Alba (to whom Mr. Sacheverell Sitwell pays a tribute elsewhere in this issue) that, with his genuine passion for historical truth, he made of historical studies about events which when they were happening divided and enraged Englishmen and Spaniards, a bond of common sympathy in the world of today. He paid for the editing and printing of much historical work of high value to scholars, and these interests were an expression of qualities in him very rare in the world and the period to which he belonged. He grew up at the turn of the century in a society whose general lack of serious intellectual interests was faithfully reflected by King Edward VII. As a young man the Duke of Alba entered into all that life, played its games and shared its amusements, but he also kept, from a boyhood spent much in the circle of his aunt the Empress Eugénie, an interest in the past which brought a new dimension into play. This meant a great deal for his own happiness in middle and later life. More importantly, it had much to do with his success in the fateful period of nearly nine years, from 1936 to 1945, when he represented in London, first as Agent-General and then as Ambassador, the Nationalist cause and General Franco's Government. They were years of continuous war, with only a breathing space of five months in the summer of 1939.

To his own countrymen the Duke of Alba rendered an immense service, because his own personality and background were in themselves an answer to much of the more violent Red propaganda. He could be charged with great wealth but not with being uncivilized or a man who would lend himself to foreign ambitions or domestic adventurers. He had as little understanding of propaganda as of intrigue. He was always steadfastly traditionalist and a monarchist, to the point of being the only prominent man to resign his office at the call of Don Juan in the spring of 1945. Afterwards, he never made any sort of secret of his monarchist hopes, but he lived quietly in Madrid, arranging his artistic treasures, valuing his Presidency of the Royal Academy of History.

To this country, his second country, he also rendered great services, particularly in 1940 and 1941, when he gave his home Government excellent and vindicated advice, and when Germans in Spain constantly had their sanguine expectations dashed by the reports from the Ambassador who

could speak so authoritatively about a country he knew and loved so well. They were nine years of a most fruitful embassy: but, in a larger sense, his whole life was an Ambassadorship, extending the understanding between the two Western European nations whom so much had divided, whose traditions are so different, and who, at the same time, have so much in common, as he showed by the zeal with which he lived inside them both.

THE TIMES
3-10-53.

SPAIN AND YUGOSLAVIA

TO THE EDITOR OF THE TIMES

Sir,—Though Spain has a poor soil and has so far received no foreign subsidy, its economic conditions have nevertheless improved since the end of the war. Though Yugoslavia has a rich soil and has received generous subsidies from Great Britain and the United States, its economic conditions have notably deteriorated during the same period. In appraising the head of a State, should not at least some regard be paid to the economic progress that he has achieved—or failed to achieve—in his country? That a Conservative British Government should court a Communist dictator and snub another dictator who has saved his country from Communism is beyond all comprehension.

I am, Sir, your obedient servant,
PAUL DE HEVESY.
30, Upper Montagu Street, W.1.

TWILIGHT ZONE

GENERAL FRANCO, looking benignly down from the royal palace in Madrid, was greeted by "a forest of Fascist salutes unequalled since the fall of Hitler's Reich" on the seventeenth anniversary this week of his appointment as dictator of Spain.

The spectacle must have been highly gratifying to Franco. But it will have been uneasily noted in Washington. The ink has only recently dried on the new military agreement the United States has concluded with Spain. It provides bases for American forces and thrice-welcome economic aid for Franco.

Any notion that there is unrestrained joy in the United States over this pact must have been dispelled by a recent leading article in the restrained and careful New York Times.

It regrets, and considers to have been a mistake, the decision to allow the exigencies of military strategy (as powerfully urged by the generals in Washington) to overwhelm political and moral considerations. It recalls that in 1946 the General Assembly of the United Nations described the Franco regime as

... A Fascist regime patterned on, and established largely as a result of aid received from, Hitler's Nazi Germany and Mussolini's Fascist Italy.

Unable to discern any development which would render that condemnation less valid today than it was in 1946, the New York Times suggests that "the cause of liberty will suffer grave damage" if America forgets that its highest purpose must be to defend and propagate democracy against all totalitarian ideologies—and not against Communism alone.

The Cry from the Crowd

WHAT we have been witnessing is diplomacy in a twilight zone.

The light is stronger in one part of this zone—in that, for instance, which encompasses the British and American negotiations with the reconstructed Marshal Tito—than in others.

But it has been necessary to explain that although a formula is being sought which would associate Yugo-Slavia with the North Atlantic Treaty Organisation, the full membership of Marshal Tito's country is not projected. And nobody is proposing Franco for any form of NATO membership.

Having rendered him the Fascist salute, Franco's audience took up, whether spontaneously or otherwise, a cry for the return to Spain of Britain's fortress of Gibraltar. How much more we are going to hear of this is at present uncertain.

It would be a conspicuous irony if Franco were led by the feeling of greater stability which American aid may give him to embark upon a new and noisy crusade against America's principal ally.

It would be ironical: but the twilight always has been a time for predatory stirrings.

Last Fascist is sitting pretty

Seventeen years a dictator and more firmly in the saddle than ever following the pact he has just signed with the United States—that is the story of Europe's sole surviving Fascist boss, told here—

by WILLIAM FORREST

HOW has he done it? And how does he keep on doing it?

Eight years after the knock-out blow to Fascism, Franco is still on his feet: now, indeed, thanks to his pact with America, very much on his toes.

Elsewhere in Europe, as Moscow's latest missive to the West puts it, "the Hitlerites of yesterday are raising their heads again." But Franco's betasselled cap has never been down.

How has he done it? The stars in their courses have fought for Franco, not against him.

As a young officer in the Moroccan wars his charmed life was the talk of the regiment. Merit and mettle won him command of the Tercio (Spanish Foreign Legion) and at 33 he was a general, the youngest in the Spanish Army.

The plump little figure—only five feet four—with the prominent nose and the toothbrush moustache may be a figure of fun to the cartoonists, but the Riff warriors whom he fought for years saw nothing in him to laugh at.

Nor did the miners of Asturias, whose rebellion in 1934 Franco crushed with the aid of the Legionaries and the Moors.

'Gallant'

It was the first time the Moors had fought in Spain since their expulsion from the Peninsula in 1492. The man who brought them back was to be described a few years later by a leading British Tory as "a gallant Christian gentleman."

In January, 1936, millions of people in London saw Franco in the flesh, though to this day they are probably unaware of it.

At the funeral of George the Fifth, Franco, as Chief of the Spanish General Staff, walked in the cortege immediately behind a tall, broad-shouldered marshal of the Red Army—Tukhachevsky.



FRANCO

Five feet four taken from his favourite angle

Both were soon in disgrace with their respective masters. Accused of treason, Tukhachevsky was tried, convicted and shot. Franco, on the other hand, had the good fortune to serve a democracy, not a dictatorship.

The People's Front, which came to power in Spain only a few days after Franco's return from London, suspected him—and, as the event proved, with good cause—of plotting a military coup to overthrow the Republic.

But more as a precaution than a punishment, he was merely stollenbosched to the distant Canaries.

The little general's luck held good when the revolt began. Flying up from the Canaries to Morocco in a chartered British plane, he had to refuel at Sidi Ifni, where the airfield staff were loyal to the Republic. But wearing mufti and spectacles and with his moustache shaved off, Franco escaped recognition and was allowed to go on.

A few days later the leader of the rebellion, General Sanjurjo, was killed in a plane

crash, and Franco was chosen to succeed him.

Another plane crash in 1937 removed his most formidable rival, General Mola; and the bloodiest civil war of modern times ended with Franco the undoubted master of Spain, "responsible only to God and history."

Recoiled

Mola's death may well have been a stroke of luck not only for Franco but for us as well.

As a Fascist republican, Mola was more akin to Hitler and Mussolini than is Franco, the Catholic monarchist.

He was as restless and impetuous as Franco is calm and patient. At his weekly Cabinet meeting the Caudillo sits almost motionless for hours on end, listening to his Ministers' views but keeping his decisions to himself until he acts on them—very much like Stalin in his day at sessions of the Politburo.

In 1939 Franco joined Germany, Italy, Japan and Hungary in the anti-Comintern



Pact, but he recoiled from a military alliance. Mola would almost certainly have gone the whole way and when the time came, after the fall of France, would have led Spain into the war.

As it was, though he switched with the varying fortunes of the war from "strict neutrality" to "non-belligerency," then back again to "strict neutrality"—and even, after D Day, claimed that his Government was really a democracy—Franco nevertheless kept Spain out of the war.

Pariah

After the French Revolution an aristocrat, asked what he had done during the Terror, replied: "I survived." That could be Franco's comment on World War II.

For a year or two the little milk-drinking, non-smoking, overweight, devout Catholic dictator looked out on a hostile world.

All he had gained from his long friendship with Hitler was the big armoured Mercedes, the Fuehrer's gift, in which he speeds along highways cleared of traffic by police motorcyclists and protected by the Guardia Civil.

At the Potsdam conference America, Britain and Russia declared Franco Spain to be incompatible with the free world, and taking their cue from the Big Three the United Nations branded the Caudillo as a pariah.

Ambassadors were withdrawn. France sealed the Pyrenees frontier. Bad harvests aggravated the woes of isolation. For a time Spain's economy tottered.

Longing

But came the Cold War, and America, none too sure of Communist-ridden France and Italy, cast a longing eye at Fascist Spain as a sure base from which to defend free Europe.

"There seems to be no enthusiasm anywhere for this agreement... unless it be in Spain itself," says the embarrassed Washington Post of the dollars-for-bases deal announced this week.

Yes, the stars in their courses have fought for Francisco Paulino Hermenegildo Teodoro Franco y Bahamonde—"Paco" to his friends before he became Caudillo of the kingdom without a king.

But the Stars and Stripes in their equally mysterious courses have fought for him as well.

A GOOD MARXIST

SIR WINSTON SNUBS O'BRIEN GONE RIGHT

by LAURENCE THOMPSON

THERE is an old saying in The Profession—I mean, of course, the profession graced by A. Jingle, Esq., Miss Rita Hayworth and Tom O'Brien—that the only bad publicity is no publicity.

It has been a big week for Tom O'Brien's Press cuttings book. At Newcastle he knocked 'em cold with his sensational ventriloquial act straight from Cap d'Al. At Margate there was scarcely a dry eye as he played his big scene from The Letter.

Yesterday O'Brien and Deakin, knockabout artists took the stage. The crowd roared. Mr. O'Brien made a modest bow, and bags for next colossal en-



As Sir William Lawther remarked sotto voce at Douglas, having playfully landed a passing Bevanite a metaphorical clout on the ear: "You give these chaps a bit of my tongue, and they'll be personal attacks."

No one...

Hol...

26
Brewster's Agreement

SUNDAY DISPATCH

4-10-53

SPAIN agrees to give the Americans some air bases on the peninsula. America agrees to give Spain economic aid. Immediately a howl of disapproval goes up from the anti-American section of the Labour Party. What humbug it is!

**This Is
Just
Humbug**

It was a Labour Government which invited the Americans to establish air bases in Britain, and which accepted much economic aid from them. But Spain is not a democracy? Well, what of that? Is Yugoslavia, with whose boss, Tito, both Mr. Attlee and Mr. Bevan seem to be on good visiting terms? Is Russia or its satellite States, with whom British representatives sit on the United Nations?

When America protested at the British recognition of Communist China, the Labour Government rejoined that recognition did not constitute approval, and that the facts must be recognised. But when, in respect of Spain, the Americans recognise the facts, members of the Government which recognised Communist China, and cultivated Communist Yugoslavia, condemn the Americans for what is plainly a sensible step.

OBSERVER

H-10-53

Spain appendix
Facts & Figures
Rank but not

Position of Spain

Contrary to a widespread public belief there is no strong military pressure from Shape to bring Spain into the unified Nato command as a sequel to the recent Spanish-American Treaty. It is pointed out that Spain is only an appendix behind the line General Gruenther is called on to defend, and that in the event of an attack from the East there would always be time to co-ordinate defence after the fighting had begun. On this point Spain is contrasted with Yugoslavia. Here, also, political considerations prevent a joint defence plan, but as Yugoslavia is on the front line there would be no time left to begin co-ordinating defences after an attack had started.

(Copyright Reserved)

Gibraltar Campaign by Franco Likely

By A Special Correspondent

General Franco seems certain to celebrate his considerable diplomatic success in signing a military agreement with America by a prolonged bout of anti-British propaganda demanding the return of Gibraltar. This will be ignored in London official circles, where, however, the new American agreement is far from popular.

Looking on the bright side, it is notable that the economic agreement does give America some rights to interfere—or withhold aid—if Spain does not do something to rationalise her tottering economic system. But there is no strong feeling in British military and naval circles that the agreement was necessary.

By establishing bases at Cadiz and Cartagena just as she is increasing her air strength in Malta, America becomes the main Mediterranean Power. This is likely to have a long-term effect on the much-debated question of whether Britain or America is to exercise the Mediterranean command.

(Copyright Reserved)

MANCHESTER
 7-10-53

SPANISH SOCIALISTS IN PRISON

British Inquiries

Mr Maurice Orbach, M.P. for Willesden E, and Mr George Leeson have just returned from an eight-day visit to Madrid, inquiring into the conditions of imprisonment of Spanish trade unionists and other democrats. Following representations to the Minister of Justice expressing the concern felt in Britain about political prisoners kept in prison without trial or after the expiry of their sentences. Mr Orbach and Mr Leeson obtained permission to visit the Madrid provincial prison at Carabanchel where political prisoners are interned together with men convicted of criminal offences. Here they were able to substantiate the fact that a very large number of prisoners are held for long periods awaiting trial. The majority of prisoners were not in prison uniform and it was explained that this was because they had not yet been brought to trial.

Mr Orbach and Mr Leeson asked for, and were granted, an interview with Gregorio Lopez Raimundo, general secretary of the United Socialist party of Catalonia, and one of the leaders of the strikes in Barcelona in March, 1951. He told them: "A British lawyer came to my trial, and I would like to thank all the people in your country who have made efforts on my behalf." Asked why he was still in prison after the completion of his sentence, Lopez Raimundo replied: "I don't know why. I should have been released on January 9. Then they said I was to be released in July last, but no reason has been given me for my continued detention." Raimundo is kept in solitary confinement in a wing of the prison reserved for dangerous prisoners, but said that he is in good health and that he has received three visits from his sister.

18 Months Without Trial

Inquiries about several groups of Spanish Socialists and trade unionists, including Ramon Porqueras, some of whom were arrested eighteen months ago, revealed that these prisoners were not in the provincial prison, but are being held in Ocana Prison, about forty kilometres from Madrid. There is no indication as to when they are likely to be brought to trial. One of these men, Tomas Conteno, died in prison, and his body was handed over to his family for burial. Also in Ocana prison are Telesforo Torres and Luis Arrebal, for whom the prosecution is demanding the death sentence.

Political prisoners include men and women of a wide variety of opinions—Monarchist, Basque Catholics, Republicans, trade unionist, Socialists, Communists, and anarchists. Trials, when they do take place, are invariably held before military courts, and it is the practice to announce the trial only 24 or 48 hours before it is held. The offences with which they are charged are usually those of giving expression to the general discontent with the régime or of being members of clandestine trade union or democratic organisations.

Overseas News Background

Spain's War Potential Is 1 Not So Negligible

By S. F. A. COLES

Mr. Coles, a well-known writer on Spain, recently lectured by invitation to the members of the NATO Defence College in Paris on Spain as an Atlantic and Mediterranean Power.

SINCE the conclusion of the pacts giving the United States air and naval bases in Spain in exchange for financial aid, much ill-informed comment has appeared on both sides of the Atlantic about Spain's "negligible value" as an ally. In fact, as I have discovered from information lately given me from an unchallengeable source, Spain's military assets comprise a standing army of 27 divisions, which can be doubled or trebled in case of necessity, and a Navy and Air Force organised to play their part effectively when re-equipped.

Her political assets are no less significant: a people whose régime has brought them through every calamity and hardship during the past 15 years, and who will support any anti-Communist action; and, in Portugal, peninsular neighbours whose attitude would be entirely co-operative in war.

Army's Strength

Spain's Army consists of 12 national infantry divisions, four mountain divisions, five coastal groups equivalent to one division, the garrisons of the Balearic and Canary Islands equivalent to one division each, and the troops in Morocco (equivalent to two army corps of two divisions each), making a total of 16 normal divisions, four mountain divisions, and seven special divisions.

The units of the General Reserve must also be taken into account:

One armoured and one cavalry division, three mixed infantry regiments, three machine-gun regiments, two battalions of "Cañones C.C.," and one cyclist regiment; 10 independent

divisions, each consisting of a cruiser, a flotilla of four destroyers and a cruiser group composed of four vessels (frigates or minesweepers). It is already fully manned, and practically on a war footing, allowing in an emergency for an increase in personnel of from five to 10 per cent. of effectives to complete the various services.

The Spanish Navy has three divisions, each consisting of a cruiser, a flotilla of four destroyers and a cruiser group composed of four vessels (frigates or minesweepers). It is already fully manned, and practically on a war footing, allowing in an emergency for an increase in personnel of from five to 10 per cent. of effectives to complete the various services.

Spain has a reserve of no fewer than 1,500 air pilots, of whom about 75 per cent. would require little extra training for combatant duties. There remains a further potential reserve of 2,000 airmen with specialised training.

The value of the Spanish airports and installations, in view of Spain's incomparable geographical position, is considerable.

The three divisions of the Navy are based on the Departments of El Ferrol del Caudillo, Cartagena, and Cadiz, all of which ports are to be made available to the United States naval forces. These three divisions form the fleet under a single command, the flagship being a fourth cruiser which, together with an anti-aircraft cruiser and three destroyers, constitute a fourth division.

There are a modern flotilla of six submarines and various small auxiliary vessels such as minesweepers and coastal defence craft, and there is also a group of six torpedo boats.

New Destroyers

Nine 2,000-ton destroyers are building, as well as nine 1,100-ton sloops and six additional torpedo boats. Work on these, which has been held up by lack of steelplate, will probably now proceed apace. There are four regiments of Marines

When the time came to register the business and notify change of ownership, the name of Williams, one of the other defendants, was given as the owner, so there were now three of the men involved. The original business had accounts with only three other bookmakers for "hedging" bets. When the new company began operating they set about opening accounts all over the country. References were frequently required, and they were often given by Gomer Charles, the fourth defendant, who was a bookmaker in South Wales. Charles gave references that he had carried out satisfactory business with them for many years. The original business had accounts with only three other bookmakers for "hedging" bets. When the new company began operating they set about opening accounts all over the country. References were frequently required, and they were often given by Gomer Charles, the fourth defendant, who was a bookmaker in South Wales. Charles gave references that he had carried out satisfactory business with them for many years.

When the time came to register the business and notify change of ownership, the name of Williams, one of the other defendants, was given as the owner, so there were now three of the men involved. The original business had accounts with only three other bookmakers for "hedging" bets. When the new company began operating they set about opening accounts all over the country. References were frequently required, and they were often given by Gomer Charles, the fourth defendant, who was a bookmaker in South Wales. Charles gave references that he had carried out satisfactory business with them for many years.

FRANCO'S SECRET WEAPON

by Percy Redcar

I WANTED, briefly, to visit the toilet. That's all. Following the directions of an expensively and suavely uniformed bell-hop, I waded ankle-deep across an ocean of carpet.

Smiled upon by girls slickly and chicly uniformed in Saks-of-Fifth-Avenue-style "Spanish" dress, I plodded exploratively through a dazzle of Levante marble and natural red mahogany.

I crossed an air-conditioned cobblestoned plaza, where smart shops encircled a fountain splashing coolly upon an islet of green glass.

I skirted a garden patio, splendid as an M.G.M. set, and I found my destination.

But the ordeal by luxury wasn't over yet. As I stopped at the wash-basin on the way out, an attendant in crisp white glided to my side and anointed my hands with lavender water, and then thrust into them a comb (sterilised) in a cellophane envelope.

The last remnant of resistance was crushed. In a broken sort of way I combed my hair and left.

The Castellana Hilton Hotel stands,

an eight-storied cube of steel and glass, on the Paseo de la Castellana, Madrid's most elegant boulevard. The first in a chain of European super-duper hotels to be built by American multi-millionaire Hilton, it has cost £1,000,000.

A good portion of that sum has been devoted to creating an indigenous atmosphere. But it is unmistakably American as a thumb-print in chewing-gum. And, in a land renowned for its violent contrasts of poverty and riches, the Castellana Hilton has established a new criterion of extravagant luxury.

There is paradox here: while the Americans have been in their naively enthusiastic way giving an extra twist to the social nightmare of Spain, Franco's government has been warily relaxing its grip.

Better off

Returning after an absence of five years, I was repeatedly arrested by improvements which, though piecemeal and superficial, stand out gaily against a background as sourly black as Spain's.

Food is more plentiful; press censorship has slackened; Franco's pudgy features are no longer everywhere on ominous display, Big Brother fashion; people discuss—and slang—the regime with what is only a degree removed from free speech; re-housing (although most of the new flat-blocks are for middle-class incomes) has gathered momentum. There is, in fact, despite the pavement-sleepers and the continuing medieval rural squalor, a new vitality and ease in the Spanish air.

Now quite certainly this Falangist benignity is deliberate policy beamed towards a hostile outer world; it is linked with the diplomatic talks between Spain and the United States which began over two years ago and have resulted in the recently signed treaty.

Spain needs the U.S. dollars (85 million of them to modernise industry, transport and agriculture, apart from the 141 million for military refurbishing) as direly as the Ancient Mariner needed water. Yet it took two-and-a-half years to stuff them in her pocket.

Of course, Franco has been practising gamesmanship to win every possible concession, but I suspect that a less tangible factor was the reflec-

tion in Franco of the national feeling about Americans and Americanisation.

After arriving in Madrid, after writing my answers to the 18 questions on my hotel registration form and signing two others, I headed for the terrace in search of lunch. I was diverted by the head-waiter, who presumably identified the set blankness of a British face.

In a low, concerned voice, he said: "Wouldn't you prefer to sit here, sir? There are some American people out there." The American people were a group of sightseeing sailors. The head-waiter was not trying to be funny or sycophantic. The simple fact is that Spaniards do not admire the Americans, nor do they like what they see of the American way of life.

Even with frayed cuffs and insufficient protein intake, the Spaniards are the proudest and most prideful people in the world.

So it is that almost no Spaniard I met bothered to hide his contempt for Franco's regime. It is clearly recognised for what it is: ramshackle, corrupt and inefficient.

For this should be understood: this is not a dictatorship according to standard definition. It is a brutal, disorganised scramble for advantage, and the Falange is in no sense a capitalist clique: it is the Spanish lower middle-class in office without power—because the power is still held absolutely by the Army and the Church and the landowners.

Spain, 1953: where one is persecuted by ragged children offering contraband Chesterfields; where the "Reds" who withdrew to the hills after the civil war operate a drilled underground resistance; where wooden ploughs and oxen still work the dusty soil; where banks and churches are steel-doored citadels and the people's houses caves and shanties; where the beggars and the one-legged and the bony-cheeked children form a separate, swelling population.

And where, because there is no household that did not lose a man in the civil war, because there is no adult unshaded by the memory of those terrible years, a wrathful rising against a despised government is unimaginable.

In the last analysis, Franco is the devil they know. That is his secret weapon.

COLLET'S BOOKSHOPS
Essential for every student of politics

PROBLEMS OF LENINISM
by J. V. Stalin

One of the most important works of Marxist theory of our time. Handsomely bound and printed

800 PAGES • PRICE 5/-
(Plus 1/- postage)

COLLET'S BOOKSHOPS at 66 Charing Cross Road, W.C.2, 40 & 67 Gt. Russell St., W.C.1, 193 Haverstock Hill, N.W.3 or 62 Carr Lane, Hull.

Subscribed 9/10/53

Pacto amicitia/persecuciones 31

STATESMAN
10-10-53

SPANISH TRIALS

SIR,—It has been a matter of grave disquiet to observers of the Spanish scene to note the increase of persecution of Spanish trade unionists and democrats which has paralleled the concluding stages of the now formally signed bilateral military pact between America and Franco Spain.

Equally disquieting has been the action of Spanish Consular officials in Britain in refusing to grant visas both to myself and Councillor William McLuckie, Chairman of the Wallyford Labour Party, who, together with an interpreter, were to have journeyed to Madrid on September 6 last to make representations to the Spanish authorities on behalf of a number of political prisoners of whom details are available in Britain.

An application for a visa was in my case immediately rejected by the Consular section of the Spanish Embassy in London with a statement to the effect that such application would have to be forwarded to the Ministry in Madrid with "the consequent delay." In the case of Councillor McLuckie, an already granted visa was withdrawn by Glasgow Consular officials with the explanation that "some difficulties" had arisen. Councillor McLuckie was subsequently informed verbally that the Ministry in Madrid refused permission for a visa to be granted him.

Those for whom representations were to have been made included prisoners of varying political opinions. Prominent among them were Gregorio Lopez Raimundo, General Secretary of the United Socialist Party of Catalonia, and Ramon Porqueras, Spanish Socialist leader who, together with others, was arrested in February last. One of this group, Tomas Centeno, has been tortured to death by Madrid security police.

May I make a most urgent appeal to liberal and democratically minded people in Britain to intensify their efforts to save the lives and secure the liberty of those opponents of the Franco dictatorship who are undergoing such cruel persecution?

LEAH MANNING

Willow Cottage,
Hatfield Broadoak, Herts.

Pablo Casals on Modern Music

By Jay S. Harrison

(The characters: the renowned cellist Pablo Casals and a reporter. The place: Prades, Pyrenees Orientales, France. The time: June of the year.)

MR. CASALS: Welcome! What a wonderful day for our talk. It is warm and sunny—a friendly day.

THE REPORTER: It is. And you are very kind to allow me some of your limited time.

MR. C: Not at all. Chatting is recreation. For a moment—and that is all I have—I will not think of my festival and all the decisions I still have to make. No, no decisions. I will free myself. What shall we talk of?

THE R: Since you have never made any statement on the matter, I would like to hear some of your views on 20th-century music. Is that possible?

MR. C: A touchy subject, I admit. But we shall discuss it.

any rate, has become very much a part of the main stream of our concert life.

MR. C: Does the general public say that? I do not think so. And one cannot go against the taste and general feelings of the public. All the efforts of the new music champions have not succeeded. Have they? One must still play Mozart and Beethoven to live. People pay to hear these composers, and that is why the basis of the repertory is always the same.

THE R: And you don't think that this basis will eventually change?

MR. C: Never. Twentieth-century music, I tell you, has taken the wrong path. But wait—music will come again.

THE R: Perhaps you are weary of the topic. Would you like to change it.

MR. C: That would be wise.

THE R: May I ask you then if to return to Amer-

THE R: Are you able to say how you feel about American musicians?

MR. C: Astonishing. Absolutely astonishing. American talent is not only great but it is thorough as well. And what techniques! How, I ask myself, since my last trip to America in 1928 can ever one have improved so much and to such a really unexpected degree? After all, the development of technique is based upon a tradition you do not have. Nevertheless, American technique surpasses anything we can do in Europe.

THE R: Are you also surprised at your observations above and beyond the realm of technique?

MR. C: Surprised? Dumfounded is a better word. In Prades, every year I experience a miracle. During the winter your musicians play day and night, night and day. They never rest. And yet in the summer they cannot wait to get together and play some more. This is wonderful. America is full of fantastic professionals who behave like good amateurs. They enjoy music. It is all very beautiful. In Europe we have no such spirit.

THE R: How you must relish teaching these men, your friends.

MR. C: I do. What I want them to know is how to make themselves understood. They must say in their playing only essential things. They must know what it is to make music come out of themselves. They must communicate. It is such a beautiful thing, communication. It makes us all know each other.

THE R: A final question, Maestro. One I am sure you have been asked many times. Of all composers who is your especial prefer-

MR. C: Bach, undoubtedly. He is the greatest of all time. But I think of Mozart, another

to carry it Beethoven—

at it is Bach—

Far Bach, you see,

talk about guided

13-member Brit-

And I do mean

very few very, very

members across Canada

ly who sends atomic or

ted this with a warning

The farmers charge further that the government has taken advantage of the situation by fixing the winter price of milk against the producers' interest, and has refused in advance to buy all of the enormous wine surpluses in prospect. To demonstrate their discontent, the farmers of more than 40 departments in central and western France will obstruct traffic with road barricades Monday. The ill-feeling among the farming community and its Parliamentary repercussions caused Premier Laniel to summon a ministerial meeting Thursday night at which a number of measures to alleviate the farmers' lot in the face of bumper crops were taken. These measures were concerned mainly with immediate large purchases of meat on army account and with meat export facilities. How far these measures and others taken last night concerning milk and dairy products will be considered satisfactory by the farmers will be known Monday by the extent of their participation in the "barricade operation." If the demonstration shows that there is no abatement in farm discontent, the government's position at Tuesday's schedule debate may prove less sure than during the Socialist and Communist onslaught this week.

Brooklyn high school senior, I just killed my father. I would not stop it in time, Alexander and waited. Still, I am central, an internal depends on what he staggers. There is a small prairie, I am waiting. Spanish gov- I cannot play to. I didn't have to.

Fearing He Slews His Own Life

Washington, said great progress already has been made toward standardization among the American, British and Canadian military aircraft industries.

Sir Roy predicted in response to a question that far fewer bombers will be used in a third world war breaks out than were sent into the air in World War II. He said

have already

teach them a

ground and

sort of weapons we are going to arm them with.

Beethoven—

at it is Bach—

Far Bach, you see,

talk about guided

13-member Brit-

And I do mean

very few very, very

members across Canada

ly who sends atomic or

ted this with a warning

LA GRECE MET A LA DISPOSITION DES ETATS-UNIS des bases aériennes et navales

33

Athènes, 13 octobre.

Les gouvernements américain et grec ont conclu hier lundi un accord autorisant les Etats-Unis à utiliser en Grèce des bases navales et aériennes, à employer « telles routes, voies ferrées et régions, ainsi qu'à construire, aménager et utiliser telles installations qui pourraient être nécessaires à la mise en application des plans approuvés par l'O.T.A.N. ».

L'accord a été signé à l'issue d'un conseil de cabinet par MM. Stepanopoulos, ministre des affaires étrangères, et Cavendish Cannon, ambassadeur des Etats-Unis à Athènes.

Il n'est prévu pour l'instant que l'envoi de techniciens. L'accord, conclu sur la base de l'article 3 du pacte atlantique, est valable pour toute la durée de ce dernier, c'est-à-dire jusqu'en 1969.

Le maréchal Papagos a, dans une déclaration à la presse, souligné que « la Grèce donnait ainsi une nouvelle preuve de sa résolution de contribuer à la paix. La défense du monde libre en général et dans ce secteur critique de la terre en particulier se trouve renforcée ».

Au département d'Etat on ajoute que l'accord « facilitait l'intégration des défenses grecques, développées pendant les cinq dernières années avec l'aide américaine, dans le système de défense de l'O.T.A.N. ».

Il semble que les bases aériennes qui seront aménagées par les Etats-Unis seront celles qu'ils ont eux-mêmes mises en état. La plus importante est située à Eleusis, près d'Athènes. Commencée en 1938, utilisée et détruite successivement par les Britanniques et les Allemands, de 1946 à 1949 elle fut em-

ployée pendant la guerre civile. Eleusis sert actuellement de base-école pour les avions à réaction. A Patras, Volo, Larissa, des pistes utilisables par les « jets » ont également été construites. Toutes manquent d'installations électroniques modernes. C'est vraisemblablement sur ce point que portera le principal effort américain.

Il est à noter que jusqu'à présent, alors que la Grèce supportait une part croissante de son effort sur l'aviation dont elle accroît les effectifs de 9 000 à 14 000 hommes, l'O. T. A. N. et ses chefs militaires avaient laissé entendre que la dangereuse proximité de la frontière bulgare (à 350 kilomètres d'Athènes et à 60 kilomètres de Salonique) rendait très risquée l'installation à grands frais de bases tactiques extrêmement vulnérables. Il ne pouvait évidemment, pour les mêmes raisons, être question de bases stratégiques, du moins sur le sol continental de la Grèce. Le cas de la Crète est tout autre: de nombreux aérodromes y ont été installés au cours de la guerre et il suffirait pour les rendre utilisables par l'aviation « lourde » d'y adjoindre des bases de ravitaillement.

L'accord américano-grec survient au moment où les Etats-Unis s'efforcent de rassurer les partenaires sud-est européens de l'O. T. A. N. et d'affermir leur résolution devant les avances faites par l'U.R.S.S. et ses satellites. Les manœuvres Weldfast avaient eu pour but de leur démontrer qu'avec l'appui de la VI^e flotte la défense de la Thrace n'était pas impossible. La création, il y a quelques jours, de la VI^e force aérienne tactique allée à Ismir (Smyrne) tendait à montrer à la Grèce et à la Turquie que leurs défenses aériennes et l'appui de l'aviation à leurs forces terrestres seraient renforcés.

Quant aux bases navales prévues par l'accord, elles permettront à la VI^e flotte américaine de développer ses propres installations en Méditerranée et de les pousser peu à peu vers l'Est. — J. P.]

Londres considère avec méfiance la consolidation des positions américaines en Méditerranée orientale

(De notre correspondant particulier.)

Londres, 13 octobre.

L'accord par lequel les Etats-Unis obtiennent des bases en Grèce n'a pas encore suscité le moindre commentaire britannique. Dans la mesure où cette réticence ne sera pas maintenue, il n'y a d'ailleurs aucun doute sur le fait que Londres approuvera officiellement la « consolidation » du système de défense atlantique. Il n'empêche qu'en fait les Anglais considèrent avec une méfiance accrue cette consolidation des positions américaines en Méditerranée.

L'extension du réseau de bases américaines cause en effet certaines inquiétudes dans la mesure où les conceptions stratégiques des Anglais et des Américains présentent d'assez nettes divergences. Alors que pour les premiers le bassin méditerranéen reste avant tout un lieu de passage indispensable, les seconds y voient une base offensive menaçant « le ventre mou de l'Union soviétique ». C'est ce conflit qui était déjà à l'origine des querelles sur le commandement méditerranéen.

Si la VI^e flotte des Etats-Unis a su maintenir très énergiquement son auto-

nomie sur ce théâtre, elle se trouvait toutefois handicapée jusqu'à présent par l'absence de bases fermes comparables à celles de Chypre ou de Malte. Or il est clair que depuis quelques semaines cette déficience de la marine américaine est réparée grâce à l'accord avec l'Espagne d'une part, grâce aussi à celui qui vient d'être conclu avec la Grèce. Le renversement de l'équilibre est d'autant plus frappant que le gouvernement d'Athènes a choisi ce même moment pour réduire le rôle de la mission navale britannique qui fonctionnait en Grèce depuis près d'un demi-siècle. — J. W.

EXÉCUTION DE MAHMOUD SABRI ALI

Le Caire, 13 octobre.

L'Égyptien Mahmoud Sabri Ali, inspecteur des aérodromes dans la zone de Suez, qui a été condamné à mort pour espionnage au profit des troupes anglaises il y a deux jours, a été pendu ce matin à la prison du Caire.

C'est le premier condamné à mort exécuté depuis l'institution du tribunal révolutionnaire. Les deux autres condamnations à mort prononcées, l'une contre l'ancien premier ministre Ibrahim Abdel Hadi, l'autre contre l'ouvrier Ahmed Mohamed Awad, avaient été commuées en détention perpétuelle.

Le Caire, 13 octobre.

Le tribunal de la révolution a condamné ce matin mardi à dix ans de prison le journaliste égyptien Mahmoud Choukri, rédacteur du quotidien *Al Misri*, qui était accusé d'avoir fourni des informations confidentielles à une puissance étrangère. — (A.F.P.).

Après la nomination de M. Williams à Madrid

Les difficultés d'application des accords hispano-américains vont commencer

De notre correspondant particulier JEAN CREACH

Madrid, 13 octobre. — Les Espagnols ont été fort surpris d'apprendre jeudi dernier que l'heureux négociateur de l'accord économique avec l'Amérique, M. Train, était remplacé au pied levé à la tête de la mission économique américaine par M. Williams. Dans tout autre pays d'Europe cette mutation n'aurait guère d'importance : on prévoit ici qu'elle rendra plus délicate l'exécution de l'accord économique du 26 septembre.

M. Train est un grand banquier spécialisé depuis de nombreuses années dans les questions hispaniques et ibéro-américaines. De l'avis de l'administration espagnole, son tact, sa longue expérience des affaires occidentales et de la psychologie espagnole, firent de lui l'un des principaux artisans du traité. Mais il avait le tort, aux yeux de maints républicains de Washington, d'être arrivé ici avec M. Mac Veagh, l'ambassadeur que le président Truman envoya à Madrid en mars 1952. Ce péché originel n'empêcha pas l'administration républicaine de le maintenir en poste aussi longtemps qu'il était indispensable, jusqu'à la signature des accords : le soir même du 26 septembre l'ambassadeur américain exprimait encore le sentiment qu'à sa connaissance le personnel qui avait négocié les traités serait celui qui assisterait à leur application. Il fut apparemment le premier surpris par la désignation de M. Williams, présenté comme un « éminent spécialiste de droit international et des questions administratives », mais qui est aussi le président de compagnies d'assurances et l'un des gros bailleurs de fonds du parti républicain. Elle n'est pas sans présenter certaines analogies avec celle de Mrs. Luce comme ambassadrice à Rome.

Le département d'Etat renforce son contrôle

Ce changement dans le haut personnel américain à Madrid présentera sans doute pour le gouvernement de Washington l'avantage d'accentuer le contrôle du département d'Etat en Espagne sur la Foreign Operational Administration, organisme dont on sait que les initiales ont remplacé au mois d'août celles de la Mutual Security Agency. Il se produit toutefois à un moment où, les accords étant signés avec Madrid et toutes difficultés semblant écartées, personne ici ne se dissimule, tant du côté espagnol que du côté américain, que c'est maintenant qu'elles vont véritablement commencer. Autant le terrain des conversations militaires semble déblayé, autant celui des affaires économiques apparaît encombré.

La question qui se pose est de savoir comment les 85 millions de dollars de l'aide économique vont être employés et quels secteurs vont en bénéficier. Les Américains espéraient — bien que sans

trop y croire — qu'au lendemain même de la signature des accords un premier projet leur serait remis. Il ne le fut pas, car il n'existait pas.

Ce n'est qu'après la signature qu'une commission dite de « distribution des crédits » fut créée, sous la présidence du ministre du commerce, M. Arburua, et qu'un appel fut fait aux différents secteurs industriels afin qu'ils fissent connaître leurs desiderata. Jusque-là ni le secteur public ni le secteur privé n'avaient été consultés, aucune coordination n'avait été mise sur pied. Aujourd'hui le choix ne sera pas facile à faire entre des vœux différents et contradictoires. De toute façon les Espagnols ne seront pas seuls à donner leur avis, et tout donne à croire que l'ordre de priorité auquel ils pensent ne coïncidera pas sur-le-champ avec celui qui découle de la loi de sécurité mutuelle, au seul nom de laquelle les crédits ont été consentis. Il s'agit pour les fonctionnaires américains d'appliquer cette loi avec le plus de souplesse possible.

Economie stratégique ou économie sociale ?

Cette souplesse est difficile ; ils ne peuvent s'écarter d'une doctrine : « Les crédits sont destinés à renforcer la sécurité militaire des Etats-Unis » — doctrine dont l'application promet déjà d'être contrôlée par les sénateurs et les députés américains qui chaque jour tombent ici du ciel ; ils doivent en même temps tenir compte du souci des Espagnols de voir d'abord restaurer, au sein de leur économie, les secteurs les plus productifs. Economie stratégique, telle est la demande de Washington.

Economie sociale, telle pourrait être l'expression des souhaits espagnols. Matières premières, certes, vont dire les Américains, mais investissements à court terme. Investissements à long terme et de réflexion profonde, voilà ce que désire l'Espagne. Le problème est le même partout.

On a déjà fait courir le bruit que l'accord était fait, que les chemins de fer espagnols recevraient 18 millions de dollars, les hauts fourneaux de Bilbao 10 millions, etc. Ces bruits ne reposent sur aucun fondement. Rien n'est fait, rien n'est prêt... Dans quelques jours, il est vrai, arrive des Etats-Unis, pour harmoniser ces contraires et faire en trois mois ce que les plus habiles des Américains n'ont pu réussir qu'à moitié en dix-huit mois, un homme « d'une grande préparation administrative », qui ne parle pas la langue de ce pays, qui n'y a jamais mis les pieds, mais que M. Stassen se félicite d'avoir réussi à tirer de sa retraite...

NEWS CHRONICLE
16-10-53

Franco aims to split Morocco

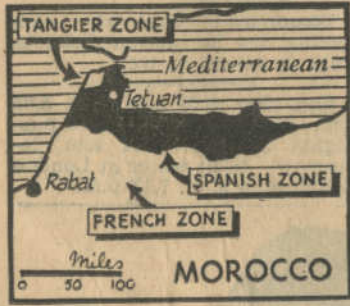
News Chronicle Reporter
CAIRO, Thursday.

GENERAL FRANCO is planning to take over Mussolini's role as "Protector of Islam" in North Africa.

While East and West have been wrangling in the United Nations over Moroccan independence, Franco has been busy concluding a secret deal to separate Spanish Morocco from French Morocco and give the Spanish Moroccans self-government.

His first step is to create a rival Sultan by promoting the present Caliph of Spanish Morocco to the rank of Sultan.

At present there is only one Sultan. He is in French



Morocco. Both French and Spanish Morocco are under his suzerainty and he appoints the Caliph.

The Empire of Morocco (population nearly ten million—about the size of Sweden), though in principle an absolute monarchy, is actually ruled by France and Spain as protecting powers under a treaty signed in 1912.

Alive to the passions aroused in the Arab world by any move in North Africa, the Madrid Government is trying to enlist support for its plan from the other Arab states in the Middle East by promising to grant Spanish Morocco self-government.

Arab support

Provided the Spaniards give adequate assurances that they will initiate home rule in their zone of Morocco the Arab League is certain to bless the Spanish move.

The Arab League Assistant Secretary - General, Ahmed Shukairy, flew to Madrid today for talks with General Franco and other Spanish leaders at the invitation of the Spanish Government.

Recent events in French Morocco, culminating in the French deposing the former Sultan Sidi Mohamed Ben Youssef on August 20, provided the Spaniards with the chance they were waiting for.

Under the Franco-Spanish agreement both Governments are pledged to consult each other before making any major changes. The French, however, did not consult Madrid when they decided to depose the Sultan.

he luego guarde todos los recortes que le envío y cuando Ud. venga a esto lo puede traer para archivarlos en esta Delegación

El límel a primera hora mañana para era la nota traducida y la carta.

14-10-53
JH

Observe que esto es interesante.

LA POLITIQUE ARABE DE FRANCO ³⁶

AU moment où la Ligue arabe déclenche une offensive d'ensemble contre la Grande-Bretagne et la France, l'Espagne, troisième puissance implantée en terre d'Islam, semble être épargnée et paraît même bénéficier, actuellement, au Caire, d'une certaine sympathie. Le fait est d'autant plus notable que la zone espagnole du Maroc est la terre natale d'Abd el Krim qui, depuis son arrivée au Caire, s'est efforcé d'orienter l'action de la Ligue arabe vers sa petite patrie. Mais cette influence hostile a été contrebalancée par la volte-face du gouvernement de Madrid; abandonnant le camp des puissances colonisatrices, celui-ci déclarait, le 24 juillet dernier, par la bouche de Don Domingo de Las Barcenas, son ambassadeur au Caire, que « le gouvernement espagnol appuierait les pays arabes dans leurs revendications ». La déclaration de l'ambassadeur se référerait — déjà — au différend anglo-égyptien. Depuis lors, le gouvernement franquiste a fourni un argument de choix à l'action arabe en organisant — ou en laissant organiser — une campagne de propagande autour d'un projet d'autonomie du Rif, et ceci au moment le plus critique pour les autres puissances occidentales.

L'autonomie n'est pas l'indépendance

Les informations publiées à cet égard par le journal *Al Ahram* du Caire sont fort exagérées. Les premières conversations eurent lieu au mois d'août, à Tanger, entre un général espagnol et des notables marocains parmi lesquels figuraient des dirigeants de l'Istiqlal expulsés de la zone française; elles portaient sur un plan à réaliser par étapes et tendant à desserrer progressivement le contrôle espagnol sur l'autorité locale. Comme on le voit, il n'est pas question d'indépendance, tout au plus d'une autonomie dans le cadre des intérêts espagnols.

Le plan n'intéresse que la zone Ouest du Rif: la côte atlantique avec Larache, le pays montagneux des Djebala, et, sur le versant qui s'incline vers la Méditerranée, Tetouan, actuelle capitale du protectorat. Cette zone correspond à la partie « arabisée » du pays; c'est aussi la plus évoluée, la moins turbulente. La zone Est, la plus sauvage, celle où l'élément berbère a moins subi l'influence arabe, resterait sous le régime militaire. Cette dernière région, habitée par les tribus des Rhomara et des Beni-Ouriaguel, est

celle d'où partit le soulèvement d'Abd el Krim. Les « villes de souveraineté », Melilla et Ceuta, villes espagnoles, fondées par des Espagnols bien avant l'implantation du protectorat (le premier établissement espagnol à Ceuta remonte à 1490) ne sont, naturellement, pas comprises dans les négociations.

Le projet, en définitive, ne diffère guère de maints autres appliqués, ou proposés, par la Grande-Bretagne et la France dans les territoires qu'elles contrôlent. Mais ce qui importe, en matière de propagande, ce n'est pas la portée réelle d'un plan, mais celle qu'on lui attribue. En exploitant les conversations de Tanger aux fins de sa politique, la Ligue arabe n'a certainement pas trahi les intentions franquistes.

Une constante aux mille mobiles

La tendance « pro-arabe » de la politique franquiste est une constante dont les mobiles ont beaucoup varié. Le premier, en date de ces mobiles, fut la pénurie d'effectifs qui, au temps de la guerre civile, obligea les dirigeants franquistes à faire appel au mercenariat indigène. Pendant la guerre mondiale, Franco s'offre à

78-x-57 Observateur

secondar l'action hitlérienne dans le monde arabe.

Après l'armistice, Madrid s'attache à cultiver l'amitié des pays arabes pour rompre l'isolement diplomatique qui lui est imposé. On se offre à Madrid au roi Abdallah. La souvient la fastueuse réception minuscule capitale jordanienne, où le gouvernement de Madrid entretient une légation numériquement plus nombreuse que la colonie espagnole de la ville, un bulletin d'information et un « cercle culturel », constitue, encore, l'un des points d'appui de l'action franquiste dans le Proche-Orient. Mais, parallèlement, se sont développées les relations hispano-égyptiennes.

Aussi, la diplomatie franquiste se trouva-t-elle fort embarrassée lorsqu'au printemps dernier la rivalité égypto-jordanienne prit un tour aigu. L'incident était d'autant plus inopportun que, dans certains milieux du Proche-Orient, on commençait à envisager, à propos de la conclusion du pacte italo-turc, un pacte méditerranéen auquel l'Espagne pourrait participer. Aussi vit-on l'ambassadeur de la très catholique Espagne jouer le rôle de médiateur dans les coulisses du conseil de la Ligue arabe. En privé, Salaheddine Pacha le remercie de son zèle par la promesse d'un vote massif des délégations arabes à l'O.N.U. contre la résolution de 1948, mais, en public, Nahas Pacha, pour complaire aux extrémistes de la Ligue, fait des déclarations hostiles à la domination espagnole au Maroc.

A l'époque, Franco ne semble nullement disposé à transiger sur la question marocaine. Lorsqu'un premier incident met aux prises, à propos du Maroc, la France et l'Egypte, la réaction de la presse franquiste est, dans l'ensemble, une réaction de solidarité « européenne » et « coloniale ». *El Mundo* souhaitait que la « leçon éloquente des desseins de l'U.R.S.S. » rendit les Américains prudents « dans leurs interventions marocaines ».

L'article de *El Mundo* est du 11 mars, la prise de position de M. de Las Barcenas, en faveur des revendications arabes, du 24 juillet. Au début d'août, s'ouvrent les conversations de Tanger. Quels événements ont pu, en quatre mois, entraîner un tel revirement ? De toute évidence, l'ouverture des négociations avec les Etats-Unis et l'opposition franco-britannique à l'entrée de l'Espagne dans le pacte atlantique. Par où blesser ces adversaires ? Leurs points vulnérables sont en terre d'Islam, au Maroc surtout ; et, au Maroc, l'Espagne a prise. En menant l'attaque sur ce point, Madrid peut contraindre Paris à méditer sur les servitudes de la solidarité coloniale et à tempérer son hostilité à la participation franquiste au pacte atlantique.

D'ailleurs, une prise de position en faveur du bloc arabe peut ménager

une solution de remplacement que prévoit *Arriba*, organe de la Phalange, dans un éditorial du 18 août : « Il est possible que les peuples arabes trouvent leur place sur un axe Washington-Madrid, et non sur la ligne qui, partant de Londres, aboutit à Israël... » Sous l'évidente exagération des termes, on retrouve l'idée d'un pacte méditerranéen, patronné par Washington, et parallèle au système atlantique.

Seul l'appui américain peut donner vie à ces projets. Cet appui est-il acquis ? Les Etats-Unis ont été tenus au courant des conversations de Tanger en même temps que la Ligue arabe. La diplomatie américaine s'est contentée d'enregistrer la communication, sans réaction, du moins sans

réaction officielle. Mais les entretiens militaires engagés en vue de l'organisation de la défense du Proche-Orient, l'attitude des Etats-Unis dans les questions d'Abadan, de Suez et du Soudan, l'ouverture de négociations directes avec l'Espagne, en vue d'obtenir, dans ce pays, des bases où « les Américains se trouveraient comme dans leur propre maison », tous ces faits indiquent assez clairement la volonté américaine de mettre rapidement sur pied un système de défense de la Méditerranée et d'agir dans cette zone, non plus à travers Londres et Paris, mais directement, en prenant contact avec les représentants des intérêts locaux.

Elena de La SOUCHERE.

THE TIMES

16-10-53

Office Gibraltar
38

GIBRALTAR "QUESTION
OF HONOUR"

PROTEST IN "ARRIBA"

MADRID, Oct. 16.—The newspaper *Arriba* to-day suggested that the Latin American nations should make a united protest against the British occupation of Gibraltar.

Commenting on a speech made on Columbus Day in Madrid by Señor Martin Artajo, Minister for Foreign Affairs, in which he spoke of the Latin American nations' solidarity with Spain regarding Gibraltar, the newspaper said:—

"This being an incomparable occasion to unite on a question of honour . . . it is necessary to raise clamour against British stupidity in continuing to persist in the robbery of Gibraltar. The name of Gibraltar can be taken as symbol of an age which nauseates the people of to-day. That age included piracy as one of the methods of foreign policy, and this speciality was most highly developed by the British. These methods are as outdated as dynastic wars. The fight in future is the same for Spain as for other Latin peoples. There are other Gibaltars besides the Spanish one."—*Reuter*.

x Malvinas 2
Delice 2
Guayana 2

Roving Reporter RENE MacCOLL
ranges the Mediterranean



BLUE BOYS' PARADE

Dear Aunt Millicent

gets a letter from the Sunny South

A LONG row of Iron Crosses—the German military decoration—and other swastika-emblazoned medals glittered in the warm Spanish sunshine when General Franco appeared on his palace balcony to receive the applause of the Madrid crowd the other day.

The medals were proudly displayed on the chests of a group of veterans of the Blue Division, the Spanish outfit that fought with the Wehrmacht against the Russians last time.

They were tangible expressions of the late Adolf's gratitude, and their bearers were given places of honour in the palace courtyard, right below Franco's balcony.

It didn't seem particularly strange to me, Auntie, because your nephew was kicking around during the Spanish Civil War, and he well remembers the great quantities of "technicians" wearing German uniforms who were flying airplanes, in charge of anti-tank batteries, and generally making themselves useful.

It got to the pitch, towards the end, where there sometimes seemed to be more of these "technicians" than there were ordinary soldiers—but of course war

is a terribly technical affair these days. And the Americans who are soon coming to Spain will find the swastika fashionable in other places. Right smack in the middle of a bookseller's window in one of Madrid's main streets, they had a display of that great classic "Mein Kampf." Auntie, with the late Adolf glowering away on the jackets.

Pity he can't collect the royalties any longer, poor fellow.

So quiet

INCIDENTALLY, Auntie, Franco is quite a film-maker. Always taking shots with his 16 mm. camera, and he holds frequent showings at home.

He lives a very quiet life with Mrs. Franco, does the Caudillo; shuns the social whirl and rarely goes anywhere. So film shots by the Caudillo are quite a stand-by for the long winter evenings.

Just before this big rally the other day, Auntie, a 16 mm. job was seen protruding from one of the palace windows, sweeping from side to side and taking wide shots of the crowd below.

It was impossible to see who was operating it, but the rumour shot round that it was Franco himself.

As you can imagine, the loyal ones below vied with each other to try to get into the picture, making some suitably respectful gestures as they did so.

So confusing

TALKING of films, Auntie, they are very popular here in Malta, where your far-flung nephew is penning you this.

But while lots of films are displayed on the local screens, they are rarely shown un-mutilated, for Malta has one of the tightest censorships this side of Dublin, and cuts are as generous as those in a pre-war butcher's shop.

A Maltese friend told me that they hacked 40 minutes out of Hollywood's "Samson and Delilah." This led to considerable confusion of mind on the part of audiences, and as soon as they emerged from the theatre they would all go haring off home to get out Bibles and brush up on what *did* happen.

And, by the way, that British film "The Malta Story" caused rather notable disenthousiasm when shown in Malta. Audiences sat on their hands, and the critics gave it the old tepid treatment.

Why not (they frigidly suggested) have called it "The R.A.F.-in-Malta Story"? As far as Malta was concerned, that nice Mr. Alec Guinness, of whom you're so fond, was The Man in the Blue Suit all for nothing.

So wasteful

GETTING back to Spain, Auntie, your nephew was cut off by rampaging floods after visiting the naval base of Cartagena the other day.

Occasionally a daring and very large lorry would creep through the torrent and make it in safety to the far side, amid loud bravos from all hands. But the water came up so far on its massive sides that it was a clear warning to people in light cars, like the one I was in, not to go paddling.

Whole thing very paradoxical, Auntie, because Spain suffers from a disastrous and apparently permanent drought (electricity shortage, power cuts—all that).

And although the torrential rain of the night before, which had caused this flash flood, might have provided many millions of gallons of precious water power, given a proper catchment system, all it did was wash out the roads and cause a whole lot of other damage before it went hurtling wastefully off into the sea.

That's something the Americans will probably have to help take care of.

Before I close, Auntie, I will



leave you with this thought: What strange things maps can be!

In the spring of '48, when the Guatemalans were entertaining naughty notions about forcibly snatching British Honduras, our Colony which is right next door to their country, I spent some time in Guatemala City, the oh, so hostile capital.

So no Gib....

NO map there ever showed British Honduras, Auntie. It was just denoted as a vague territory, a sort of piece of Guatemala called "Belize."

"Belize is ours!" they told me, rather ferociously. But Honduras still, at the time of writing, seems to be British. And I suppose that Guatemalan maps still don't show it.

Well, Auntie, same thing about Gibraltar.

The Spaniards claim that Gib. is theirs. But in the Cartagena hotel at which I stayed between floods there was a big handsome tourist map. And when you came to the place where Gibraltar should have been—there was nothing! No name (and presumably no pack drill).

So you have the situation that General Franco is vociferously laying claim to a place that his own maps say doesn't exist.

Try to film that on a 16 mm. camera.

Love and kisses,
Your devoted nephew,
RENE ("Invisible Man")
MacCOLL.

BY THE WAY

THAT devotion to a free democracy which impels so many of our politicians to make pilgrimages to Yugoslavia is only partly responsible for their detestation of Spain.

Inspired by Mr. Attlee's flaming rhetoric at Blackpool, a number of itinerant thinkers have made a survey of the question. Their findings are disturbing. There are no boxes for used bus tickets in Aragon, and in the whole of Spain there is no Social Security. The question of the admission of the Chinese free democracies to the UNO will probably be decided until Mao's attitude is known. I recommend that you let by Professor Govett's "Place of Rubbish in the State."

Save your breath, cool

Regular breath is important.

WATCH the man who balances on their chest breathing machine, ease, but if the chest regular the that of a beast can

Suet we

FOR the corn filling wearing

Bru
HED
AND

A GAIN
judg
rachi
The plac
The race is
I do not
winner. I
scene. But
owners of
are the Jock
They hav
racing for
Since the
cation of
have failed
It is time
pompous.

Sn

The lea
trees.
in the
good
ing to
boats
the F
be p
(Har
So
can
but
hed
at
fri
ba

A Labour M.P. goes to Spain

by MAURICE ORBACH

A FEW hours after my arrival in Madrid I realised why there are so many political prisoners in Spain. The most striking first impressions of the city are the extreme contrasts between rich and poor, and the sheer inefficiency of its administration.

The new buildings of University City and large new blocks of modern apartments at rentals of from £15 to £20 a month practically jostle a town of shanty and cave dwellers, among whom trachoma and diseases of malnutrition are rife. War destruction nearby—after fifteen years—is still evident in the wide stretches of earth, rubble and bricks crossed by the outline of trenches, dugouts and firing points.

Information from a large cross-section of workers revealed their miserably low rates of pay. Hotel chambermaids, for example, are paid 200 pesetas per month and have to sleep and eat out. A garage mechanic working long hours receives 20 pesetas a day, and the highly skilled mechanic earns up to 50 pesetas a day. But a man's thin shoddy suit costs from 600 to 700 pesetas and a pair of women's shoes of poor quality costs from 250 to 500 pesetas.

Bad though the situation is in Madrid, it is much worse for the people in the villages, who try to wring a bare existence from the parched and neglected land, a land which is crying out for irrigation, fertilisers and agricultural machinery.

A country with such a broken-down economy cannot afford the luxury of maintaining an extravagantly rich rentier class, a host of officials and tremendously inflated armed forces. And no solution to its difficulties will be found in a pact which provides merely for expenditure on military installations, equipment of the armed forces and the stationing of foreign troops on Spanish soil.

There is no likelihood that the campaign now being officially worked up about Gibraltar will divert the Spanish people from concern about the real cause of their poverty and hunger.

Everyone in Spain seems to grumble. Discontent is so wide-

spread that the government is forced to turn a deaf ear to this comparatively innocuous form of protest, but strong repressive measures are taken against anyone who makes the slightest attempt to organise this general opposition to the regime.

Political prisoners include Monarchists, Basque Catholics, trade unionists, Socialists, Communists and Anarchists. There appear to be at least three groups of Socialists in prison, some of whom were arrested as long as eighteen months ago, and none of whom have yet been brought to trial.

Inquiries about Tomas Centeno caused a good deal of embarrassment. The cause of his death in prison was officially stated to have been suicide. But his body, which was afterwards handed over to the family, bore marks including broken wrists and ankles, making it very probable that his death was caused by police brutality. It would appear that the authorities are reluctant to bring to trial his associates, who were imprisoned with him at Ocaña, for fear they would reveal the circumstances of his death.

The prisoners

Also in Ocaña Prison are Telesforo Torres and Luis Arrebal, for whom the death sentence is being demanded, although no date has yet been announced for their trial.

While many prisoners are held for long periods without being brought to trial, many others are held in prison after their sentences have expired because they refuse to promise that they will take no further part in political activity.

These men know that even if they did give such a pledge, they would be re-arrested at the first sign of trouble anywhere, and would then not only receive a very heavy sentence, but would have to serve that part of their previous sentence which had been remitted.

I visited the Madrid Provincial Prison at Carabanchel, where I noticed that the great majority of prisoners—both political and criminal—were wearing their own clothes. I was informed by the prison governor that these prisoners had not yet come up for trial.

Here I obtained an interview with Gregorio Lopez Raimundo, General Secretary of the United Socialist Party of Catalonia and one of the leaders of the Barcelona strikes of March, 1951, who is held in the wing reserved for "dangerous" prisoners.

No release

The courage and dignity of this man impressed me very deeply. Of medium height, with finely cut features and dark hair going grey at the temples, he stood at attention and quietly replied to our questions. He did not know why he was still being held in prison, as he should have been released on January 9. He was later told that his release would take place in July, but had been given no reason for his continued detention.

He expressed his thanks to all those in Britain who have taken an interest in his case, and especially to the delegation from this country which was present at his trial.

In my opinion, it is of the utmost importance that we should implement the welcome decision of the Margate Conference to send observers to Spanish political trials.

This should be carried out for all political prisoners, and should be accompanied by clear-cut expressions of the concern felt in wide circles here at the continuance of trial by military courts, long periods of imprisonment without trial and detention of prisoners long after the expiry of their sentences.

the gaff

policy of low interest rates, in a desperate attempt to revive our flagging investment.

In his speech to the bankers, Mr. Butler admitted that exports are failing to rise, and that the monthly trade gap is widening. The Bulletin points out that our most promising export industry—engineering—is at present in no shape to meet an increase in overseas demand, that a considerable inflow of capital is needed to increase engineering capacity.

Almost every sentence in the Bulletin is an implicit argument for a planned investment policy. The Bulletin confirms the fact, mentioned in this column several weeks ago, that output per man fell last year, after increases in all previous post-war years. It stresses that, given more capital, we can raise output substantially with our present labour force.

But it also points out that, in the last few years, too much investment and too much manpower have been diverted into the wrong industries—especially clothing and textiles, and the food and drink group—where they have produced disproportionately small increases in output and exports.

MANCHESTER
23-10-53

Salamanca and Unamuno

Salamanca University, one of Europe's most ancient and illustrious, celebrated its seventh centenary last week. Spanish and other men of letters wished on this occasion to honour the memory of Salamanca's most widely renowned ornament in recent times—Miguel Unamuno, essayist and novelist, who for long years held the university's Chair of Greek. The centenary has been most copiously reported by the Spanish press, but the many columns of "Arriba" devoted to the long ceremonies seem to make no mention of Unamuno nor, it is said, did any appear anywhere in the Spanish press except two lines in a Labour Ministry organ. A special correspondent in "Le Monde" tells a remarkable tale about this silence. After various denunciations of Unamuno from the pulpit and in pastoral letters, the Cardinal Primate of Spain called the Minister of Education to his palace two days before the celebrations and insisted on the elimination of all the planned commemorations of the writer. But one eminent orator, Dr Maranon, refused to be silenced, and delivered a eulogy which went unreported but not unacclaimed. In fact, we are told that the Caudillo personally applauded it (was this chivalry or policy?). Unamuno, who died in 1936 at the height of the Civil War, dissatisfied with both sides (his individualism was always uncomfortably extreme), had sounded a poignantly religious note in his writings which early in the century ran strongly against the prevailing rationalistic currents. It is nobody else's business if ecclesiastical censors reject Unamuno as an interpreter of the creeds, but it is an interest of European culture that his own university should duly honour him.

42
A Portillo de he querido y de
me indicado que él mismo Profesor de
Salamanca debía escribir algo, pero
no tenía nada, no quiere que aparezca
su nombre en ningún escrito.

Francisco Piquer Blau 113

NEWS CHRONICLE
23-10-53

Arabs back Franco

Madrid, Thursday. — Franco's Spain, stronghold of the Roman Catholic Church, has agreed with the Arab countries of the Middle East to back each other's claims against Britain.

The Arab League's deputy-Secretary-General, Ahmed Shukairy, now visiting Madrid, has obtained an agreement for Spain to support Egypt on the Suez Canal issue if the Arab States will support Franco's claim to Gibraltar. — News Chronicle

Factor lacon until Gibraltar 44

ONE TIMES
28-10-53

**GIBRALTAR ISSUE AGAIN
RAISED IN MADRID**

FROM OUR OWN CORRESPONDENT

MADRID, Oct. 22

To mark the Falangist Party congress, which is to open here on Saturday, two of Madrid's three morning newspapers have returned to the charge against British "imperialism," on the score of Britain's "morally indefensible" refusal to cede Gibraltar to Spain. Both *Ya* and *Arriba* quote the Italian Jesuit publication *Civiltà Cattolica* in favour of the Spanish claim to possession of Gibraltar.

It was expected that the campaign for the return of Gibraltar would be revived in the Spanish Press as soon as Spain had signed defence agreements with the United States. Now that the Americans are to establish naval and air bases on Spanish soil, the fortress of Gibraltar will be said to have lost not only its strategic value as an outpost of the British Empire, but also its importance as a hinge in the system of western defence.

Gibraltar further
part of facts
45

A View of Spain

(By a Correspondent)

As we flew over the Guadarramas, a truculent sky seemed to press us down on to the peaks; but no rain was falling; and as the foothills got lost behind our wings, all signs of green vanished violently. The low ground towards Madrid was bleached the colour of worn silver plate, and when one put one's foot off the plane, the airport grass crackled like twigs. I drove out during the next days down to the Tagus, or across the mountains to Avila and Salamanca. Everywhere it was the same; the stubble grew eighteen inches high out of a ground so hard the farmers did not yet dare scratch it with the plough; the water hardly trickled through the hydro-electric conduits upon which the two Castilles depend for light and power; current was cut off from 7 a.m. to 7 p.m. three days a week; at the dark entrances to Ministries and offices you found boys waiting with candles to guide you up endless echoing stairs.

Not Gibraltar, but this drought and its inevitable consequence, the relative failure of this year's harvest, seemed to dominate the average Spanish conversation. This obsession brought home with painful violence how narrow is the margin that in Spain separates the tolerable

The New Statesman and Nation, October 24, 1953
existence from disaster. Almost ever since the end of the Civil War, bad luck has increased the burden of the regime's incompetence. There was little or no foreign aid, and a succession of disappointing harvests from 1939-1950. Then came two good crops, and by this time last year, hope was in the air. Now, a few months' implacable sunshine has ended the dream and the hope. So far as one pair of eyes could see, Spain is slipping back into the nervous despair of 1950.

It was, in the opinion of many intelligent Spaniards, the threat of economic crisis that forced Franco's hand in his negotiations with the Americans. For the last two years those who bother about foreign affairs have accepted as inevitable some form of pact which would grant the Americans the use of bases in Spain; but nobody dreamed that any sacrifice of Spanish sovereignty would be involved. Spain, we must remember, is not merely a European country, in the sense that France, Italy and Germany are countries; it is no mere question of customs houses and language and food habits; it is the centre of an empire, materially dead, spiritually vigorous. To find its likeness one must go out of this continent entirely—to Peking or to Teheran. Like the Chinese and the Persian, the Spaniard has a passionate sense of national independence; like them, he has been sustained in his moments of material weakness by a vigorous xenophobia that always renders the most odious of his enemies at home less repellent than his friends abroad.

During the last two centuries, helped perhaps by his Moorish strain, he has acquired an almost Oriental gift for nicely appraising the foreign forces that press upon his country, and for diverting them to press against and thus to nullify each other. The first, the principal popular requirement of a Spanish ruler, is to preserve Spanish authority and Spanish sovereignty in the eyes of the outside world. The monarchy fell in 1931 as much as anything because in the unfortunate Moroccan campaign it impaired both. On the other hand, the Spaniards may secretly laugh at Franco, may secretly curse him for a corrupt administration and a barren censorship; but until this summer they gave him credit for having preserved Spanish independence with considerable adroitness. After all, when Hitler was master of Europe, and his armies camped on the Pyrenees, Franco evaded his grasp; he persuaded the Western Powers at the same time to continue their supplies to Spain of essential grain and oil; at the end of the war, they might have overturned him without rallying all Spanish opinion against them. Instead, they merely withdrew ambassadors for a time—a gesture so futile that it could serve only to fill Franco and his nation with the conviction of their own invincible cleverness.

Now, suddenly, however, Franco has been forced into a capitulation to America more drastic in its immediate effects than any demand of Hitler's seemed to be. The benefits of the promised American economic aid will not be seen for several years. Meanwhile, for the first time since 1823, when Chateaubriand sent a French army, "the hundred thousand sons of St. Louis," to upset the Liberal Constitution, foreign troops, under their own flag and carrying their own laws, are to occupy Spanish soil. It is difficult to describe the shock which this arrangement has caused to Spaniards. Beyond a vague land-hunger among the peasants, and an anxiety about food among the town workers, there is little coherent Left-wing sentiment remaining in Spain. Russia seems far away. "Whatever the Falange may say, we none of us believes Russia a serious menace to Spain. And now, beside the prospect of food shortages and rising

prices, we're asked to face the risk of atom bombs, and to like being treated like a colonial race."

Such remarks typify the present Spanish mood of bewilderment and hurt pride. Franco, therefore, can hardly be blamed for diverting attention to foreign affairs, for turning Spanish ire against the English, still lodged on the Rock. In his diversion he is helped by the curious ambivalence of American political thought that



FROM LOCARNO TO LUGANO

Uncertain Frontiers

By Esmond Wright

Twenty-eight miles of majestic scenery and difficult terrain separate Locarno from Lugano. Twenty-eight years of difficult history, not untouched by majesty but unkind to pacts of peace, separate the Locarno Treaties, initiated on October 16, 1925, for her has not increased in the interval.

The fact is that non-aggression pacts cast in a European, not a Rhineland, setting would pose quite different problems from those of Locarno. American senators, particularly Senator Knowland, insist that any guarantees of non-aggression with Russia must include free elections not only in a united Germany but in the European satellites also. Without these tokens of good faith, they argue, there can be none of that confidence in Russian intentions that is an essential preliminary to any exchange of guarantees. Briand never attempted to put questions as fundamental as these to Stresemann, and if he had done so could never have produced his drafts in eleven days. There is some danger that the United States may use "the master thought of Locarno" as another propaganda

reluctant, but her reluctance was overcome by assurances that her treaty relationship with Russia, dating from Rapallo, was understood, and by the offer of a permanent seat on the League Council. The French view was met by the conclusion of arbitration treaties between Germany and Austria as a preliminary to wider issues.

In 1925 the representatives of seven individual Governments came together and reached agreement by careful negotiation and mutual confidence. To-day any non-aggression guarantees would involve exchanges between a powerful group of N.A.T.O. countries on the one side and the Russian monolith on the other. Talk of a new Locarno has not been accompanied by that emphasis on disarmament that characterised the first. To-day it is not across the Rhine but across the world that there are two armed camps, and they see each other in moral as well as political terms, the righteous and the damned. Guarantees between such would be almost meaningless, for pacts presuppose trust. The re-establishment of mutual confidence is the first essential step.

(Continued at foot of next column)

In some ways the most extraordinary object of the tomb's treasure is the golden diadem weighing nearly eighteen ounces, which has survived intact. It is a plain half-hoop terminating at each end in a lion's paw clutching a large orb on which is a small winged horse. The skill and beauty of the workmanship emphasises the sobriety of the taste. The diadem has apparently few analogues; it is certainly not Celtic. It will no doubt be a long time before precise opinions of authority can be given about the origin of all these objects. The Attic black figured vase can already be dated about 530 B.C. The three bronze bows and the wine jug are thought to be Etruscan rather than Greek, but the great vase seems certainly

The Golden Diadem

capacity for detail, the artist who made the statuette of the lady uses only severe lines and very simple surfaces. Her slightly grim archaic dignity suggests an older world from which the tree-moving hoplites and charioteers have emancipated themselves.

Nor is the great vase likely to have been the first Mediterranean treasure to reach the headwaters of the Seine, though it is presumably by far the largest. Apart from more fragmentary evidence of contact elsewhere between the Greeks and the Celts of the Halstatt culture, whose world still centred on the Rhine Valley and the Danube rather than on Gaul, there are the other contents of the Vix tomb—the delicate silver bowl ornamented only by its golden centre; the princess's golden diadem; three bronze bows, one of spectacular beauty; a bronze wine jug, most elegant in its undecorated plainness; and an Attic black figured vase with fine scenes of warriors in battle. They contrast curiously with the heavy amber and polished stone beads that the dead princess was wearing. Unfortunately, only a selection of the Celtic objects from the tomb are at present on

MANCHESTER

26-10-53

47

The Discovery of Columbus

For the best part of a century there has been much bickering about where the real remains of Christopher Columbus are. For the Hispanic world it is equivalent to the problem of who wrote Shakespeare. It was in 1877 that the authorities in Dominica claimed to have found Columbus's true remains at a time when those in Havana were generally accepted as genuine. When in 1898 the Spaniards took the Havana remains back to Europe it only served to emphasise that national prestige was at stake. In this battle of authenticity a fresh salvo has just been fired from the Dominican side in the shape of a book called "The Last Resting Place of Christopher Columbus" by Dr Frederick L. Benton. Dr Benton explains that Columbus died in Spain in 1506, and that his body remained there until it was brought to the cathedral of San Domingo in Dominica somewhere about 1541. So far all is perfectly clear, but in 1795 the Spaniards decided to transfer the remains to Havana; they dug up the sanctuary of San Domingo Cathedral and carried off some bones from a hidden vault.

The Dominicans were upset and remained so for many years, but in 1877, while the cathedral was being repaired, another vault was found which had apparently been overlooked by the Spaniards. It contained a coffin clearly inscribed with Columbus's name and title. The Spaniards immediately sent a curt note saying that the body was theirs, but when the Dominicans refused politely but firmly to hand it over they changed their tune. Experts were sent from Spain to try and discredit the claim. They looked at the marking "D. de la A." on the coffin lid (which, as everyone agreed, meant "discoverer of America") and gleefully pointed out that the word "America" was not invented until after Columbus's death. The whole thing, they suggested, was a fake. Unshaken, the Dominicans claimed that the coffin and its inscription could easily have dated from the time of his reinterment in America rather than that of his death. Checkmated, the Spaniards tried all sorts of other accusations, and the sneers have gone flying backwards and forwards ever since. Now that Dr Benton has summed up the Dominican case afresh, and has with masterly restraint thrown out no accusations of fraud, one wonders whether the implied challenge will be taken up. It would be fascinating to see General Franco subsidising research on the matter.

UNAMUNO

To the Editor of the Manchester Guardian

Sir,—To-day's leading article on Don Miguel de Unamuno is timely and greatly to be appreciated but, if anything, it errs on the side of moderation. Don Miguel was more than a mere "essayist and novelist"; he was surely a philosopher in his own right. It is no accident that he is best known in England for his "Tragic Sense of Life" or that he has recently been co-opted posthumously by the Existentialists.

Incidentally, we may remember with pride that during his exile he held and did great honour to a university post in England.—Yours &c.,

D. L. SHAW.

19 Daneshill, Prestwich,
Lancs, October 23.

2 Morocco Air Bases May Never Be Built

By the United Press

WASHINGTON, Oct. 25.—Gen. Nathan F. Twining, Air Force Chief of Staff, said today that the new Spanish base agreement may enable the Air Force to cancel plans for building two huge air bases in French Morocco.

Gen. Twining made the statement to reporters at National Airport as he and Air Secretary Harold E. Talbott took off for Paris on a two-week tour of air installations in Europe and Africa.

Mr. Talbott said that his "principal mission is to see the base project in Spain."

The Air Force has built three of five planned strategic air bases in Morocco, and a Senate Armed Services subcommittee recently raised a question as to whether the two others are needed.

'Might Change Picture'

Gen. Twining said that he and Mr. Talbott will "take a look" at the situation, and he significantly remarked that the recent agreement with Spain "might change the picture." It "might be that the final two African bases will not be built," he said.

The Air Force and Navy will build bases and port facilities in Spain under the agreement. While Gen. Twining did not elaborate on the "change" in the picture, it was presumed he referred to the possibility of a more economical program in Spain than in Africa, where there has been much controversy over the construction program.

Mr. Talbott said that he was going over the locations in Spain and intended to see that this country "gets a dollar's worth for every dollar that we spend."

Asked about the Air Force share of the new Defense Department budget now being framed, Mr. Talbott said that "we are going to have sufficient funds to do the job."

He would not comment on how many wings the Air Force will have under the new program, calling that "secondary" to the mat-



Gen. Nathan F. Twining

ter of efficient forces with "quality first."

He said, however, that the Air Force is now "not without terrific power," and Gen. Twining added: "We have a very fine striking force and hope to make it even better."

Mr. Talbott avoided a direct answer on whether the trip was a part of the Defense Department's "new look" at the United States strategic plans. The emphasis on economy in Spain and the study of Moroccan bases, however, would fit with Administration plans to tighten military outlays.

Gen. Twining noted that this was his first trip to Europe since he became chief of staff last June and said he wanted "to talk to air commanders and see how the troops are doing."

Peroutka for el pacto 49

THE TIMES
26-10-53

**FALANGISTS MEET IN
MADRID**

HOMAGE TO GEN. FRANCO

FROM OUR OWN CORRESPONDENT

MADRID, Oct. 25

The first national congress of the Falange opened in Madrid yesterday. The conclusions at which the delegates will arrive in the course of several days' sittings will be presented to General Franco at a rally in the football stadium on October 29.

An official estimate puts the number of Falangist supporters who will concentrate in the capital at 140,000; they are to travel in 52 trains and 1,193 motor coaches. The primary object of their journey will be to render grateful homage to General Franco for his "recent diplomatic victory over the international forces which strove to encircle Spain."

OBSERVER
25-10-53

**Die-Hards Trouble
Franco**

The Falangist Party, the only authorised political party in Spain, is now holding in Madrid its first national congress since the end of the war (writes our Spanish Correspondent). The main interest will lie in how successful General Franco and the party leaders are in removing increasing discontent among the party die-hards, who feel the signature of the Spanish-American pact contradicts the very motto of the party—"A united, great and free Spain."

Los Estados Unidos suministrarán a España material de guerra y mejorarán nuestras instalaciones militares

Las zonas de utilización conjunta quedarán siempre bajo pabellón y mando español

Preámbulo

Frente al peligro que amenaza al mundo occidental, los Gobiernos de los Estados Unidos y de España, deseosos de contribuir al mantenimiento de la paz y de la seguridad internacional con medidas de previsión que aumenten su capacidad y la de las demás naciones que dedican sus esfuerzos a los mismos altos fines, para poder participar eficazmente en acuerdos sobre la propia defensa, han convenido lo siguiente:

Artículo I.—En consonancia con los principios pactados en el Convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa, estiman los Gobiernos de los Estados Unidos y de España que las eventualidades en que ambos países pudieran enfrentarse aconsejan que sus relaciones se desenvuelvan sobre la base de una amistad estable, en apoyo de la política que refuerza la defensa del Occidente. Esta política comprenderá lo siguiente:

1.—Por parte de los Estados Unidos, el apoyo del esfuerzo defensivo español, para los fines convenidos, mediante la concesión de asistencia a España en forma de suministro de material de guerra y a través de un período de varios años, a fin de contribuir, con la posible cooperación de la industria española, a la eficaz defensa aérea de España y para mejorar el material de sus fuerzas militares y navales en la medida que se convenga en conversaciones técnicas a la vista de las circunstancias. Tal apoyo estará condicionado, como en el caso de las demás naciones amigas, por las prioridades y limitaciones derivadas de los compromisos internacionales de los Estados Unidos y de las exigencias de la situación internacional y supeditado a las concesiones de créditos por el Congreso.

2.—Como consecuencia de las premisas que anteceden y a los mismos fines convenidos, el Gobierno de los Estados Unidos, con sujeción a los términos y condiciones que se acuerden, a desarrollar, mantener y utilizar para fines militares, juntamente con el Gobierno de España, aquellas zonas e instalaciones en territorio bajo jurisdicción española que se convenga por las autoridades competentes de ambos Gobiernos como necesarias para los fines de este Convenio.

3.—Al conceder asistencia a España, dentro de la política expresada, mientras avance la preparación de las zonas e instalaciones acordadas, el Gobierno de los Estados Unidos satisfará, a tenor de lo dispuesto en el apartado 1, las necesidades mínimas de material requeridas para la defensa del territorio español, con el fin de que si llegare un momento en que se hiciera necesaria la utilización bélica de las zonas e instalaciones previstas en orden a la defensa aérea del territorio, y a la dotación de sus unidades navales, y lo más adelantado posible el armamento, y dotación de las unidades de su Ejército.

Los Estados Unidos mejorarán las instalaciones militares españolas

Artículo II.—A los fines de este Convenio y de conformidad con los acuerdos técnicos que sean concertados entre las autoridades competentes de ambos Gobiernos, se autoriza a los Estados Unidos a preparar y mejorar las zonas e instalaciones convenidas para uso militar, y realizar, en cooperación con el Gobierno de España, las construcciones necesarias a tal fin para acuartelar y alojar al personal civil y militar indispensable en las mismas y atender a su seguridad, disciplina y bienestar; a almacenar y custodiar provisiones, abastecimientos, equipo y material, y a mantener y manejar las instalaciones y servicios necesarios en apoyo de dichas zonas y de su personal.

Artículo III.—Las zonas que en virtud de este Convenio se preparen para su utilización conjunta quedarán siempre bajo pabellón y mando español, y España asumirá la obligación de adoptar las medidas necesarias para su seguridad exterior. Sin embargo, los Estados Unidos podrán, en todo caso, ejercer la necesaria vigilancia sobre el personal, instalaciones y equipos estadounidenses.

El momento y la forma de utilización bélica de dichas zonas e instalaciones serán fijados de mutuo acuerdo.

Artículo IV.—El Gobierno de España adquirirá, libre de toda carga y servidumbre, los terrenos que puedan ser necesarios para fines militares y conservará la propiedad del suelo y de las obras de carácter permanente que se construyan. El Gobierno de los Estados Unidos se reserva el derecho de retirar todas las demás construcciones e instalaciones hechas a sus expensas cuando, lo estime conveniente o cuando este Convenio sea cancelado. En ambos casos podrán ser adquiridas, previa tasación, por el Gobierno español, siempre que no se trate de instalaciones de índole reservada.

El Estado español se hará cargo de toda reclamación formulada al Gobierno de los Estados Unidos por tercera persona, en los casos que se refieran a la propiedad y utilización de los terrenos arriba aludidos.

El convenio durará diez años

Artículo V.—El presente Convenio entrará en vigor al ser firmado y estará vigente por una duración de cinco años cada uno, de ser prorrogados por dos períodos sucesivos de cinco años cada uno, de no seguirse el procedimiento de cancelación que a continuación se detalla:

A la terminación de los diez años iniciales o de cualquiera de los dos prórrogas de cinco años, cualquiera de los dos Gobiernos puede informar al otro de su propósito de cancelar el Convenio iniciándose con ello un período de consultas de seis meses. En caso de no haber conformidad sobre la prórroga, este Convenio caducará al año de concluir el período de consultas.

En fe de lo cual, los respectivos representantes, debidamente autorizados para el este fin, firman el presente Convenio.

Hecho en Madrid el día 26 de septiembre de 1953, en doble ejemplar, en lengua inglesa y española, siendo ambos textos fehacientes. Por el Gobierno español: El ministro de Asuntos Exteriores.

II.-EL CONVENIO SOBRE AYUDA ECONOMICA

Los Estados Unidos facilitarán a España asistencia técnica y económica

El Gobierno Español adoptará las medidas necesarias para asegurar el empleo eficaz y práctico de sus propios recursos

El convenio durará hasta el 30 de junio de 1956

El Gobierno español y el Gobierno de los Estados Unidos de América: Reconociendo que la libertad individual, las instituciones libres y la verdadera independencia de todos los países, al igual que la defensa contra la agresión, tienen como base principal el establecimiento de una economía sana;

Considerando que el Congreso de los Estados Unidos de América ha promulgado una legislación que permite a los Estados Unidos de América facilitar a España asistencia militar, económica y técnica; y

Deseando exponer los principios que rigen la prestación de ayuda económica y técnica por el Gobierno de los Estados Unidos de América, de conformidad con la Ley de Seguridad Mutua de 1951 y sucesivas enmiendas, así como establecer las medidas que ambos Gobiernos adoptarán separada y conjuntamente para la consecución de los fines de dicha legislación;

Han convenido lo siguiente:

(Sigue en la pág. 51)

El convenio de ayuda para la mutua defensa

Viene de A primera

acuerdos con el Gobierno de los Estados Unidos, se compromete a poner a disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América, las sumas de pesetas necesarias para los gastos administrativos y los derivados de las operaciones que para los Estados Unidos acarrea el programa de ayuda exterior. Los dos Gobiernos iniciarán seguidamente las discusiones para determinar el monto de tal suma en pesetas y para establecer acuerdos sobre su adecuado suministro.

2.—A menos que otra cosa se acordare, el Gobierno de España garantizará la franquicia de derechos de importación y exportación, así como la exención de tributos internos, sobre los productos, propiedades, material o equipo, importados en su territorio como consecuencia de este convenio o de algún otro similar entre el Gobierno de los Estados Unidos y el de cualquier otro país que reciba asistencia militar.

3.—a) Las inversiones y gastos efectuados en España por el Gobierno de los Estados Unidos, por su cuenta para el común esfuerzo defensivo, incluso los que se realicen como consecuencia de cualquier otro programa de ayuda exterior, quedarán relevados de todo impuesto. A este fin el Gobierno español dictará normas pertinentes, satisfactorias para ambas partes.

b) La exención de impuestos autorizada anteriormente será aplicable a las operaciones y desembolsos de los Estados Unidos que se autoricen en virtud del convenio defensivo, de los que en consecuencia concierden y del convenio de ayuda económica, en la forma convenida entre los dos Gobiernos.

ARTICULO IV
1.—El Gobierno de España admitirá el personal del Gobierno de los Estados Unidos de América que deba cumplir las obligaciones adquiridas por este convenio, a que concederá las facilidades necesarias para observar los progresos en la realización de la asistencia prestada. Este personal, que será de nacionalidad norteamericana, incluso el temporalmente destinado, operará en sus relaciones con el Gobierno de España como parte de la Embajada de los Estados Unidos de América, bajo la dirección y control del jefe de la misión diplomática y tendrá el mismo estatus que el personal de la categoría correspondiente de la Embajada de los Estados Unidos de América. Al recibir la pertinente notificación del Gobierno de los Estados Unidos concederá el Gobierno español pleno estatus diplomático al número que se acuerde del personal designado por este artículo.

2.—El Gobierno de España concederá al personal de los Estados Unidos de América, en el desempeño de sus funciones, las facilidades necesarias para facilitar la citada importación y exportación de los productos personales de dichos funcionarios y sus familias.

ARTICULO V
1.—El Gobierno de ambos países:

a) Colaborará en el mejoramiento de la comprensión y buena voluntad internacionales y en el mantenimiento de la paz mundial.

b) Adoptará las medidas que conjuntamente convengan para eliminar causas de tensión internacional; y

c) Cumplirá las obligaciones militares asumidas en acuerdos bilaterales, multilaterales o tratados de que ambos países sean parte.

APORTACIONES DEL GOBIERNO ESPAÑOL
2.—El Gobierno español:

a) Aportará al desarrollo y mantenimiento de su propio poder defensivo y el mundo libre, en la medida de su estabilidad política y económica, la plena contribución que le permitan sus recursos humanos, recursos, instalaciones y condición económica general;

b) Adoptará todas las medidas razonables que sean necesarias para asegurar la utilización efectiva de la asistencia económica y militar proporcionada por los Estados Unidos de América.

3.—Ambos Gobiernos están dispuestos a cooperar en los esfuerzos internacionales que se realicen para llegar a convenios sobre la reglamentación universal y reducción de armamentos, bajo las adecuadas garantías contra toda tentativa de estuorios o victorias.

ARTICULO VI
En interés de su mutua seguridad, el Gobierno de España cooperará con el de los Estados Unidos en la adopción de medidas previstas para controlar el comercio con naciones que amenazan el mantenimiento de la paz mundial.

ARTICULO VII
1.—Este convenio entrará en vigor en la fecha de su firma y continuará hasta un año después de recibida por cualquiera de las partes notificación escrita de la otra de su intención de terminarlo, susistiendo las previsiones de los párrafos 2 y 4 del artículo 1, los convenios de sus párrafos 3, 5 y 7, así como del artículo 11 y párrafo 3 del artículo 11, que continuarán vigentes a menos que otra cosa acuerden los dos Gobiernos.

2.—Los dos Gobiernos se consultarán, a requerimiento de cualquiera de ellos, sobre cualquier asunto relacionado con la aplicación o modificación de este convenio.

3.—Este convenio será registrado en el secretariado de las Naciones Unidas por el Gobierno de los Estados Unidos de América.

En fe de lo cual, los respectivos representantes, debidamente autorizados para este fin, firman el presente convenio.

Hecho en Madrid el día veinti-

EL CONVENIO SOBRE AYUDA ECONOMICA

(Viene de la pag. 1)

ARTICULO I
El Gobierno de los Estados Unidos de América facilitará al Gobierno español a cualquier persona, entidad u organización que este último designe, la asistencia técnica y económica que se pida por el Gobierno español en el presente convenio, de acuerdo con las condiciones y modalidades que se establezcan en el presente convenio, con sujeción a las estipulaciones contenidas en las leyes entonces vigentes en los Estados Unidos de América.

ARTICULO II
1.—Con objeto de alcanzar los fines expuestos en la Ley de Seguridad Mutua de 1951 y de lograr, mediante el empleo de la asistencia recibida del Gobierno de los Estados Unidos de América, los máximos beneficios, el Gobierno español hard lo posible por:

a) Adoptar el procedimiento legal que le permita asegurar el empleo eficaz y práctico de todos los recursos de que dispone, incluyendo:

1) Las medidas necesarias para asegurar que los bienes y servicios suministrados en cumplimiento de este convenio sean obtenidos en los fondos depositados en el artículo V del mismo, se usen solamente para los fines que convenga a ambos Gobiernos; y

2) Medidas, en cuanto sea posible, para localizar, identificar y utilizar de un modo adecuado los bienes y rentas situados en los Estados Unidos de América, que pertenecan a los Estados Unidos de América o a los Estados Unidos de América de colaborar en la ejecución de dichas medidas.

b) Establecer su moneda, fijar o mantener un tipo de cambio real, equilibrar su presupuesto estatal, controlar la oferta de dinero, crear o mantener una estabilidad cambiaria en su sistema monetario, restaurar o mantener la confianza en su sistema monetario.

c) Cooperar con cualquier adquisición financiada por la ayuda para asegurar que el Gobierno de los Estados Unidos de América al Gobierno español sea efectiva a precios y condiciones razonables y que la distribución en España de los mencionados bienes o servicios se haga de tal manera, que los mismos se utilicen efectivamente para el fin a que fueron destinados.

d) Cooperar con cualquier adquisición igualmente financiada y producida de cosas distintas de la de los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones, sea también realizada a precios y en términos razonables, de manera que los dólares suministrados por este convenio al país del cual se adquieren dichos bienes o servicios se empleen de conformidad con las acuerdos celebrados entre el Gobierno de los Estados Unidos de América y dicho país.

e) Desalentar las prácticas y arreglos comerciales que tengan carácter de monopolio o "cartel" de los que resulte una restricción de la producción y un aumento de los precios que ganen trabas al comercio internacional; estimular la competencia en el comercio internacional; facilitar y fomentar el desarrollo económico, cuando ello afecte a la realización del programa de este convenio.

f) Considerar de interés posible un acuerdo con el Gobierno de los Estados Unidos de América en el que se regulen para los nacionales y compañías norteamericanas un sistema de pagos y transferencias internacionales que permita la conversión paulatina de sus saldos acumulados en pesetas.

g) Facilitar al Gobierno de los Estados Unidos de América la observación e información de las condiciones de trabajo en España, en la medida que dichas cosas se relacionen con los fines y desarrollo del programa de seguridad mutua.

h) Los Gobiernos de ambos países:

a) Colaborarán en el mejoramiento de la comprensión y buena voluntad internacionales y en el mantenimiento de la paz mundial; y

b) Adoptarán las medidas que conjuntamente convengan para eliminar causas de tensión internacional; y

c) Cumplirán las obligaciones militares asumidas en acuerdos bilaterales o multilaterales o tratados de que ambos países sean parte.

3.—El Gobierno español:

a) Aportará al desarrollo y mantenimiento de su propio poder defensivo y el mundo libre, en la medida de su estabilidad política y económica, la plena contribución que le permitan sus recursos humanos, recursos, instalaciones y condición económica en general;

b) Adoptará todas las medidas razonables que sean necesarias para desarrollar su capacidad defensiva; y

c) Tomará todas las medidas adecuadas para asegurar la utilización efectiva de la asistencia económica y militar proporcionada por los Estados Unidos de América.

ARTICULO III
Ambos Gobiernos, a petición de cualquiera de ellos, se consultarán sobre aquellos proyectos que debieran realizarse en España, puestos por nacionales de los Estados Unidos de América en relación con los cuales el Gobierno de los Estados Unidos de América pueda oportunamente dar las garantías previstas en las disposiciones de la ley de seguridad mutua de 1951, y sucesivas enmiendas, que incorporará a la Sec. 111 b) de la ley de cooperación económica de 1948, y enmiendas sucesivas. Con respecto a las garantías que cubren proyectos aprobados por el Gobierno español, este conviene en lo siguiente:

a) Si el Gobierno de los Estados Unidos de América efectúa un pago en dólares de los Estados Unidos de América a cualquier persona cubierta por dicha garantía, el Gobierno español reconocerá la transferencia a los Estados Unidos de América de la suma correspondiente a tal interés que dicha persona posea en bienes, moneda, créditos o cualquier otra propiedad por cuenta de la cual se efectuó el mencionado pago y la subrogación de los Estados Unidos de América en cualquier reclamación o acción legal que pueda corresponder a tal persona de América, como consecuencia de la citada garantía, cuyo contenido sea una compensación por pérdida cubierta por garantías recibidas de distinto origen que el del Gobierno de los Estados Unidos de América.

b) Las sumas en pesetas adquiridas por el Gobierno de los EE. UU. de América como consecuencia de dichas garantías, no recibirán un trato menos favorable que el que se concede en el momento de la adquisición a los fondos privados procedentes de transacciones de nacionales de los Estados Unidos de América comparables a las transacciones cubiertas por dichas garantías, y las citadas sumas en pesetas serán puestas a libre disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América para gastos administrativos.

c) Toda reclamación del Gobierno de los Estados Unidos de América contra el Gobierno español que resulte de la subrogación arriba mencionada o que guarde relación con los bienes, moneda, créditos u otra clase de propiedad o toda diferencia que surja como motivo de este artículo, será sometida a negociación directa entre los dos Gobiernos. Si dentro de un período razonable, no pudieran resolver de común acuerdo la reclamación o la diferencia, ésta se referirá a un único árbitro designado de mutuo acuerdo por resolución final. Si dentro de un plazo de tres meses, los Gobiernos no llegasen a un acuerdo en esta designación, el árbitro podría ser

netario internacional, siempre que esta paridad convenida sea el único tipo de cambio aplicable a la compra de dólares para importaciones en España. Si en el momento de la notificación se hubiera llegado a establecer con el Fondo Monetario Internacional determinada paridad y existiesen o más tipos de cambio aplicables a la compra de dólares para importaciones en España, o si no se hubiese llegado a establecer ninguna paridad con dicho fondo, el tipo o tipos de cambios para este fin serán mutuamente convenidos entre los dos Gobiernos. El Gobierno español podrá, en cualquier momento, anticipar depósitos en la cuenta especial, que serán acreditados a cuenta de futuras notificaciones, de acuerdo con lo establecido en este párrafo.

2.—El Gobierno de los Estados Unidos de América notificará oportunamente al Gobierno español sus necesidades en pesetas para gastos administrativos y de ejecución como consecuencia de las operaciones realizadas en España, de conformidad con la ley de Seguridad Mutua de 1951 y disposiciones modificativas y complementarias, y el Gobierno español, pondrá, en consecuencia, a disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América dichas sumas, retribuidas de cualquier saldo existente en la cuenta especial en la forma pedida por el Gobierno de los Estados Unidos de América en su notificación. Estas sumas serán cargadas al porcentaje mencionado en este párrafo. El diez por ciento de cada depósito efectuado de acuerdo con este artículo se pondrá a disposición del Gobierno de los Estados Unidos de América en el momento que el Gobierno de los Estados Unidos de América no convertirá los fondos adquiridos de conformidad con este artículo en otras monedas, sin previa consulta con el Gobierno español.

3.—Ambos Gobiernos se pondrán de acuerdo sobre el número y características generales de las instalaciones militares de defensa mutua que hayan de construirse en España y el Gobierno de los Estados Unidos de América notificará periódicamente al Gobierno español las necesidades para gastos en pesetas que se ocasionen por la construcción y mantenimiento de dichas instalaciones militares. El Gobierno español, de conformidad con estas sumas retribuidas de cualquier saldo existente en la cuenta especial en la forma requerida por el Gobierno de los Estados Unidos de América en su notificación.

4.—Reconociendo la prioridad de los gastos a que se refiere el párrafo 3 de este artículo, el Gobierno español podrá retirar fondos de cualquier saldo existente en la cuenta especial para aquellos gastos que se convengan periódicamente con el Gobierno de los Estados Unidos de América y que se hallen de acuerdo con los fines señalados en la ley de Seguridad Mutua de 1951 y sucesivas enmiendas.

5.—Cualquier saldo no comprometido que quede en la cuenta especial en el momento de la terminación de la asistencia prestada como consecuencia de este convenio, desconcentrándose en el párrafo 3 (a) de este artículo, podrá emplearse dentro de España para los fines que posteriormente se convengan entre los Gobiernos de los Estados Unidos de América y España, quedando entendido que la aprobación por parte del Gobierno de los Estados Unidos de América estará sujeta a la aprobación por la ley o resolución conjunta del Congreso de los Estados Unidos de América.

ARTICULO VI
1.—Ambos Gobiernos se consultarán, a petición de cualquiera de ellos, sobre todo asunto referente a la aplicación de este convenio o a las operaciones y arreglos que se lleven a cabo de conformidad con el mismo.

2.—En la forma que ambos Gobiernos convengan, el Gobierno de los Estados Unidos de América, previa consulta al Gobierno español, éste le comunicará lo siguiente:

a) Información detallada acerca de los proyectos, programas y medidas propuestas o adoptadas por el Gobierno español para cumplir las estipulaciones de este convenio;

b) Relaciones completas de las operaciones realizadas según este convenio, incluyendo un estado del empleo de los fondos, mercancías y servicios recibidos en cumplimiento del mismo; dichas relaciones se harán trimestralmente.

c) Información relativa a la Economía española, incluyendo las estadísticas nacionales y la balanza de pagos, que el Gobierno de los Estados Unidos de América necesite para determinar la naturaleza y alcance de las operaciones realizadas según el convenio y evaluar la eficacia de la ayuda proporcionada o prevista en el mismo y, en general, los progresos realizados a este respecto durante su vigencia.

3.—El Gobierno español presentará su ayuda al Gobierno de los Estados Unidos de América para obtener información relativa a los productos originados en España a que se refiere el artículo IV y que sea necesaria para formular y ejecutar lo estipulado en dicho artículo.

ARTICULO VII
1.—El Gobierno de los Estados Unidos de América y el Gobierno español reconocen que es de mutuo interés el que se dé completa publicidad a los fines y desarrollo de la asistencia prestada de conformidad con este convenio y el poner a disposición del pueblo español toda la información pertinente. El Gobierno español estimulará la difusión de dicha información, dando a la asistencia facilitada por el Gobierno de los Estados Unidos de América con arreglo a este convenio una continua y completa publicidad a través de la Prensa, Radio y demás medios de que se dispone en España y permitirá al Gobierno de los Estados Unidos de América, mediante acuerdo con el Gobierno español, el uso de dichos medios en la medida que sea necesaria para cumplir esta finalidad.

2.—El Gobierno español conce-

derá a los representantes de la Prensa de los Estados Unidos de América completa libertad para observar e informar sobre el funcionamiento de los programas de asistencia técnica y económica realizados de conformidad con este convenio.

3.—El Gobierno español publicará trimestralmente en España relaciones completas de las operaciones verificadas según el convenio, incluyendo información sobre el uso de los fondos, mercancías y servicios recibidos.

ARTICULO VIII
1.—El Gobierno español accede a recibir una misión económica especial que asumirá las obligaciones del Gobierno de los Estados Unidos de América en España a que se refiere este convenio.

2.—El Gobierno español, previa notificación en regla del embajador de los Estados Unidos de América en España, considerará a la Misión especial y a su personal, así como al representante especial de los Estados Unidos de América en Europa, como parte de la Embajada de los Estados Unidos de América en España al efecto de gozar de los privilegios e inmunidades otorgadas a dicha Embajada y a su personal de rango equivalente.

3.—El Gobierno español presentará su entera cooperación al personal de la Misión Especial, al audito representante de los Estados Unidos de América en Europa y a su personal.

Esta cooperación incluirá el suministro de la información y de las facilidades necesarias para la observación y vigilancia del cumplimiento de este convenio, así como del empleo de la asistencia facilitada en virtud del mismo.

ARTICULO IX
1.—El Gobierno español y el de los Estados Unidos de América convienen en someter a la decisión del Tribunal de Justicia Internacional o a la de un Tribunal arbitral, que se designen de común acuerdo, toda reclamación o controversia presentada por cualquiera de los dos Gobiernos en nombre de uno de sus nacionales y que surja como consecuencia de medidas oficiales (distintas de las tomadas por el Gobierno de los Estados Unidos de América sobre bienes y derechos del comercio) adoptadas después del 3 de abril de 1946, por el otro Gobierno y que afecten a los bienes o derechos de dicho nacional, incluyendo los contratos o concesiones otorgados por las Autoridades competentes del citado Gobierno. Se entiende que el compromiso de los Estados Unidos de América con respecto a las reclamaciones apoyadas por el Gobierno español, de conformidad con este párrafo, se adquiere con las facultades y dentro de los límites de los términos y condiciones del reconocimiento por los Estados Unidos de América de la jurisdicción obligatoria del Tribunal de Justicia Internacional, según el artículo 36 de la Carta de las Naciones Unidas, como aparece en la declaración del presidente de los Estados Unidos de América de fecha 14 de agosto de 1946.

2.—Queda, además, entendido que ninguno de los dos Gobiernos apoyará o presentará una reclamación con arreglo a este artículo hasta que su nacional haya agotado los procedimientos administrativos y judiciales del país en que surgió la reclamación.

3.—Las estipulaciones de este artículo no impedirán de forma alguna la utilización por cualquiera de los dos Gobiernos de otras vías de acceso al Tribunal de Justicia Internacional u otro Tribunal arbitral o el apoyo y presentación de reclamaciones alegadas por cualquiera de los dos Gobiernos fundadas en la violación de derechos y deberes derivados de los tratados, acuerdos o principios de Derecho Internacional.

ARTICULO X
1.—Este convenio entrará en vigor el día de la fecha. Con sujeción a las estipulaciones de los párrafos dos y tres de este artículo, continuará vigente hasta el 30 de junio de 1956 y, salvo que al menos seis meses antes de dicha fecha cualquiera de los dos Gobiernos haya notificado al otro por escrito su intención de poner término al convenio en el mencionado 30 de junio de 1956, quedará en vigor hasta la expiración de un período de seis meses a contar de la fecha en que la notificación hubiera sido hecha.

2.—Si durante la vigencia de este convenio cualquiera de los dos Gobiernos considerare que se ha producido un cambio fundamental en los supuestos básicos en que se apoya, lo notificará por escrito al otro y ambos Gobiernos se consultarán con el fin de determinar la modificación o modificación de términos del mismo. Si después de tres meses de dicha notificación no hubiesen llegado a coincidir los dos Gobiernos sobre la decisión que hubiera que adoptar en tal caso, cualquiera de ellos puede notificar al otro, por escrito, su intención de poner término a este convenio. En tales casos, y con sujeción a las estipulaciones del párrafo tres de este artículo, el convenio terminará:

a) Seis meses después de la fecha de notificación de la intención de ponerle término, o bien.

b) Después de un período de tiempo más breve que se considere mutuamente como suficiente para asegurar que se cumplan las obligaciones del Gobierno español con respecto a cualquier ayuda que continúe siendo facilitada por el Gobierno de los Estados Unidos de América con posterioridad a la fecha de notificación, siempre que se mantenga la vigencia del artículo IV del presente convenio y del artículo VI, hasta dos años después de la fecha de notificación de la intención de terminar, pero nunca más tarde del 30 de junio de 1956.

3.—Los acuerdos y arreglos subsidiarios negociados de conformidad con este convenio pueden permanecer en vigor después de la fecha de terminación del mismo y su período de efectividad quedará regulado por sus propios

términos. El artículo V se mantendrá en vigor hasta que todas las sumas en moneda española, a cuyo depósito obliga dicho artículo de conformidad con sus propios términos, hayan sido utilizadas de acuerdo con las estipulaciones contenidas en el mismo.

4.—Este convenio puede ser modificado en cualquier momento si así lo convienen ambos Gobiernos.

5.—El Gobierno de los Estados Unidos de América registrará este convenio en la Secretaría de las Naciones Unidas.

En fe de lo cual, los respectivos representantes, debidamente autorizados para este fin, firman el presente convenio.

Hecho en Madrid el día veintiséis de septiembre de mil novecientos cincuenta y tres, en doble ejemplar, en lengua española e inglesa, habiendo ambos textos fehacientes.

Por el Gobierno español: El ministro de Asuntos Exteriores.

NOTAS INTERPRETATIVAS
1.—Queda entendido que los requisitos del párrafo 1-a) del artículo 11, referentes a la adopción de medidas para la utilización eficiente de los recursos, incluirán en relación con las mercancías facilitadas dentro del convenio, las medidas necesarias para salvaguardar dichas mercancías y impedir su desviación a mercados o cauces comerciales de carácter ilegal o irregular.

2.—Queda entendido que el párrafo 1-c) del artículo 11 no debilita el derecho y responsabilidad de los Estados Unidos de América a especificar cualesquiera términos y condiciones de ayuda que se consideren necesarios.

3.—Queda entendido que las prácticas y arreglos comerciales a que se refiere el párrafo 1-c) del artículo 11 significan:

a) Fijación de precios, términos o condiciones que hayan de observarse al tratar con otros en la compra, venta, arrendamiento de cualquier producto.

b) Exclusión de empresas de mercados territoriales o campos de actividad comercial, asignación o división de los mismos, o asignación de clientes o fijación de cuotas de ventas o compras.

c) Discriminación contra determinadas empresas;

d) Limitación o fijación de cupos de producción;

e) Evitación, por acuerdo, del desarrollo o aplicación de progresos técnicos o de inventos patentados o sin patentar.

f) Extensión del uso de derechos patentados, marcas registradas o derechos de propiedad industrial, concedidos por cualquiera de los dos países, a materias que, de acuerdo con sus leyes y reglamentos, no merecen ser objeto de tales concesiones o a productos, condiciones de producción, uso o venta que tampoco pueden ser objeto de dichas concesiones.

4.—Queda entendido que los Estados Unidos de América no proyectan revender dentro de España los productos que adquieren de conformidad con el párrafo 1 del artículo IV.

5.—Queda entendido que el momento de la notificación, a que se hace referencia en el párrafo 2, artículo V, a efectos de determinar el tipo de cambio que será usado al computar los depósitos que se han de efectuar como consecuencia de las notificaciones al Gobierno español de los indicadores de dólares de las mercancías, servicios e información técnica se considerará, en el caso de toda notificación que cubra un período de paso, el de la fecha del último día del período de pago cubierto por la misma.

6.—Queda entendido que el sentido y la intención de la última frase del párrafo 7 del artículo V del presente convenio español adoptará medidas para asegurar que las sumas en pesetas depositadas en la cuenta especial son suficientes en todo momento para permitir al Gobierno de los Estados Unidos de América atender sus obligaciones de pago en pesetas para los fines previstos en este convenio. Los Estados Unidos de América informarán al Gobierno español, siempre que sea necesario, de sus necesidades en pesetas y están de acuerdo en que sus peticiones al Gobierno español para atender dichas necesidades no deberán exceder del importe de la asistencia económica y técnica asignada en firme a España con carácter de donación en el momento de hacer dichas peticiones.

7.—Queda entendido que todo acuerdo a que pueda llegarse de conformidad con el párrafo 1 del artículo IX quedará sujeto a la aprobación del Senado de los Estados Unidos de América.

La ayuda norteamericana al resto del mundo

	Dólares
Inglaterra	8.100.000.000
Francia	6.200.000.000
Alemania occid.	3.700.000.000
Italia	3.100.000.000
Grecia	1.900.000.000
Holanda	1.300.000.000
Otros países	3.500.000.000
Japón	2.100.000.000
China y Formosa	2.000.000.000
Filipinas	1.000.000.000
Corea	1.000.000.000
Otros países asiáticos	1.000.000.000
Rusia	1.000.000.000
España	62.500.000
Total	34.962.500.000

Convenio de ayuda para la mutua defensa

(Viene de la pág. 5)

normas, que pudieran aparecer como ventajosas con objeto de simplificar el trabajo burocrático y la ejecución de la exención antes concedida, podrán ser iniciadas de mutuo acuerdo entre las autoridades competentes españolas y de los Estados Unidos. El protocolo de estas modificaciones podrán tener la forma de un anexo a unirse a éste cuando así sea necesario.

Los Estados Unidos comunicarán al Gobierno español (Ministerio de Hacienda) las operaciones y gastos que realicen que a su juicio deban gozar de las exenciones fiscales que concede el presente Convenio, haciéndolo con el detalle suficiente para la mejor identificación del concepto y cuantía de la operación. A la vista del escrito el Gobierno español (Ministerio de Hacienda) dará las órdenes oportunas a los

servicios correspondientes (Direcciones generales, Aduanas, Delegaciones de Hacienda, etc.) para la exención de impuestos. En caso de que éstos hubieran sido ya pagados, se ordenará su devolución.

En el Ministerio de Hacienda se creará una oficina que cuidará expresamente de la ejecución de este anexo.

Caso de surgir discrepancias sobre la ejecución del presente anexo, podrán ser éstas elevadas a la consideración de una Junta compuesta por autoridades competentes de ambos Gobiernos.

3) El Gobierno español (Ministerio de Hacienda) podrá, de acuerdo con el de los Estados Unidos, y en la forma que se establezca en cada caso, tomar las medidas necesarias para asegurarse de que los materiales y productos importados o adquiridos exentos de impuestos no

sean usados o destinados en atenciones distintas de las señaladas en el apartado 1) a) del presente anexo.

NOTA INTERPRETATIVA del anexo de exención fiscal al Convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa:

Por la presente se hace constar la siguiente interpretación a ciertos puntos del anexo de exención fiscal:

Queda entendido que los casos de exención fiscal contenidos en el primer párrafo del apartado 1, b) del anexo de exención fiscal al Convenio relativo a la ayuda para la mutua defensa no pueden interpretarse como limitativos al alcance de la exención fiscal prevista en el párrafo 1, a) y que solamente confirman ciertas aplicaciones particulares de dicha exención.

Queda también entendido que

las frases "en todos los casos en que el obligado al pago del impuesto sea en último término los Estados Unidos" y "todos los casos en que se trate de impuestos que repercutan de forma directa en los gastos que efectúen los Estados Unidos" en el párrafo citado tienen por objeto incluir en la exención la incidencia directa e indirecta de impuestos sobre el precio final pagado por el Gobierno de los Estados Unidos en relación con los desembolsos descritos en el párrafo 1, a). Además, queda entendido que la referencia en el segundo párrafo del apartado 1, b) a impuestos sobre "operaciones" alude a impuestos sobre licencias para ejercer negocios y no comprende ningún otro de los impuestos enumerados en el párrafo 1, c) del anexo de exención fiscal.

Madrid, 26 de septiembre de 1953.



ESPAÑA en el Mundo

España simpatiza con los árabes

EL CAIRO, 27.—El Secretario general adjunto de la Liga Árabe, El Chukeiri, ha declarado a los periodistas que se propone reanudar su interrumpida visita a España en la primera oportunidad. "En España—dijo—he encontrado viva simpatía hacia los árabes y anhelo de cooperar con ellos".

Manifestó seguidamente que Israel trata de escoger el tiempo y lugar para atraer a los árabes a la batalla, pero que los árabes no renunciarán al privilegio de escoger por sí mismos.

Indicó que la devastación de Oibya, en el confín jordano-israelí, ha sido un ejemplo de los intentos de Israel de matar la confianza de los árabes en el recién firmado Pacto de seguridad colectiva de la Liga Árabe.

A continuación declaró que la Comisión Política de la Liga Árabe, que se ha reunido en Amman la semana pasada, decidió suministrar fondos para reforzar la guardia defensiva nacional jordana en los pueblos fronterizos

Un puente entre árabes y americanos

EL CAIRO, 27.—El Secretario general adjunto de la Liga Árabe, Ahmed El Chukeiri, ha declarado sobre su reciente visita a Madrid:

"España es un puente entre los mundos árabe-asiáticos e hispano-americanos, que, si se ponen juntos, constituirán el mayor bloque del mundo, incluyendo, por lo menos, a treinta países."

Añadió en sus declaraciones que ha escrito al señor Martín Artajo, ministro español de Asuntos Exteriores, y al teniente general García Valiño, Alto Comisario de España en Marruecos, dándoles las gracias por su hospitalidad.

El Secretario general adjunto de la Liga Árabe manifestó también que piensa volver a Madrid en la primera oportunidad que tenga para "reunir información de primera mano sobre la situación en Marruecos y establecer contacto en Madrid y Tetuán, así como exponer su punto de vista sobre los problemas árabes".

27/10/53
CS/01/22

POUR AGIR A SUEZ ET AU MAROC la Ligue arabe tente de se concilier l'Espagne et l'Amérique latine

De notre correspondant particulier JEAN CREACH

Madrid, 29 octobre. — Moins d'un mois après la signature du pacte hispano-américain le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Si Ahmed el Chukairy, est venu, la semaine dernière, rencontrer à Madrid les responsables de la politique marocaine de l'Espagne : le général Garcia Valiño, haut commissaire espagnol, et M. Martin Artajo, ministre des affaires étrangères. Il était même dans son propos — et c'était l'intention du gouvernement espagnol de l'aider à l'accomplir — de se rendre à Tétouan pour y remettre au khalfat, Si Mulay el Hassan, une lettre du général Nequib. Le général Franco, nous assure-t-on, se disposait à recevoir de lui une autre missive du dictateur égyptien. La tension en Palestine et une réunion anticipée de la Ligue arabe au Caire y ont rappelé Si Ahmed el Chukairy avant qu'il ait pu accomplir ces deux missions.

Il nous l'a dit lui-même : ce voyage en Espagne « avait un but général : développer l'atmosphère de sympathie entre Madrid et les pays arabes et rendre possible, grâce à elle, la compréhension de certains problèmes du monde arabe par le monde hispano-américain ». Il tendait plus particulièrement à connaître l'attitude du gouvernement espagnol devant les questions de Palestine, de Suez et de l'Afrique du Nord, et à s'assurer s'il n'accepterait pas de mobiliser ses propres amitiés en Amérique latine en faveur des revendications des Arabes.

« Libérer tous les Gibraltar du monde »

La réaction de l'Espagne à ces sondages n'est pas encore définie. On laisse entendre toutefois, de source gouvernementale autorisée, qu'Israël ayant montré peu de reconnaissance de la bienveillance espagnole envers les juifs pendant la guerre mondiale (plusieurs milliers d'entre eux purent quitter la France occupée sous passeport espagnol), Madrid, qui ne l'a toujours pas reconnu, ne peut observer qu'avec sympathie les protestations des Arabes en Palestine.

Il n'est pas davantage impossible que les revendications égyptiennes sur le canal de Suez reçoivent, elles aussi, l'appui du général Franco aussi longtemps tout au moins que l'Angleterre refusera d'ouvrir des conversations sur Gibraltar. Cette politique coïnciderait avec celle qu'a annoncée M. Martin Artajo voici une quinzaine de jours : « la libération de tous les Gibraltar du monde », de la Guyane comme des Falklands, de Suez aussi bien que du Peñon.

Tétouan contre Rabat ?

Les demandes arabes concernant le Maroc paraissent devoir être reçues avec plus de circonspection. A travers la France c'est

aussi l'Espagne qu'elles pensent viser. Certes le problème ne se présente pas sous le même jour à Paris et à Madrid. Il existe aujourd'hui entre l'Espagne et les Etats arabes un climat de confiance qui n'a fait que se développer depuis 1936.

Au Maroc même la politique espagnole a créé une ambiance qui paraît laisser à l'Espagne une plus grande liberté de jeu qu'à nous-mêmes. Et le souhait de la Ligue arabe de faire organiser un plébiscite au Maroc pour y décider du choix d'un souverain peut être reçu à Madrid avec une sérénité et une souplesse plus grandes qu'à Paris. L'Espagne, en effet, a refusé d'entériner le choix français d'un nouveau sultan. Les prières à la mosquée de Tétouan continuent d'être faites pour son prédécesseur. On conçoit la gêne de notre diplomatie devant cette situation qui menace de laisser se former à Tétouan un foyer d'opposition à Rabat.

En fait ces malentendus restent alimentés par une cause majeure : « La France, nous dit-on de source officielle, revendique au Maroc l'amitié de l'Espagne. Mais à Paris elle semble en avoir honte. Or pour nous les relations avec la France ne sont pas limitées au seul Maroc : elles forment un tout et elles doivent couvrir tous les terrains. » Ces paroles ne relèvent sans doute pas d'un parfait esprit de justice. Elles montrent Madrid prompt à oublier, entre autres, le rôle de la France dans l'entrée de l'Espagne à l'U.N.E.S.C.O. et à la conférence du pool vert, son aide à l'économie espagnole et certaines assurances officielles fournies au début même de cette année par l'actuel gouvernement français. Elles rappellent surtout que dans ce pays — et ce fut un trait de tous les régimes espagnols — les apparences et les gestes publics de l'amitié ont au moins autant d'importance que ses effets pratiques. Ce sont de tels gestes que l'Espagne nous reproche de ne pas vouloir faire sans mesurer les conséquences éventuelles de ces reproches : Washington désormais, pensetelle, est une garantie contre tout risque.

Le commandant Salem affirme que le Caire respectera ses obligations internationales dans le canal de Suez

Le Caire, 29 octobre. — Dans une très importante déclaration faite en français à la radio du Caire le commandant Salah Salem, ministre de l'orientation nationale, a tenu à préciser que la libre circulation dans le canal de Suez serait assurée, quel que soit le statut ultérieur de la zone environnante.

« L'Egypte remplira ses obligations internationales en ce qui concerne la protection du canal de Suez, conformément aux traités internationaux », a affirmé le ministre. Elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour que cette voie vitale soit au service de la collectivité.

L'Egypte a fait de nombreux efforts pour arriver à un accord pacifique avec l'Angleterre sur la question de l'évacuation de la zone du canal de Suez, a déclaré en conclusion le commandant Salah Salem, et elle désire ardemment coopérer avec les autres pays pour le maintien de la paix dans le monde.

Par cette prise de position sans équivoque le gouvernement égyptien paraît vouloir supprimer toute appréhension dans le monde occidental au sujet de la liberté de circulation dans le canal. L'emploi de la langue française semble indiquer à la fois le désir de toucher les milieux étrangers et en particulier celui de rassurer la France pour laquelle la liberté de circulation entre l'Indochine et la métropole constitue un impératif

53
MANCHESTER
30-10-53

UNAMUNO

To the Editor of the Manchester Guardian

Sir,—Eternal Spain, the Spain which "remains and never withers, the intrahistorical," as Unamuno used to say, and the memory of that great thinker, owe much gratitude to noble protests such as that of your leading article of last Friday.

Throughout her glorious history of seven centuries the professors who gave splendour to the University of Salamanca form a noble galaxy. In its golden days, the two most illustrious were the Dominican Padre Vitoria and the Augustinian Fray Luis de León. Vitoria anticipated Hugo Grocio in laying the foundations of international law, from which Spain is to-day absent. Luis de León underwent imprisonment under the Inquisition, the spiritual dictatorship of those days, neither as cruel nor as iniquitous as the present ones.

In modern times, the most outstanding professor of Salamanca was, of course, Miguel de Unamuno.

In silencing the name of Unamuno—although nothing could ever justify such a monstrous act—that he personifies the last of the heterodox mystics of the fertile Spanish mystic tradition was not the only motive. Another decisive factor for this silence has undoubtedly been that on the twelfth of October—the "Day of the Hispanic Race" and the culminating day in the festivities of the centenary—fell also the seventeenth anniversary of his double prophecy, well and truly fulfilled to the rebels: "You will conquer, but you will not convince." To which the military rebels, like General Millan Astray, had no other answer but to try to shout him down with cries of "To death with intelligence!"—

Yours &c., J. HICKMAN.

39 Victoria Street, London
S.W. 1, October 27.

SPANISH "VICTORY FOR THE WEST"

Falangist Party Rally

MADRID, OCTOBER 29.

More than 150,000 members of the Falange met here to-day at the Chamartin football stadium to hear an address by General Franco on the occasion of the party's twentieth anniversary. The Caudillo himself made no reference to Gibraltar, but another speaker, Señor Fernandez Cuesta, secretary-general of the party, spoke of "occupied territory." In the course of his speech, which was interrupted several times by stormy applause, General Franco said:

"To those who allege a lack of stability in our regime I offer the wonderful spectacle of these 150,000 Falangists. There is no substitute for the Falange. Only by the continued impetus of the Falange can we guarantee the future of Spain."

Declaring that Spain had "emerged triumphantly from the international conspiracy to isolate her," General Franco claimed that her foreign policy had served the interests not only of herself of the West generally. She had won a battle against communism by raising her international prestige. In conclusion he called for efficiency in the Falange, which served the country in peace and war and "represented a force of social rehabilitation."

Señor Fernandez, who described Spain as "the third force between liberalism and communism," evoked isolated shouts of "Gibraltar" when he declared, in reference to the pact with the United States, that "a historic new era is opening for Spain." But almost the entire crowd broke into the cry when he spoke of "our historic claims that have weighed on us for centuries, that have burdened us and force us to seek their just and intelligent reparation."—Reuter and Associated Press.

20 YEARS OF THE FALANGE

GEN. FRANCO'S PRAISE OF PARTY

FROM OUR OWN CORRESPONDENT
MADRID, Thursday.

More than 150,000 Falangists gathered here to-day to mark the party's 20th anniversary. Gen. Franco arrived at Madrid's enlarged football stadium to the shouts of "Franco, Franco" and some cries of "Gibraltar."

The ceremonies, conducted with much pageantry, were the culminating point of the Falange's first national congress, which has been meeting over the past four days.

Gen. Franco spoke of Spain's increased prestige to which the party had contributed. But his tributes, according to some observers, seemed lacking in warmth and tended to confirm an impression that he was anxious not to over-emphasise the party's importance at a time when relations with the United States were becoming warmer.

Spain, he said, had "emerged triumphantly from the international conspiracy to isolate her. One would have to look back deep into history to find work greater than that she has carried out in recent years under most unfavourable conditions."

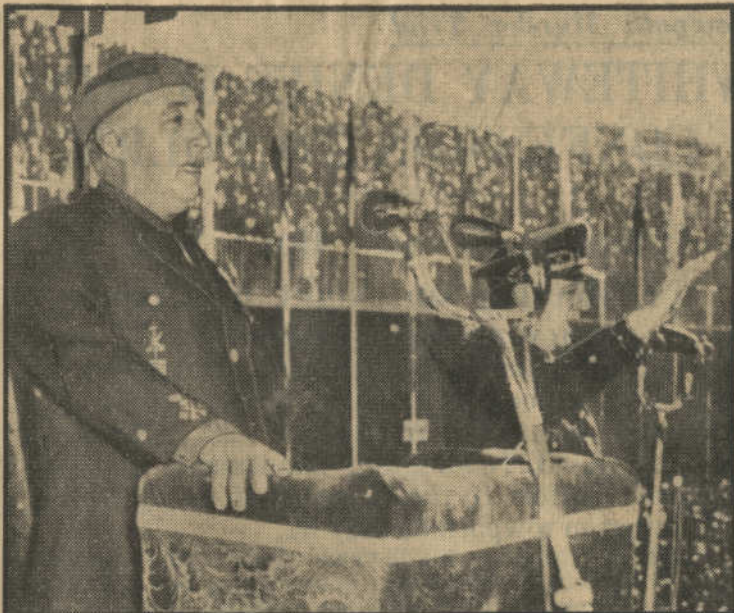
'BATTLE AGAINST COMMUNISM'

Spanish foreign policy had served the interests not only of Spain, but of the West generally. She had won a battle against Communism by raising her international prestige.

Señor Fernandez-Cuesta, Falange Secretary-General, reaffirmed the party's predominance as the sole political force in Spain. This it intended to remain.

It would never allow another party to detract from its position when it had so enhanced the status of Spain that it was now possible to allude to her territorial claims (presumably Gibraltar).

Spain was committed to Europe's defence. The Falange would obey the call to fight within Spain's frontiers or abroad in fulfilling that responsibility.



FRANCO ADDRESSES MADRID CROWDS. Gen. Franco speaking to a meeting of 150,000 Falangists in Madrid yesterday, the 20th anniversary of the party. There were cries for the return of Gibraltar to Spain during the meeting. On the right, Señor Fernandez-Cuesta, the party secretary, is giving their salute.

FREER TRADE

(Continued from P. 1, Col. 1)

The organisation would look extremely foolish if a hard and fast decision were taken which turned out to be merely a pious resolution.

M. FAURE, the French Finance Minister, said that France would raise her quota-free level to 20 per cent. from eight per cent. Her deficit in the payments union had decreased and reserves had increased, but France "had still far to go."

SIGNOR PELLA, the Italian Prime Minister, said that his country had already liberalised her imports 10 per cent. She was in favour of measures to increase trade.

Mr. STASSEN, director of the States Foreign Operations Administration, expressed optimism. He said that in six months the European countries would be able to reduce their 40 per cent. tariff to 44 per cent.

TRAINER BAN

(Continued from P. 1, Col. 1)

Dublin yesterday friends of Prendergast said the ban was being considered.

Mr. Prendergast made a positive statement in America beyond the Atlantic he returns to his position.

JOC

30-10-53

Guiana

FRANCO'S BLUE SHIRTS PUT ON NAZI MEDALS



GENERAL FRANCO addresses 150,000 of his blue-shirted Falangist faithfuls at the party's 20th anniversary rally in Madrid yesterday.

In the crowd at Chamartin football stadium were veterans of the Blue Division wearing Iron Crosses awarded for service in Russia under the Nazis.

Franco, in party uniform, called for a continued Falangist activity as "the only way to guarantee the future of Spain."

Returning raised-arm salutes (right) is party secretary Fernandez Cuesta.

During a parade after Franco's speech there were shouts—but very few—for "Gibraltar."

BUTLER FOOD TREAT FOR CHRISTMAS

BRITISH housewives will be able to buy Christmas delicacies from abroad as preserved fruits, cooked meats and other specialties.

Mr. Butler, Chancellor of the Exchequer, told an O.E.E.C. meeting in Paris yesterday that Britain is to abolish licensing for many private imports from the proportion of 5 per cent to from 58 to 75 per cent at the end of the year.

Other goods which will be included glassware, toys, and every article of value. A...

56
THE TIMES
30-10-53

GEN. FRANCO'S PRAISE FOR PARTY

ROLE IN RESURGENCE OF SPAIN

FROM OUR OWN CORRESPONDENT

MADRID, OCT. 29

The Chief of State and head of the Falange was the only member of the party in a gathering of about 125,000 Blueshirts at Chamartin football stadium to-day who did not give the Fascist salute.

Wearing the scarlet beret of the Carlists and the black Falangist uniform over a dark blue shirt, he waved in happy acknowledgment of the shouts of "Franco, Franco, Franco" that greeted his entry on to the field soon after noon and his descent from the presidential rostrum just over an hour later when he led the ritual cheers for "Spain united, great, and free" which brought the meeting to a close.

During that time, under a cloudless sky, Falangists from all corners of Spain crowded the stands around the bright green rectangle to hear a trenchant and rousing speech from their secretary-general, Señor Raimundo Fernández-Cuesta, and General Franco's somewhat non-committal reply.

General Franco read his speech for about 20 minutes with his customary conviction, but without especial emphasis. In contrast to the Minister, who had spoken most fervently without notes for more than twice as long, he was seldom interrupted by the vast, well disciplined audience. He extolled the part played by the Falange in the resurgence of Spain under his leadership from the outbreak of the civil war in 1936 to the present day, but made no promise to restore the party to its former political ascendancy in national affairs.

The most encouraging assurance that he had to offer the assembled throng on the twentieth anniversary of the foundation of the Falange by José Antonio Primo de Rivera was that the sole official party in Spain—which was amalgamated with the Carlists in 1937 as the F.E.T. and J.O.N.S.—would continue to form the vanguard of the present régime.

From all the organized brilliance that oratory and massed banners lend to such an occasion the upshot of to-day's rally must surely have disappointed doctrinaire Falangists who hoped for a renewed uncompromising total mandate from the leader of Spain. The principal conclusion reached by the five-day Falangist congress which ended last night was eloquently expressed to-day in the secretary-general's plea for a guarantee of internal security.

Under General Franco, he said, Spain had emerged so far from ostracism that now, with heightened prestige, she dared at last to claim her own and could extend not a begging but a friendly hand to a great Power in a firm alliance against the menace of Communist barbarism. At home she must guard against any insidious influences that might threaten to disrupt Falangist unity. A solitary cry of "Death to the third force!" echoed the Minister's political argument, and the general concern at present over a possible change of front was voiced in a shout of "Down with our enemies!"

Dialogue à Tokio ou ailleurs

par Raymond ARON

Tokio, ... octobre 1953.

DANS le monde de la guerre froide, les hommes politiques paraissent se ressembler, d'un bout à l'autre de la planète. Ils traitent de problèmes comparables, ils parlent le même langage.

J'avais une longue conversation avec un des plus brillants économistes japonais, ancien étudiant et professeur à Harvard, conseiller d'une fraction socialiste, dite socialiste de gauche. Nous discutons du réarmement japonais et, en l'écoutant, je croyais entendre un travailliste de la nuance Bevan ou un social-démocrate allemand, fidèle aux enseignements de Schumacher.

Des deux formes d'agression soviétique que l'on peut concevoir, me disait-il, agression directe d'ordre militaire, agression indirecte par infiltration, sabotage économique et, finalement, coup d'Etat, la seconde est beaucoup plus probable que la première. C'est, donc, contre elle que nous devons prendre des précautions. Une armée japonaise sera inutile contre l'agression indirecte, bien plus, elle sera nuisible. L'argent dépensé pour l'entraînement des troupes serait plus fécond si on le consacrait au reboisement, à l'amélioration du sol, à la régularisation du cours des fleuves. De plus, l'armée ramènera avec elle l'esprit militaire, le militarisme. Déjà les trusts se reforment avec la bénédiction des autorités américaines. Le réarmement jouera au profit des « forces réactionnaires » et paralysera le mouvement progressiste vers un Japon démocratique.

J'objectais que le réarmement limité qu'envisageait l'actuel gouvernement était moins dicté par la crainte d'une guerre générale que par la nécessité de ne pas maintenir indéfiniment les troupes américaines au Japon. Bien que ces dernières ne soient plus, à l'heure présente, « occupantes » mais « alliées », la situa-

tion de fait n'a pas suffisamment changé pour convaincre l'opinion que le Japon a retrouvé son indépendance et les frictions entre les soldats américains et la population sont, chaque jour, commentées par la presse.

Je ne suis pas hostile, me répond mon interlocuteur, au réarmement du Japon en tant que tel, mais les actuelles forces de sécurité, baptisées forces de police, qui vont être demain transformées en armée nationale, ne sont pas authentiquement japonaises. Elles ont été formées, entraînées par les autorités américaines, elles portent un uniforme qui n'est pas japonais, elles ressemblent plus à des troupes de mercenaires qu'à une authentique armée. Le jour où nous demanderons à de jeunes Japonais de porter à nouveau les armes, il faut que nous puissions les convaincre qu'ils serviront les seuls intérêts de la nation et non ceux des Etats-Unis. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Le réarmement est imposé par les Américains dans le cadre d'une stratégie américaine. Il liera plus étroitement encore le Japon aux Etats-Unis et le sévrera de la Chine communiste.

Au Japon, comme en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en France, le socialiste de gauche reprend le langage du nationalisme, contre la politique d'alliance avec les Etats-Unis.

Je réponds que ces objections me semblent psychologiquement intelligibles, justifiées même, mais que je vois mal quelle politique elles suggéreraient aux socialistes de gauche, à supposer que ceux-ci fussent au pouvoir. Tant que les divisions américaines sont stationnées au Japon, le réarmement de celui-ci passera pour un diktat du vainqueur. Mais tant que le Japon ne possèdera pas au moins une petite armée, les divisions américaines ne s'en iront pas.

Raymond ARON.

(Suite page 14, col. 7 et 8)

HISTOIRE DE FRANCE

Depuis le 1^{er} Octobre 1953 paraît par fascicule chaque quinzaine : 265 F * Formera deux magnifiques volumes reliés in-4°, de plus de 1000 pages, illustrés de près de 2000 gravures, 40 hors-texte en couleurs * Renseignements chez tous les libraires

LAROUSSE

L'HOTEL CLARICE

à DAKAR (A. O. F.)

Le confort et l'élégance
des Grands Hôtels Parisiens

IMMEUBLE JAUDI

Rue Valmy, angle rue Paul-Holle

DIALOGUE A TOKIO OU AILLEURS

➔ Suite de la première page

Il n'y a qu'un seul moyen de rompre le cercle vicieux : entreprendre le réarmement tel qu'il est momentanément possible, quitte à modifier peu à peu le caractère de la nouvelle armée japonaise, autrement dit, à la « désaméricaniser » et à la « nationaliser ». Aussi bien est-ce la voie qu'emprunte le gouvernement parce que nul, en fait, n'en aperçoit d'autre.

Je ne nie pas, me concède le socialiste de gauche, que l'attitude que j'adopte ne soit partiellement inspirée par des considérations tactiques. Je ne souscris pas au refus inconditionnel du réarmement que maintient le parti socialiste de gauche. Mais nous devons nous opposer et au gouvernement et aux autorités américaines qui le dominent, au cours des premières années, celles-ci prirent des mesures « progressistes » ; depuis 1949 et surtout depuis le déclenchement de la guerre de Corée, elles s'ingénient à défaire ce qu'elles ont fait, à favoriser les tenants du capitalisme et de la réaction. Nous n'avons pas changé, mais les Américains, obsédés par la menace communiste, qu'ils exagèrent, grandement, s'allient désormais aux Syngman Rhee, Tchang Kai-shek et autres survivants du passé...

Le dialogue est typique : il aurait pu se dérouler dans une capitale européenne, sans qu'un seul mot en fût modifié. Il reste à savoir jusqu'à quel point il exprime les vrais sentiments de cet intellectuel japonais. Ses propos ressemblent trop à ceux de ses collègues européens pour qu'on les tienne, sans réserve, pour l'expression de sa pensée profonde.

Du moins ces propos aident-ils à comprendre le divorce d'une majorité de l'Intelligentsia et de la politique, phénomène que le Japon a en commun avec la France. Le gouvernement de M. Yoshida, soutenu par le parti libéral (parti conservateur comparable aux modérés français) n'a ni programme exaltant, ni idées neuves. Il administre de son mieux et agit selon les circonstances. Les socialistes de gauche et les intellectuels ont des idées mais refusent d'accepter certains faits, déplaisants et contraignants. Ils ont des conceptions comparables à celles de L'Observateur et des Temps modernes. Ils prennent modèle sur les Bevanistes anglais ou les « révolutionnaires » non communistes français.

Il est à prévoir qu'ils en partageront le destin. Ils continueront de critiquer et laisseront aux réalistes les charges ingrates du pouvoir. Idéologues sans prise sur la réalité et gouvernants sans idées s'appuieront réciproquement — non sans dommage pour un pays qui veut se donner un régime démocratique

Raymond ARON.

Grande Bijouterie
CODECHOD

31^{bis}, B³ Saint-Martin
TUR. : 48-00

VOUS qui cherchez
une valeur sûre...

le Diamant a fait ses preuves.
Le Diamant est notre
spécialité depuis 1829.

Le silence
facteur de production...

CE QUE CONTIENNENT LES CLAUSES SECRETES

DES ACCORDS DE MADRID

59

I.- Les bases militaires

Madrid, ... octobre. — A mesure que les deux ou trois centaines d'Espagnols ont déterminé de proche en proche l'opinion réelle du pays tout entier réfléchissent sur les accords du 26 septembre on voit grandir leur inquiétude : celle de gens qui découvrent brusquement qu'à leur insu on a changé le cours de leur destin. « On nous a tout caché jusqu'au 26 septembre, disent-ils, et il est clair qu'on nous cache encore beaucoup de choses : si l'on a discuté pendant dix-huit mois les termes du traité, ce n'est certainement pas pour aboutir aux seules affirmations de bonne amitié qu'on nous découvre aujourd'hui. Il y a autre chose. Où veut-on nous conduire ? »

Bien des hommes du régime lui-même craignent qu'à vouloir cacher trop longtemps à l'opinion les conditions exactes de la nouvelle politique de l'Espagne, il ne se forme dans le pays un sentiment qu'il serait par la suite très difficile de déraciner : la méfiance envers l'Amérique y prendrait rapidement la plus grande part, et il formerait un terrain idéal, sinon pour la propagande communiste, au moins pour une germanisation active du vieux neutralisme espagnol.

Ces inquiets ont raison : en dépit des affirmations prodiguées par les Américains, les textes publiés le 26 septembre ne font qu'affirmer des principes, et ces principes ont reçu un commencement d'application concrète dans des conventions qui, elles, n'ont pas été publiées. Or ce sont elles qui découvrent le profondeur de l'alliance hispano-américaine. Selon leurs termes, on peut grouper sous quatre titres les engagements réciproquement convenus : bases partagées avec les Etats-Unis ; matériel pour les forces espagnoles ; forces espagnoles d'intervention ; conditions politiques d'intervention.

Les bases sont localisées

Dès que les Etats-Unis eurent accepté de laisser l'Espagne exercer en toute occasion sur les futures bases sa souveraineté politique et son commandement militaire, la question qui se posa aux négociateurs américains fut celle du choix de ces bases. A ce moment le général Franco, une fois de plus, les dérouta : après les avoir traités plus durement qu'aucun Occidental, il se montrait un allié moins réservé qu'aucun autre. Témoignage de cette attitude : son premier mouvement fut d'offrir non pas une ou trois bases, mais la totalité du territoire de l'Espagne pour le cas où un conflit éclaterait entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Son raisonnement était simple : à partir du moment où le territoire espagnol se trouve, du fait même de l'alliance, inclus dans une zone de guerre éventuelle, les Etats-Unis

De notre correspondant particulier
JEAN CRÉACH

doivent l'utiliser au maximum pour obtenir la victoire. Ce qu'il s'agit de mettre sur pied, c'est donc un plan d'équipement d'une majorité et non pas d'une minorité de bases.

Les Américains remercièrent leur partenaire de cet enthousiasme coopératif, mais répondirent que, les crédits destinés aux bases à l'étranger étant limités, ils ne prévoyaient pour le moment que l'équipement et le stockage de combustible et de munitions sur les établissements suivants : une base d'aviation stratégique, une base de chasse d'interception, une base de reconnaissance stratégique et deux bases navales, l'une sur l'Atlantique, l'autre sur la Méditerranée. Par la suite, et selon l'évolution de la situation internationale, ce réseau pourrait être étendu : ce désir de laisser possible une telle extension a donné au traité son caractère non limitatif.

Après bien des hésitations, le choix des Etats-Unis se porta sur trois terrains d'aviation, sous réserve que de nouveaux experts ne manifesteraient pas d'autres préférences : Barajas-Torrejon, Séville-San-Pablo, Albacète-Los Llanos. Le premier de ces terrains est situé sur un petit plateau à 18 kilomètres de Madrid, qui surplombe l'aérodrome commercial de Barajas proprement dit. Il ne possède qu'une piste courte, alors que celui de San-Pablo, à 10 kilomètres de Séville, est doté d'une piste de 3 200 mètres, conçue dès le bureau d'études pour supporter les bombardiers stratégiques. De même qu'à Barajas-Torrejon, d'importants travaux seront à faire sur l'aérodrome de Los Llanos, à 10 kilomètres au nord d'Albacète et à la limite sud-est de la Manche.

Les bases navales principales seront — sous les réserves que nous avons indiquées pour celles de l'aviation — auprès de Cadix, le petit port de Santa-Maria, où d'importants travaux sont en cours depuis plusieurs mois déjà, et Carthagène, sur la Méditerranée. La première permettra de constituer le grand magasin atlantique de la place espagnole. Carthagène procurera à l'escadre américaine de la Méditerranée la première base fixe qu'elle y ait jamais possédée.

L'art de se conformer aux usages espagnols

On estime à la mission américaine de Madrid que les dépenses du Pentagone pour la construction de ces bases oscilleront pour la première année, et selon le rythme de la construction, entre 50 et 100 millions de dollars, somme qui,

par parenthèse, entrera en partie dans le circuit de l'économie espagnole et s'ajoutera aux 226 millions de dollars de l'aide économique et militaire.

Une des conventions d'application des accords stipule que le personnel américain des bases devra se conformer en toute occasion aux lois et usages de l'Espagne. Cette clause, qui ne semble pas avoir satisfait pleinement les Américains, et dont ils nient l'existence faute de pouvoir la publier chez eux, a donné lieu à des débats qui ne manquaient pas de piquant. On en discutait encore les termes au début de septembre, comme nous l'avions noté à cette époque. Il s'agissait alors de savoir si les Américains paieraient les « usos y consumos ».

« Qu'est-ce que ces « usos y consumos » ? demande un jour le général Kissner, chef de la mission militaire américaine.

— C'est une sorte d'impôt personnel, répondent les Espagnols.

— Combien payez-vous ?

— Cela dépend des années, des professions, des villes », etc.

Personne ne parvenant à donner des « usos y consumos » une définition qui satisfasse les Américains, un expert fiscal est convoqué : sa définition se heurte aux expériences contraires de chacun des négociateurs espagnols, et Kissner annonce que les forces américaines n'acquitteront pas ces charges indéfinissables.

« Vous refusez ? demandent les officiers du général Franco. Dans ce cas nous nous reverrons quand vous aurez changé d'avis. »

Au bout de dix jours, pendant lesquels les négociations furent complètement stoppées, le général Kissner demanda que l'on se réunisse de nouveau.

« Nous pouvons nous entendre, annonce-t-il. On réunira une commission permanente d'experts espagnols et américains. Elle fixera le montant des impôts. Combien voulez-vous avoir d'experts ?

— Il nous en faut au moins trois.

— Trois ? C'est beaucoup. Trois Espagnols, cela fait trois Américains... »

Et, comme réfléchissant à voix haute, il poursuit : « Trois experts fiscaux américains, un adjoint pour chacun d'eux... Et puis ils demanderont un secrétariat... Tout compte fait, cela nous coûtera moins cher de payer vos impôts comme vous l'entendez... Fidez vous-mêmes le montant. Nous nous fions à vous.

— Dans ce cas pas d'experts ?

— Pas d'experts, conclut Kissner. Vos impôts... Et signons. »

(A suivre.)

LES CLAUSES SECRÈTES DES ACCORDS DE MADRID

II. — Sept divisions espagnoles pour défendre le Vatican ⁶⁰

Madrid, ... octobre. — Le traité de Madrid ne prévoit pas seulement dans ses conventions secrètes les bases que l'Espagne partagera avec les Etats-Unis : il amorce l'engagement des forces espagnoles dans le système de la défense européenne, et il définit les conditions dans lesquelles ces forces interviendraient. Il complète ainsi le dispositif de l'O.T.A.N., mais il en modifie en même temps l'équilibre (1).

Pas d'armes gratuites

L'accord défensif du 26 septembre paraît établir, pour le réarmement des forces militaires de l'Espagne, un ordre de priorité mer-air-terre. La réalité est différente : sur les 141 millions de dollars que va recevoir l'Espagne cette année pour son équipement militaire, 50 % sont réservés aux forces terrestres ; l'aviation et la marine s'en partageront l'autre moitié. Cette répartition des crédits a sa raison dans la mission attribuée aux armées de terre espagnoles, une mission qui n'apparut que tardivement dans le cours de négociations riches en coups de théâtre. Elle seule pourtant éclaire le sens du pacte hispano-américain.

Les conversations traînèrent dans une imprécision mutuelle et courtoise aussi longtemps que les Espagnols ne surent pas combien d'unités les Etats-Unis étaient prêts à réarmer, et que les Américains ne surent pas ce que les Espagnols comptaient faire, en cas de guerre avec l'U.R.S.S., de leur force reconstituée. Tentaient-ils d'obtenir du général Franco des précisions sur le rôle éventuel de cette force, ils recevaient toujours la même réponse : « L'armée espagnole, une fois rééquipée, devra se consacrer à la défense de son territoire. En cas de guerre, il est bien difficile de l'en faire sortir. » Les motifs de cette attitude étaient développés abondamment : « Les Etats-Unis peuvent être entraînés à se battre pour l'unité de l'Allemagne, pour l'Indochine, pour le Groenland : aucune de ces causes n'intéresse le peuple espagnol. Sa mission doit être d'assurer une défense parfaite du bastion péninsulaire, tant sur les Pyrénées que le long des côtes, d'assurer ainsi la sécurité des voies de communication occidentale, etc. »

Les conversations s'enfonçaient dans la brume quand l'ambassadeur des Etats-Unis eut une inspiration.

« Que feriez-vous, demanda-t-il, si le Vatican était menacé ? »

Cette question fit jaillir la lumière : elle découvrait aux Espagnols un motif irrécusable de se battre loin de chez eux, elle leur offrait le plus haut but de guerre qu'ils puissent aujourd'hui concevoir, elle donnait un sens religieux à leur sacrifice éventuel. En même temps le renversement de leur attitude — qui se fit sur-le-champ — justifiait aux yeux des Américains la reconstitution de leurs forces militaires. Le vrai ciment de l'alliance était trouvé. Cette condition — plus religieuse que politique — de l'in-

De notre correspondant particulier
JEAN CRÉACH

tervention militaire de l'Espagne fut acceptée de part et d'autre. Il devenait désormais aisé d'en déterminer l'application stratégique et tactique. Une « menace contre le Vatican » ayant des chances de se préciser quelque part sur les Alpes, il apparut que c'était dans cette zone que les forces espagnoles auraient le plus de raisons d'être employées. Nous croyons même savoir que furent envisagées et stipulées dans leurs grandes lignes certaines conditions logistiques de leur déploiement.

Neuf divisions ibériques pour la défense de l'Europe

Restait à déterminer l'importance des forces espagnoles à engager éventuellement : elle fut fixée à sept divisions pleines. Ces divisions s'ajoutant aux deux divisions que Lisbonne a d'ores et déjà promises à l'O.T.A.N., c'est un total de neuf divisions que la péninsule Ibérique fournira pour la défense de l'Europe. Ces deux divisions portugaises sont entièrement équipées à l'heure actuelle — elles ont achevé hier leurs premières grandes manœuvres, — et leurs liaisons avec l'O.T.A.N. sont prévues. On a toujours gardé le silence sur cette inclusion, qui pourtant ne date pas d'hier. Nous apprenons d'excellente source que le Portugal, sans vouloir trop mettre les points sur les i, faisait pratiquement dépendre cette éventuelle entrée en action d'une participation active de l'Espagne à la défense de l'Europe, tant en raison du pacte ibérique que des zones de passage prévues pour ses forces.

Les sept divisions espagnoles, dont l'entraînement et les qualités tactiques ont été démontrés aux grandes manœuvres de juillet, et que leur valeur combative place aux tout premiers rangs des forces européennes, présentent un degré différent d'intégration. Il leur faut d'abord être instruites sur les matériels modernes. Les Américains estiment que la plus grande partie de ce matériel aura été livrée à l'Espagne à la fin du printemps 1954. C'est ce matériel qui va faire l'objet de l'actuel crédit de 70 millions de dollars réservés à l'armée de terre. On pense — peut-être avec quelque optimisme — que l'instruction des cadres des divisions « vaticanes » sera chose faite pour la fin de l'année. L'équipement complémentaire de ces divisions arriverait dans un délai de deux ou trois ans, qui coïnciderait avec le terme de l'actuelle présidence du général Eisenhower.

Le second problème posé par la création en Espagne d'une puissante force d'intervention sur un théâtre d'opérations européen est celui d'un commandement « intégré », de la coordination stratégique et des liaisons tactiques :

autrement dit, à partir du moment où les Etats-Unis et l'O.T.A.N. comptent sur une semblable force pour la défense de l'Europe dans un délai X, il devient difficile de retarder plus longtemps l'étude des conditions dans lesquelles l'Espagne pourra adapter son effort à celui des autres armées européennes et coopérer avec l'O.T.A.N.

Enfin le rétablissement d'une force militaire espagnole et le fait de lui attribuer un rôle actif dans la défense de l'Europe crée en Méditerranée occidentale une situation politique qui modifiera le cadre des relations entre la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Le rapport des forces militaires et politiques en Europe faisait que cette dernière ne pouvait se prévaloir sur l'échiquier politique d'aucun atout — sinon négatif. Le traité militaire avec les Etats-Unis ne ruine pas seulement les espoirs des émigrés espagnols et ceux qu'à Paris et à Londres certains persistaient à fonder sur eux. En même temps qu'il fait du général Franco la seule autorité espagnole responsable de l'Espagne aux yeux de l'Occident, il va donner à sa politique étrangère — grâce à ce contingent de sept divisions — un « lest » qu'elle avait perdu depuis Philippe II. Il sera plus difficile de traiter par le silence, par le sourire ou l'insouciance certaines ambitions de ce pays, qu'il s'agisse de Gibraltar, de Tanger ou même, si les ultras s'en mêlent, de l'Oranie.

La perspective d'un tête-à-tête avec le colosse américain remplit de perplexité les Espagnols. Désirent-ils ou non transformer ce tête-à-tête en colloque à trois ? Il ne doit pas être impossible pour nous de le savoir sans équivoque. Une conversation s'impose aujourd'hui entre Paris et Madrid. La bonne volonté — et la volonté tout court — ne manque pas ici et là. Encore ne deviendra-t-elle effective que si l'on consent de part et d'autre à voir la situation telle qu'elle est et non pas telle qu'elle pourrait paraître à travers des illusions pourrues.

HISTOIRE DE FRANCE

Depuis le 1^{er} Octobre 1953
chaque quinzaine : 265 F *
fiques volumes reliés in-4*,
illustrés de près de 2000 gravures
couleurs * Renseignements à

LAR

(1) Voir le Monde du 22 octobre 1953.

S. A. I. el Jalifa expone las razones por las que no reconoce al nuevo Sultán de Marruecos

61

RABAT, 31.—La Prensa francesaca de Marruecos y Tánger ha reproducido la entrevista concedida al diario "Al Ahram", de El Cairo, por S. A. I. el Jalifa.

El Jalifa manifestó que el Gobierno francés debió consultarle, así como a los caides y bajaes que dependen de él, antes de adoptar medidas contra el Sultán, así como solicitar el parecer del Gobierno español. Al no contar Francia con estos elementos —añadió— decidimos adoptar la actitud que nos imponía la situación. Es decir, negarnos a reconocer al nuevo Sultán.

La oración del viernes en las mezquitas continuamos haciéndola en nombre del Sultán legítimo, mahamed Ben Yusef. (Efe).

THE TIMES
2-11-53

62

NEW LABOUR DECREE IN SPAIN

COUNCILS OF WORKERS AND EMPLOYERS

FROM OUR CORRESPONDENT

BARCELONA, Nov. 1

The traditional family business in Catalonia finds itself considerably shaken by a revolutionary decree of the Ministry of Labour just published in the Press, which requires a *jurado de empresa*, or council of employer and employed, to be set up in all commercial undertakings in Spain employing more than 50 people in any one place of business.

The council is to consist of the owner or manager as chairman, and from four to 12 employees according to the size of the undertaking. As a start, and by way of experiment, the decree will be applied immediately only to businesses which had 1,000 or more people on the pay-roll on January 1, 1953. Although the members of the council will have no power to intervene actively in the management of the business, the proprietor is required to give them annually an account of its position and prospects.

The council, which is to meet at least once a month, will make recommendations to the management on such matters as production, possible operational economies, labour conditions, prevention of accidents, and the proper observance of social legislation.

The creation of these councils was authorized by decree in 1947, but, in the words of the Ministry of Labour, "the abnormal economic situation of the country owing to unforeseen circumstances made it inadvisable to put into operation prematurely a delicate instrument of such political novelty." The Minister, in a recent broadcast, told Spanish workers that the introduction of the councils was for them a great conquest, which made them participants in their employers' businesses and gave them new responsibilities.

SPAIN'S CONTRIBUTION TO DEFENCE

UNDERSTANDING WITH U.S. REPORTED

FROM OUR OWN CORRESPONDENT

WASHINGTON, Nov. 1

According to reports from Madrid, the Governments of Spain and the United States, after the signature of the mutual defence agreement of September 26, have reached an understanding on the Spanish contribution to the defence of Europe.

Seven of the 22 Spanish divisions will be available when equipped with American arms and trained in their use—it is expected that this will take about three years—for duty outside the borders of Spain.

The United States, according to these reports, was unwilling to provide modern equipment for an army which was not intended to do more than guard the Pyrenees, and General Franco was equally unwilling to send troops to northern Europe. But he is prepared to see them used for the defence of the Mediterranean area, and has agreed to make them available for the Italian Alpine front in the event of war.

SPANIARDS CHARGED WITH 13 MURDERS

FROM OUR OWN CORRESPONDENT

PARIS, Nov. 1

In the course of investigations since the murder last July of Mrs. Peck, an English tourist motoring with her husband in the Pyrenees, the French police have arrested seven Spaniards, who are in prison at Carcassonne. The men, alleged to be former members of a band of *guerrilleros*, are charged with 13 murders of Spaniards during September, October, and November, 1944.

Observe que el Times es contrario al pacto Franco y los suenanos, es el unico periodico que trae estas noticias y no meca dificil que pronto nos sorprenda con un articulo de fondo.

DES BOMBES ATOMIQUES ⁶³
pourraient être éventuellement
stockées en Espagne

déclare M. Harold Talbott

Madrid, 2 novembre.

Des armes atomiques pourront être mises à la disposition des forces aériennes américaines qui seront stationnées en Espagne en vertu des accords récemment signés à Madrid, a déclaré ce matin au cours d'une conférence de presse M. Harold Talbott, secrétaire américain à l'air.

« Ceci, a-t-il précisé, pourra se traduire éventuellement par la constitution de stocks de bombes atomiques en Espagne, mais l'ensemble de cette question est encore subordonné à des négociations ultérieures avec les autorités espagnoles.

« Notre première ligne de défense est et demeure en Allemagne »

tient à affirmer le secrétaire à l'Air américain

Les bases aériennes en Espagne ne constituent qu'un appoint à la défense stratégique de l'Europe

Madrid, 2 novembre. — M. Harold Talbott, secrétaire américain à l'Air, a donné hier, au cours d'une conférence de presse tenue à Madrid, d'intéressantes précisions sur les conséquences des accords hispano-américains récemment conclus et sur le rôle stratégique qu'auront à jouer, en cas de besoin, les bases aériennes des Etats-Unis en Espagne, qui seront en état en novembre 1954.

Sur ce point, il a affirmé qu'il n'était nullement question pour les Etats-Unis d'adopter « une politique de stratégie périphérique », en cherchant à « contenir » les Russes avec une puissance aérienne basée en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie et en Turquie.

« Notre première ligne de défense, a-t-il dit, se trouve en Allemagne, et cela de façon bien définie. »

Le rôle des bases espagnoles, a dit le secrétaire américain à l'Air, sera de compléter en Europe, sur les plans offensif et défensif, le système stratégique du commandement aérien des Etats-Unis. A ce titre, elles pourront être utilisées à la fois par des bombardiers lourds et par des chasseurs d'interception destinés à assurer, en cas de conflit, la couverture aérienne du territoire espagnol. Cette défense sera en partie assurée par des pilotes espagnols qui recevront à cet effet un entraînement spécial.

« L'un de nos buts principaux, a ajouté M. Talbott, est de renforcer le potentiel défensif de l'aviation espagnole. »

Répondant à une question, le secrétaire américain à l'Air a souligné que les avions militaires des autres nations européennes membres de l'O.T.A.N. ne pourront utiliser les bases espagnoles qu'en cas de force majeure parce que les récents accords signés à Madrid sont strictement bilatéraux et bien que l'Espagne soit désormais considérée comme faisant partie intégrale du système défensif occidental.

Des armes atomiques en Espagne ...si Madrid y consent

D'autre part, le secrétaire américain à l'Air a déclaré que des armes atomiques pourront être mises à la disposition des forces aériennes américaines en Espagne. « Cependant, a-t-il tenu à préciser, aucun avion transportant des bombes atomiques ne pourra atterrir ou décoller de bases espagnoles, ou même survoler le territoire espagnol, sans qu'un accord préalable ait été conclu à ce sujet avec le gouvernement de Madrid. »

Enfin, M. Talbott a déclaré que les Etats-Unis n'avaient nullement l'intention d'abandonner leurs positions actuelles au Maroc français. « Ce que nous faisons en Espagne est une chose entièrement différente, a-t-il dit.

ATOM BOMBS IN SPAIN

Jagans 'use' the British Council

From FRANK MacGARRY
 BOSTON, Monday.—
 Net Jagan, wife of
 Guyana's deposed
 Premier, called in the
 British Council to
 "show that the British
 are not grabbers."
 She showed a film and
 a lecture on Colonial
 Development from the
 Council and gave a show in
 Georgetown where the Com-
 munist People's Progressive
 Party and most support.
 The show, lasting an hour,
 was attended by two hun-
 dred and the cane-
 dded down the
 the stilted show-hut
 that the land on
 met their bare feet
 shed from them.
 entally, made no
 the rich red soil of
 had been won
 the White Man.

DEAD

Typical afternoon
 in the Jagan house-
 street.
 When a usable
 ing for party
 who, with feet,
 gloomily out
 ndow.
 g her red
 up the top
 white blouse,
 ing to say
 t pull that
 the brains
 is now in
 y tries to
 sband.
 e latest?
 i me to
 start a
 America.

ng
 nday.—
 bers of
 s Pro-
 d in
 pret by
 Com-
 Peter

IS U.S. PLAN If Franco agrees

From PAUL McGREEVY: Madrid, Monday

AMERICA is to store atom bombs in Spain if the Spanish Government agrees. This was announced today by the U.S. Air Secretary, Mr. Harold Talbott.

He is studying sites for five bases which the Americans want to use.

With him is General Nathan Twining, U.S. Air Force Chief of Staff. The general said planes using the Spanish bases "would round off our strategic striking force."

Mr. Talbott and General Twining spoke at a Press conference in the cool comfort of an air-conditioned hotel.

Contrasting

Talbott looks like a tough-faced, six-shooter film hero. Twining, quiet-spoken, spent six nights in a rubber lifeboat when his plane was forced down in the war.

From question and answer these facts emerged: Any use of atomic weapons by the Spanish Air Force would be the result of negotiations and "is not in the picture at present."

Some bases will probably be ready within a year. A group of four American contractors has been formed to build or modernise them.

The bases will be integrated into overall U.S. strategic air planning. This does not mean that British, French, or other non-American Atlantic Treaty planes will be able to use them without special permission from Spain—"except in an emergency."

Front line

There is no question of America adopting a policy which would aim at "containing" the Soviet by basing planes in Britain, Spain, Italy, and Turkey.

"Our first line of defence lies in Germany," said Mr. Talbott.

General Twining denied that atomic-warfare concepts are replacing conventional methods in U.S. military thinking.

"We are just acquiring more modern weapons," he said. "We also need more bases, and Spain is a good place to have them."

LIBERAL WILL FIGHT

MR. ISAAC HYAM, a barrister, agreed last night to fight the by-election in Holborn and St. Pancras South for the Liberal Party. This means a four-cornered contest. Mr. Louis Freeman has said he will stand as Independent.

The by-election was caused by the death of Dr. Santo Jeger. His widow, Mrs. Lena Jeger, is the Socialist choice. The Tories have picked solicitor Mr. Timothy Donovan.

LAST ELECTION: Dr. Jeger (Soc.), 20,332; Colonel L. Gluckstein (Tory), 13,573; Mr. Hyam (Lib.), 1,616. Socialist majority: 1,759.

Chinese as br

PANMUNJOM, N
 Chinese wives, a
 Communists to
 continue to re

A senior U.S.
 disclosed this
 today, said th
 the U.S. pri
 refused re
 believe in C

The r
 Commun
 been tol
 death i
 They
 they w
 about
 munic

THIS IS 'ALICE IN ABADAN'



MR to of

MANCHESTER

3-11-53

Spanish Architecture

The collection of architectural photographs at the Building Centre is said to be the first exhibition of contemporary Spanish architecture to be shown in England. It is a pity that there are not among the photographs some plans to illustrate the nature of the "considerable building and planning developments in all parts of Spain in recent years." This would have allowed the individual buildings to be seen in their context and have left no room for the suspicion that the art on show is as much that of the photographer, who can make a palace out of a petrol station, as the architect's. There are, however, some photographs showing the sort of village rebuilding which has been taking place throughout the country and these new communities look undeniably attractive.

In general mood the buildings are what used to be called "modernist," but kept from extravagance by the austere strain in Spanish tradition: the blank wall and high grilled window. Here and there, though, a baroque decoration sits surprisingly on a blank façade. There are more institutions on show than houses or blocks of flats, and usually with "Dux Francisco Franco" in the body of the deeply graven inscription. Churches also, as might be expected, are well to the fore in Spanish planning and in one of these, Our Lady of Mercy in Madrid, a tall modernist façade is the frame for an extraordinary tumult of baroque statuary. Spain, as one is reminded by this and the magnificent Madrid clubhouse set among the parterres, is the land of violent contrasts.

ATOMIC BOMBING FROM SPAIN

Hispano-U.S. Bases

MADRID, NOVEMBER 2.

Mr Harold Talbott, the United States Secretary for Air, said here to-day that, subject to the approval of the Spanish Government, atomic bombs would be available to American forces based in Spain. Spanish use of American atomic weapons, however, is not in the picture at the present time.

The United States, Mr Talbot said, intended to strengthen Spain's Air Force as soon as possible and was contemplating providing some training planes, including jet planes.

American experts, he added, had visited several sites for projected air bases, "but we have still not completed our visit." It was for the Spanish authorities to announce which air bases the Americans would share with the Spanish forces. These would be partly in operation by next November. Mr Talbott said that the condition of the sites—"they are all good sites"—was better than he had expected. Spanish contracting resources would be used to the maximum extent possible for construction projects—probably leasing American heavy construction equipment already in Europe and North Africa. The bases would be integrated into overall United States strategic air planning; British and other non-American N.A.T.O. planes would only be able to use the bases with the special permission of Spain—"except in an emergency."

Mr Talbott said there was no question of the United States adopting a "peripheral policy" to contain the Soviet Union by a string of air bases—in Britain, the Iberian peninsula, Italy, and Turkey. "Our front line of defence still is in Germany," he said.

General Nathan F. Twining, Chief of the American Air Force General Staff, answering a question, said the Spanish bases would have strategic interceptor fighters to defend them, as well as their bombers.—Reuter and Associated Press.

U.S. Plans to Keep A-Bombs in Spain

By the Associated Press

MADRID, Nov. 2. — The United States Air Force will eventually have supplies of atomic bombs stored in Spain for use against "a common enemy," Air Force Secretary Harold E. Talbott declared here today.

He told a news conference that this atomic base for the Strategic



Harold E. Talbott

Air Force will be established only with the approval of the Spanish government. Any use of these atomic weapons by the Spanish Air Force would be the result of negotiations between the two governments, he said, emphasizing that Spanish use of these weapons is "not in the picture at the present time."

Mr. Talbott is at present studying sites for five proposed bases in Spain which the Air Force will modernize and use in conjunction with the Spanish. Gen. Nathan F. Twining, Air Force Chief of Staff, who is assisting the Secretary in the bases study, attended the news conference.

No Five-Percenter

Mr. Talbott said he believes contracts for the new bases will probably be let in from four to six months, and some of them, he said, will be operational within a year.

"But there will be no 'five-percenter' intermediaries in their construction," he said. "We have a list of companies which use 'five-percenters' to get contracts or engage in cartel practices, and all these companies have been disqualified."

Mr. Talbott said a group of four big American contractors has been formed to handle the whole project and they will let subcontracts to the Spanish aeronautical industry to provide maintenance for United States planes stationed here.

Asked whether the Spanish bases would replace two airfields as yet unbuilt in Morocco, Mr. Talbott said: "What we do here is not dependent on what is done in Africa."

No 'Peripheral Policy'

Mr. Talbott made it clear that there is no question of the United States adopting a "peripheral policy" of "containing" the Russians with air bases in Britain, the Iberian Peninsula, Italy and Turkey. "Our first line of defense lies in Germany—but definitely," he said.

The Secretary said he believes the Spanish bases will cost considerably less than those in Morocco. It was hoped to find among the Spaniards many of the technical men required—men who in the case of the Moroccan bases had to be brought from the United States—and the cost would be less also because Spain is not such barren terrain as Morocco.

"We want to do this job thoroughly," Mr. Talbott went on. "We don't want to rush ahead where it would be overly extravagant."

In this connection he indicated that he would confer with Sen. Dennis Chavez, D., N.M., who is here as a kind of one-man watchdog subcommittee of the Senate Appropriations Committee.

No New Concept

Gen. Twining, in his remarks to the news conference, denied that atomic-warfare concepts are replacing conventional methods in United States military thinking. "We are just acquiring more modern weapons," he said.

He defined the main function of the Spanish bases as "a rounding-out of the strategic striking force."

He added: "We need more bases, and this is a good place to have them. We need both strategic bases and tactical bases for fighters to protect them and Spain. It would be a great step toward stopping our Communist enemies."

Mr. Talbott said that among the first planes the Spanish would receive under the aid-for-bases pact would be T33 jets for training.

Here Gen. Twining put in: "Unless some other type comes forward, possibly through offshore procurement, whereby we might be able to get three planes for the cost of two."

ESPAGNE. — « Pour l'Egypte, l'Espagne est le plus proche et le plus arabe des pays occidentaux », a déclaré le général Neguib dans une interview au journal madrilène « ABC ». Après avoir exprimé « son admiration pour la dignité avec laquelle le peuple espagnol a supporté pendant des années le blocus économique et politique », le président de la République égyptienne déclare qu'il serait très heureux de pouvoir visiter l'Espagne. — (A.F.P.)

THE TIMES

3-11-53

68

U.S. COOPERATION WITH SPAIN

SPEEDING DEFENCE PLANS

MR. TALBOTT'S TOUR

From Our Own Correspondent

MADRID, Nov. 2

On his return from a week's tour of airfields and suitable sites for their construction in Spain, Mr. Talbott, the Secretary of the United States Air Force, stated at a Press conference to-day that cooperation between Spain and the United States would prove "most effective."

Conditions at the sites, he said, were better than he expected. He was favourably impressed by the quality and spirit of the Spanish Air Force officers. "America needs more bases," he declared, "and this is a fine place to put them. We intend to strengthen Spain's defences as fast as we can do it."

Asked how long it might take to develop the "offensive and defensive capability of the air arm in Spain," Mr. Talbott said that some of the promised equipment would be "operational within a year from now." The question of the eventual supply and storage of atomic weapons in Spain could only be decided in conjunction with the Spanish Government, which, in the event of an emergency, could either grant or refuse permission for the military aircraft of other Powers to use the jointly manned Spanish airfields.

SPANISH STAFF

Spanish staff and resources would be employed at the bases wherever possible, Mr. Talbott said. American material would be made permanently available to the Spaniards, and the number of American technicians stationed in Spain would be the minimum required to implement the agreement satisfactorily. They would be drafted gradually to Spain, and every care would be taken not to upset the balance of the Spanish economy.

MADRID, Nov. 2.—Mr. Talbott, in his reference to atomic weapons, said that, "subject to Spanish Government approval," atomic bombs would be made available to American forces based in Spain. He said the United States was "contemplating" supplying the Spanish Air Force with some training aircraft, including jet models.

Mr. Talbott read a statement on the construction of bases, which said: "The United States Government has quantities of heavy construction equipment in Europe and North Africa, and it is anticipated that this equipment will be made available to Spanish contractors on a lease basis, with the possibility that at the end of the construction programme the equipment can be kept in Spain for the maintenance of the facilities."—Reuter.

M. Calvo Serer a-t-il brûlé les chances de la « troisième force » espagnole ?

De notre correspondant particulier JEAN CREACH

Madrid, novembre. — A la veille du congrès de la Phalange a éclaté ici une bombe politique comme on n'en avait jamais vu depuis l'avènement du régime. Vers le 8 octobre arrivait à Madrid la copie d'un article publié dans une revue parisienne par M. Rafael Calvo Serer. Celui-ci, professeur de l'université de Madrid, hier encore directeur d'une excellente revue de philosophie générale, Arbor, a reçu voilà deux ans le prix du général Franco pour un essai politique : l'Espagne sans problème, suivi peu après d'une Théorie de la restauration. A la fois ami de don Juan et du Caudillo, il s'appliquait à acclimater en Espagne l'idée de la restauration de la monarchie à travers le régime. Le petit courant politique qui s'est formé derrière lui s'est baptisé « troisième force » : il était jusqu'ici plus remarquable par la qualité de ses membres que par leur quantité.

Dans le véhément pamphlet publié à Paris M. Calvo Serer a accusé certains militants de l'Action catholique d'avoir rejoint la Phalange et de faire le lit d'un futur régime républicain. Bien des Espagnols modérés de tous bords regrettent qu'aient été entraînés dans la boue des hommes qui ne le méritaient pas, et que l'on ait, devant l'étranger, terni à travers eux la dignité de leur fonction.

Le 9 octobre se réunit le conseil des ministres. Peu après tout Madrid apprenait que le ministre de l'information y avait lu l'article incriminé. Sur la véritable réaction manifestée par le général Franco à ce moment les avis divergent : les uns assurent qu'il qualifia M. Calvo Serer de « traître » ; les autres, qu'il dit être depuis longtemps au fait de l'article et des intentions de son auteur. Selon une troisième version il aurait dit au ministre de l'éducation nationale : « Nous n'allons pas consacrer un conseil tout entier à cette affaire. Calvo Serer est un de vos fonctionnaires. Si vous croyez qu'il a commis un délit prenez les sanctions que vous jugez convenables. » Le lendemain le général Franco partait chasser près de Cadix.

Deux courants dans l'administration

Prenant les devants, l'hebdomadaire El Español, que contrôle le directeur général de la presse, publiait une violente épître « à Juan Lopez y Lopez », qui était en réalité une lettre ouverte à M. Calvo Serer. Un éditorial d'Arriba lui fit écho, fermé mais mesuré : il était sorti de la plume de M. Javier de Bedoya, homme à l'esprit ouvert et international. Deux courants se dessinent bientôt dans l'administration : les uns demandaient la tête du « délinquant », son expulsion de l'université ; témoignage de ce courant, une circulaire aurait ordonné à la presse de faire désormais le nom et les mouvements

et travaux du « déviationniste ». Pour sa part le ministre de l'éducation nationale, si injustement qu'il eût été traité, se contenta, en chrétien charitable, de faire suspendre M. Calvo de son poste de directeur d'Arbor et de sa charge au conseil de la recherche scientifique. Il se plaçait à la tête du courant modéré.

Cependant l'imprudent polémiste ayant aussi malmené le propre recteur de l'université de Madrid, M. Pedro Lain Entralgo, l'accusant de pactiser avec Ortega y Gasset et de faire le jeu de la République, don Pedro avait de son côté répandu dans Madrid une lettre adressée à M. Calvo Serer, et il l'y rudoyait passablement. Les prudents hier s'inquiétaient de l'attitude qu'allait prendre les étudiants phalangistes. La police parlait de la possibilité d'un attentat au vitriol. Les esprits, voilà une dizaine de jours, parurent si montés que deux ministres, dit-on, firent conseiller à M. Calvo de se tenir pendant quelques semaines à l'écart de l'université afin d'y éviter tout désordre.

Ce cours, le premier de l'année, était prévu pour le 19 octobre à midi, l'amphithéâtre étant occupé par deux fortes bandes des partis adverses, les uns phalangistes, les autres carlistes ; des policiers, armadas entraînés dans les couloirs. M. Calvo Serer arriva, parla pendant une heure sans que se produisît le moindre incident. Il est possible que cet acte de courage lui ait fait retrouver dans certains cœurs une partie du terrain que ses violences lui avaient fait perdre dans beaucoup d'esprits.

Que va-t-il sortir de tout ce fâcheux vacarme ? Le sort de la « troisième force » monarchiste, comme celui des républicains du régime, c'est le seul général Franco qui en décidera. Si l'on en juge par des exemples antérieurs il ne serait pas invraisemblable qu'aux yeux du Caudillo M. Calvo Serer eût brûlé d'un seul coup toutes ses chances politiques personnelles, et pour longtemps. Quelques-uns toutefois se demandent si tout ce bruit ne contribuera pas à donner à sa théorie une force qu'elle n'avait pas dans le public au moment même où pour le chef de l'Etat espagnol les problèmes politiques intérieurs semblent passer au premier plan.

DILIGENCE...

San-Diego (Californie), 2 novembre. — James Montee, aviateur de quatre-vingt-onze ans, a piloté hier dimanche un appareil à réaction à une vitesse de plus de 800 kilomètres à l'heure au cours d'une fête organisée pour le cinquantenaire du vol des frères Wright.

A l'âge de vingt ans Montee était conducteur de diligence. — (A.F.P.)

LES DECLARATIONS DE M. TALBOTT
FORMELLE MISE AU POINT DE M. DULLES :

70

" NOUS N'AVONS AUCUN PLAN POUR STOCKER DES ARMES ATOMIQUES EN ESPAGNE "

(De notre envoyé spécial **Nicolas CHATELAIN**)

Washington, 3 novembre. — Comme on pouvait le prévoir, M. Dulles a démenti aujourd'hui les informations selon lesquelles des bombes atomiques seraient entreposées dans les bases espagnoles.

« Nous n'avons aucun projet de stocker des armes atomiques en Espagne », a déclaré formellement le secrétaire d'Etat au cours de sa conférence de presse, « et si un tel projet existait, a ajouté M. Dulles, le gouvernement américain ne l'annoncerait pas publiquement ».

A Madrid, le secrétaire à l'Air, M. Talbott, et le général Twining, chef d'état-major de l'Air Force, avaient fait, on le sait, hier, des déclarations qui semblent être l'opposé de celles du secrétaire d'Etat.

Ce n'est pas la première fois qu'on voit des experts militaires américains partir ainsi en flèche, surtout lorsqu'ils sont en mission à l'étranger, et se faire désavouer par Washington ; il n'y a pas lieu de conclure chaque fois que des incidents de cette sorte relèvent de la technique de l'indiscrétion concertée.

En ce qui concerne le stockage des bombes atomiques dans les bases américaines situées en dehors du territoire des Etats-Unis, la situation réelle est la suivante :

Le transfert à l'étranger d'un engin atomique quel qu'il soit est actuellement réglé par des dispositions législatives très strictes : elle n'est possible qu'avec l'agrément du pays intéressé et sur un ordre spécifique signé par le président lui-même. Le président Eisenhower n'a signé aucun ordre de cette nature jusqu'ici.

Rien de plus que des travaux préparatoires

Il est exact, en revanche, qu'un certain nombre d'installations américaines à l'étranger ont été aménagées de façon à pouvoir recevoir des stocks atomiques, ou des avions lourds susceptibles de transporter des bombes. Ces travaux d'aménagement comportent évidemment des ouvrages d'infrastructure et le transfert d'un personnel spécialisé. C'est en Angleterre, semble-t-il, que ces travaux préparatoires ont été le plus poussés, mais à notre connaissance il n'y a pas de bombes atomiques américaines sur le territoire britannique.

Il est normal par conséquent que les nouvelles bases espagnoles (les experts américains n'ont même pas fait leur choix définitif entre divers emplacements) soient aménagées à leur tour pour être au même niveau d'efficacité que les installations déjà existantes. Mais il n'est certainement pas exact que l'Espagne doive être particulièrement favorisée en matière d'armements atomiques américains.

Les spécialistes américains estiment d'une façon générale que la question de stockage ou du non-stockage de bombes atomiques à l'étranger est purement académique. Le jour où les pays occidentaux se verraient obligés de résister à une agression ou de déclencher de vastes opérations de représailles, les bases américaines pourr

fonctionner, à plein rendement, en l'espace de quelques heures, le temps nécessaire, semble-t-il, à un vol de bombardiers intercontinentaux pour franchir l'Océan.

On prévoit ici, d'autre part, que l'importance des bases avancées américaines aura tendance à diminuer à mesure qu'augmentera le potentiel de l'aviation stratégique à grand rayon d'action utilisant des pistes de départ à l'intérieur même des Etats-Unis.

Pas de bombes « A » dans des territoires étrangers souverains...

La mise au point de M. Dulles n'a pas été la seule. Au Pentagone, le secrétaire à la Défense, M. Wilson, vient de démentir à son tour les propos prêtés à M. Talbott. Il l'a fait en termes identiques à ceux du secrétaire d'Etat. Les déclarations imprudentes de M. Talbott et du général Twining à Madrid avaient déjà soulevé une certaine émotion.

Le secrétaire à la Défense a précisé cependant : « Je ne peux pas dire qu'il n'y a pas actuellement de bombes atomiques entreposées en dehors du continent américain, et, si je pouvais le dire, je ne le ferais pas. »

Il s'est refusé à entrer dans les détails. La déclaration de M. Wilson signifie simplement que les Etats-Unis ont déjà ou peuvent avoir des bombes atomiques dans des bases qui sont situées en dehors des Etats-Unis, mais qui sont au point de vue international placées sous la juridiction et la souveraineté américaines.

LA DEFENSE CONTINENTALE

(Suite de la première page.)

Malheureusement le militaire américain, devenu avec le Pentagone un des éléments fondamentaux de la politique internationale, a tendance à ne pas concevoir de système militaire en dehors de ce type d'armée industrielle qui lui a permis de remporter assez aisément une victoire décisive avec un minimum de pertes humaines. Aussi lorsqu'en 1949 l'Europe lui demanda d'organiser sa défense, c'est sans hésitation qu'il établit les tableaux d'effectifs des divisions atlantiques, dont les caractéristiques essentielles sont connues : « tranches divisionnaires » de 80 000 hommes, c'est-à-dire divisions de 15 000 hommes appuyées par 8 000 ou 10 000 hommes d'unités combattantes non endivisionnées, le tout servi et alimenté par une masse de 50 000 non-combattants à échequer depuis le front de guerre jusqu'aux sources de recrutement du personnel et de production du matériel. Divisions et unités non endivisionnées portent elles-mêmes la « marque industrielle », une division d'infanterie de 15 000 hommes ne compte guère plus d'un millier de voltigeurs, mais un

nombre à peu près égal de militaires du service de santé et 2 000 véhicules, avec 2 000 chauffeurs et les ateliers de réparation et d'entretien correspondant. C'est la conception anglo-saxonne du « corps expéditionnaire », qui doit pouvoir vivre et combattre pendant des mois loin de sa patrie.

Simple armée de couverture ?

Une telle armée coûte évidemment très cher. En temps de guerre, les préoccupations financières étant reléguées au second plan, l'inconvénient n'apparaît guère, mais il éclata dès que l'état-major atlantique parla de fixer au chiffre de quatre-vingt-dix le nombre des divisions nécessaires à la défense de l'Europe. On constata immédiatement que les budgets des pays d'Europe ne seraient jamais, à beaucoup près, en mesure de supporter un tel fardeau et que la note à payer par les U.S.A. serait elle-même si forte qu'elle n'aurait aucune chance d'être admise par le Congrès. Les militaires refirent alors leurs comptes et déclarèrent pouvoir se contenter à la rigueur de soixante divisions.

Depuis lors les sessions de l'O.T.A.N. discutent deux ou trois fois l'an des mesures à prendre pour réaliser ce chiffre ; l'année dernière à Lisbonne, compte tenu des douze divisions allemandes prévues par le traité de Communauté européenne de défense, on espérait pouvoir réaliser le chiffre de quarante divisions européennes, ce qui, avec l'appoint des corps expéditionnaires américains et britanniques d'Allemagne, eût permis d'opposer quelque cinquante divisions à l'adversaire éventuel. Or on constate aujourd'hui que ce chiffre réduit, présenté seulement comme une étape, excède encore les possibilités financières : en Europe on ne parle que d'« étaler » le programme de Lisbonne, tandis qu'à Washington le Congrès discute chaque dollar d'aide militaire. Ainsi, au prix d'un effort financier écrasant et en mettant tout au mieux, il est douteux que l'Europe puisse entretenir une quarantaine de divisions du type « industriel » au lieu des quatre-vingt-dix jugées nécessaires par les experts militaires pour assurer sa défense. C'est donc à quarante divisions qu'incomberait la tâche d'arrêter l'agresseur, puis de l'anéantir ou de le repousser hors des frontières, sinon ce serait l'invasion.

Le pourraient-elles ? Il faut l'espérer, mais cela exigerait une souplesse de manœuvre que leur lourdeur ne paraît pas autoriser. Dans la moitié septentrionale de la France la richesse du réseau routier permet de déployer une division de deux mille véhicules sur un front n'excédant pas une dizaine de kilomètres, mais ce chiffre est déjà considérable eu égard aux effectifs comparés de la division (1) ; sur le Rhin en Allemagne, où le réseau routier est moins dense, force serait d'admettre des zones d'action plus larges, mais le front de combat serait alors si faible que le risque paraît grand de voir un ennemi plus léger submerger nos unités, capturer leurs interminables files de véhicules immobilisés sur des axes peu nombreux et rigides et les mettre ainsi définitivement hors de cause. A ce péril seule une manœuvre en retraite rapide permettrait d'échapper.

Dès lors la question se pose, angoissante pour tous les Européens : les forces armées de l'O.T.A.N., qui ruinent les budgets, peuvent-elles être autre chose qu'une simple « armée de couverture » destinée à retarder pendant quelques semaines la progression russe pour garder finalement quelques têtes de pont sur la mer du Nord et défendre les Pyrénées et, au mieux, les Alpes ?

Conditions de la défense

En réalité, et c'est là le vice fondamental de la construction de l'O.T.A.N., du moins en ce qui concerne l'Europe, les militaires américains qui l'inspirent n'ont pas su se dégager de leur notion d'armée industrielle intervenant à la fin de la guerre, et ils n'ont pas essayé de vivre la situation qui serait celle des pays de l'Europe occidentale au début d'un conflit avec l'U.R.S.S. S'ils l'avaient tenté ils auraient compris peut-être que les problèmes militaires posés par la préparation en temps de paix de la défense de pays menacés par un puissant voisin n'ont rien de commun avec ceux qu'ils ont eu à traiter à la fin des deux guerres mondiales. Pour eux les « vertus militaires » et l'« art militaire » même sont choses secondaires, la guerre est une « science » ; elle est une entreprise industrielle, et les militaires doivent combattre un peu comme travaillent les ouvriers. Si l'on n'obtient pas d'emblée un succès facile on s'arrête, au besoin l'on se retire aussi loin qu'il faut et aussi longtemps qu'il faut pour attendre d'avoir réuni des moyens supérieurs. En Europe, au contraire, il s'agit d'arrêter un agresseur à la frontière même, ou au plus près de la frontière, afin d'épargner à la population les horreurs de l'invasion et de l'occupation, épreuves que les Américains n'ont jamais connues. On n'a point la ressource de s'appuyer sur l'espace et sur le temps ; la bataille n'est pas, ne peut pas être une opération préparée d'abord, réalisée ensuite, comme un plan de fabrications : elle est un acte soudain, imposé, violent, risqué, opposant des hommes à des hommes, des volontés à des volontés. Que la guerre moderne soit, sous certains aspects, une « science », il serait fou de le méconnaître, mais dans un conflit européen la « science » ne peut rien sans l'« art militaire » des chefs, et l'« art militaire » est lui-même impuissant si les combattants ne possèdent pas les « vertus militaires ». C'est la grande leçon et la douloureuse leçon de 1940.

Aussi en Europe la défense nationale revêt-elle d'abord et avant tout un aspect moral. Si la masse de la population n'est pas décidée à se dresser contre l'envahisseur, si elle n'est pas imbue d'un esprit de sacrifice total, il n'y a pas de défense nationale possible. Toute organisation militaire qui sépare les forces combattantes de la masse affaiblit le sens de la défense nationale, et ainsi indirectement les forces combattantes elles-mêmes. Or les armées européennes de l'O.T.A.N. ont à cet égard les défauts des armées de métier vivant en marge de la nation, mais elles n'en possèdent pas les qualités. Le service militaire s'y accomplit dans des conditions dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne contribuent pas à développer le patriotisme et à rendre l'armée populaire, et l'on devrait s'alarmer de l'esprit dont font preuve de nos jours à l'issue de leur service des jeunes gens même appartenant aux milieux traditionnellement les plus attachés à l'armée, et qui ont jadis assuré sa force.

L'O.T.A.N. poursuit la création d'un instrument militaire, elle n'organise pas la « défense de l'Europe ». Elle n'a pas compris que la défense nationale exigeait une âme !

(A suivre.)

G. GEORGES-PICOT.

(1) En 1944-1945 les fronts ont été plus larges, mais on a eu affaire à un ennemi faible numériquement et épuisé. C'est à 1940 qu'il faut penser et non à 1945.

× Une conférence d'information suivie d'un débat sur la France devant l'armée européenne aura lieu demain 4 novembre, à 21 heures, salle des Sociétés savantes, 28, rue Serpente, à Paris, avec la participation de M. Jean Auburtin, vice-président du Conseil municipal de Paris, M. Michel Bruguière, membre de la commission nationale permanente du Mouvement de la paix, M. de Moro-Giafferi, député de Paris, ancien ministre, et M. Roger Pinto, professeur à la faculté de droit de Lille.

M. Talbot précise l'évolution de la stratégie « atomique » américaine

Nous avons publié hier dans notre dernière édition les déclarations faites à Madrid par M. Harold Talbot, secrétaire américain à l'aviation, selon lesquelles des bombes atomiques pourraient être éventuellement stockées en Espagne. On lira ci-dessous l'essentiel de ces déclarations, qui sont interprétées à Washington comme donnant des indications très claires sur les principes de la nouvelle stratégie des Etats-Unis.

A Madrid, M. Harold Talbot, qui effectuait en Espagne une tournée d'inspection des emplacements prévus pour l'établissement de bases aériennes américaines, a déclaré au cours d'une conférence de presse que les forces américaines en Espagne ne seraient dotées d'armes atomiques que si le gouvernement de Madrid donnait son assentiment.

Comme on lui demandait si la construction de bases aériennes américaines en Espagne aurait pour conséquence l'annulation des projets de construction de deux nouvelles bases au Maroc, M. Talbot a répondu que l'Espagne et le Maroc étaient deux problèmes différents.

M. Talbot a tenu d'autre part à affirmer que l'accord américano-espagnol n'entraînerait aucune modification de la stratégie militaire américaine et que l'Allemagne demeurerait la première ligne de défense du monde occidental. Il a ajouté que les techniciens américains n'entreraient en Espagne que progressivement, selon les besoins, et que les autorités américaines s'efforceraient d'empêcher du personnel espagnol dans toute mesure du possible.

L'Espagne, a dit M. Talbot, peut recevoir des avions d'instruction T-3 et des chasseurs à réaction que ces appareils seront destinés à former.

Il est probable que les premières bases aériennes espagnoles mises à la disposition des forces aériennes américaines en vertu des récents accords de Madrid, et dont l'aménagement sera entrepris incessamment, pourront entrer en service vers la fin de 1954, a-t-il ajouté.

Le rôle que ces bases espagnoles

seront appelées à jouer sera de compléter en Europe, sur les plans offensif et défensif, le système stratégique du commandement aérien des Etats-Unis. A ce titre elles pourront être utilisées à la fois par les bombardiers lourds de l'aviation stratégique américaine et par les chasseurs d'interception, destinés à assurer en cas de conflit la couverture aérienne du territoire espagnol. Cette défense sera en partie assurée par des pilotes espagnols, qui recevront à cet effet un entraînement spécial.

Commentant ces déclarations, les observateurs à Washington soulignent, selon l'agence France-Presse, qu'il existe maintenant une première indication précise et officielle de l'évolution de la nouvelle stratégie américaine fondée sur les engins atomiques et les bombardiers à réaction à grand rayon d'action.

En effet, en indiquant que les Etats-Unis disposeront en Espagne d'un stock de bombes atomiques M. Talbot aurait, selon les observateurs, laissé entendre qu'il n'y a aucune raison pour que des dispositions analogues ne soient pas prévues pour les autres bases américaines à l'étranger.

On rappelle à ce sujet que les autorités militaires américaines se sont toujours refusées à confirmer ou à infirmer que des armes atomiques se trouvaient dans les bases aériennes américaines en Grande-Bretagne. Il est permis de penser à présent que si le gouvernement britannique y a consenti, des armes atomiques existent dans ces bases. Ces mêmes armes pourraient être entreposées à la base de Thule, dans le Groenland, dans les bases de l'Alaska et dans celles qui s'échelonnent du Maroc à la Turquie.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

(Suite de la première page.)

Un autre article, publié dans le même numéro, déplore que le tiers des forces armées américaines soit stationné en Allemagne et au Japon, et que six divisions se trouvent en Corée pour protéger le Japon, alors que les contribuables de ces deux pays ne supportent aucune charge pour leur défense (N.D.L.R. : cela n'est pas tout à fait exact), et peuvent développer leurs industries civiles et entrer en compétition avec les industries américaines. La responsabilité d'un état de choses aussi inadmissible incombe à la France en ce qui concerne l'Allemagne, et aux Japonais eux-mêmes en ce qui concerne leur pays. Enfin U.S. News estime que si la puissance industrielle et les effectifs allemands et japonais étaient mobilisés pour la défense il en résulterait une économie annuelle de 10 milliards de dollars. Ces perspectives alléchantes ne manquent pas d'attirer pour les parlementaires, qui en une année électorale seraient heureux de pouvoir annoncer à leurs constituants qu'ils ont trouvé le moyen prodigieux de ramener les boys et en même temps de faire des économies...

L'administration suit un raisonnement plus subtil, et il est certain que le président Eisenhower, très au fait du climat européen, souhaite que les chefs militaires modifient leur point de vue à l'issue de leur tournée en Europe. De même M. Foster Dulles, dans ses entretiens avec les représentants français, et tout récemment encore avec M. Maurice Schumann, s'est abstenu de tout conseil ou de toute admonestation. Néanmoins il est sous-entendu que les Français doivent tirer leurs propres conclusions, et que l'objectif de la politique américaine en Europe reste la création de la Communauté de défense et la formation de divisions allemandes.

Pour un équilibre de puissances sur le continent européen

Dans un remarquable article, daté de Paris et publié dans le New York Herald Tribune, Walter Lippmann évoque le malentendu franco-américain qui repose selon lui sur une appréciation différente de la situation internationale. L'Américain, dit-il, en est toujours à 1950, autrement dit estime que l'Europe est menacée d'une agression militaire russe, et que toute sa politique doit être centrée sur les moyens de résister à cette agression. Or, poursuit M. Lippmann, cette conception n'est plus celle des Européens, qui dans leur ensemble (et pas seulement les Français) pensent que le réarmement atlantique, le mécontentement des satellites et les événements intérieurs russes après la mort de Sta-

line ont créé une situation nouvelle, telle que la grande question pour l'Europe occidentale est désormais « de vivre en paix et en liberté avec l'Allemagne ».

« Il s'agit, dit-il, d'aboutir à un équilibre de puissances sur le continent, de manière à éviter l'hégémonie et la domination allemandes. » Et notre confrère explique les hésitations de la France à « fonder sa souveraineté dans un super-Etat qui dans les circonstances présentes serait sûrement dominé par l'Allemagne ». Pour conclure, après avoir souligné qu'il était indécent de considérer comme signe d'une infériorité morale les hésitations des Français « à faire ce que ni les Américains ni les Anglais ne rêvent de faire », il met en garde ceux qui poussent à la réalisation de la C.E.D. avant que la France ait regagné son indépendance économique et sa confiance en soi : « Forcer à un abandon de souveraineté une nation hésitante et pleine de ressentiment serait s'exposer délibérément à de sérieux ennuis. »

L'FFECTIF DES TROUPES AMERICAINES EN FRANCE

Dans le même ordre d'idées que le câble ci-dessus de notre correspondant particulier Henri Pierre, signalons qu'une dépêche de Washington à l'agence France-Presse indique que selon certains experts militaires américains « les tableaux d'effectifs hérités de la dernière guerre doivent être entièrement revus ».

Il existerait actuellement au Pentagone une sorte de tendance à confier à une unité plus réduite et plus souple, la brigade par exemple, les missions normalement assignées à la division classique. Certains experts verraient dans la brigade à douze bataillons la « grande unité » idéale. Cette brigade aurait une puissance de feu incomparablement supérieure à celle de la division de la dernière guerre, sans compter l'appui que pourraient éventuellement lui apporter les batteries de canons atomiques de 280 mm. La transformation des divisions traditionnelles et la réduction de leurs effectifs auraient sur l'opinion étrangère des effets psychologiques beaucoup moins graves que le retrait d'Europe et d'Extrême-Orient d'une ou de plusieurs « grandes unités » classiques.

Cette réduction servirait les intentions du comité des chefs d'état-major, dont certains membres, apprend-on dans les milieux militaires, sont favorables à une diminution de cinq cent mille à un million d'hommes de l'effectif total actuel du personnel militaire américain.

TIMES
4-11-53

72
MANCHESTER
4-11-53

AMERICAN BASES IN SPAIN

NO PLAN TO SEND ATOMIC BOMBS

MR. DULLES'S DENIAL

From Our Own Correspondent

WASHINGTON, Nov. 3

The Secretary of State went to the White House with the Secretary of Defence early this morning and later held a Press conference at which the first question referred to what was believed to be the cause of his visit to President Eisenhower—reports from Madrid that Mr. Talbott, the Secretary of the Air Force, had said that the United States Air Force units operating from Spanish bases would be supplied with atomic weapons.

Mr. Dulles replied: "I don't know precisely what was said by Secretary Talbott, but I can say this: we have no plans for storing atomic weapons in Spain. If and when we have plans for storing atomic weapons, we shall not announce them publicly to the world and to our potential enemy." Nor was there any agreement with the Spanish Government, similar to that with the British Government, on the method or the occasion of their use. Mr. Dulles thought that under the Atomic Energy Act only the President was empowered to decide where atomic weapons could be stored.

Use of Spanish Bases

Mr Dulles was questioned repeatedly about reports that the Government had an agreement with General Franco to store atomic bombs in Spain. After casting doubt on the accuracy of these reports, the Secretary of State declared that he knew of no such plan. He pointed out that, if any such policy really did exist, the Government would never announce it publicly to the world and to the potential enemy.

He admitted later that the recent agreement with Spain contained some subsidiary provisions which had never been made public, but he defended this policy as part of normal diplomatic procedure. He gave assurances that all these provisions were purely military and concerned questions of detail arising from the use of Spanish bases and airfields; in no case, he added, did they raise any new issues of political significance.

TELEGRAPH
4-11-53

NO ATOM BOMBS GOING TO SPAIN

MR. DULLES CLARIFIES MADRID STATEMENT

FROM OUR OWN CORRESPONDENT
WASHINGTON, Tuesday.

Mr. Dulles, United States Secretary of State, said to-day America had no plans for storing atomic weapons in Spain or elsewhere abroad. When it had it would not announce them publicly to the world and to potential enemies.

American papers to-day quoted Mr. Talbott, Secretary for Air, as saying in Madrid that atom bombs would be stockpiled in Spain.

[The Madrid Correspondent of THE DAILY TELEGRAPH reported him as saying atom weapons would enter Spain only with Spanish consent. Mr. Talbott left to-day for Tripoli and Turkey and will return to Spain on Nov. 12.]

Mr Dulles said that he had not seen the official text of the statement. But he imagined Mr. Talbott would be surprised at the headlines in to-day's papers.

The clarification was made at Mr. Dulles's Press conference after a meeting with President Eisenhower and Mr. Wilson, Secretary of Defence. He recalled that the Atomic Energy Act gives the President exclusive responsibility for transferring atomic weapons to the military and for their disposition.

SLOW KOREA PROGRESS

L'EUROPE

Washington dément l'existence d'un plan pour stocker des bombes atomiques en Espagne

Les déclarations faites par M. Harold Talbott, secrétaire américain à l'air, lors de son passage à Madrid, sur la possibilité pour les Etats-Unis d'entreposer des bombes atomiques en Espagne avec l'assentiment du gouvernement du général Franco ont provoqué différentes mises au point.

M. Foster Dulles, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, a déclaré que Washington n'avait aucun plan concernant la constitution de stocks de bombes A dans la péninsule Ibérique. Il a précisé que si les Etats-Unis envisageaient d'emmagasiner des armes atomiques en Espagne la chose ne serait pas annoncée publiquement au monde et à un ennemi éventuel. Il a rappelé que seul le président des Etats-Unis peut décider de l'emplacement des réserves de bombes atomiques.

« Toutes les clauses des accords hispano-américains revêtant une signification politique quelconque ont été rendues publiques », a-t-il ajouté. Il a indiqué cependant que ces accords ont donné lieu normalement à une série d'arrangements portant sur les aspects techniques de leur mise à exécution.

M. Charles Wilson, secrétaire à la défense, a déclaré, également au cours d'une conférence de presse : « Je ne peux pas vous dire qu'aucune bombe atomique n'est actuellement entreposée en dehors du continent américain, et si je pouvais le faire je ne le ferais pas. »

Interrogé sur le point de savoir si cette déclaration constituait l'admission implicite qu'il existe des dépôts de bombes atomiques en dehors du territoire des Etats-Unis, M. Charles Wilson a répondu : « Non. Je me refuse tout simplement à confirmer ou à démentir un tel dépôt. »

M. Wilson a d'autre part affirmé que

les déclarations de M. Talbott n'avaient pas été soumises à son approbation. Il a ajouté qu'il approuvait pleinement ce qu'en avait dit M. Dulles.

Enfin M. Talbott lui-même, à son arrivée à Athènes hier soir, a démenti les informations diffusées par des agences de presse américaines selon lesquelles les bases américaines en Espagne et en Grèce seraient pourvues de bombes atomiques.

« Je proteste énergiquement, a-t-il déclaré, contre cette interprétation des propos que j'ai tenus au cours d'une conférence de presse en Espagne. Je n'ai jamais prononcé la moindre parole pouvant laisser supposer que nos forces aériennes en Europe seront dotées de bombes atomiques. La décision d'employer l'arme atomique, a-t-il ajouté, appartient d'ailleurs au président des Etats-Unis, et je n'ai donc aucune qualité pour en parler. »

Suivant le correspondant de l'A.F.P. à Washington la constitution de dépôts de munitions atomiques dans les bases américaines à l'extérieur des Etats-Unis est une mesure prévue en cas d'hostilités, ou peut-être en cas d'aggravation extrême de la situation internationale : tel est le sentiment d'un grand nombre d'experts militaires du Pentagone. C'est pourquoi, expliquent ces experts, il n'y a qu'une contradiction apparente entre l'annonce par le secrétaire américain à l'air, M. Harold Talbott, que des stocks de bombes atomiques pourraient un jour être constitués dans les bases aériennes américaines en Espagne et la déclaration du secrétaire d'Etat, M. John Foster Dulles, que les Etats-Unis ne projetteraient pas d'entreposer en Espagne des armes nucléaires.

En fait, souligne-t-on à Washington, le secrétaire à l'air n'a fait qu'évoquer une hypothèse de l'avenir. Il n'a pas parlé, contrairement à des interprétations erronées de ses déclarations, d'un projet immédiat ni d'une décision arrêtée.

Il est bien entendu que le caractère hypothétique des déclarations du secrétaire à l'air ne signifie pas que la doctrine stratégique américaine des « représailles instantanées » en cas d'attaque ennemie reste dans le domaine des idées. Elle existe, sa mise en œuvre éventuelle est préparée, et elle comporte assurément l'emploi d'armes atomiques.

NOUVELLE RUPTURE ANGLO-EGYPTIENNE

Les conversations entre Le Caire et Londres sont une fois de plus interrompues. Depuis huit ans des contacts intermittents semblaient avoir épuisé l'une après l'autre les causes de friction entre les deux pays. Tour à tour les obstacles que constituaient les principes mêmes de l'évacuation, la question du Soudan, hier encore la controverse au sujet des uniformes des « techniciens » britanniques, paraissaient avoir été aplanis. Aussitôt d'autres difficultés surgissaient.

Les troupes britanniques demeurent stationnées dans la zone du canal de Suez, et les aspirations nationales égyptiennes n'ont toujours pas reçu satisfaction.

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement du général Neguib ne pouvait justifier sa présence au pouvoir que par une recherche constante de l'évacuation. Pour y parvenir les nouveaux maîtres de l'Egypte, qui disposent d'un prestige et d'une autorité incomparablement plus considérables que les politiciens de l'ancien régime, sont allés jusqu'à l'extrême limite des concessions.

Le gouvernement militaire n'a pas craint en effet, au risque d'encourir une certaine impopularité, de dissocier du fond des revendications égyptiennes la question du Soudan, une des pierres d'achoppement de l'accord avec Londres.

Indépendamment des concessions acceptées par les dirigeants sur le fond même des négociations, les autorités du Caire ont pris toute une série de mesures pour faire taire à l'intérieur du pays toute l'opposition de nature à compromettre la conclusion d'un traité. Nous n'en voulons pour preuve que la lettre du Conseil de la révolution publiée dans nos colonnes et affirmant que « la censure sur la presse a pour mission de préparer une atmosphère favorable aux négociations anglo-égyptiennes ».

La tâche du gouvernement Neguib est d'autant plus lourde que l'opposition ou certains démagogues ne manqueront pas de trouver ultérieurement des arguments contre le régime dans les concessions faites autour du tapis vert. En d'autres termes, si même la bataille contre Londres venait à se terminer par un accord, il resterait aux dirigeants égyptiens à faire accepter ce dernier par une opinion particulièrement chatouilleuse.

L'unanimité de l'opinion égyptienne sur un accord éventuel est aussi importante pour le général Neguib que pour les Anglais. En fin de compte l'argument décisif des Britanniques pour éviter de signer un accord prévoyant l'évacuation de leurs troupes est en effet une interrogation sur le caractère représentatif des interlocuteurs gouvernementaux égyptiens. Cet argument a joué successivement contre les gouvernements Sedky, Nokrachy, Abdel Hadi et Hilaly. N'est-ce point pour y échapper que le général Neguib a cherché récemment à élargir les bases politiques de son gouvernement en prenant contact pour la première fois avec certains politiciens de l'ancien régime ?

Quoi qu'il en soit, la rupture définitive des négociations placerait le général Neguib devant l'alternative suivante : livrer une bataille à outrance contre l'Angleterre ou disparaître.

Ni l'une ni l'autre de ces éventualités ne semblent à priori avantageuses pour la Grande-Bretagne. La première signifierait le retour de troubles et de l'instabilité dans la vallée du Nil. La seconde amènerait face aux Anglais un nouveau gouvernement tout aussi contraint de plaider pour les aspirations nationales et beaucoup moins fort pour imposer une entente.

A moins que sous peu le gouvernement égyptien n'indique clairement qu'en exigeant le départ des Britanniques il ne prépare pas une implantation plus accentuée de l'influence américaine. Une telle prise de position au Caire changerait à Londres beaucoup de choses...

75
 Singor
 Paris
 16.
 Importantísimas declaraciones de S. E. el Jefe del Estado,

:-: Generalísimo Franco, a la agencia United Press :-:

Los acuerdos militares y económicos en España y los EE. UU. son trascendentales para la paz y la seguridad del Occidente

A través de los EE. UU. queda asegurada la ayuda eficaz España al Occidente

Gibraltar tiene un valor militar exiguo | No es sincera la propaganda de paz soviética

Nueva York, 4.—La agencia United Press ha distribuido a la Prensa el texto de unas declaraciones de S. E. el Jefe del Estado, Generalísimo Franco, hechas en Madrid al corresponsal diplomático de la agencia en Washington, señor Edward G. de Pury y al director de la agencia en España, Sr. Ralph Forte.

Simultáneamente a esta entrevista el Generalísimo Franco concedió a la United Press un amplio reportaje para televisión realizado en el palacio del Pardo, obteniéndose para el mismo, según anuncia la agencia, diversos grupos de familia en los jardines del palacio.

La entrevista con los representantes de la United Press tuvo lugar en el gran salón «De Pasos perdidos» del palacio y más tarde, para la televisión, el Generalísimo mostró a los señores de Pury y Forte en su estudio de pintura algunos de los cuadros pintados por él. Subraya la información que el presidente Eisenhower cultiva el mismo arte.

El texto de las preguntas hechas por la United Press y el de las respuestas del Generalísimo, es el siguiente:

1.—¿Qué opina Su Excelencia sobre la significación política de los acuerdos militares y económicos que acaban de ser firmados entre España y los Estados Unidos?

—Los considero trascendentales para la paz y la seguridad del Occidente. Con ellos se valora una posición estratégica decisiva y se suma a la situación internacional el esfuerzo de treinta millones de españoles. Para España significa la puesta a punto más rápida de sus medios defensivos y de su movilización económica. Y para el pueblo americano debe representar una disminución en el futuro de sus sacrificios.



2.—¿Cuáles serían las condiciones que España pondría a su ingreso en la organización del Tratado Norte-Atlántico? ¿Y puede esperarse que el Gobierno español estaría dispuesto a tomar en consideración una colaboración militar y económica con Francia e Inglaterra?

—No se ha presentado este caso ni creo que pueda presentarse. A través de los Estados Unidos queda perfectamente asegurada nuestra ayuda eficaz al Occidente, sin forzar a nuestros pueblos, en frío, a una relación de intimidad que los estados de opinión repugnan. Para toda colaboración se necesita una cordialidad que nada se ha hecho por alcanzar.

3.—¿Considera Su Excelencia que la firma del acuerdo militar con los Estados Unidos puede

de influir los planes para la defensa de Gibraltar? Sería interesante conocer el punto de vista del Gobierno español sobre este problema.

—El acuerdo lo considero decisivo para la defensa de esta comunicación entre los dos mares; ya que, con el progreso de las armas, se ha convertido en estrecho la zona de mar entre Cádiz y Almería, que está bajo la acción eficaz de los aerodromos y bases de las dos orillas, las cuales se encuentran en manos españolas. La plaza de Gibraltar está hoy reducida al recinto de su vieja fortaleza y de la factoría naval en ella enclavada, dominada por el anfiteatro de montañas de nuestro territorio, todo ello de valor militar exiguo.

4.—¿Cree Su Excelencia que la defensa del Africa del Norte

puede ser fortalecida a una colaboración franco-inglesa más estrecha en aspectos militares, económicos y políticos?

—Toda colaboración con los vecinos ha sido siempre política eficaz para su bienestar, aunque exige desgoce la buena fe y el juego. Por su situación geográfica España y su archipiélago defienden en su zona or al Africa del Norte. Por cooperación militar y económica España y su acuerdo con Estados Unidos fortalecen y aseguran la seguridad de los territorios.

5.—En el caso de una zona de agresión contra o contra los Estados Unidos, ¿quiere Su Excelencia que el Gobierno español debería la oportunidad de

medidas defensivas más allá de los Pirineos?

—Eso dependerá de la situación y de la conveniencia de la defensa general. Por hoy, es materia que corresponde a la responsabilidad de los países ubicados en aquella zona, y toda medida en este orden tendría que ser estudiada y considerada de acuerdo con los interesados.

6.—A juicio de Su Excelencia, ¿cuál es la mejor política y cuáles son los métodos más indicados en lo que se refiere a la llamada ofensiva de paz de la República soviética?

—Una preparación militar y un fortalecimiento económico que inspiren respeto y una política de seguridad y justicia social que asegure la paz interna y la retaguardia, sin hacer caso de esa propaganda de paz que la Rusia soviética no siente.—(Efe)

Discurso del Embajador de los Estados Unidos

Señor presidente, miembros de la Cámara y distinguidos invitados:

Ante todo he de darles a ustedes las gracias por haberme invitado amablemente a venir a Sevilla para reunirme con este grupo representativo de comerciantes españoles y norteamericanos. Desde luego, es un placer especial reunirme con ustedes en esta hermosa e histórica ciudad de encanto andaluz. En verdad, se me figura que será difícil concentrarse en los negocios en este ambiente.

Cuando pensamos en Sevilla, solemos acordarnos de su música y de sus bailes tradicionales, o de la solemne belleza de sus procesiones de Semana Santa. Algunos extranjeros se inclinan a pensar en Sevilla a través de las corridas de toros. ¡Con decirles a ustedes que me habían asegurado personas a mis órdenes que mis oyentes de aquí estarían indudablemente divididos en dos grupos: sol y sombra! Ello se debe a que

(VIENE DE PRIMERA PAGINA)

marinos de esta región, que le acompañaron en su gran aventura. Por consiguiente, los norteamericanos podemos afirmar que los lazos que unen a nuestra patria con España, constituyen las relaciones más antiguas que hayamos tenido con el extranjero.

Ha pasado mucho tiempo desde entonces, y hoy están estrechamente ligados nuestros destinos, más que nunca, por haberse firmado hace unas cuantas semanas en Madrid, convenios en que se acuerda la cooperación económica y militar entre nuestros Gobiernos en interés de la defensa de Occidente, y para el común beneficio de ambas naciones.

Los acuerdos firmados por España y los Estados Unidos han tenido ya repercusión en todo el mundo. En la mayor parte del mundo occidental, se ha recibido la noticia con profundo placer, porque significa que se ha añadido otro fuerte eslabón a la defensa de nuestra civilización. Para el mundo comunista, no fué satisfactoria la noticia. Las pruebas de ello pueden verse en la propaganda que nos llega ahora de detrás del telón de acero.

Nuestros enemigos mútuos afirman que el «imperialismo» norteamericano «se está apoderando» de todas partes de España. Nada más lejos de la verdad, desde luego. Con arreglo a los acuerdos, España permitirá a los Estados Unidos utilizar ciertas instalaciones del país, conjuntamente con las fuerzas españolas. Esas instalaciones permanecerán en todo caso bajo la soberanía y el mando de España. Solo se destinará a España, personal norteamericano en el número mínimo necesario para el mantenimiento de las instalaciones. Estará integrado en su mayoría por técnicos, tales como especialistas en transmisiones, mecánicos, encargados de almacén, y otros que se cuidarán de que se conserve en buenas condiciones el material.

El personal norteamericano llevará uniforme en las instalaciones militares, e irá vestido de paisano, cuando no esté de servicio. No nos proponemos tener «tropas» en España. Resulta claro que la soberanía y la independencia españolas permanecerán siempre intactas.

Se exponen aquí con la mayor claridad los datos anteriores porque creo que demuestran que no existe la menor intención por parte de los Estados Unidos de usurpar, aguijar, o violar parte alguna del territorio español.

En lo que se refiere a la situación de las bases, todavía quedan bastantes detalles por ultimar con los funcionarios españoles. No obstante, una cosa está bien clara; por parte de los Estados Unidos tendremos por norma utilizar en todo lo posible los recursos locales. Se espera que las empresas constructoras españolas se utilicen al máximo. Se mejorarán los servicios de algunas bases navales y aerodromos españoles, y esas mejoras constituirán, desde luego, beneficios permanentes para esta nación.

He oído expresar temores de que la ayuda norteamericana ocasione inflación en la vida económica de España. Tanto el Gobierno español como el norteamericano, tienen proyectos para integrar la ayuda económica de los Estados Unidos de forma que no trastorne el equilibrio de la economía española.

En primer lugar, debe tenerse en cuenta que no se inundará a España de dólares, según han pensado algunas personas mal informadas, pero bien intencionadas. La ayuda a España consistirá en material para el desarrollo de la agricultura, la industria y los transportes españoles, y en materias primas y géneros cuidadosamente elegidos.

Ese dinero no se gastará todo de una vez, ni en dos o tres compras. Además, los géneros y materiales que se compren, no llegarán a España en un envío, ni en dos o tres. España recibirá esa ayuda durante cierto tiempo, a medida que se vaya aprobando cada proyecto, uno por uno. Se trata de algo que hay que planear cuidadosamente y con tiempo. No puede subrayarse bastante que este programa no es uno que se pueda completar de la noche a la mañana. Se invertirá gradualmente el dinero, y se manejará de tal forma que sea posible regular sus efectos sobre la economía española.

También he de señalar a ese respecto, que la cantidad de dinero a invertir no es tan considerable, que lo comprado con ella no se pueda ajustar útil y armoniosamente a la estructura económica española. Si se examinan el presupuesto y la renta nacional de España, propuesta del material para ayuda, se reconocerá que esa ayuda no ha de constituir una fuerza perturbadora.

Debe tenerse en cuenta, asimismo, que no se puede realizar un solo gasto con arreglo al programa de ayuda sin el consentimiento de los Gobiernos español y norteamericano. Esta es una de las claves principales para la comprensión de todo el proyecto. De esa manera podrá el Gobierno regular tanto la cantidad como el empleo de los fondos que haya de intervenir e invertir en la ayuda económica.

El importe total de la ayuda económica se utilizará cuidadosamente dentro de la estructura de un programa general para el mejoramiento de la posición defensiva de España. Ese programa, una vez aprobado por los Gobiernos español y norteamericano, determinará la prioridad que hay que dar a los diferentes proyectos considerados.

Por ser hombres de negocios estarán, desde luego, muchos de ustedes familiarizados con la operación que llamamos de contrapartida. Se trata de un término del que oímos hablar mucho en los días de actividad en perspectiva. Por dicho motivo y con objeto de explicarlo a aquellos de ustedes que no tengan ya conocimiento práctico del empleo de fondos de contrapartida, me voy a tomar la libertad de exponer un sencillo ejemplo.

Una empresa industrial española, parte de cuya producción se ajusta al programa general, necesita más material primas y maquinaria para aumentar su producción y, a la vez, funcionar con mayor eficacia y vender más barato. Desgraciadamente, para la adquisición de esas materias primas se necesitan divisas extranjeras, que son escasas, y a veces no se pueden obtener. Una vez que los Gobiernos español y norteamericano hayan aprobado la petición de materias primas y maquinaria con arreglo al programa de ayuda, por parte de esa empresa, se comprarán los materiales con dólares de los fondos concedidos mediante votación por el Congreso de los Estados Unidos para ayuda a España, y se enviarán aquí. La empresa tendrá que pagar al Gobierno español las materias primas en pesetas, en cantidad equivalente al importe en dólares que cuesten. De ese modo, aunque haya que gastar pesetas, se utilizarán para obtener materias primas que de otro modo no podrían conseguirse. Las pesetas recibidas por el Gobierno Español, se depositarán luego en una cuenta especial en el Banco de España. Esas pesetas, se utilizarán solamente con el consentimiento del Gobierno español, y la aprobación del Gobierno de los Estados Unidos, para ciertas obras de mejora que beneficiarán a España y para el pago de parte del coste en pesetas de la construcción de instalaciones militares.

Los resultados de esta operación son que las materias primas que se necesitaran, coadyuvan al desarrollo de la industria española, mediante el aumento de la producción, el que, a su vez, permite a la empresa vender más barato en el mercado nacional, y obtener divisas extranjeras mediante ventas al extranjero. Las pesetas se utilizarán para abonar los salarios de los obreros españoles de la construcción y costear los gastos de otros servicios e instalación de locales.

Como ambos Gobiernos fiscalizarán rigurosamente los gastos en dólares y en pesetas, la repercusión de esos gastos podrá reducirse al mínimo.

Al hablar de inflación nos referimos en general, a un alza de precios motivada por un repentino aumento de la demanda de géneros, debido a la disponibilidad de efectivo o crédito, lo cual hace, a su vez, que escaseen los géneros en cuestión y resulte por lo tanto, más difícil y costoso adquirirlos. Ese fenómeno se hace frecuentemente penoso para el consumidor en general, porque le alza de precios no va siempre acompañada de aumentos correspondientes de los salarios y del poder adquisitivo.

Apenas empezamos a pensar en un programa de construcciones militares en España, tuvo el Gobierno de los Estados Unidos plena conciencia de su obligación de colaborar con el Gobierno español en la tarea de aportar los medios de evitar cualquier efecto inflacionista, que nuestro programa conjunto de construcciones pudiera ejercer en la economía española.

Por consiguiente, nuestro programa de ayuda económica constituirá evidente y vitalmente importante contrapeso de cualesquiera tendencias inflacionistas que de otro modo podrían desarrollarse como consecuencia directa de las actividades en construcciones militares. Cabe esperar que una acertada selección del material y del equipo que se importen a España con arreglo a este convenio, contrarreste el efecto inflacionista de cualquier aumento en la inversión total de pesetas que puedan originar las construcciones militares.

Al mismo tiempo, debe recordarse que no han llegado a España todos los géneros suministrados, en virtud del crédito concedido recientemente por el Banco de Exportación e Importación por un importe de sesenta y dos millones y medio de dólares. Esos artículos aportarán también su contribución al mantenimiento del equilibrio económico en este país.

Por supuesto. El Gobierno español adoptará todas las medidas de orden interior que sean necesarias para evitar la inflación. Yo les aseguro a ustedes que cuenta con nuestra más sincera cooperación.

Examinemos por un momento los acuerdos mismos. Son tres en número. En uno de ellos se estipula la construcción y el empleo de instalaciones militares en España por los Estados Unidos. Según los términos de ese acuerdo, los Estados Unidos ampliarán ciertos aeródromos militares españoles para su utilización conjunta por el Ejército del Aire español y por las fuerzas aéreas norteamericanas y emplearán algunas instalaciones navales para ser utilizadas también conjuntamente por las Marinas de guerra española y norteamericana. Ese convenio deja margen para la construcción ulterior de otros instalaciones militares, según requieran las condiciones futuras.

En otro acuerdo se estipula la ayuda económica a España con arreglo a los términos de la ley de seguridad mutua. Esa ayuda contribuirá a financiar las importaciones españolas de materias primas para la industria, productos, maquinaria y material, incluyendo la ayuda técnica que sea necesaria.

En el tercer acuerdo se estipula la ayuda militar de los Estados Unidos, para contribuir a la defensa de España ayudando a sus Ejércitos

de Tierra, Mar y Aire. Esa ayuda incrementará la eficacia de las defensas aéreas de este país, y aumentará material para las actividades militares y navales. Se trata de un convenio estrictamente militar, que tiene por fin, contribuir al desarrollo de las defensas de España si llegara el momento, en que ella —y nosotros— nos viéramos en la necesidad de defendernos de una agresión militar.

En lo que respecta a la cantidad de fondos destinada por los Estados Unidos para esos fines, el Congreso norteamericano consignó en 1951, ciento veinticinco millones de dólares para su inversión en España en ayuda económica, técnica y militar, con arreglo a los términos de la ley de seguridad mutua. Esa suma fué renovada en la ley de consignaciones de 1952. Cuando el Congreso estudió este año las consignaciones para España, no sólo decidió renovar las consignaciones primitivas, sino también agregarle 101 millones de dólares más. De este modo, hemos llegado al total de 226 millones, de los cuales se destinan 85 a la ayuda económica que contribuye a la defensa y 141 a la ayuda militar propiamente dicha.

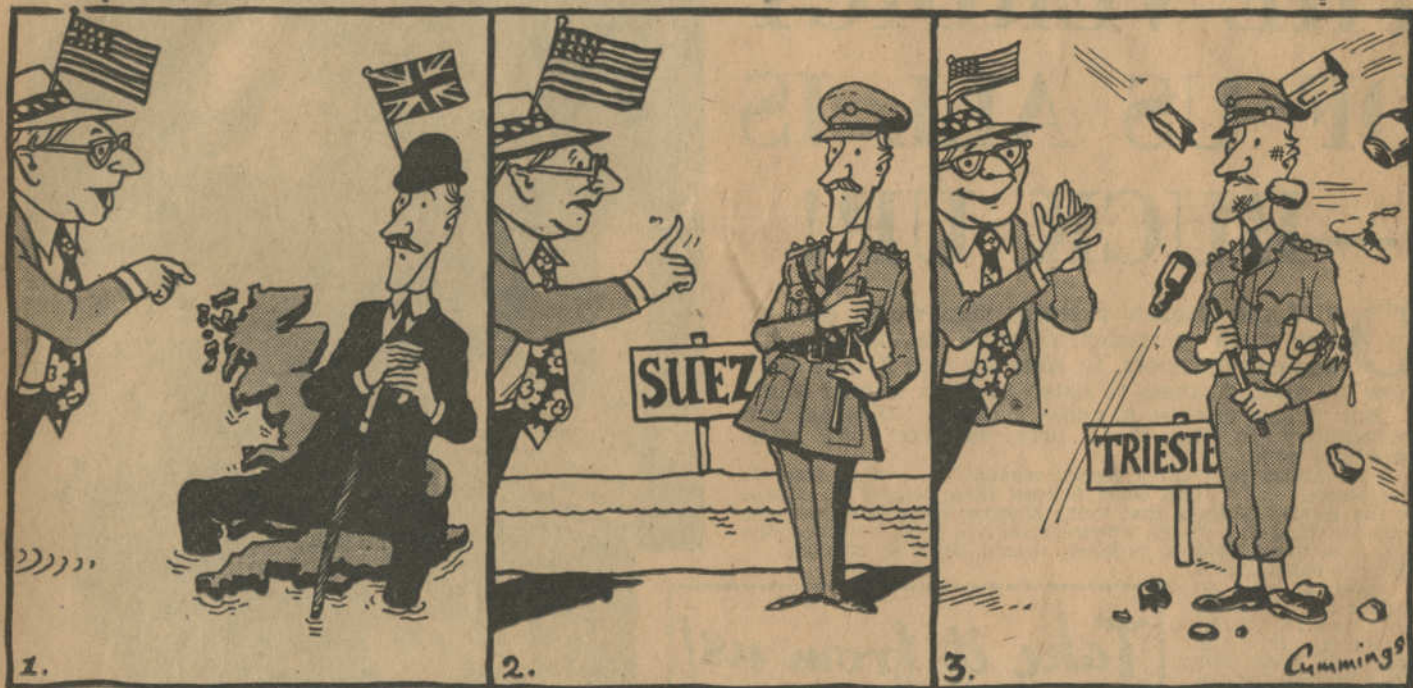
Para contribuir a llevar a la práctica los términos de esos convenios, se han creado en Madrid, bajo mi inspección, dos misiones especiales, semejantes a las existentes en otros países que reciben ayuda económica técnica y militar de los Estados Unidos.

Se ha creado una misión económica, conocida con el nombre de misión para operaciones económicas de los Estados Unidos en España, que tiene por director al Señor Edward L. Williams, y mucho me complace que le haya sido posible acompañarme esta noche, pues tenía grandes deseos de visitar esta ciudad y de conocer por experiencia propia algo de sus actividades. Esa misión desarrollará los programas de ayuda económica y técnica en colaboración con los funcionarios españoles que han sido nombrados para la nueva comisión interministerial de coordinación. En la parte militar, el General A. W. Kissner, de nuestras fuerzas aéreas, seguirá dirigiendo los aspectos militares de la ayuda y de las construcciones, en unión de las autoridades españolas indicadas. Confío plenamente que el ambiente amistoso y coadyuvante de nuestras anteriores negociaciones seguirá reinando en todas nuestras relaciones con las nuevas comisiones.

Hemos hablado ya de los términos y las ventajas de estos acuerdos para España y los Estados Unidos. ¿Qué significan, en último término? Significan, en el sentido más amplio, que esas dos naciones están unidas en un frente moral común contra los peligros a que se enfrenta la civilización occidental. Porque, si no nos respaldara esa mutua inspiración como fuerza orientadora, los términos de nuestros convenios carecerían de los debidos estímulos para un verdadero éxito.

Por mi parte, estoy convencido de que seguimos la senda de la victoria sobre las fuerzas que quisiéramos dividirnos, debilitarnos y derrotarnos; debemos ahora trabajar de firme para mantener nuestra unidad de propósitos y nuestra defensa común contra esas fuerzas. Porque ellas no sólo nos robarían nuestras vidas, sino también, lo que para los españoles y norteamericanos es aún más preciado, nuestra civilización occidental.

OUR GUIDE, PHILOSOPHER, AND FRIEND



1. "Say—Britain's too small for you—why don't you get out and go some place else?"

2. "Say—you can't stay there. Imperialism's outmoded in this Era of Democracy."

3. "Say—stay right there; you're doing fine!"

THE TIMES
12-11-53

77

A REVOLUTION IN STRATEGY

The growth of United States power, and the increase in its active use on a world-wide plan, are nowhere so evident as in the Mediterranean. Every few days there is news—from Spain, Morocco, Libya, Malta, Greece, or Turkey—to show that PRESIDENT EISENHOWER'S Administration is continuing the great design which was formed by its predecessor, to employ United States power in the Mediterranean permanently in an active and visible way. This strategic revolution has been swift. It is not so long since the Mediterranean in American naval and military eyes was a remote inland sea, of interest for dubious "imperial" reasons to the British Admiralty but of no concern to the United States. There was, it is true, a sentimental and historical interest surviving from the earliest days of the Federal Navy, when STEPHEN DECATUR—whose exploit at Tripoli won NELSON'S admiration—and other brilliant sailors had made their names off the North African shores and put the name of Tripoli into the marching song of the United States marines. But after the corsairs of Barbary had been brought to order, American thoughts turned elsewhere.

The landings in North Africa eleven years ago brought the United States Navy abruptly back into the Mediterranean in British company. Few Americans supposed at the time that their ships had gone there to stay. Their strategic preoccupation was with the Atlantic seaboard. Much argument was wasted in the attempt to persuade them that there were other routes from the Mediterranean into Europe, farther east than the valley of the Rhône. This train of thought, which appeared self-evident to British soldiers and sailors, seemed to Americans irrelevant and diversionary. Only later, with Soviet power firmly settled in central Europe, and American power unable to withdraw as the American people would have wished, was the strategic character of the Mediterranean perceived and the lesson drawn from it. In the world wide American strategy of to-day, the Mediterranean is no longer merely an inland sea; Europe is a peninsula and the Mediterranean shore is its accessible flank. Along this southern flank of Europe a powerful American force, the Sixth Fleet, now cruises with little interruption, maintained permanently at sea from bases on the east coast of the United States.

Soviet diplomacy after the war can take most of the credit for an innovation that will clearly influence the course of history in Europe, North Africa, and the Levant. It was the shock of Russian hostility that caused American strategy to be reshaped at such feverish speed in 1946 and 1947. American power, which had been withdrawing from the region of Europe, began to flow back. The late JAMES FORRESTAL, who was then Secretary of the Navy, succeeded in asserting the presence of American sea-power in the Mediterranean as a permanent necessity. Like most revolutionary statements, his explanation in September, 1946, of the purpose for which the United States Navy was there "and will continue to be there" was intended as a simple statement of fact. Techniques of supply at sea which had been developed in the Pacific war against Japan made it possible to keep a fleet there without more than minor facilities ashore in the Mediterranean itself. The recent agreements with Spain, Greece, and Turkey will enable these shore facilities to be enlarged, but their role is still auxiliary.

Air bases are a different case. Hand in hand with the deployment of sea-power (itself wielding a strong air arm) a medium-range bomber force has been built up in Europe and North Africa, able to strike should the need arise. Because an air fleet cannot stay in the air, this plan has dotted the Mediterranean map with new and projected military air-fields. Most of these are not American bases in the strict sense. Three in Morocco and one in Libya are manned and worked by the United States Air Force, and the agreement with Spain is thought to envisage three more (though these will be formally under Spanish command) in the neighbourhood of Madrid, Barcelona, and Seville. Farther east there is appearing a formidable pattern of military air-fields in Greece, the Greek islands, and Turkey which can serve as staging-points on the way to and from Soviet territory. These belong to the Governments on whose soil they lie, but American resources have fitted them up.

Clearly the system of American power which is being built up in the region is a powerful deterrent against aggression. Inevitably, too, it is a source of grievance for the Soviet leaders. Nothing, unfortunately, is likely to persuade the Russians of its strictly defensive purpose. The nearer the bases are put to Russian soil—and some are very near already—the worse the effect on Russian nerves and on Russian diplomatic conduct. Against the risks and disadvantages which arise from this fact there has to be set not only the ultimate strategic advantage to the western alliance but the benefit to the state of mind of the Mediterranean peoples themselves. The Sixth Fleet makes an endless round of friendly calls, interrupted only by businesslike exercises. It reminds the Mediterranean peoples that they are part of a region joined by sea and accessible to strong friends—not, as they might otherwise feel, defenceless outposts on the fringe of an explosive continent.

American power, deployed on this scale along the sea lanes, has the effect of joining Europe, the Mediterranean, and

North Africa into a single powerful strategic system, clearly more defensible than Europe could ever be in isolation. It is bound to have other repercussions as well; an example is the disturbance of political life in Malta when American air forces are put there to secure the sea-passage. The French position in North Africa—upon the careful management of which the future French position in the world will partly depend—was shaken in the last war by the presence of active foreign military power, whether hostile or friendly. There have been occasions since on which France has felt the need to protect her authority there even from her friends. British sea-power in the Mediterranean still plays an active and useful role, but it is no longer demonstrably the strongest sea-power there, as it was for two centuries. The traditional primacy of British influence in some of the Mediterranean countries has vanished with this change. The Mediterranean is strategically more than ever a part of Europe, but in politics it has ceased to be a European sea.

THE TIMES
18-11-53

78

FULL SPANISH COOPERATION

ADMIRAL RADFORD'S CONFIDENCE

TALKS IN MADRID

From Our Own Correspondent

MADRID, Nov. 17

Admiral Arthur W. Radford, chairman of the American Joint Chiefs of Staff, is convinced that the western nations may count on the fullest cooperation from the Spaniards in an emergency.

He expressed this opinion at an interview with American and British correspondents in Madrid, after a general Press conference at which he said that he had come to Spain to meet people and establish personal contact rather than to see places or assess military requirements.

Admiral Radford was greeted on his arrival at Barajas on Saturday by Lieutenant-General Juan Vigón, chief of the supreme general staff, and other Spanish army and air force officers with whom he has conferred during his brief visit. General Vigón gave a luncheon to-day in his honour, and he is to make the acquaintance of General Franco before leaving to-night by air for Washington.

The admiral was not to be drawn by leading questions on certain strategic and financial aspects of the problem of forming a united front against Communist aggression. He stated that everywhere on his tour of five European countries he had found "an excellent will to cooperate for defence." The United States was now "close to full military preparedness" and once that stage was reached it should prove less costly than the initial task of building up strong forces, although further development of modern arms, the supply of equipment, and the training needed to maintain efficiency would always be "an expensive business."

VALUE OF GIBRALTAR

Asked whether he thought the acquisition of naval facilities in Spanish harbours would reduce the value of Gibraltar as an allied base, Admiral Radford replied that a choice of alternative anchorages would give the American Sixth Fleet "greater flexibility." It was too early to say how Spain might fit into the western defence plan as a whole, "but her strategic importance," he added, "must be obvious to anyone."

At both Admiral Radford's meetings with representatives of the Press a stenographer and a recording machine were employed as a double precaution against such erroneous reports as that which misquoted a reply given by Mr. Harold E. Talbott, the Secretary of U.S. Air Force, on a similar occasion a fortnight ago. After a second short stay in Madrid Mr. Talbott and the Chief of the United States Air Staff, General Twining, have continued their homeward journeys. Mr. Joseph W. Martin, Speaker of the House of Representatives, who visited Spain at the weekend and was received in audience by General Franco, left for Paris yesterday.

Convenios con los EE. UU.

nación mas poderosa del mundo ha concertado importantes acuerdos con España merced a los cuales el pueblo español se ha incorporado a la defensa del occidente

El trato que recibe nuestra patria es el premio que merece su entereza

Discurso del ministro de Asuntos Exteriores

Madrid, 30.—Poco después de las once de la mañana empezaron a llegar a las cortes los Procuradores, muchos de los cuales pasaron a saludar al presidente, señor Bilbao, el cual, con la Mesa de las Cortes, hacia los preparativos de la sesión plenaria.

Los ministros fueron, asimismo, llegando a las Cortes, y pasaron directamente al Salón de Ministros. La animación en los pasillos era grande, y en ellos se veían a todos los altos cargos y jerarquías del Movimiento.

COMIENZA LA SESION

La sesión de las Cortes comenzó a las doce menos veinte, bajo la presidencia de don Esteban Bilbao. En el banco del Gobierno se hallaban los ministros de Asuntos Exteriores, Gobernación, Obras Públicas, Comercio, Ejército, Marina, Aire e Información y Turismo.

El señor Paguzga lee el acta de la última sesión, que es aprobada, así como la lista de los procuradores que, por distintas causas, excusan su asistencia, y los que han sido dados de baja últimamente. A continuación, con el ceremonial de costumbre, prestan juramento como nuevos procuradores don José Manuel Parde de Santayana, gobernador civil de Zaragoza y consejero nacional, y don Antonio Ballesster Fernández, alcalde de Ciudad Real.

Desde una tribuna de la Cámara presencia la sesión el ministro polaco, señor Potowski.

PROTESTA DE LAS CORTES CONTRA LA PERSECUCION RELIGIOSA EN POLONIA

El presidente de las Cortes da cuenta de una comunicación del Consejo Nacional de Polonia, semejante a la que ha tenido eco en otros parlamentos, y en la que se señala la gravedad de las persecuciones religiosas que se llevan a cabo en la Polonia sometida. Dice el señor Bilbao que no podemos por menos de subrayar la amenaza que pesa sobre los católicos y la necesidad de que el mundo libre se disponga a poner coto a semejantes injusticias. Señala que varios Gobiernos y parlamentos, el presidente Odría, por ejemplo, y los parlamentos de Italia, Brasil y una comisión de parlamentarios franceses han formulado ya sus enérgicas protestas contra estos desmanes que impunemente se cometen sobre la población polaca. Los abusos que allí se cometen no pueden por menos de herir a toda conciencia honrada y, por eso, el Parlamento español desea fijar también su más enérgica protesta contra tamaños desafueros. Dice que el comunismo, apoderado de Polonia, denunció el Concordato con la Santa Sede el año 1945, y a continuación, las persecuciones han sido inferidas hasta el punto de resultar víctimas de la misma 10.000 sacerdotes, otros 10.000 religiosos y diez prelados. Allí se ha pretendido suplantarse a la Cruz por el sacrilegio, y así vemos esos procesos escandalosos, sin garantía de ninguna especie, como nos lo demuestra la condena del Cardenal Midzernsty, Sys, y tantos otros, todos estos desastres, dolorosos y lamentables, no los puede olvidar España, y menos las Cortes Españolas, que fueron las primeras en formular su protesta ante la suprema injusticia de la persecución religiosa en la Europa oriental.

Por tanto, no pueden permanecer ahora calladas ante este llamamiento de la católica Polonia, llevando hasta su Trono la expresión de su más decidida protesta y sincera adhesión.

Así se acuerda. Largos aplausos subrayaron las palabras finales del presidente de las Cortes.

Seguidamente se procede a la lectura, por el secretario señor Paguzga, del dictamen de la Comisión de Tratados sobre los convenios con Norteamérica, y acto seguido hace uso de la palabra el ministro de Asuntos exteriores, señor Martín Artajo.

DISCURSO DEL MINISTRO DE ASUNTOS EXTERIORES EN EL PLENO DE LAS CORTES

El ministro de Asuntos Exteriores Sr. Martín Artajo, al presentar a las Cortes los convenios suscritos entre España y los Estados Unidos de América, dice que el día 4 de marzo de 1946, esto es, al año apenas de terminada la segunda guerra mundial, los señores Byrnes, Bevin y Bidault, en representación de sus respectivos Gobiernos, redactaron y dieron a la publicidad mundial una nota que denominaron "declaración tripartita", en la que se decía que los Gobiernos de Francia, el Reino Unido y de los Estados Unidos de América habían cambiado impresiones respecto del actual Gobierno español y a las relaciones de aquéllos con su régimen y habían acordado que, en tanto este subsistiera, el pueblo español no podía aspirar a una plena y cordial asociación con las demás naciones. A través de este documento, tres potencias declaran a España y a su régimen fuera de la legalidad internacional y excluyen a su Gobierno de la normal convivencia con los otros, porque, añadía la nota, mientras no cambiara la situación política de España no será posible mantener con ella plenas relaciones diplomáticas ni la adopción de las medidas prácticas para ayudar a resolver los problemas económicos. A remolque de la maliciosa política antiespañola de los Gobiernos de Inglaterra y de Francia, los gobernantes de los Estados Unidos, sorprenderida su tradicional buena fe, se dejaron, increíblemente, arrastrar a esta "declaración tripartita" de evidente inspiración soviética, como hija que era de los pactos de Postdam.

Siete años más tarde, dice el ministro, el día 20 de septiembre de 1953, el embajador de los Estados Unidos en Madrid y el ministro español de Asuntos Exteriores suscribieron en Madrid tres convenios de ayuda para la mutua defensa.

En el preámbulo del más importante de esos acuerdos, el de mayor contenido político, el convenio defensivo, las altas partes contratantes hacen la declaración fundamental de que estos acuerdos se concluyen "frente al peligro que amenaza al mundo occidental, deseosos los Gobiernos de los Estados Unidos y de España de contribuir al mantenimiento de la paz y de la seguridad internacional", porque "estiman dichos Gobiernos que

(PASA A SEPTIMA PAGINA.)

DISCURSO DEL MINISTRO DE ASUNTOS EXTERIORES

de la tierra, secundada por Francia y las mismas potencias que ya antes habían expuesto a la participación española en el Plan Marshall, esa actitud se corresponde, por parte española, con una invencible repugnancia popular para alinearse, aunque fuera en defensa de comunes intereses, con una Francia y con una Inglaterra que nos habían hecho objeto de un trato tan injusto. Los Estados Unidos hubieron muy pronto de caer en la cuenta de la enorme injusticia con que se trataba a España, a la vez que se percataron de la necesidad imperiosa de revisar una política que dañaba a sus propios intereses nacionales, al excluir a España, baluarte moral y geográfico de primer orden, de la defensa de Occidente, y a medida que el pueblo norteamericano fué tomando contacto con la vida española y descubriendo la razón de ser de nuestro régimen, la sinceridad congénita de aquel pueblo fué abriendo paso a la verdad de la causa española, que ganó, primero, la conciencia popular y acabó por saltar a la vida pública.

Pide un aplauso sincero para los senadores y representantes que tanto hicieron por este acercamiento, como asimismo para nuestro embajador en Washington, Sr. Lequerica, que durante cinco años de gestión difícil ha desarrollado una labor no sólo diplomática, sino además dialéctica de grandísimo mérito y de intensa eficacia, merced a la cual se logró persuadir a los representantes de la opinión americana de la verdad y de la justicia de la causa de España. Al restablecerse la normalidad diplomática con la llegada del embajador, Sr. Griffiths, se ayudó a la mejor comprensión de la situación política española, creando un clima de opinión que hizo posible el viaje a Madrid del ilustre almirante Sherman, cuyas conversaciones con el jefe del Estado español abrieron paso a la idea predilecta del Caudillo: el pacto directo.

Hace historia de la gestión política de los convenios, que comenzó aquel día tan simbólico, 18 de julio de 1951, fecha de la última y definitiva conversación entre el General Franco y el Almirante Sherman, y alude a las tres causas fundamentales que motivaron que fueran tan largas las negociaciones: porque los puntos de partida de las partes se hallaban entre sí muy distantes; porque hubo que dar tiempo también a una evolución favorable de los estados de opinión, y porque no han faltado intentos de obstrucción por parte de terceros países.

Analiza el ministro el pacto militar y lee su texto, en el que se dice que "las zonas que en virtud de este convenio se preparen para su utilización conjunta quedarán siempre bajo pabellón y mando españoles, y España asumirá la obligación de dictar su seguridad exterior"; y que "se autoriza a los Estados Unidos a preparar y mejorar las zonas e instalaciones convenientes para uso militar y realizar, en España, las construcciones necesarias a tal fin".

Hasta llegar a esta conclusión —dice el Sr. Martín Artajo— se consumió toda una primera fase de las conversaciones empleadas en llevar al conocimiento de nuestros intelectuales la tesis española, y ello nos permite esperar que este espíritu de respeto a la plena independencia nacional consignado en los acuerdos, perdure también en su aplicación.

Conseguida una conformidad plena sobre estas importantes cláusulas del acuerdo defensivo, hubo que hacer ver que el Gobierno estadounidense que un pacto militar de esta naturaleza obligaba al país a prevenir los medios para una defensa nacional proporcionada al riesgo, así como su extensión territorial como en plenitud de eficacia. En otras palabras: que España no podía conformarse con armar todo lo eficientemente que se quiere unas bases determinadas, sino que al mismo tiempo necesitaba disponer de un Ejército en condiciones de hacer frente a los peligros de una situación de emergencia. De aquí derivó la obtención del compromiso americano de ayudar al armamento de nuestro propio Ejército, en la forma y cuantía que en los pactos se previene, comenzando por el Arma de Aviación, sin que esto quiera decir que se descuide la preparación del Ejército de Tierra, singularmente mediante la modernización del utillaje de nuestras propias fábricas de armas y municiones. Paralelamente a esta negociación se fueron desarrollando por su cauce propio otras conversaciones de carácter económico acerca de la ayuda que habría de recibir nuestra nación desde el momento en que España se alineaba entre las potencias defensoras del Occidente. Las cifras de esta ayuda económica ascienden en el año fiscal en curso a 226 millones de dólares, incluidos los 125 que fueron asignados a España en 1951 y 1952. De dicha cifra, 141 millones serán en principio empleados en gastos militares, y los 85 restantes a fortalecer económicamente el programa de cooperación económica. Entiende el ministro que no es del caso analizar con detalle el texto de cada uno de los convenios, puesto que publicados a su tiempo, es seguro que todos los tienen bien estudiados. Hace unas consideraciones de carácter general sobre el alcance de estos pactos y su auténtica significación.

LO QUE REPRESENTA EL PACTO CON LOS ESTADOS UNIDOS

El pacto con los Estados Unidos no representa ningún viraje en nuestra política internacional, co-

mo tampoco en nuestra política interna, porque para llegar a él no hemos abandonado ninguna de nuestras directivas fundamentales. Es innecesario aquí el recuerdo de nuestra guerra de liberación, cuando justamente en zonas tan próximas a este lugar en que os hablo —a Ciudad Universitaria, el Jarama o Brunete— las fuerzas españolas lucharon con tropas extranjeras, con brigadas internacionales que impudicamente exhibían la enseña soviética de la hoz y el martillo. Congruente con nuestros postulados ha sido nuestra postura al no reconocer a ninguno de los gobiernos comunistas extendidos por el mundo, lo mismo en Europa que en Asia, negándonos a mantener relaciones con ellos ni siquiera en el campo del comercio, donde tantos otros idealismos políticos han naufragado. Ante el nuevo peligro de una agresión comunista, la única actitud lógica de España estaba en entenderse con aquella nación, tanto por ser fuerte y poderosa, como por el espíritu de defensa ante el peligro que amenaza a todo el mundo.

El aplauso unánime de los pueblos árabes nos prueba asimismo que nada ha de padecer, en esta coyuntura, otra de las grandes líneas de nuestra política internacional, ya que los mismos pueblos árabes se nos han anticipado en buscar una inteligencia con la nación norteamericana. Mucho menos significan estos acuerdos rectificación alguna de nuestra trayectoria política interior, porque, justo es decirlo, ni los Estados Unidos lo han pretendido, ni el Gobierno español hubiera consentido semejante injerencia. Después de sucritos los acuerdos con Norteamérica, la vida política de la nación sigue discurrendopor los mismos cauces institucionales, con el mismo espíritu católico, nacional y social, y al mismo ritmo acelerado y entusiasta que han sido siempre característicos del glorioso Movimiento Nacional que arcaudilla el Generalísimo Franco, quienes hubieran podido temer —o acaso ¿quién sabe?, esperar— algún desvío, habrán sido sacados de su error por los acontecimientos políticos de estos dos meses: la epoteosis popular hacia el jefe del Estado en la Plaza de Oriente madrileña, el día 1 de octubre, fiesta del Caudillo, y la gigantista concentración falangista del día 29 en el campo de Chamartín, y, sobre todo, las memorables palabras dichas en aquella ocasión por el propio Caudillo Franco, acerca de la marcha del Movimiento. El régimen político de España —dice el ministro— evolucionará o no en los años venide-

ros, según lo quieran el pueblo español y su Caudillo, a la vista de las conveniencias nacionales, pero nunca para acomodarse, poco ni mucho, a prironos en boga, ni mucho menos, para plegarse a lo que pudieran pretender poderes extranjeros.

DOS GRANDES OPORTUNIDADES

Los actos representan, dentro de nuestro itinerario político, y usando una expresión americana, dos grandes "oportunities" para España. La de defendernos eficazmente si el comunismo —Dios no lo quiera— desencadenase en Europa la tercera guerra mundial. Dispondríamos de aliados poderosos, armas modernas y entrenamiento adecuado, economía sólida y ayuda financiera. Dado caso de que la guerra no viniera, no por eso dejaría de ser operativa nuestra potencia militar, ya que unida al rico patrimonio de altos valores espirituales una preparación militar de primer orden. España, además de admirada por los que la quieren, será temida por aquellos que tratan de menospreciarla.

La otra oportunidad es la de trabajar en nuestra reconstrucción económica y social, contando merced al mecanismo de los convenios, con los medios financieros que necesitamos de nuestro trabajo nacional un mayor rendimiento y de nuestra riqueza una mejor renta.

SIRVEN OTRO ALTO IDEAL: EL DE LA DEFENSA DE EUROPA

Nuestros acuerdos con Norteamérica sirven también otro alto ideal: la defensa de Europa y la garantía de la paz del mundo. España entra en la línea de la defensa de Occidente europeo y refuerza considerablemente la seguridad internacional contra el peligro comunista. Frente a la cómoda indiferencia no ay del mundo pagano, sino también de naciones que forman parte de la Cristiandad, contemplan a tantos pueblos aherrojados, a la propia Iglesia Católica feroz y arteramente perseguida, España no quiere cerrar los ojos a ese horrible espectáculo y viene clamando y clamará sin cesar por la liberación de los países y pueblos oprimidos por la más insostenible de las tiranías.

Alude a que en todos los países, unos con aplauso y otros con protesta, reconocen que la entrada de España en la línea defensiva del occidente refuerza considerablemente la seguridad internacional contra el peligro comunista, pues no en vano se alinea una nueva nación con treinta millones de habitantes, con una posición estratégica decisiva y con un pueblo unido y firme, bajo el mando de un Caudillo

victorioso en otra guerra de cruzada.

CONFIANZA DEL PUEBLO ESPAÑOL EN EL CAUDILLO

Finalmente, el Sr. Martín Artajo, agradece públicamente al pueblo español la confianza que ha depositado en el Caudillo y su Gobierno a todo lo largo de este, primero penoso y luego triunfal proceso, de nuestras relaciones internacionales de los dos últimos lustros. Se refiere a la obligación del Gobierno de España en ser reservado y a mantener secretos la mayor parte de sus planes de política internacional y a dejar sin explicación muchas de sus actitudes y no pocas de sus decisiones, pues no podemos olvidar que vivimos ya en guerra y aunque sus batallas sean frías, necesitan del secreto y de la sorpresa como armas a veces decisivas de la victoria, y no puede extrañarnos por tanto que nuestra táctica difiera de aquellas otras de las que forma parte una publicidad extrema de toda suerte de programas y ejecuciones, y eso hace que sea muy grande la satisfacción del Gobierno español cuando, al conseguir un resultado positivo, puede justisimamente asociar su victoria a este magnífico pueblo de España, que tiene su ciega confianza puesta en el Caudillo que ha hecho posible este innegable triunfo, como hará efectivos aquellos otros en que culminen nuevas y próximas empresas patrias que el Caudillo y su Gobierno, sabiéndose asistidos por el país, han de acometer a su tiempo para el más alto y eficaz servicio de nuestra idolatrada España.

Terminado el discurso del señor Martín Artajo, que fué largamente aplaudido por los procuradores, el señor Bilbao dijo que, después de las elocuentes palabras del ministro de Asuntos exteriores, y antes de proceder a la votación del dictamen sobre los convenios con Norteamérica, iba a dar lectura del texto del mensaje de Su Excelencia el jefe del Estado, dirigido por éste a las Cortes, con los citados convenios.

El presidente de las Cortes se puso en plé para dar lectura al citado documento y los procuradores hicieron lo propio, pero fueron invitados por el señor Bilbao a que se sentaran para escucharlo.

Terminada la lectura del mensaje, los procuradores, en plé, aplaudieron largamente, y el Sr. Bilbao dijo: "Con esos aplausos manifestáis unánimemente la fidelidad y el entusiasmo que todos sentimos por nuestro glorioso Caudillo, el saludo a los Estados Unidos y la ratificación de los acuerdos con los mismos".

A la una y media se levantó la sesión para reanudarla a las cuatro y media de la tarde.—(Cifra.)

París
16.

Las Cortes españolas ratifican

Mensaje del Generalísimo Franco al enviar a las Cortes de la Nación el texto de los Convenios concertados con los EE. UU.

Estos convenios marcan el jalón más importante de nuestra política exterior contemporánea y han de tener honda trascendencia en el futuro de nuestra patria

Madrid.—El generalísimo ha enviado a las Cortes Españolas el siguiente mensaje:

Al remitir a las Cortes de la Nación el texto de los convenios concertados por mi Gobierno con los Estados Unidos de América, que marcan el jalón más importante de nuestra política exterior contemporánea, es mi propósito el señalar las razones y fundamentos más destacados que motivaron estos convenios, que, sin duda, han de tener honda trascendencia para el futuro de nuestra Patria.

LA POLITICA EXTERIOR AL SERVICIO DE LA DIGNIDAD, GRANDEZA Y PROGRESO DE NUESTRA NACION

La política exterior del Movimiento Nacional de la Cruzada, durante la guerra universal y en la postguerra que padecimos, ha sido recta y clara: servir a la dignidad, a la grandeza y al progreso de nuestra nación, interpretando lealmente la voluntad y los anhelos de renacimiento de nuestro pueblo. La serenidad y firmeza con que cuidamos durante nuestra Cruzada de evitar situaciones de mayor violencia que pudieran alterar, llegada la paz, nuestra buena relación con los otros pueblos, permitió que terminásemos nuestra lucha interior sin que se hubieran alterado las relaciones que tradicionalmente mantenemos con las distintas naciones.

LA NEUTRALIDAD ESPAÑOLA. — EL PACTO PENINSULAR

Surgida, pocos meses después, la conflagración universal contra nuestros intereses y en nuestro perjuicio, pese a las alternativas que la guerra ofreció, España mantuvo durante este paréntesis bélico relación amistosa con todas las naciones. Fué durante estos tiempos en que la guerra se acerca a nuestras fronteras y a nuestros mares cuando, en defensa de la paz y de la integridad de nuestra península, suscribimos los acuerdos con la nación portuguesa, que tantos beneficios habrían de reportar a la paz y a la penetración de nuestros pueblos.

NUESTRAS RELACIONES CON LA GRAN BRETAÑA

No se ocultaba a nuestra perspicacia la clara visión de las dificultades de la postguerra, ni las amenazas que sobre el Occidente se acumulaban, y ante la grave necesidad de las horas que habían de acercarse, intentamos facilitar el necesario entendimiento occidental aclarando nuestras relaciones con la Gran Bretaña, que por el realismo que tradicionalmente caracterizó su política y el aprecio que hacíamos del valor desarrollado por sus juventudes, especialmente en el mar y en el aire, nos había concebido la esperanza de que, llegada la paz, pudiera ser un factor constructivo para la Unión del Occidente. Creíamos que las lecciones de la guerra habrían de ser aprovechadas, y que los imperialismos de ayer habrían de truíarse en medidas prácticas de justicia, confianza y colaboración entre las dos naciones ubicadas en una misma área geográfica, y quisimos, antes del final de la gran contienda, dar a conocer a las más importantes de

las naciones del Occidente europeo nuestros propósitos frente a los acontecimientos que a plazo fijo habían de surgir.

Difícilmente se resignan las naciones ayer imperiales a entregar el cetro de sus privilegios, lo que viene todavía caracterizando el forcejeo y reservas que se acusan en el servicio al interés general de la hora presente. En este cuadro general habría de definirse la política exterior española.

CEGUERA CON QUE SE ACOGIO NUESTRO PROPOSITO

¡Para qué recordar, si en el ánimo de todos los españoles está la ceguera con que se acogió nuestro propósito!

No tardaron muchos meses para poder comprender que nada había cambiado en la vieja mentalidad del Occidente y que España necesitaba cruzar sola los mares revueltos de la postguerra. Fueron tantos los errores cometidos en estos años con su secuela de pueblos vendidos y entregados, que hemos de considerarnos felices de no tener la menor responsabilidad en la tribulación en que tantas naciones de Europa se ven sumidas.

COMPAS DE ESPERA :: ::

Dividida Europa en vencedores y vencidos, desequilibrada por el creciente poder e insaciable ambición soviética, se imponía un forzado compás de espera en nuestras relaciones por cuanto a Europa se refiere.

ATRACCION DE NUESTRO PUEBLO HACIA LAS NACIONES JOVENES, IDEALISMO DE LOS EE. UU.

El Movimiento Nacional español, pleno de vigor y de juventud, forzosamente tenía que chocar con el egoísmo e incomprensión de tantos pueblos de nuestro Continente. Esto explica la atracción que empuja a nuestro pueblo hacia las naciones jóvenes, llamadas a él por tantos vínculos históricos, y que en esa necesidad de asociación que caracteriza la era en que vivimos, por encima de su poder material, supiese apreciar el idealismo y la juventud del pueblo de los Estados Unidos tan desfigurado por las maliciosas propagandas, pero que, a la hora de la verdad, sabe morir en Europa, en Asia, a varios millares de millas de su patria, haciendo honor a sus compromisos e ideales.

LAS NACIONES NO PUEDEN VIVIR SIN POLITICA EXTERIOR

Que los pueblos no pueden vivir sin una política exterior, es cosa evidente. La falta de una política internacional en la vida de nuestra Patria y el abandono de su proyección en el exterior, ha venido siendo la causa ya secular de nuestros desastres y de que poco a poco, se olvidasen los graves servicios que, a través de la Historia, nuestra Patria ha venido prestando a los otros pueblos. En este caso, qué pocos son los que en los Estados Unidos conocen la medida en que en los albores de su libertad, la nación española ayudó militar y económicamente a su independencia.

FORMA DE VIDA SUPRANACIONAL

Hoy apuntan en el horizonte internacional nuevas formas de vida supranacional, que las relaciones de todo orden y los imperativos de la defensa común vienen imprimiendo a nuestra época. A este signo de los tiempos nuevos ha de ajustarse la política exterior de las naciones y desterrar los conceptos viejos y los nacio-

nalismos aldeanos, incompatibles con la hora que nos tocó vivir. Los progresos de la civilización en el mundo han sido tan rápidos y los avances del pensamiento universal tan grandes, que ya no concibe la sumisión o la dependencia forzada de unas naciones a las otras, una cosa es la noble rectoría, que lo mismo entre las naciones que en la sociedad acompaña siempre al mejor dotado, y otra el que nadie pretenda por la fuerza perpetuar privilegios que están fuera del alcance de los tiempos modernos.

OBJETIVOS TOTALES EN LOS CONFLICTOS MODERNOS

Aumentada el área que alcanzan los conflictos bélicos, no cabe ya en la política de las naciones aquel aislamiento en que antaño pudo encerrarse la política exterior de muchos Estados. En los modernos conflictos los objetivos han venido a ser totales, sin que detengan a los beligerantes consideraciones de orden moral y de respeto a derechos y soberanías que no están poderosamente respaldados. Si en tiempo de paz la razón moral llega a ser trascendente, deja de serlo cuando la guerra se desencadena y un imperativo de alcanzar la victoria a toda costa embota la conciencia de los contendientes.

(SIGUE A DECIMA PAGINA)

Diputación Foral de Navarra
 Institución "Príncipe de Viana"
 Conferencias

Mensaje del Generalísimo Franco al enviar a las Cortes de la Nación el texto de los Convenios concertados con los EE. UU.

(VIENE DE PRIMERA PAGINA)
AMENAZA DEL COMUNISMO SOVIETICO

Reconocida universalmente la amenaza de agresión sobre el Occidente, nadie podría concebir que esta pudiera detenerse por su propia voluntad ente nuestras fronteras. Sedía desconocer los objetivos que el comunismo soviético persigue, y entre los que nuestra Patria ha venido figurando en el primer plano. No quedan tan lejos los días en que Moscú mandaba en el territorio de la España roja, ni los posteriores en que la agresión en todas sus formas se esgrimió contra nuestra nación, desde la conjura en los medios internacionales, hasta la agresión abierta sobre nuestras fronteras, pretendiendo crear en nuestro territorio focos de terrorismo que nuestras beneméritas fuerzas de la Guardia Civil han venido extirpando desde sus inicios. Propósitos que siguen campeando en las emisiones de las radios rojas desde territorio comunista.

La defensa del Occidente contra la agresión comunista es, pues, para nosotros tanto o más importante que pueda serlo para los Estados Unidos.

Reconocida la amenaza, la cuestión se planteaba en los siguientes términos:

PLANTEAMIENTO DE LA CUESTION

¿Podríamos con nuestros propios medios, sin colaboración exterior, asegurar a nuestra nación contra la agresión comunista?

Aun en el caso de que este desideratum fuera posible, ¿cuántos años necesitaríamos para lograrlo?

¿Permite la situación de nuestra economía y de nuestra balanza de pagos, sin la ayuda de créditos extranjeros, satisfacer a un tiempo las demandas de nuestro resurgimiento económico y de nuestra defensa?

ES NECESARIA LA COLABORACION

La respuesta no puede estar más clara: Si España quiere en el menor tiempo asegurarse contra la agresión exterior, necesita de la colaboración que en los convenios se establece.

NOS DEFENDEREMOS POR NOSOTROS MISMOS

No es nuestro propósito el que otros nos defiendan, sino el defendernos por nosotros mismos, facilitando con la preparación de nuestras bases y la intensificación de nuestros armamentos, la colaboración con los Estados Unidos frente a la posible agresión

IMPORTANTE VICTORIA DE LA PAZ FRENTE A LA AMENAZA COMUNISTA

España no puede ser indiferente al éxito o al fracaso de la defensa de Occidente. Con su colaboración con los Estados Unidos se llena un vacío gravísimo de esta defensa. Solamente la enunciación del concierto del convenio hispano-estadounidense, representa una importante victoria que fortalece la paz frente a la amenaza comunista.

QUEDAN A SALVO NUESTRA IDEOLOGIA Y NUESTRA SOBERANIA

Si la nación española, sirviendo su interés y el de la defensa del Occidente, inicia por estos convenios con los Estados Unidos de América una estrecha colaboración lo hace dejando a salvo nuestras peculiares ideologías, y dentro de nuestra insobornable soberanía, dando comienzo a una política de amistad estable entre nuestras naciones. El respeto mutuo a lo privativo de cada nación viene siendo a través de las "empresas" la base única de la posible asociación. Sin él no serían posibles las organizaciones supranacionales que la situación internacional demanda.

SERVIRAN EN LA FORMA MAS PERFECTA A LA AMISTAD Y COLABORACION DE LAS DOS NACIONES

Si estos convenios entrañan honda trascendencia y son beneficiosos en los distintos órdenes al más rápido resurgir de nuestra nación, sería erróneo que alguien pretendiera valorarlos por el cálculo frío del importe material de unas yudas, ya que no se trata de la venta o justiprecio de determinadas facilidades, sino de servir en la forma más perfecta a la amistad y colaboración de nuestras naciones para su defensa contra la agresión en el campo de nuestras mutuas necesidades, sujeta, como es natural, al ritmo y medida de los créditos y elementos disponibles.

Si España con sus propios recursos supo superar la honda crisis que la guerra mundial le ocasionó y puede ofrecer hoy a una situación económica fuerte y estable, su ritmo sin embargo, se ve frenado en cuanto se refiere a sus necesidades del exterior por su situación de divisas, resultado de su intercambio comercial.

El atender en estas condiciones a las obligaciones e imperativos tanto del resurgimiento económico como de su defensa, obligaba a que su marcha, aunque segura, tuviera que desenvolverse con determinada lentitud, incompatible con las necesidades de esta hora.

SE DERIVARAN VENTAJAS CONSIDERABLES

Mucho es lo que con nuestros propios medios nuestra nación ha venido haciendo en orden al refuerzo y renovación de sus armamentos, pero los progresos técnicos industriales han sido tan grandes en determinadas técnicas que, pese al renacimiento industrial de nuestra Patria, no se hacía posible el alcanzar a tiempo determinadas metas sin la colaboración técnica de las naciones más adelantadas. Raro es el país que por sí mismo puede atender a satisfacción todas sus necesidades. Por ello de la colaboración internacional se derivan ventajas considerables para el perfeccionamiento de nuestro armamento.

ESPAÑA DISPONDRA DE CREDITOS Y MEDIOS TECNICOS

Al afrontar España las responsabilidades derivadas del acuerdo, naturalmente habían de ofrecerse le los medios complementarios para activar el ritmo de su reconstrucción y armamento, ofreciendo sele los créditos convenientes a su economía que complementasen los que por su propio esfuerzo ha venido movilizandó. Los fines a que esos créditos han de dedicarse, el vacío que en la economía española vienen a llenar, y la vigilancia que sobre las inversiones ha de mantenerse, ofrecen plena garantía de que están eliminados los riesgos de una inflación.

LA NACION MAS PODEROSA DE LA TIERRA INTERESADA EN NUESTRA DEFENSA

Los acuerdos tienen, por otra parte, la virtud de interesar en nuestra defensa a la nación más poderosa de la tierra, entendimiento que cobra especial importancia cuando se concierta con un pueblo como el español de tan altos valores patrióticos y espirituales. El que la fina sensibilidad del pueblo de los Estados Unidos haya elevado en estos años cruciales a la Jefatura del Estado al General Eisenhower, insigne artífice de su victoria, constituye una garantía de que defenderá con mano firme los ideales de paz y de justicia que los pueblos anhelan.

EL BLOQUE PENINSULAR REFORZADO

Los convenios suscritos por la nación española vienen, por otra

parte, a reforzar el bloque estratégico de nuestra península, cimentado sobre el tratado de amistad y no agresión concertado con Portugal en 1939 para asegurar la paz en este extremo del Occidente, y reforzado, al correr de estos años, por los protocolos adicionales de 1940 y 1948.

Si en algún momento la disparidad de los compromisos contraídos por cada parte pudiera rozar y tener que someterse al tratado de amistad de nuestro Pacto Ibérico, al suscribir hoy España convenio similar al que en su día concertó Portugal con idéntico fin con las naciones del Pacto del Atlántico, se refuerza aquél con la unidad geográfica y estratégica de la península ibérica, que puede considerarse como un todo por cuanto respecta a su mayor valor en la defensa del Occidente.

RECUERDO A LAS NACIONES DE NUESTRA ESTIRPE

En esta hora de plenitud de nuestra política exterior, no podía faltar nuestro recuerdo para aquellas naciones de nuestra estirpe que en las horas difíciles estuvieron a nuestro lado haciendo honor a su hidalguía.

UNIDAD Y DECISION DEL PUEBLO ESPAÑOL

Al ofrecer al pueblo español a través de las Cortes de la nación, los frutos de esta primera etapa, he de destacar la trascendencia que para ello ha tenido su confianza reiterada y la unidad entre los hombres y las tierras de España. Poco hubiera valido nuestra posición estratégica y la necesidad de que de nosotros se tenía, si no hubiera estado respaldada por la unidad y la decisión de un pueblo de tan altos valores espirituales.

FRANCISCO FRANCO



Rogad a Dios en caridad por el alma de
SU ALTEZA IMPERIAL Y REAL

**D. Carlos de Habsburgo-
Lorena y de Borbón**
DUQUE DE MADRID

Fallecido en la ciudad de Barcelo-
na el 24 de diciembre de 1953

R. I. P.

El funeral que se celebrará en la iglesia
parroquial de San Jerónimo el Real el sába-
do día 16 de los corrientes, a las doce de su
mañana, será aplicado por el eterno descan-
so de su alma.

1953
12
16

"Nous arriverons à bout du terrorisme"⁸²

déclare le général Guillaume à son retour de Paris

Rabat, 31 décembre. — Le général Guillaume est arrivé la nuit dernière à Casablanca. Evoquant les entretiens qu'il vient d'avoir à Paris avec MM. Joseph Laniel, Georges Bidault et Edgar Faure, le résident général a déclaré :

« Au cours de mon rapide voyage j'ai pu constater que les attentats au Maroc avaient produit en France une forte impression et

que les Français partagent notre deuil à la suite de l'attentat de Casablanca. J'ai expliqué que des actes aussi odieux ne pouvaient que resserrer les liens qui unissent les Français aux Marocains.

» J'ai expliqué qu'à Marrakech et à Fès la presque totalité des gens qui avaient perpétré des attentats ou commis des meurtres avaient été arrêtés et déférés devant la justice militaire... J'ai insisté sur la responsabilité de certaines puissances étrangères qui, par la presse et par la radio, font de véritables incitations au meurtre. J'ai fait comprendre aux membres du gouvernement qu'il fallait qu'une fin soit mise à de telles manœuvres. Nous arriverons à bout du terrorisme. »

Comme on demandait au résident général si les derniers événements auraient une incidence sur l'application des réformes :

« Aucunsment, a-t-il répondu, les réformes organiques ont été faites déjà, et le gouvernement marocain fonctionne. Je suis en mesure de dire qu'elles seront réalisées en 1954. »

LE BILAN DU TERRORISME

58 morts, 117 blessés

On indique officiellement à Rabat que le nombre des victimes des actes de terrorisme commis du 16 août (événements d'Oujda) au 24 décembre, s'élève à cinquante-huit morts (parmi lesquels cinq agresseurs) et cent dix-sept blessés.

Indépendamment des attentats contre les trains, des sabotages de lignes téléphoniques ou électriques, quatre-vingt-sept incendies ont été enregistrés ainsi que quarante et une utilisations d'explosifs contre des magasins ou des demeures particulières.

Un socialista enjuicia los acuerdos hispanonorteamericanos

“España ha cerrado el largo capítulo de una neutralidad que fué tan funesta para la República como para la Monarquía”

“**E**XISTE una verdad evidente para tirios y troyanos que no hay vilipendio en reconocer: esos convenios son el acto de mayor trascendencia internacional que ha realizado España desde las guerras napoleónicas. Rectifican una política de aislamiento más aciago que espléndido, que ha durado casi siglo y medio.» Con estas palabras, Luis Araquistain ha comentado en «El Diario de Nueva York», el 26 de octubre, la firma de los acuerdos hispanonorteamericanos.

En su artículo titulado «Europa y América. El caso de España», después de historiar esta etapa de aislamiento de nuestro país, comenta con amargura la impotencia de los regímenes anteriores en la esfera internacional y la indudable victoria que representa para la España actual el no encontrarse hoy completamente sola. En su comentario dice textualmente: «En la segunda guerra mundial hubo cinco neutrales en Europa: Suecia, Suiza, España, Portugal y Turquía. En la tercera guerra mundial, si llega a ocurrir, es muy probable que no haya ninguno. Por motivos militares o políticos, toda Europa sería beligerante de grado o por fuerza; toda ella será invadida o atacada por la aviación de un bando u otro. No habrá opción posible...»

«En lo único que cabía optar en una fase prebélica o de la guerra fría, como se dice ahora: o permanecer cruzados de brazos, a la expectativa, hasta que la guerra irrumpiese en el país y sus estragos fuesen entonces mayores, o prevenirse a tiempo para esa contingencia y así aminorar sus peligros y desastres, si al fin sobreviene. Tampoco cabía opción en cuanto a los dos grupos beligerantes potenciales en que está di-

vidido el mundo. Por su posición geográfica, aparte de otro motivo, España pertenece fatalmente a la órbita occidental, independientemente de simpatías o antipatías.»

Este reconocimiento de Araquistain es tanto más significativo, puesto que, como se recordará, en su calidad de socialista no dejó de contribuir a la bolchevización de España. Todavía es más curioso que después de haber intervenido en la implantación de la República en España—e incluso fué el autor de la famosa definición «de trabajadores»—, y de haber intervenido en su política internacional, como embajador en Berlín y París, Araquistain agrega: «La suerte está echada, y con ello España cierra el largo capítulo de una neutralidad que fué tan funesta para la República como para la Monarquía, y que, además, era imposible seguir manteniendo.»

El comentario del que fué diputado a las Constituyentes, subsecretario de Trabajo de la República y director de «Leviatan» y «Claridad» no es sino una monótona queja acerca de los errores del régimen que le hizo embajador, aunque atribuya la culpa a «la apatía de Francia e Inglaterra en los planes de defensa y unificación de Europa». Quizá Araquistain no recuerda su participación en estos errores, que le llevaron a la paradoja de predecir que «América se desinteresaba cada vez más de Europa», o sus ataques a los países hispanoamericanos, que dieron lugar a que fuera calificado de «americanófono». Su reconocimiento de la victoria internacional del Régimen de Franco sucede al desengaño que le llevó a renunciar al «acta» de diputado en el fantasmal «Parlamento» en exilio.

Quirós

LOS ARABES ELOGIAN LA ACTITUD DE ESPAÑA

84

El Cairo, 26.—Allah El Fasi, jefe del partido marroquí del Istiqlal ha hecho unas declaraciones al periódico cairota "Al Kahira", en las que afirma que "nadie duda de que España está bien inspirada en lo que se refiere a Marruecos y a los Estados de la Liga Arabe. En efecto, España —por medio de sus dirigentes más calificados— ha proclamado que no aprueba la situación del sultán legal".

La actitud de España —dijo también El Fasi— no obedece sino al deseo de realizar las aspiraciones del pueblo marroquí. No es, pues, de extrañar el ver a éste continuar su lealtad para con el sultán exilado. Por otra parte, esto fué lo que determinó al jalifa de Tetuán que continúe oficialmente adherido a Mahomed V. La actitud de la Liga Arabe con España constituye la mejor réplica a la honrada actitud adoptada por este país.—(Efe.)

Junta Regu'adora ⁷⁵ de Márgenes Comerciales

PRECIOS MAXIMOS PARA LA PROXIMA SEMANA

Se reunió ayer la Junta Regula-
dora de Márgenes Comerciales, bajo
presidencia del excelentísimo señor
Gobernador Civil D. Luis Valero
Bermejo. La reunión resultó labo-
riosa, y durante su desarrollo se
vislumbraron posibilidades de pró-
ximas rebajas en los precios de al-
gunos artículos, como ocurrió ano-
che en tres productos del cerdo.

Los precios que han de regir a
partir de mañana, sábado, son los
siguientes:

Fruitas y hortalizas

Patata	1'45
Naranja Navel selecta	4'20
Naranja Navel destrio	3'40
Mandarina selecta	4'00
Mandarina "clementina" em- papada	5'15